

سكنا عن الاموال

Le Monde

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 15333 - 7 F JEUDI 18 AVRIL 1996 FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

UDIT

nos clients encore ?

nos clients encore ?

nos clients encore ?

nos clients encore ?

nos clients encore ?

nos clients encore ?

nos clients encore ?

nos clients encore ?

nos clients encore ?

nos clients encore ?

nos clients encore ?

nos clients encore ?

nos clients encore ?

nos clients encore ?

nos clients encore ?

L'Etat rachète ses parts du Lyonnais

UNE ÉTAPE vient d'être franchie dans le processus de privatisation de Thomson. Pour rendre le groupe français d'électronique plus attractif, l'Etat va racheter à Thomson SA, ainsi qu'à sa filiale d'électronique de défense et professionnelle, Thomson-CSF, les parts qu'elles détiennent dans le Crédit lyonnais (respectivement 3,01 % et 16,92 %).

Si le prix exact de cession doit encore être fixé - un expert va être désigné -, les deux parties se sont entendues pour que le montant ne soit pas inférieur à 2,859 milliards de francs pour Thomson-CSF et à 484 millions de francs pour Thomson SA. Le rachat par l'Etat de la participation de Thomson dans le Crédit lyonnais marque la fin d'une association contre nature. Les lourdes pertes du Lyonnais en 1993 et 1994 avaient fortement affecté les comptes de l'industriel.

Lire page 30

La France refuse de lever l'embargo sur la viande bovine britannique

M. Vasseur explique au « Monde » la position du gouvernement

LES MESURES annoncées mardi 16 avril par le gouvernement britannique pour lutter contre la maladie de la « vache folle » sont en contradiction avec l'accord conclu le 3 avril à Luxembourg par les ministres de l'Agriculture de l'Union européenne. La Grande-Bretagne exclut un abattage massif de son cheptel bovin et annonce une action devant la Cour européenne de justice pour obtenir la levée d'un embargo qu'elle juge illégal. La Commission de Bruxelles se dit assurée d'obtenir gain de cause devant la Cour.

Réagissant à ces décisions, le ministre français de l'Agriculture, Philippe Vasseur, affirme dans un entretien au « Monde » que la France n'a pas changé de position, maintient l'embargo et s'en tient aux termes de l'accord de Luxembourg.

M. Vasseur expose d'autre part son inquiétude devant le comportement des Français, qui ont tendance à réduire leur consommation de viande, bovine ou non. Le ministre a confirmé l'abattage prochain et la destruction des 76 000 veaux d'origine britannique



élevés en France. Un porte-parole du Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA) nous a déclaré mercredi que l'attitude de John Major allait nourrir « un vif sentiment antibritannique ». Il ajoute qu'il serait « totalement irréaliste de lever l'embargo ». L'abattage

M. Juppé veut renforcer les lois sur l'immigration

Les élus de la majorité sont divisés

LE GOUVERNEMENT semble déterminé à donner dans les meilleurs délais une traduction législative aux travaux de la commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur l'immigration clandestine, présentés mardi 16 avril, mais entend le faire avec prudence. Les députés de la majorité ont en effet réservé un accueil mitigé à ces propositions, plusieurs responsables du RPR et de l'UDF incitant le gouvernement à agir avec précaution, tandis que M. Le Pen affirmait que ce rapport va « indubitablement dans le bon sens ».

Même si le rapport de la commission d'enquête n'a pas encore suscité de réaction officielle de l'exécutif, les pouvoirs publics ne sont donc pas décidés à enterrer le débat. Le ministre de l'Intérieur a engagé l'élaboration d'un avant-projet de loi et évoque la possibilité de le soumettre en mai au conseil des ministres.

L'entourage d'Alain Juppé souligne que les conclusions de la commission traduisent une préoccupation constamment manifestée par des élus soucieux d'une plus grande rigueur à l'approche des élections législatives de 1998. Délivrance des certificats d'hébergement, mise en œuvre des reconduites à la frontière, travail clandestin, constituent, souligne-t-on, une source de plus en plus fréquente d'exaspération des élus. A Matignon, on convient que la lutte contre l'immigration clandestine commence par l'application de la législation existante. Mais on souligne que l'application de certaines dispositions des lois Pasqua de 1993 a pu créer des situations humaines inextricables et mérite donc un ajustement.

A Matignon comme à l'Elysée, on se dit toutefois déterminé à ne reprendre des propositions de la commission qu'avec la plus grande prudence. Le gouvernement ne veut pas se laisser entraîner dans des dispositions qui prêteraient le flanc à une sanction du Conseil constitutionnel. Or, souligne-t-on, la commission d'enquête a largement sous-évalué ce risque, particulièrement flagrant en matière d'accès aux soins médicaux, d'expulsion de mineurs ou de délais de rétention.

Lire page 9, et la chronique de Pierre Georges page 30

La saga des « Pen-Duick »



ERIC TABARLY

CINQ des six Pen-Duick, les voiliers de course d'Eric Tabarly, sont, pour la première fois, réunis à Saint-Malo, du 18 au 21 avril, à l'occasion du festival Mer et Découverte. Seul manque Pen-Duick-IV, le grand trimaran qui a disparu en mer avec Alain Colas dans la première Route du Rhum, en 1978. Ce rassemblement est donc une occasion unique de visualiser ce que le double vainqueur de la Transat anglaise, en 1964 et 1976, a apporté à la course au large en matière d'innovations techniques.

Ses connaissances encyclopédiques sur l'histoire des voiliers, son sens de l'observation, son pragmatisme lié à une longue pratique en compétition, ont permis à Eric Tabarly de concevoir des bateaux d'avant-garde sans avoir reçu une formation d'architecte naval. Ainsi a-t-il eu l'idée du premier « déplacement léger » en contreplaqué (Pen-Duick-II), de la première coque en aluminium soudé avec des formes bouleversant la jauge IOR (Pen-Duick-III), du premier grand multicoque de compétition (Pen-Duick-IV), du premier monocoque avec ballasts (Pen-Duick-V) ou de la « chaussette » de spi pour mener Pen-Duick-VI en solitaire.

Lire page 11

Allemagne, 3 DM; Argentine, 9 F; Autriche, 25 ATS; Belgique, 45 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Côte d'Ivoire, 800 F CFA; Danemark, 16 DKK; Espagne, 220 Ptas; Grèce, 200 Dr; Irlande, 1,40 £; Italie, 2000 L; Luxembourg, 40 FL; Maroc, 10 DH; Norvège, 16 KRN; Pays-Bas, 3 FL; Portugal, 200 Esc; Royaume-Uni, 1 £; Suède, 100 Krona; Suisse, 10 Francs; Thaïlande, 10 Baht; USA, 1 Dollar; USA (PWT), 2 \$; USA (International), 2,20 \$.

M 0147 - 0418 - 7,00 F

Deux « marines » américains défendent leur patrimoine génétique

WASHINGTON de notre correspondant

Tout a commencé en janvier 1995. Le capitaine Joseph Vlacovsky et le soldat de première classe John Mayfield passaient un examen médical de routine à l'infirmerie de la base de « marines » de Kaneohe Bay, à Hawaii. Lorsque l'infirmer leur demanda de subir une prise de sang, ainsi qu'un prélèvement de cellules, destinés à établir leur « signature ADN », ils refusèrent tout net. L'armée menaça, mais les deux soldats ne plèrent point et alertèrent la presse : leur procès en cour martiale, qui a débuté le 15 avril, est devenu une affaire nationale.

Respectivement âgés de vingt-quatre et vingt ans, les deux hommes sont devenus les croisés de la lutte contre la « discrimination génétique ». C'est à partir de juin 1992 que le Pentagone s'est lancé dans ce programme consistant à prélever et répertorier les échantillons d'ADN des quelque 1,5 million de membres des forces armées. L'objectif ? Identifier sans risque d'erreur tous ceux qui

tomberont sur le champ de bataille, afin qu'il n'y ait plus jamais de « soldat inconnu ».

Plus d'un million de « signatures ADN » sont d'ores et déjà conservées à l'Institut militaire de pathologie de Galtersburg, dans le Maryland. Le problème, bien sûr, est que l'ADN, en fournissant une information génétique personnalisée, donne aussi des renseignements sur les prédispositions héréditaires, qu'elles soient médicales ou relatives à la personnalité et au caractère.

Le professeur Paul Billings, de l'université Stanford, a puissamment contribué à renforcer la thèse de la défense au procès de Hawaii : il a expliqué que tout citoyen américain, dont l'ADN est répertorié, est répertorié quelque part, court le risque de voir ses secrets génétiques connus de ses supérieurs, banquier, assureur, collègues, amis et ennemis.

Tout prélèvement doit se faire sur une base strictement volontaire, estime-t-il, et à condition que le donneur obtienne des garanties sur l'usage qui sera fait de cet échantillon d'ADN. Tout en défendant leur cas devant la

cour martiale - qui peut les condamner à six mois d'emprisonnement et à un « renvoi à la vie civile pour manquement à l'honneur » -, Joseph Vlacovsky et John Mayfield ont engagé une action judiciaire devant les tribunaux fédéraux, afin de limiter l'exploitation que l'armée pourrait faire de cette banque de données particulièrement.

Le Pentagone a été obligé de faire des concessions. Il a accepté que les échantillons ne soient conservés que pendant cinquante ans (au lieu de soixante-quinze) et détruits lorsque le donneur, revenu à la vie civile, le demandera.

A Hawaii, le procureur militaire a tenté de faire admettre que les deux militaires devaient être jugés pour « désobéissance à un ordre réglementaire donné par un supérieur ». En vain : le juge amiral Peter Straub a décidé d'entendre les experts pour qui la collecte d'échantillons d'ADN peut violer le droit à la vie privée et promouvoir la discrimination génétique.

Laurent Zecchini

L'Orient compliqué de Jacques Chirac

LE PRÉSIDENT de la République n'avait sans doute pas prévu les écueils que lui réserverait le Proche-Orient lorsque, le 8 avril, devant les étudiants de l'université du Caire, il proclamait sa volonté de refaire de « la politique arabe de la France » une « dimension essentielle de sa politique étrangère ». En dépeçant le chef de la diplomatie française, Hervé de Charette, en Israël, en Syrie et au Liban, chargé d'une mission d'apaisement au pays du Cèdre, Jacques Chirac a saisi l'occasion de « donner un élan nouveau » à cette politique, « dans la fidélité aux orientations voulues par son initiateur, le général de Gaulle ».

Le pari, consistant à vouloir rétablir la France dans un rôle qui avait réussi à son illustre prédécesseur, est ambitieux.

Celui-ci avait mené, dans ce qu'il avait appelé « l'Orient compliqué », une politique audacieuse, alors que s'y jouait une rivalité serrée entre les Etats-Unis et l'Union soviétique. Pour cela, il n'avait pas hésité à aller à contre-courant d'une opinion publique majoritaire en soutenant que les Arabes ont parfois raison.

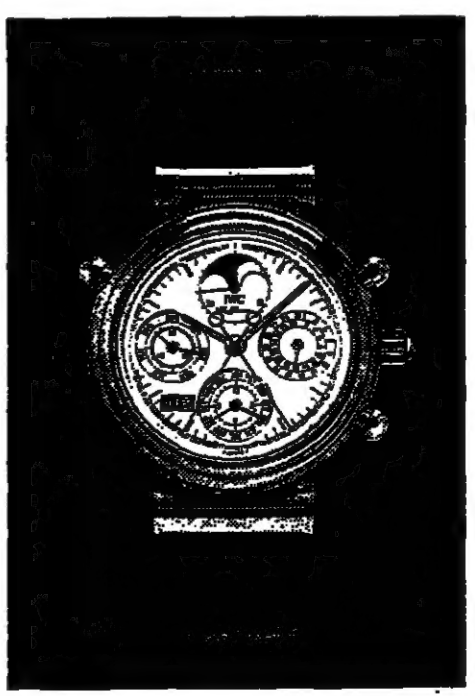
Les temps ont changé au Proche-Orient, avec le début du

processus de paix entre Israël et ses voisins arabes. Le risque est donc moins grand de susciter le malentendu généré par l'attitude du général de Gaulle, c'est-à-dire l'idée que l'adite « politique arabe » était « pro-arabe » et donc nécessairement « anti-israélienne » ; ce qui était faux, comme il était faux de penser que cette « politique arabe » était préméditée.

Cet obstacle étant levé, la France et plus généralement l'Europe n'en souffrent pas moins de handicaps : les Etats-Unis, qui, depuis la libération du Koweït en 1991, détiennent un quasi-monopole diplomatique dans la région, n'ont jamais apprécié que l'on chasse sur ces terres, et Israël demeure méfiant vis-à-vis des Européens, dont il appréhende les états d'âme face à un ami et allié américain inconditionnel. La mise en route du processus de paix israélo-arabe l'a suffisamment démontré, qui n'a réservé à l'Union européenne qu'un strapontin.

Mouna Naïm

Lire la suite page 13 et le point de vue de Jacques de la Ferrière, « La paix impossible », page 12



IWC International Watch Co. Ltd. Schaffhausen, Switzerland Since 1868

Un catalogue vous sera envoyé gratuitement sur simple demande

BCMIWC S.A., 90, Avenue des Champs Elysées, 75008 Paris, Téléphone (1) 42 89 65 51

Deux morts en Corse

Un policier et un militant nationaliste ont été tués lors d'une fusillade qui a éclaté mardi 16 avril dans un quartier populaire d'Ajaccio.

p. 6

Exporter les films français

Unifrance Film International, qui assure la promotion du septième art français à l'étranger, veut doubler la part de marché des productions hexagonales en Europe de l'Ouest et au Québec. On lira aussi dans nos pages Cinéma la critique des films sortis cette semaine.

p. 24 à 26

Un tableau complet de la délinquance

En 1991, les conduites en état d'ivresse représentaient 25 % des condamnations prononcées par les tribunaux correctionnels et les vols simples 20 %.

p. 8

L'inadaptation du droit des sociétés

La loi sur les sociétés ne correspond pas aux réalités économiques des groupes. Philippe Marini, sénateur (RPR) de l'Oise, a été chargé d'une réflexion destinée à améliorer des textes qui datent de 1966.

p. 14

Bordeaux en finale

L'équipe de football de Bordeaux disputera les 1^{er} et 15 mai les deux tours de la finale de la coupe de l'UEFA. Elle rencontrera le Bayern de Munich. Les Girondins se sont qualifiés mardi 16 avril en match retour, à Bordeaux, au détriment du Slavia de Prague (1-0).

p. 18

International	2	Annonces classées	20
France	6	Agenda	23
Société	8	Abonnements	23
Carnet	10	Météorologie	23
Horizons	11	Mots croisés	23
Entreprises	14	Culture	24
Finances/marchés	16	Communication	24
Aujourd'hui	18	Radio-télévision	25

EPIZOOTIE Le gouvernement britannique a remis en cause, mardi 16 avril, les mesures destinées à enrayer la crise de la « vache folle » qui avaient fait l'objet d'un accord entre

les ministres de l'agriculture des quinze le 3 avril à Luxembourg. ● JOHN MAJOR a annoncé son intention de recourir à la Cour de justice européenne pour obtenir la le-

vée de l'embargo imposée aux exportations de produits bovins britanniques et à leurs dérivés. Le ministre britannique de l'agriculture a présenté une série de mesures ex-

duant l'abattage massif de bovins réclamé par les Européens. ● PHILIPPE VASSEUR, ministre français de l'agriculture, dénonce dans l'entretien qu'il nous a accordé la remise

en cause de l'accord de Luxembourg et invite les Européens à maintenir l'embargo. En outre, il confirme que la France procédera à l'abattage de 76 000 veaux d'origine britannique.

Londres refuse les exigences européennes sur la « vache folle »

Les mesures d'abattage annoncées sont très en retrait par rapport aux engagements pris devant les ministres de l'agriculture européens. La Grande-Bretagne engage une action en justice contre l'embargo imposé à ses exportations de bœuf

LONDRES
de notre correspondant
Quatre semaines après avoir déclenché la crise de la « vache folle », en évoquant l'hypothèse que cette épidémie pourrait se transmettre à l'homme, le gouvernement britannique a rendu public, mardi 16 avril, un programme de mesures, très en retrait par rapport à ce qu'attendaient ses partenaires européens, pour tenter d'éradiquer le fléau et restaurer la confiance des consommateurs.

Le premier ministre, John Major, a d'autre part informé la Chambre des communes que la Grande-Bretagne se tournerait vers la Cour européenne de justice pour obtenir la levée de l'embargo imposé à ses exportations de bovins et aux produits dérivés.

« Cet embargo contre le bœuf anglais est plus motivé par l'intérêt des marchés bovins des autres pays membres de la Communauté que par la santé publique. Nous avons donc décidé d'initier une action contre cet embargo totalement injustifié », a déclaré John Major sous les applaudissements des dé-

putés conservateurs. Le ministre de l'agriculture, Douglas Hogg, reconnaissant qu'une telle action pourrait être longue, a précisé qu'entre-temps « il est aussi possible de rechercher une solution intermédiaire ». « La négociation est une partie du processus, aussi importante que l'action judiciaire », a-t-il ajouté.

GARANTIES DE QUALITÉ

En attendant, M. Hogg a confirmé les principaux éléments d'un plan qui reprend en fait les propositions qu'il avait présentées dès le début de la crise à M. Major et qui coïncident largement avec celles du NFU (Syndicat national des agriculteurs), proche du Parti conservateur. M. Hogg n'a pas précisé le nombre de bêtes à abattre. Il s'est contenté de dire que ses experts étudiaient la possibilité de mesures d'abattage sélectif rentables. « Cela reste à voir. Cependant, l'image présentée par certains de l'abattage massif d'une large proportion du cheptel britannique est totalement irréaliste. Le gouvernement n'a aucunement l'in-

tention d'adopter de telles mesures, inacceptables pour nombre de raisons. Le projet envisagé ne toucherait qu'un nombre limité de bêtes, de l'ordre de quelques dizaines de milliers, mais certainement pas de centaines de milliers, de millions ou de troupeaux entiers. [...] Nous n'avons rien de l'avant que lorsque nous serons convaincus que c'est dans l'intérêt de l'industrie britannique du bœuf, par exemple en cas d'accord sur la levée de l'embargo. »

550 millions de livres (environ 4,2 milliards de francs) seront débloqués à partir du 29 avril pour financer l'abattage et la destruction des bovins de plus de trente mois en fin de vie active. Ils seront payés aux éleveurs 500 livres par tête, dont 70 % seront financés par l'Union européenne. Le gouvernement prendra à sa charge l'abattage et la destruction des animaux. Environ 80 millions de livres serviront à compenser pendant six mois les éleveurs possédant des bêtes de plus de trente mois et d'une valeur supérieure à 500 livres.

Un projet d'exemption des



cheptels non atteints par la maladie sera rapidement mis en place. Ces deux mesures semblent destinées aux éleveurs de qualité, plus affectés par la crise alors que leurs

troupeaux sont beaucoup moins touchés. D'autre part, des discussions vont s'engager avec les détaillants et les industriels sur des projets de garantie de qualité.

L'identification permanente des bêtes sera rendue obligatoire par l'introduction, à partir du 1^{er} juin, d'un « passeport animal ». Enfin, 110 millions de livres seront débloquées pour aider les abattoirs, qui ont dans leurs chambres froides pour 130 millions de viande invendue, afin d'éviter des fermetures d'entreprises dans un secteur désormais frappé par le chômage.

Ces mesures sont avant tout destinées à l'opinion anglaise. M. Major semble vouloir jouer sur la corde sensible du nationalisme, laissant entendre que l'industrie britannique est accablée par des concurrents déloyaux, et en s'en prenant à la Commission de Bruxelles. Ce faisant, M. Major se met dans une situation délicate. Il lui sera difficile de rechercher un marchandage avec des partenaires qu'il entend traîner en justice. D'autant plus qu'il compte pour cela sur la compréhension d'une Cour européenne de justice qui était, il y a peu encore, sa bête noire.

Patrice de Beer

Le choix à haut risque de l'affrontement

BRUXELLES (Union européenne)
de notre correspondant
Il est donc fini le temps des bonnes intentions et de la solidarité. Le gouvernement britannique, pourtant à l'origine, par ses déclarations alarmistes, de la psychose actuelle, revient apparemment sur les engagements pris lors de la réunion des ministres de l'agriculture des quinze le 3 avril à Luxembourg. Passant à l'action, il annonce qu'une action va être intentée devant



la Cour européenne de justice de Luxembourg. Les Anglais n'ont plus qu'une préoccupation en tête : faire lever l'embargo décrété par la Commission européenne (après avis du Comité européen vétérinaire) contre leurs exportations de viandes et de produits dérivés.

Le souci prioritaire des quatorze autres Etats membres étant de se prémunir contre toute contamination de leur cheptel et d'essayer ainsi de rassurer les consommateurs, ils n'ont a priori guère de chance d'obtenir satisfaction. On n'envisage donc pas d'issue proche possible au conflit actuel. Confrontée à une catastrophe économique très réelle et payant un prix sans doute disproportionné par rapport au risque encouru, les autorités de Londres perdent leur sang-froid et considèrent sans doute qu'électoralement l'affrontement avec les gens du continent et les institutions communautaires se-

ra plus payant qu'une tentative de gestion collective de la crise.

A Bruxelles, ce rebond politique inquiète. Londres agit comme pour se convaincre que, sous l'influence des institutions de l'Union, on a exagéré la gravité des choses. La stratégie mise au point à Luxembourg reposait sur l'idée d'éliminer, dans la mesure du possible, les bêtes susceptibles d'avoir été contaminées (le Monde du 4 avril). Douglas Hogg, le ministre britannique, avait présenté un plan d'abattage des bovins de plus de trente mois, au rythme de quinze mille par semaine et échelonné sur cinq ou six ans. Le cheptel laitier était ainsi préservé pendant sa période de production, mais à l'issue de celle-ci, pour éviter le danger de contamination, les animaux étaient abattus et les carcasses détruites. Cela, pour limiter le dommage économique, même s'il fallait envisager la destruction de plus de quatre millions d'animaux !

CHANGEMENT DE CAP

Estimant qu'il n'y avait pas là de garanties suffisantes contre une propagation de la maladie, les partenaires avaient réclamé un programme d'abattage plus complet, portant en particulier sur les troupeaux ayant compté des bêtes contaminées. En France, lorsque les services vétérinaires identifient un cas de maladie, l'ensemble du troupeau est abattu. Rien de tel au Royaume-Uni, où, grâce toutefois aux dispositions sanitaires prises, l'épidémie est en recul. Mécontent que l'embargo soit maintenu, M. Hogg avait

quitté Luxembourg en refusant de formellement approuver les décisions prises par le Conseil, mais en ne laissant aucun doute sur son intention de les appliquer et de revenir avant la fin du mois avec un programme d'abattage supplémentaire.

Les Anglais ont donc changé de cap. Certes, Franz Fischler, le commissaire chargé des affaires agricoles, en admettant publiquement que le bœuf anglais était probablement sain, a donné à Londres l'argument nécessaire pour crier à la discrimination. Pour maladroits qu'aient été ses propos, ils ne changent rien au problème : la méfiance du consommateur affecte déjà l'ensemble de la « filière viande » sur le continent et les dégâts produits auraient toute chance d'être aggravés si la frontière était à nouveau ouverte aux animaux britanniques.

Compte tenu des précautions prises par les autorités britanniques elles-mêmes, la Commission, qui n'a d'ailleurs fait qu'entériner les mesures de défense prises spontanément par la plupart des Etats membres, estime qu'elle était parfaitement en droit d'établir un cordon sanitaire autour de la Grande-Bretagne et se montre convaincue que la Cour de justice lui donnera raison. On rappelle à Bruxelles que le marché espagnol de la viande de porc a, de la même façon, été isolé pendant des années alors que le cheptel de la péninsule était contaminé par la « peste porcine africaine ».

Philippe Lemaître

Philippe Vasseur, ministre de l'agriculture

« Je ne vois pas pourquoi nous leverions l'embargo »

« Quelle lecture faites-vous des décisions de Londres ? »

« Je suis surpris. Nous étions parvenus à un accord européen à Luxembourg au terme de négociations laborieuses au cours desquelles le ministre britannique avait proposé un abattage massif du cheptel. Ce ministre avait déclaré qu'il était d'accord avec les conclusions de cette réunion mais qu'il ne pouvait le signer dans la mesure où l'embargo n'était pas immédiatement levé. Il n'avait alors pas exprimé de doute sur la nécessité d'un abattage massif des animaux de plus de trente mois. Aujourd'hui, nous apprenons que le gouvernement britannique a pris de nouvelles dispositions. Je comprends parfaitement qu'il puisse y avoir en Grande-Bretagne des problèmes internes. »

« Estimez-vous que les déclarations de votre homologue britannique remettent en question l'accord de Luxembourg ? »

« Il faut que nous nous tenions aux termes de cet accord. Il va falloir que nous nous expliquions avec les Britanniques. Il est quand même étonnant que ces derniers remettent en cause cet accord et que, dans le même temps, ils demandent une levée immédiate de l'embargo. La lettre et l'esprit de l'accord de Luxembourg, c'était de dire que les Britanniques prenaient des mesures de grande ampleur et que, à la fin du mois d'avril, les Européens réexaminaient la situation et décidaient quelles suites il convenait de donner à ce dossier, et notamment aux mesures d'embargo ou, plus exactement, de cordon sanitaire. Pour ma part, je suis légaliste. Je mesure les difficultés que nous rencontrons pour obtenir des accords à l'échelon européen. Si ces accords, une fois obtenus, posent des problèmes de manière unilatérale au point d'être remis en question, il y a du fonctionnement de l'Europe. Je vais prendre contact avec mes homologues européens et leur faire savoir que la position de la France n'a pas varié. »

« L'annonce des décisions britanniques a suivi de peu la vôtre sur l'abattage des veaux d'origine britannique vivant en France. Y a-t-il ici autre chose qu'une coïncidence ? »

« Nullement. C'est un hasard du calendrier. Cela faisait plusieurs jours que nous travaillions sur cette question en relation étroite avec les professionnels. Sur cette question, nous avons été au-delà

de la simple logique scientifique. Je ne suis pas moi-même un scientifique et j'ai beaucoup d'humilité face au savoir des experts mais dans tous les rapports qui m'ont été remis rien ne justifiait la nécessité de procéder à l'abattage et à la destruction de ces animaux. Mais nous sommes dans un mouvement extrêmement passionnel. Pour notre part, nous montrons notre volonté de ne prendre strictement aucun risque. Certains estiment que cette mesure extrême correspond à une garantie totale. Je me suis rangé à cet avis. J'ajoute que

La France abattra 76 000 veaux britanniques

Le gouvernement français a décidé la destruction des 76 000 veaux d'origine britannique élevés en France. Cette mesure, confirmée par M. Vasseur le 16 avril devant l'Assemblée, était à l'ordre du jour de la dernière réunion des ministres de l'agriculture européenne, comme le *Monde* l'indiquait dans ses éditions datées du 5 avril. Cette information avait été démentie au ministère de l'Agriculture, où l'on affirmait qu'il n'y aurait pas de « Saint-Barthélemy des veaux britanniques ».

les associations de consommateurs, qui sont très fermes à l'égard de l'embargo, m'apparaissent parfaitement responsables. Cela dit, je suis très préoccupé par l'attitude des consommateurs qui sont en train de boudier l'ensemble de la viande.

« L'embargo à l'égard de la Grande-Bretagne, que vous aviez été le premier à décider, va-t-il durer encore longtemps ? »

« Dans la mesure où il n'y a pas d'éléments nouveaux en Grande-Bretagne, je ne vois vraiment pas pourquoi nous leverions l'embargo. Ces éléments nouveaux doivent être les premières décisions d'abattage et la mise en place d'un système d'identification du bétail. Ce sont les principes sur lesquels nous devons nous entendre avant de pouvoir envisager de reprendre, en toute sécurité, le commerce. »

Propos recueillis par Jean-Yves Nau

La zone « propre » et la zone « sale » du marché mondial

« LA CRISE de la vache folle est dramatique pour nos exportations. » Ce professionnel français de la filière bovine ne cache pas son désarroi. La consommation domestique s'effondre (-50 % environ ces dernières semaines). Les téléphones des organisations d'éleveurs sont pris d'assaut par des adhérents inquiets. Et l'embargo sur la viande britannique provoque des blocus en cascade, sans grand discernement. Les pays extérieurs à l'Union européenne ne font plus la différence entre le cheptel britannique - vif ou abattu - et celui du reste de l'Europe. Le Moyen-Orient se ferme, les Russes temporisent, faisant valoir des exigences sanitaires jugées « incroyables » par les Français. Les espoirs timides de percée européenne en Asie se sont envolés. « On perçoit un mélange de réelle méfiance et d'opportunisme économique », observe-t-on à l'Office de la viande (Ofivla).

La crise frappe des marchés très complexes réputés pour leur opacité, malgré les accords commerciaux du cycle de l'Uruguay, qui prévoient en principe une meilleure fluidité des échanges. L'enjeu est de taille : comme le précise le dernier rapport Cyclope publié le 15 avril sous la direction de Philippe Chalmrin (Economica), « la

viande bovine reste la première viande échangée à travers le monde », même si les ventes ont diminué l'an passé de 8 %. Le marché de la viande bovine, qui porte sur 7 millions de tonnes, se partage nettement en deux parties étanches ou presque : une zone Pacifique, dite « indemne de la fièvre aphteuse » ou « propre » qui comprend l'Australie et la Nouvelle-Zélande, les Etats-Unis et le Canada, le Japon et les pays d'Extrême-Orient et une zone Atlantique, dite « non indemne de la fièvre aphteuse » ou « sale », composée de l'Union européenne, du Brésil, de l'Argentine et de l'Uruguay, de l'ex-URSS, du Moyen-Orient et de l'Afrique. Cette distinction fut établie en 1926 lorsque le gouvernement américain ferma ses frontières à toutes les importations de viande en provenance d'Amérique du Sud (sauf la viande en boîte), invoquant les risques liés à la fièvre aphteuse. Depuis, une barrière sanitaire sépare le marché « propre » du marché « sale ». Le premier concerne ses exportations vers l'Asie. Le second vise la Russie et les pays du Sud méditerranéen. Les prix de la viande en territoire « indemne » sont supérieurs de 30 % à 50 % à ceux de la zone atlantique. Pour les éleveurs européens, il

est indispensable d'abattre cet obstacle qui leur interdit l'accès à l'Asie, un marché en plein essor dont les importations ont augmenté de 400 % en dix ans, au seul bénéfice des exportateurs nord-américains et océaniques. D'après le rapport Cyclope, le Japon est devenu le second acheteur mondial de viande bovine (juste derrière les Etats-Unis), la Corée du Sud se hissant au cinquième rang, devant ainsi Moscou. L'année 1995 a conforté ces positions. « Sur le marché asiatique, désormais premier marché mondial, les Etats-Unis dominent et enregistrent une progression de 17 % de leurs ventes, note le Cyclope, atteignant un nouveau record. Cela compense largement l'effondrement des exportations vers le Mexique, dû à la dévaluation du peso. Cette tendance devrait se prolonger en 1996. »

OUVERTURE ASIATIQUE

Les accords du cycle de l'Uruguay ont cependant modifié la donne en obligeant les Etats de la zone « propre » à appuyer leurs embargos sanitaires « sur des preuves scientifiques reconnues ». Ils doivent en outre adopter un concept régional de la fièvre aphteuse, au lieu d'une approche continentale. C'est ainsi que Washington a récemment ouvert son

marché aux viandes d'Argentine et d'Uruguay « du fait des progrès sanitaires réalisés par ces pays ». L'Union européenne pourrait à son tour être prochainement classée zone indemne. « Mais son accès au marché du Pacifique restera limité par un engagement [...] de ne pas exporter vers l'Asie l'aide de restitutions [subventions] », précise le rapport Cyclope. Un engagement pris au titre de la clause Andriessen, du nom de l'ancien commissaire européen à l'agriculture.

Depuis deux ans, la France a pu ainsi amorcer un flux - encore modeste - d'exportations vers le Japon et la Corée du Sud, constituées pour l'essentiel de veaux de boucherie. La baisse des droits de douane nippons et l'incapacité de la plupart des pays asiatiques à satisfaire leurs besoins de consommation sont autant d'opportunités pour les grands pays d'éleveurs. La crise de la « vache folle » risque cependant de conforter les positions des Etats-Unis, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande sur ces marchés immédiatement porteurs. La France, qui exporte bon an mal an près de 500 000 tonnes de viande bovine (fraîche, congelée et en conserve), pèfîne encore sur la case départ.

Eric Fottorino

Radovan Karadzic tente de sauver son pouvoir sur l'entité serbe de la Bosnie-Herzégovine

Les Occidentaux n'ont pas encore trouvé le moyen de l'écarter

Alors que Radovan Karadzic tente de sauver son pouvoir, les Occidentaux se cherchent d'autres interlocuteurs parmi les Serbes de Bosnie.

M. Karadzic, inculpé pour génocide par le Tribunal de La Haye, ne peut plus prétendre, selon l'accord de paix de Dayton, les représenter. Il est

pendant parvenu à ce que sa « République » ne participe pas à la récente réunion internationale sur la reconstruction.

SARAJEVO

de notre correspondant

Tout en acceptant que les armes se taisent, le chef des Serbes de Bosnie Radovan Karadzic tente d'enterrer le chapitre constitutionnel de l'accord de paix de Dayton. Il vise le partage pur et simple de l'Etat bosniaque et une reconnaissance progressive de sa « République serbe » (RS). Américains et Européens, qui comprennent que Radovan Karadzic joue en réalité son pouvoir, tardent pourtant à trouver une solution pour écarter celui qui s'est autoproclamé « commandant suprême » des Serbes bosniaques et entend le rester.

Radovan Karadzic a fait en sorte, la semaine dernière, que les Serbes de Bosnie ne soient pas représentés à la conférence sur la reconstruction à Bruxelles. Il fait courir le risque à l'entité serbe de rater le train de l'aide économique, ce qui aurait pour inévitable conséquence d'attiser les rancœurs nationalistes. Dans les deux fiefs des Serbes, Pale et Banja Luka, la principale ville serbe en Bosnie, tous les cadres étaient partisans d'aller à Bruxelles, de même qu'ils sont quotidiennement favorables au dialogue avec la Fédération croato-musulmane de Bosnie. Seul Radovan Karadzic, avec un noyau dur de fidèles, continue de prôner l'isolement de la République serbe. « M. Karadzic essaie de garder le contrôle des événements. Parfois il y arrive, parfois non », a commenté Carl Bildt, le haut représentant civil de la communauté internationale, à propos du boycottage de la conférence de Bruxelles, en ajoutant qu'il ne fallait pas avoir « une vision monolithique » de la direction serbe.

Après trois mois d'absence de la scène politique, qui ont suivi l'accord de Dayton et son inculpation pour génocide dans l'affaire de Srebrenica, Radovan Karadzic est de retour. Presque chaque soir, il apparaît sur l'écran de la télévision de Pale, et commente sereinement la mise en œuvre du processus de

paix. Ultime provocation, il s'est récemment fait nommer à la tête d'un « Comité de coopération avec la communauté internationale et la fédération croato-musulmane ». Ce « comité » luttera contre « le rétablissement d'un Etat unitaire » en Bosnie, contre « l'effacement des frontières » entre les entités et pour « le caractère d'Etat de la République serbe ».

Le 1^{er} avril, à l'ouverture d'une session du Parlement serbe, le « commandant suprême » a prononcé un discours qu'il a présenté comme « le programme national serbe » de l'après-guerre. Il a le mérite de la clarté : « Le programme national serbe se résume à l'unification de la RS avec la Serbie et le Monténégro », a-t-il déclaré, prônant « une séparation pacifique » entre les deux entités qui forment la Bosnie-Herzégovine. Le leader ultranationaliste n'a pas oublié d'évoquer son avenir personnel, car l'accord de Dayton prévoit que les personnes inculpées de « crimes de guerre » (ce qui est son cas) ne peuvent exercer de fonction politique ou militaire. « Le peuple serbe ne peut pas se fier à la justice internationale, a-t-il dit, ni au jugement de l'histoire, car l'histoire est témoin de la disparition de peuples ». Le peuple serbe est donc invité à remettre son destin entre les mains du docteur Karadzic, garant d'une justice équitable et d'une unité éternelle.

« LACHÉ » PAR LA POPULATION

Malheureusement pour le village monténégrin devenu psychiatre à Sarajevo, la population serbe ne semble plus être de cet avis. Certes, les Serbes refusent l'autorité du Tribunal pénal international (TPI) de La Haye, qu'ils accusent de partialité. Certes, ils refusent que leur « président » Radovan Karadzic soit traduit en justice, car cela reviendrait, selon eux, à juger le peuple serbe dans son ensemble. Or, malgré les évidences de l'horreur de la « purification ethnique », le peuple serbe ne s'estime coupable que de s'être défendu.

du contre un vaste complot américano-germano-croato-musulman. En revanche, une écrasante majorité des Serbes bosniaques seraient enchantés d'une mise à l'écart de M. Karadzic.

Un journaliste serbe à Pale résume l'état d'esprit actuel de la population. « Karadzic et ses hommes sont considérés comme une bande de voyous, qui ont volé le peuple serbe, dit-il. Ils savent que 1996 sera leur dernière année au pouvoir, alors ils se préparent un avenir douteux. Non contents d'avoir projeté notre peuple au ban des nations, ils sont corrompus et se moquent de la misère des gens ordinaires. » Il est évident que la communauté internationale ne s'attirerait pas les foudres du peuple serbe si elle écartait définitivement Radovan Karadzic. Depuis plusieurs mois, avec la complicité du président de Serbie Slobodan Milosevic, les diplomates préparent d'ailleurs le terrain. Peu à peu, ils intronisent de nouveaux interlocuteurs au sein de l'entité serbe.

A Pale, l'élu se nomme Nikola Koljevic et il est « vice-président » de la République serbe. Compagnon de la première heure de M. Karadzic, il s'est récemment rapproché de Belgrade, ce qui lui vaut la réputation d'être un « modéré » du régime serbe. A Banja Luka, la relève est incarnée par le premier ministre Rajko Kasagic, le chef de file d'un clan qui favorise le dialogue avec la Fédération croato-bosniaque et n'hésite pas à venir à Sarajevo participer aux discussions sur un renforcement des liens entre les entités. Le choix de ces hommes peut sembler étrange, tant ils furent des partisans acharnés de la séparation ethnique du peuple bosniaque, mais la communauté internationale manque cruellement de variables « modérées » en République serbe. Elle doit donc se satisfaire d'hommes qui ont l'avantage non négligeable d'avoir échappé à une inculpation par le Tribunal de La Haye.

Les dissensions au sein de la direction serbe bosniaque sont étro-

tement surveillées par Belgrade. Dès le refus du plan de paix du « groupe de contact » par Pale à l'été 1994, Slobodan Milosevic a commencé à œuvrer pour déstabiliser Radovan Karadzic et ses hommes, jugés incontrôlables. Aujourd'hui, Belgrade semble accélérer ce processus. D'abord parce que la reconstruction de la Bosnie suppose le départ de M. Karadzic, ensuite parce que le président Milosevic a des préférences concernant les prochaines élections en Bosnie. Il souhaiterait qu'elles soient remportées par le Parti socialiste serbe, qui prend ses ordres directement à Belgrade, plutôt que par le Parti démocratique serbe de Radovan Karadzic.

Ce dernier est sans doute, de tous les chefs de guerre ex-yugoslaves, celui qui représente le plus fort obstacle à la paix. Les présidents Milosevic, Tudjman et Izetbegovic paraissent avoir tous les trois un intérêt majeur à ne pas s'opposer à la volonté des Etats-Unis. Le général serbe Ratko Mladic, encore très populaire, soutenu par ses soldats et l'état-major belgrade, songe apparemment que l'avenir pourrait lui sourire, à plus ou moins long terme, et il se tient tranquille. Seul Radovan Karadzic, dont le départ comblerait de joie tout le monde, n'a plus rien à perdre. Il est isolé et haï. Mais il a encore la faculté de mettre en danger l'édifice conçu à Dayton. En Bosnie-Herzégovine, chacun attend désormais que les Occidentaux prennent la décision de faire sortir le « commandant suprême » de sa tanière montagnarde. Définitivement.

Rémy Ourdan

Le gouvernement suédois réduit à nouveau les dépenses publiques

Objectif : un budget excédentaire en 2001

STOCKHOLM

de notre correspondant en Europe du Nord

« La Suède et le Parlement suédois décideront à l'automne 1997 si, oui ou non, nous désirons entrer dans l'Union économique et monétaire, mais, pour avoir une liberté de choix, sans aucune pression extérieure, nous devons nous efforcer de remplir les critères de convergences requis », déclarait, lundi 15 avril à Stockholm, le ministre des finances, Erik Aasbrink, en présentant le « budget de printemps » du gouvernement social-démocrate. Ces derniers, depuis leur retour au pouvoir, en octobre 1994, ont présenté au moins cinq plans d'austérité, jurant chaque fois que ce serait « le dernier ». Les mesures annoncées lundi par M. Aasbrink visent à réaliser environ 10 milliards de couronnes d'économies - 7,5 milliards de francs environ - en 1997 et 12 milliards en 1998. L'objectif est de ramener le déficit budgétaire, qui est déjà passé de 12 % du produit intérieur brut (PIB) en 1994 à 5,1 % en 1996, à moins de 3 % en 1997, pour parvenir à un équilibre en 1998 et à un excédent au début du XXI^e siècle.

Les Suédois, sportifs, adorent les « records », et le ministre des finances n'a pas hésité à dire que, si tout se passe selon ses prévisions, le royaume allait bientôt battre le Portugal, l'Irlande et le Danemark au palmarès du meilleur « réducteur de déficit budgétaire », rendant ainsi un hommage indirect au gouvernement de centre droit antérieur, dirigé par l'actuel haut représentant de l'Union européenne en Bosnie,

Carl Bildt, qui avait entrepris ce travail d'assainissement laborieux.

Après avoir réduit, dans ses différents programmes de « crise », de « stabilisation » ou de « croissance », tous les niveaux de prestations sociales (allocations chômage et familiales, sécurité sociale, assurance-maladie, congé parental), le gouvernement social-démocrate décide maintenant de revenir sur certaines allocations-logement, les modalités des retraites, les frais de médicaments, de supprimer à terme tout remboursement des soins dentaires et de rendre moins alléchant le « congé papa » d'un mois pour les nouveaux pères de famille. Les crédits de la défense nationale sont également touchés, de même que l'aide aux pays du tiers-monde.

Pour faire accepter cette politique d'austérité, le chef du gouvernement, Göran Persson, au pouvoir depuis un mois, avait plus ou moins promis une réduction de moitié - de 7,2 % à environ 4 % - du taux visible du chômage en l'an 2000. Son ministre des finances est moins optimiste. Pour atteindre cet objectif, la Suède devrait enregistrer un taux de croissance annuel minimum de 3 % d'ici à la fin du siècle. Or, depuis le début de l'année, plusieurs grandes entreprises multinationales, dont Volvo, ont procédé à des centaines de licenciements, et les prévisions sont plutôt moroses : entre 1 % et 1,4 % de croissance du revenu national cette année, et pas plus de 2 % en 1997.

Alain Deboue

La BERD va donner la priorité aux pays dont la transition a pris du retard

SOFIA

de notre envoyée spéciale

Soucieux depuis deux ans de redorer l'image de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), une institution jugée coûteuse et parfois peu efficace par certains de ses actionnaires, Jacques de Larosière vient d'obtenir à Sofia un doublement du capital de la banque qu'il préside. Une décision prise en début de semaine à l'occasion de l'assemblée annuelle de l'établissement qui va lui permettre, avec un capital passé de 10 à 20 milliards d'euros (64 à 127 milliards de francs), de poursuivre et d'augmenter ses activités. Cela même si les actionnaires demandent à l'institution multilatérale de se retirer progressivement de certains pays.

Les pays dans lesquels la transition s'achève ne pourront plus recevoir les crédits de l'institution, sur la base de critères qui seront précisément définis dans le courant de l'année. Il n'est pas question de voir la banque se retirer des régions les plus prospères, Slovaquie ou République tchèque, dans quelques mois mais plutôt dans quelques années. Les responsables de la banque soulignent que leurs critères s'appuient sur la taille du secteur privé, le volume de l'investissement intérieur et d'origine étrangère, et, en aucun cas, sur le revenu par habitant.

SATISFACTION AMÉRICAINE

M. de Larosière a rappelé plusieurs principes essentiels du fonctionnement de l'institution et a pu trancher certains désaccords entre actionnaires.

Les opérations de la Banque européenne doivent contribuer à la transition des anciens pays

communistes vers l'économie de marché. Elles ne peuvent être mises en œuvre que lorsqu'aucune autre source de financement, d'origine privée, n'est disponible. Si ces principes sont respectés, les pays les plus avancés auront moins souvent l'occasion de faire appel à la BERD, tandis que les régions les plus pauvres, où les réformes ont commencé plus tardivement, verront leur part augmenter. Une évolution favorable aux yeux des Etats-Unis.

Les banquiers russes à Sofia

Nombreux à Sofia, les banquiers russes, dont les établissements ne sont pas toujours réputés pour leur transparence financière, ont expliqué leur rôle de consultants sur les marchés financiers russes et même... d'acteurs de la restructuration industrielle du pays ! Les banques Menatep, Unexim, ont ainsi mis en avant leurs récents rachats d'entreprises. Mais sur la gestion de ces firmes, les banquiers sont restés beaucoup plus discrets. « Nous n'avons pas de stratégie de sortie », a simplement affirmé Constantin Kagalovsk, directeur général de Menatep, un des principaux établissements moscovites.

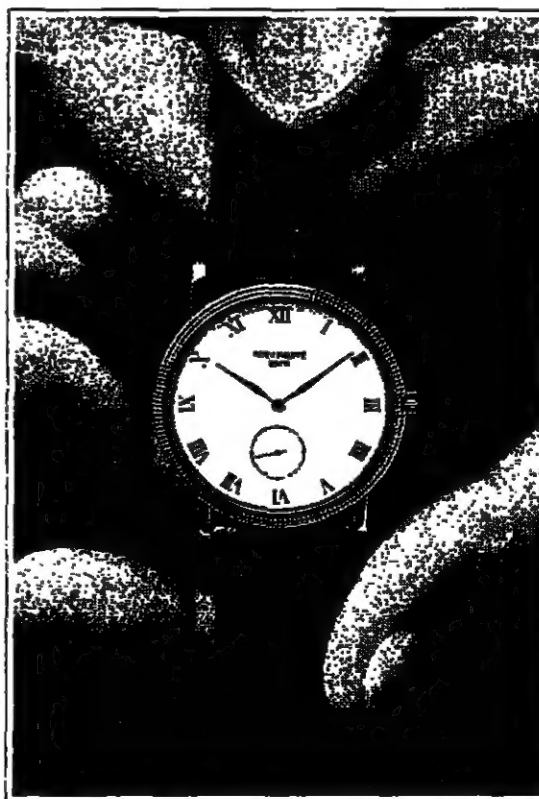
Ces nouveaux barons n'ont apparemment pas peur de voir leurs établissements nationalisés en cas de victoire communiste aux élections de juin : les communistes, estiment-ils, n'auraient rien à gagner à une politique de nationalisation massive et à isoler la Russie de l'économie mondiale.

La Commission européenne, elle, ne sera certainement pas moins satisfaite que les Etats-Unis de l'augmentation des activités de la BERD dans les territoires reculés de l'ex-URSS. Elle a tout intérêt à ce que l'institution continue d'être active dans les pays d'Europe centrale ayant signé des accords d'association avec l'Union européenne. Plus ils seront prospères, meilleures seront leurs chances d'adhésion rapide. Et les concours de la BERD continueront à soulager les budgets des programmes communautaires d'assistance à l'Est. « Nous sommes satisfaits du fonctionnement de la BERD, mais nous ne voulons pas qu'elle finance uniquement l'ex-URSS », a lancé Yves-Thibault de Silguy, le commissaire européen chargé des affaires monétaires.

Comme l'a rappelé un responsable de la République tchèque, le désengagement progressif de la BERD se fera naturellement. La question d'un financement excessif de la Russie qui accapare actuellement 50 % des concours de la BERD se posera alors véritablement. Et peut-être dès le mois de juin en cas de victoire communiste à l'élection présidentielle.

Françoise Lazare

Voici plus d'un siècle et demi que les montres Patek Philippe sont reconnues comme les meilleures du monde. La raison en est simple. Elles sont fabriquées différemment. Avec des techniques et toute l'habileté que d'autres ont perdues ou oubliées. En s'attachant au moindre détail que peu auraient remarqué. Nous les réalisons. Il faut l'avouer, sans nous soucier du temps. Et si



Calatrava Homme - REF 3919

un mouvement particulier de Patek Philippe nécessite quatre années de travail pour atteindre la perfection absolue, nous prendrons les quatre ans. Le résultat : des montres pas comme les autres. Dont la qualité apparaît au premier coup d'œil et au premier toucher. Des montres uniques, portées de génération en génération, aimées et collectionnées par ceux dont les exigences sont difficiles à satisfaire. Ceux qui n'adoptent que le meilleur. Parce que le jour où vous recevrez votre Patek Philippe, vous aurez en main ce qui se fait de mieux. Votre montre, véritable chef-d'œuvre, sera le reflet de vos propres valeurs. Une montre destinée à être conservée précieusement.



PATEK PHILIPPE
GENEVE

Patek Philippe France S.A., 10 place Vendôme, 75001 Paris, Tél. (1) 42 44 17 77.

Washington et Paris « coordonnent » leur action pour arrêter le conflit au Liban

La Maison Blanche a transmis des propositions aux Libanais, aux Syriens et aux Israéliens, tandis que le chef de la diplomatie française commence une navette entre Beyrouth, Damas et Jérusalem

Les Etats-Unis et la France sont « dans une phase où elles partagent et coordonnent l'initiative diplomatique » pour mettre fin à la crise actuelle au Liban, a indiqué, mardi 16 avril, un responsable de la Maison

Blanche. Washington a soumis au Liban, à la Syrie et à Israël un projet de solution, en vertu duquel Beyrouth et Damas s'engageraient formellement à interdire au Hezbollah toute activité contre l'Etat juif, y

compris dans la zone que celui-ci occupe au Liban sud. En échange, Israël mettrait immédiatement fin à l'opération « Raisons de la colère », entrée, mercredi, dans son septième jour. Selon le chef de la diplomatie

française, Hervé de Charette, la ligne directrice des idées soumises par la France est de transformer un engagement tacite pris par le Hezbollah et Israël en 1993 d'épargner les populations civiles en un texte

écrit, qui pourrait stipuler que des parties extérieures au conflit puissent être sollicitées afin de garantir le respect d'un tel accord. La France est disposée à apporter sa contribution.

BEYROUTH
de notre envoyée spéciale
Au septième jour de l'opération israélienne « Raisons de la colère » au Liban, les diplomates s'activent pour obtenir un cessez-le-feu que tous les protagonistes semblent désormais souhaiter. Arrivé mardi soir 17 avril à Beyrouth, après des entretiens en Israël et en Syrie, le ministre français des affaires étrangères, Hervé de Charette, veut croire à une solution rapide. « Je ne quitterai pas la région avant d'avoir obtenu la fin des opérations », a-t-il déclaré au Monde après des entretiens avec le président de la République libanaise, Elias Hraoui, le chef du gouvernement, Rafic Hariri, et le président du Parlement, Nabih Berri. M. de Charette devait repartir mercredi pour Israël, porteur de proposi-

tions concrètes qu'il a déjà soumises à Damas et Beyrouth. Comme le projet américain soumis mardi à Israël, au Liban et à la Syrie, les propositions françaises s'articulent autour de l'accord informel négocié par Washington, avec les dirigeants syriens et israéliens, en juillet 1993, après une semaine d'intenses bombardements israéliens sur le sud du Liban, accord qui était déjà destiné à mettre fin aux activités de la milice chiite intégriste du Hezbollah contre Israël. « Il faut donner corps aux deux principes de base de l'arrangement de 1993, qui prévoyait, d'une part, que le Hezbollah ne tire pas sur le territoire israélien et, d'autre part, que l'Etat juif ne s'en prenne pas aux civils libanais », explique M. de Charette. « L'accord de 1993 n'était qu'un arrangement téléphonique

entre des parties qui n'existaient pas. Il faut aujourd'hui parvenir à quelque chose qui se rapproche d'un texte écrit, agréé par les gouvernements libanais et israéliens », ajoute-t-il. Cet accord pourrait inclure d'autres parties, notamment dans un système de garanties qu'il est prématuré de définir, mais « la France est prête à apporter sa contribution », souligne le ministre. Des dérapages étant toujours possibles, « il faut trouver une procédure qui permette d'éviter que les lignes n'entraînent, dans l'heure, l'enchaînement de la violence », précise-t-il encore.

L'initiative française « n'est nullement en contradiction avec l'initiative américaine, et la France agit en coordination avec les Etats-Unis », affirme le chef de la diplomatie française. Appréciation par-

tagée par la Maison Blanche, où un responsable a précisé mardi : « Nous sommes dans une phase où les deux nations partagent et coordonnent l'initiative diplomatique. » Quant au Liban, désireux, avant tout de mettre un terme à ce conflit, il « est disposé à [examiner] toute idée pour parvenir à un cessez-le-feu », selon le ministre des affaires étrangères, Parès Bouleiz.

GARANTIES
Le point principal de la proposition américaine, dont certains termes ont été révélés par la télévision israélienne, serait l'interdiction formelle – garantie par la Syrie – pour le Hezbollah de tirer des roquettes contre le nord d'Israël et même la zone d'occupation israélienne au Liban sud. En contrepartie de l'acceptation de ce docu-

ment par Damas et Beyrouth, Israël s'engagerait à cesser « sur-le-champ » son opération au Liban. Ce projet a été d'ores et déjà qualifié de « difficilement acceptable » par le premier ministre libanais, Rafic Hariri.

On voit mal en effet comment Beyrouth et Damas pourraient accepter, en l'état, un texte qui correspond à l'objectif déclaré d'Israël. M. Hariri, qui a qualifié d'« insuffisant » le souhait formulé par le Conseil de sécurité de l'ONU de voir cesser les combats (Le Monde du 17 avril), compte en tout cas continuer ses efforts diplomatiques. Rentré, mardi soir, d'une tournée qui l'a conduit en Egypte, en France, au Maroc et en Arabie saoudite, le premier ministre devait se rendre, mercredi, à Londres. Lundi, il s'était déclaré « honoré du soutien apporté par la Grande-Bretagne » à l'opération israélienne. De source informée, on indique toutefois que Londres aurait quel- que peu modifié son jugement.

« La politique arabe de la France sera une des priorités de notre diplomatie », déclarait, il y a quinze jours au Caire, après un séjour à Beyrouth, le président Jacques Chirac. Les premiers travaux pratiques qu'entreprend M. de Charette pour obtenir un cessez-le-feu

au Liban paraissent toutefois bien ardu, dans une zone sous influence quasi exclusivement américaine depuis la guerre du Golfe. Si les efforts de la France sont assurés du plein soutien de Damas et Beyrouth, il n'en est visiblement pas de même en Israël. M. de Charette risque d'avoir du mal à convaincre les dirigeants israéliens du bien-fondé de la proposition française, alors que les informations disponibles, leur est beaucoup plus favorable. Mais c'est peut-être de la complémentarité entre les deux initiatives que se dégagea un règlement de la crise. Règlement, souligne-t-on à Beyrouth, qui ne peut que se limiter à l'arrêt du conflit actuel, Damas comme Beyrouth ne voulant pas se laisser entraîner dans des arrangements qui pourraient obérer les négociations de paix avec Israël aujourd'hui interrompues.

En attendant le succès des diplomates, une semaine après le début de son opération qui a fait 38 morts et 169 blessés, essentiellement des civils, Israël continue ses bombardements contre le Liban et le Hezbollah n'a pas interrompu les tirs de roquettes katioucha.

Françoise Chipaux

« Partage » des rôles

La France estime que le « partage » des rôles avec les Etats-Unis correspond à la réalité sur le terrain, indiquait-on mercredi 17 avril à l'Elysée. Le premier ministre libanais a sollicité la France de manière évidente, alors qu'Israël s'abrite derrière son plus fort soutien, et Paris assume ce partage, sans que cela implique une quelconque défiance entre la France et l'Etat juif, ajoute-t-on de même source.

Les propositions écrites françaises, après les premiers entretiens du ministre des affaires étrangères, Hervé de Charette, à Jérusalem, à Damas et à Beyrouth, disposent en substance à ce stade, d'après une source bien informée, qu'Israël doit s'abstenir de toute action contre les populations libanaises, le gouvernement libanais prenant, de son côté, toutes dispositions pour éviter toute action contre les populations israéliennes. Un comité de sécurité, constitué de pays garants – les Etats-Unis, la France et éventuellement d'autres pays de l'Union européenne –, du Liban et d'Israël, sera chargé de veiller à l'application de l'accord. L'accord de pays « intéressés » – notamment la Syrie – pourrait être entériné « par exemple par échange de lettres », avec l'un au moins des pays garants.

Un pays replongé dans les habitudes de la guerre

BEYROUTH
de notre envoyée spéciale
La nouvelle guerre du Sud, qui a déplacé près de trois cent mille chloïes, a donné lieu à une petite « première » dans le Liban de l'après-guerre : civile. L'installation de réfugiés dans des écoles d'Achrafieh, au cœur du Beyrouth chrétien. « Toutes les écoles de Beyrouth ont été réquisitionnées sans distinction », affirme Hosni Majzoub, directeur de cabinet du premier ministre, Rafic Hariri.

Cette fois, l'Etat n'entend pas laisser le monopole de l'aide au Hezbollah et veut lui-même rassembler toutes les aides pour en assurer la distribution. « Réuni en permanence, le Haut Comité de secours coordonne les besoins et recense les déplacés. Plus de dix mille familles à Beyrouth ont déjà reçu une aide – matelas, couvertures, nourriture –, envoyée entièrement par l'armée libanaise », a précisé M. Majzoub.

De nombreux pays ont déjà envoyé ou promis une assistance matérielle. Mais si l'aide d'urgence est

prioritaire, ce sont les conséquences de ce nouveau conflit qui inquiètent les autorités, lesquelles, jusqu'au début de l'opération israélienne, se consacraient à la reconstruction du pays du Cèdre, après quinze ans de guerre.

Difficiles à évaluer aujourd'hui, les pertes pour le Liban pourraient s'élever à 1 milliard de dollars, selon M. Majzoub, si l'on tient compte de la paralysie totale du Liban sud, une des deux régions agricoles du pays, des destructions et du ralentissement de l'économie, dû au quasi-blocus des ports et de l'impact négatif sur les investissements.

ELECTRICITE NATIONALE

Les dégâts causés par les bombardements israéliens à deux relais de distribution d'électricité, dont l'un a été entièrement détruit, sont déjà estimés à 80 millions de dollars, alors que Beyrouth avait consacré près de 300 millions de dollars pour assurer le courant vingt-quatre heures sur vingt-quatre, cinq ans après la paix civile.

Pour les Libanais, le plus dur est le retour aux générateurs, dont beaucoup s'étaient débarrassés, l'électricité ayant été rétablie en permanence. Il y a à peine trois mois. Certains quartiers ne disposent désormais du courant que quatre heures par jour et l'eau a parfois des difficultés à atteindre les étages supérieurs.

Les Libanais ont retrouvé leurs habitudes de guerre : oreille vissée aux radios qui, comme les chaînes de télévision ont repris leurs flashs d'information, appels téléphoniques pour faire le point et constituer des réserves de vivres... au cas où.

Mais les Beyrouthins ne changent pas. Aux premiers tirs de DCA, tous se précipitent sur la corniche du bord de mer pour observer le ballet menaçant des avions, hélicoptères et navires de guerre israéliens qui ajustent leurs cibles.

La ville a gardé son animation ordinaire. Commerces, cinémas et restaurants sont ouverts. Seuls les théâtres ont interrompu leurs représentations. Aux carrefours des

quartiers musulmans, les militants du Hezbollah ramassent des dons. A en juger d'après leurs urnes transparentes remplies de billets, la quête est bonne.

Certains voyageurs ou hommes d'affaires ont choisi d'écouter ou de reporter leur voyage au Liban, mais, mardi, quinze autocars de touristes stationnaient quand même devant les ruines de la ville de Baalbeck, qui fut un fier du Hezbollah, et dont la région a été bombardée les jours précédents par les israéliens.

F. C.

■ La France, appelant « instamment les autorités israéliennes à mettre fin aux attaques des objectifs civils », a décidé, mardi 16 avril, d'envoyer une mission d'experts au Liban pour évaluer l'assistance requise pour la remise en état des installations de distribution d'électricité de Jambour et de Basim, récemment endommagées ou détruites par des bombardements israéliens.

Recrudescence des combats au Liberia

LES TROUPES coalisées d'Alhaji Kromah et de Charles Taylor ont lancé, mardi 16 avril à Monrovia, une violente offensive contre le camp Barclay, où sont retranchés des milliers de combattants krahns, regroupés derrière Roosevelt Johnson. Dans ce camp, privé d'eau depuis plusieurs jours et où sévit une épidémie de choléra, sont entassés de 20 000 à 50 000 personnes : les miliciens, leurs familles, de nombreux réfugiés et quelque 600 otages, dont des Libanais et des soldats de la force onust-africaine de paix, l'Ecomog, qui, dit-on de source américaine, doivent servir de « boucliers humains ».

Le Front national patriotique du Liberia (NPFL) de Charles Taylor et l'Ulino-Mandingue d'Alhaji Kromah, deux ennemis jurés, membres de la présidence collégiale du pays depuis les accords de paix signés en 1995, se sont unis dans un même but : éliminer le « général » Roosevelt Johnson et les milices krahns. L'Ecomog continue de s'abstenir d'intervenir. Le ministre nigérian des affaires étrangères, Tom Iki-mi, a affirmé, mardi, qu'elle pourrait se désengager du pays, faute de financements étrangers. « Si l'Ecomog quitte le Liberia, ce sera le carnage », a déclaré un diplomate, en estimant que M. Taylor pourrait finalement sortir grand vainqueur de ce « dernier combat ».

D'autre part, quelque 30 civils américains sont portés disparus au Liberia, a annoncé, mardi, un porte-parole du département d'Etat à Washington. – (AFP)

La visite du président Clinton au Japon redéfinit la donne stratégique en Asie

TOKYO

de notre correspondant

« L'une des plus importantes visites d'un dirigeant américain au Japon depuis la Seconde Guerre mondiale ». Cette formule de l'ambassadeur américain à Tokyo, Walter Mondale, n'est pas exagérée de circonstance : la visite du président Clinton, commencée mardi 16 avril, est placée sous le signe d'une réaffirmation de la solidarité de l'alliance bilatérale et d'une redéfinition du système de sécurité entre les deux pays par une extension de son champ d'application à l'ensemble de la région Asie-Pacifique.

Cette orientation est appelée à constituer un élément fondamental de l'équilibre des forces de cette partie du monde et pourrait conduire à une recomposition de la donne stratégique asiatique. Elle reflète la volonté de Washington de réaffirmer la présence militaire américaine dans le Pacifique, mais aussi une évolution des conceptions stratégiques des dirigeants japonais : la politique de défense de l'archipel est à un tournant, écrit en substance l'Asahi.

En apparence anodin, l'accord d'appui logistique du Japon aux forces américaines, intervenu lundi, est un premier pas vers une coopération plus étroite : il amorce une réinterprétation du traité de sécurité bilatéral signé en 1951 (parallèlement à celui de San Francisco, par lequel le pays recouvrait sa souveraineté) et révisé en 1960. Cette alliance reflète les préoccupations d'une époque : la guerre froide. Son principal objectif était de faire du Japon le point d'ancrage de la stratégie de contenance de la poussée communiste.

Au début des années 80, à la suite de l'invasion de l'Afghanistan par l'armée rouge, le traité de sécurité fit plus que jamais partie in-

tégrante de la stratégie globale américaine envers l'URSS. Mais la Constitution pacifique du Japon donne un caractère unilatéral à l'alliance : Washington place l'archipel sous son « parapluie nucléaire », et s'engage à lui porter secours en cas d'agression ; cependant, le rôle de l'allié reste flou.

L'archipel a bien servi de base arrière à l'effort de guerre américain en Corée (1950-1953) puis au Vietnam, mais les forces nippones ne pourraient pas apporter leur soutien aux soldats américains engagés dans un conflit autre que la défense de l'archipel. La question s'est posée lors de la guerre du Golfe (1991) et, de façon plus aiguë, lors de la poussée de fièvre autour de Taiwan en mars : en cas d'affrontement américano-chinois, Tokyo n'aurait pu apporter d'aide à son allié.

L'accord du 15 avril prévoit que le Japon fournisse un soutien aux forces américaines engagées dans des opérations de maintien de paix, en matière de transport et de fourniture d'équipements, y compris des pièces de rechange d'armements – mais non des munitions. Ce distinguo entame, pourtant, l'enga-

gement pris par Tokyo en 1976 de ne pas exporter des armes, engagement déjà malmené par une décision de 1983 de fournir des technologies militaires aux Etats-Unis. Les deux pays examinent aussi des modalités de soutien logistique nippon en cas de crise régionale. L'hypothèse de travail, a dit à Tokyo le secrétaire à la défense américain, William Perry, est un conflit dans la péninsule coréenne ou entre la Chine et Taiwan.

LA GUERRE COMMERCIALE

L'objectif à moyen terme est la mise sur pied d'un cadre de coopération militaire permettant aux deux pays de faire face conjointement à des situations susceptibles de compromettre la paix et la sécurité au-delà du Japon. « Avec la fin de la guerre froide, le traité de sécurité ne vise plus la seule défense du Japon, mais la stabilité régionale », estime Akio Watanabe, professeur de relations internationales. L'élargissement de la conception du traité revient à faire évoluer ce texte vers un système de défense collectif auquel, selon sa Constitution, le Japon ne peut participer, bien que certains poli-

« Une alliance pour le vingt et unième siècle »

Tant dans le communiqué commun « Une alliance pour le vingt et unième siècle » que lors de leur conférence de presse mercredi 17 avril, le président Clinton et le premier ministre Hashimoto ont souligné l'importance des relations entre leurs pays, qualifiées par le chef de la Maison Blanche de « plus fortes et plus importantes que jamais pour nos deux peuples et le reste du monde ». « La sécurité et la prospérité du Japon et des Etats-Unis sont inextricablement liées au futur de la région Asie-Pacifique », précise le texte. M. Clinton a dit entendre maintenir les forces américaines dans la région au niveau actuel de 100 000 hommes. « Notre présence est nécessaire tant qu'il y aura des menaces de certains pays qui veulent en dominer d'autres et tant qu'elle sera souhaitée par nos alliés », M. Hashimoto, lui, a dit que le Japon devrait être prêt à « faire face à des situations de crise et qu'il fallait clarifier ce qui pouvait être entrepris dans le cadre de la Constitution ».

tiques estiment ici que c'est une interprétation restrictive du droit du pays à se défendre, conformément à la Charte de l'ONU.

La mutation qui s'opère sous couvert d'un aménagement des modalités de l'alliance est fruit d'une évolution récente. La fin de la guerre froide, consécutive à l'effondrement de l'URSS, s'est peu fait sentir en Asie du Nord-Est : l'importance de l'alliance avec le Japon, pierre angulaire de la stratégie de Washington dans cette partie du monde – en réaction de laquelle se positionnent les pays de la région, préoccupés à la fois par la réémergence d'une puissance militaire nipponne et par les velléités hégémoniques chinoises – a été éclipsée par la « guerre commerciale » de part et d'autre du Pacifique.

Le mur de Berlin s'est effondré à l'apogée du « matraquage du Japon » (Japan bashing) par les trade guys (les « commerciaux »), qui, à Washington, tiraient argument de l'énorme surplus commercial dégagé par l'archipel pour élaborer des théories sur son « anormalité ». Le Japan bashing, qui a dominé les rapports des deux pays jusqu'à récemment, a montré ses limites : la valorisation du yen a été plus déterminante dans la réduction du déficit que des gestions américaines, et le commerce dirigé des trade guys se heurte aux principes du traité sur le commerce mondial, derrière lequel se retranche le Japon.

Surtout, le Japan bashing contrevient aux ambitions mondiales des Etats-Unis. Il a alimenté ici un anti-américanisme préoccupant ; peinant à saisir l'orientation de la politique américaine, Tokyo tendait à pencher vers un neutralisme centré sur l'ONU ; Washington pouvait craindre, en outre, que ses atterroissements ne poussent son allié à se rapprocher de la Chine. Il

n'est, dès lors, pas fortuit que les dossiers commerciaux aient été relégués au second plan de la visite de M. Clinton.

Au Japon, le revirement des socialistes, qui, des années durant, avaient dénoncé le traité de 1960, a aidé à une évolution des conceptions : la sécurité nationale était moins pensée désormais en termes d'attaques limitées que de menaces latentes. Le viol en septembre 1995 d'une fille de l'Okina- wa par trois GI a en des retombées inattendues : les réactions de l'opinion nipponne ont alerté Washington sur les risques d'ébranlement des liens stratégiques avec l'archipel à un moment où la Chine manifestait une volonté de puissance que confirmerait la tension autour de Taiwan.

De fait, la menace potentielle que fait peser Pékin sur la sécurité de la région forme la toile de fond de la réinterprétation de l'alliance. La démonstration de force américaine au large de Taiwan a levé l'ambiguïté de la position des Etats-Unis en Asie ; mais les Japonais sont inquiets d'une détérioration des relations entre Washington et Pékin, et ils ne voudraient pas que les aménagements du traité de sécurité puissent être interprétés comme tournés contre la Chine. Seule la tension en Corée a été mentionnée parmi les facteurs d'incertitude en Asie dans le communiqué commun. M. Perry a cherché à rassurer Pékin en précisant que la coopération militaire devait s'opérer selon les dispositions constitutionnelles nipponnes. On peut pourtant se demander jusqu'à quel point la Charte japonaise et le traité de sécurité pourront être réinterprétés sans que ne s'impose de mettre les textes en accord avec la nouvelle donne stratégique asiatique.

Philippe Pons

INTERPELLATION Un policier du RAID et un nationaliste corse ont été tués, mardi 16 avril à Ajaccio, lors d'une fusillade. Les policiers tentaient d'interpeller deux

hommes, dans le cadre d'une information judiciaire en cours sur certains des récents assassinats commis dans l'île, à l'occasion de la guerre interne à la mouvance nation-

naliste. ● LES ENQUÊTEURS affirment que le nationaliste tué, Jean-Luc Orsoni, ainsi que son compagnon, Charles Santoni, blessé à l'épaule, sont membres de A

Cuncoita, la vitrine légale du FLNC-canal historique, qui vient d'annoncer une prolongation de six mois de sa trêve. La Cuncoita dément et souligne son attachement au pro-

cessus de paix en cours. ● LE POLICIER tué est le neuvième membre des forces de l'ordre dont la mort est imputable aux nationalistes corses depuis 1975.

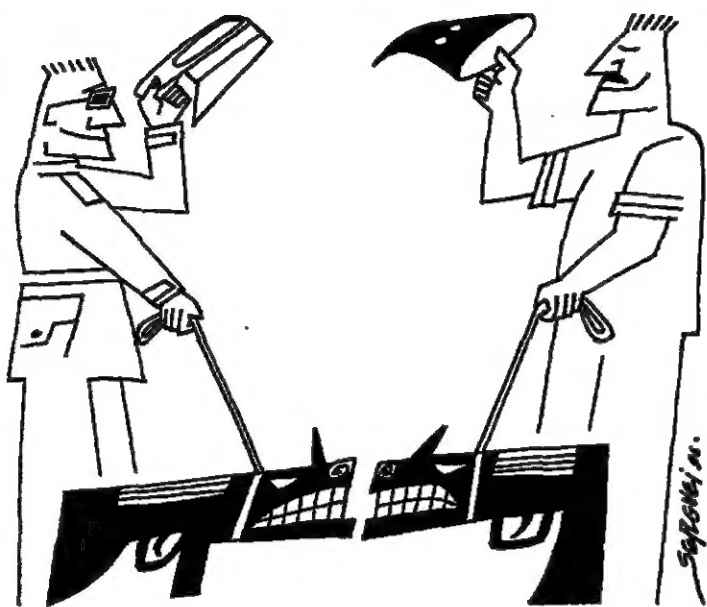
Un policier et un nationaliste ont été tués dans une fusillade en Corse

Pour les enquêteurs, le militant abattu mardi 16 avril était membre de A Cuncoita, vitrine légale du FLNC-canal historique, qui dément néanmoins toute implication. Le « processus de paix » en cours ne devrait pas être interrompu. Le gouvernement montre que le dialogue n'exclut pas la fermeté

AJACCIO et BASTIA
de nos correspondants

Deux nouveaux morts sont venus s'ajouter, mardi 16 avril, à la longue liste des victimes de meurtres ou d'assassinats en Corse. Vers 19 h 15, une fusillade a opposé des militants nationalistes et les forces de l'ordre à Ajaccio, sur la route de Loreto, un quartier situé au nord-est de la cité, aux portes de la campagne. Le bilan s'élève à deux morts - Jean-Luc Orsoni, vingt-huit ans, et un membre du RAID - et deux blessés - Charles Santoni, trente-neuf ans, et un membre du RAID. L'identité des policiers n'avait pas encore été rendue publique mercredi matin. Le préfet de Corse, Claude Erignac, est catégorique : les policiers ont essuyé le feu des militants et ils se sont « clairement » trouvés en état de légitime défense.

Jean-Luc Orsoni et Charles Santoni étaient puissamment armés. Dans leur voiture, les policiers ont retrouvé grenades et gilets pare-balles. L'action du RAID, croit-on savoir, n'aurait été que l'une des phases d'une opération d'envergure visant un certain nombre de personnes dont les noms sont avancés et qui auraient fait l'objet



des investigations policières. Selon les enquêteurs, Jean-Luc Orsoni et Charles Santoni sont des militants de A Cuncoita, la vitrine légale du FLNC-canal historique. L'exécutif de A Cuncoita a aussitôt contesté cette affirmation en diffusant un communiqué d'explica-

tions. Si les deux hommes ne sont pas des militants nationalistes de premier plan, leur sympathie pour cette cause était connue et leurs noms avaient été cités à plusieurs reprises dans des tracts anonymes dénonçant leur implication dans certaines affaires criminelles, pour

le compte supposé de A Cuncoita. La réaction rapide de ce parti indique une volonté de ne pas porter atteinte au processus de paix en cours.

A Cuncoita rappelle d'ailleurs son attachement à ce processus, ouvert depuis janvier 1996 par l'organisation clandestine, qui vient de prolonger sa trêve jusqu'en octobre prochain. Le mouvement n'apporte donc pas son soutien « politique, moral et matériel » aux deux hommes, alors qu'il l'avait fait le 23 mars au lendemain de l'interpellation de deux autres militants, surpris par le RAID au moment où ils s'apprêtaient à faire exploser une voiture piégée devant la chambre de commerce d'Ajaccio, que préside Gilbert Casanova, l'un des dirigeants du MPA.

FERMETÉ ET DIALOGUE

La politique de fermeté tout autant que de dialogue avec les élus de toutes tendances, encore confirmée par Jean-Louis Debré récemment, semble ainsi être en train d'être mise en œuvre. L'interpellation des deux militants du 23 mars et celle, le 16 avril, d'un militant du MPA et d'un autre de l'ANC, puis l'action du 16 avril, in-

diquent que le ministre de l'Intérieur entend s'en tenir à la politique qu'il a définie et rappelée le 11 avril dans une déclaration au *Nouvel Observateur* : « J'entends restaurer dans l'île un climat de tranquillité (...) J'ai renforcé le nombre de policiers et détaché certains spécialistes. Il y a déjà eu des interpellations, il y en aura d'autres (...) Je ne serai pas sans réaction à l'égard de ceux qui, à Paris ou en Corse, veulent empêcher le dialogue de se poursuivre. »

Si A Cuncoita écarte d'emblée son implication directe ou indirecte dans la fusillade d'Ajaccio, certains syndicats de policiers, soucieux, après l'assassinat d'un de leurs collègues, de dénoncer la politique du gouvernement en Corse - dont ils ne comprennent pas toujours les consignes d'application - pourraient de pas être de cet avis.

Le membre du RAID tué d'une balle de 44 Magnum est le neuvième policier ou gendarme qui a payé de sa vie des affrontements avec des nationalistes depuis les événements d'Aléria en août 1975.

Paul Silvani
et Michel Codacci-Pisanelli

Des précédents dans un contexte différent

La mort d'un policier du RAID, mardi 16 avril, semble relever d'une « bavure » due à une perte de sang-froid de la part des deux nationalistes poursuivis par la police. Elle intervient en effet dans une phase de déroute relative de la tension sur l'île. Les membres des forces de l'ordre tués en Corse depuis 1975 avaient trouvé la mort, au contraire, dans des phases aiguës d'affrontement, où les nationalistes visaient délibérément policiers et gendarmes. Plusieurs de ces assassinats avaient d'ailleurs été revendiqués par le FLNC.

● Le 23 août 1975, deux gendarmes mobiles sont tués à Aléria (Haute-Corse) lors de l'assaut donné à une cave viticole, appartenant à un rapatrié d'Algérie, occupée par ceux qui étaient alors des autonomistes. L'affaire d'Aléria marquera le début du cycle de violences que traverse la Corse et débouche sur la création du FLNC en 1976. Quelques jours après la fusillade

d'Aléria, un CRS est tué par balles lors d'émeutes à Bastia, dans la nuit du 27 au 28 août.

● Le 10 janvier 1980, après l'occupation de l'hôtel Fesch à Ajaccio par des nationalistes, un CRS est tué au pistolet.

● Le 2 décembre 1984, un CRS est tué à Bastia, après le mitraillage d'un véhicule de pétrolier.

● Le 15 mai 1986, deux personnes, dont un gendarme, sont tuées en tentant de désamorcer une bombe, au cours d'une tentative de plasticage d'une villa à Cargèse par un commando d'une quinzaine d'hommes.

● Le 4 août 1987, un gendarme, Guy Aznar, est tué et deux autres blessés dans le mitraillage d'un fourgon de gendarmerie, au sud de Bastia.

● Le 8 mars 1988, un gendarme est tué dans la fusillade de la caserne Battisti à Ajaccio, un autre est saisi par son gilet pare-balles.

D'autres membres des forces de l'ordre ont été tués dans l'île pendant cette période, mais dans des affaires relevant des faits divers.

La police judiciaire avait demandé l'assistance du RAID

LA FUSILLADE a éclaté, mardi 16 avril, quand les policiers ont cherché à interpellier Charles Santoni, soupçonné d'avoir participé, le 7 mars à Ajaccio, à la tentative d'assassinat contre un militant de l'ANC, Yves Manunta. Agissant dans le cadre de l'information judiciaire ouverte à la suite de cette tentative d'assassinat, les enquêteurs du SRPJ d'Ajaccio avaient demandé l'assistance des hommes du RAID (recherche, assistance, intervention, dissuasion), l'unité d'élite de la police nationale.

La voiture occupée par Charles Santoni a d'abord été discrètement prise en filature dans les rues d'Ajaccio par des policiers du RAID habillés en civil et circulant à bord de véhicules banalisés, assurés-t-on mercredi matin 17 avril au ministère de l'Intérieur. A la sortie de la ville, dans un secteur permettant une intervention moins difficile que dans les rues ajacenciennes, les policiers ont placé un gyrophare sur le toit de leurs trois voitures et ont mis leurs brassards « Police ». Il s'agissait d'éviter que les deux occupants de la voiture - les enquêteurs avaient alors seulement identifié Charles Santoni - croient à une embuscade d'un groupe adverse. Mais des coups de feu ont immédiatement été tirés de la voiture, ajoute-t-on de même source, blessant gravement deux policiers du RAID dont l'un, âgé de trente-cinq ans, devait mourir peu après. Un troisième policier a lui aussi été blessé, mortellement Jean-Luc Orsoni. Lui resté debout, Charles Santoni a été maîtrisé.

Depuis sa création en 1985, le RAID est chargé d'in-

tervenir « lors d'événements graves nécessitant l'utilisation de techniques et de moyens spécifiques pour aboutir à la neutralisation d'individus dangereux ». Pour exécuter des commissions rogatoires confiées à la justice, la police judiciaire fait régulièrement appel à ce service composé d'une centaine de policiers triés sur le volet. Ce fut le cas mardi soir à Ajaccio ainsi que, fin mars, à Roubaix (Nord), lors de l'interpellation d'un groupe de quatre malfaiteurs qui avaient été tués dans la fusillade. Le 1^{er} avril à Ajaccio, des policiers du RAID avaient aussi participé à l'interpellation mouvementée de deux nationalistes, Jean-Claude Lucchini (ANC) et Ange Orsoni (MPA), puissamment armés et protégés de gilets pare-balles. Les policiers avaient alors dû tirer des coups de semonce avant que les deux hommes acceptent d'être interpellés et menottés.

Observée depuis plusieurs semaines en Corse, la pression exercée par la police judiciaire contraste avec la relative inactivité qui accompagnait, ces dernières années, les discours politiques répétés sur les faillites de l'Etat de droit. Elle illustre aussi les difficultés à appliquer effectivement le code pénal en matière de port d'armes ou de règlements de comptes. Une perquisition opérée mercredi matin au domicile de Charles Santoni devrait permettre de vérifier si cet homme, soupçonné par la police de la tentative d'assassinat d'Yves Manunta, avait aussi participé à d'autres actions violentes récentes.

Erich Inciyan

Les signataires des accords de Matignon s'approprient la réforme du statut de la Nouvelle-Calédonie

NOUMÉA

de notre correspondant

L'Etat, les indépendantistes et les anti-indépendantistes calédoniens se réunissent, jeudi 18 avril à Paris, comme ils le font chaque année, pour dresser, au cours d'un comité de suivi, le bilan de l'application sur le terrain des accords de Matignon, signés en 1988. Le lendemain, ces mêmes partenaires se retrouveront pour un deuxième « comité de discussion préalable », après celui du 15 février à Nouméa, afin d'avancer dans la recherche d'une solution consensuelle pour l'avenir du territoire. Les deux délégations du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR) et du Front de libération nationale kanak socialiste (FLNKS) seront conduites par leurs deux présidents respectifs, le député (RPCR) Jacques Lafleur et Rock Wamytan, qui appartient à l'Union calédonienne, sa composante majoritaire modérée.

Réunis à Matignon en octobre 1995 en présence d'Alain Juppé, les deux principales formations politiques du territoire avaient officiellement fait part de leur désir de parvenir à cette fameuse solution consensuelle. Elles avaient arrêté avec l'Etat une méthode et un calendrier, qui pourrait voir avancer à l'an prochain la tenue

du référendum prévu à l'origine en 1998, afin d'éviter toute interférence avec les élections législatives.

Sur le papier, les positions de départ des deux camps apparaissent très éloignées l'une de l'autre. A la fin du mois de décembre, M. Lafleur avait présenté son « schéma d'émancipation et de large décentralisation de la Nouvelle-Calédonie », impliquant, bien sûr, son maintien dans la République française. « Il faut que, à la fin de 1998, les partenaires s'accordent sur un pacte trentenaire de paix et de développement qui redonne aux élus locaux la maîtrise des principaux leviers économiques », indiquait ce document. Le projet du FLNKS, rendu public à la même époque, prône la mise en place, dès 1998, d'un pays indépendant, appelé Kanaky, lequel prendrait en charge progressivement, pendant une période de dix à vingt ans, de nouveaux éléments de souveraineté.

URGENCE À SE METTRE D'ACCORD

En fait, les deux partenaires savent qu'il y a urgence à se mettre d'accord au prix de concessions mutuelles. En cas d'échec des discussions, il leur faudrait, en effet, s'en tenir aux modalités de la loi référendaire de 1988, qui

prévoit un référendum d'autodétermination en 1998. Évoquant à ce propos les risques d'une nouvelle bipolarisation entre vainqueurs et vaincus d'un tel scrutin, M. Lafleur présente cette hypothèse comme « un référendum guillotine ».

Depuis le mois de janvier, dans le plus grand secret, les deux parties ont multiplié les réunions sur le territoire, sous la houlette d'Yves Cabana, chargé de mission auprès du premier ministre. M. Wamytan, qui, peu avant de partir pour Paris, s'est déclaré confiant à Paris, compte obtenir

Le gouvernement cède à Jacques Lafleur

Tenu à l'écart de la réunion, à Paris, du comité de suivi des accords de Matignon, Didier Leroux, le représentant du camp loyaliste non affilié au Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR), a affirmé, mercredi 17 avril à Nouméa, que « ceux que l'on nomme les pères fondateurs, RPCR et FLNKS, ne représentent aux dernières élections (territoriales) que 49 % des électeurs inscrits ». « La moitié des électeurs de Nouvelle-Calédonie n'est donc pas représentée dans le processus qui engage notre avenir », a-t-il ajouté, en déplorant que le gouvernement « étale ainsi sa faiblesse au grand jour ».

Contrairement aux engagements pris le 16 octobre 1995 à Paris, le gouvernement a, en effet, une nouvelle fois retardé l'ouverture de ce comité aux groupes politiques représentés au congrès du territoire, ce qui est le cas de l'UNCI (Une Nouvelle-Calédonie pour tous) de M. Leroux. Il considère que Jacques Lafleur demeure le seul représentant légitime des Calédoniens d'origine européenne hostiles à l'indépendance.

en métropole « un certain nombre de réponses politiques par rapport aux positions des uns et des autres ». Il faut, estime-t-il, que les partenaires « trouvent les contours » de la solution consensuelle d'ici à l'été. Il a rappelé qu'il n'existait pas encore de « points de convergence » entre son parti, le RPCR et l'Etat. Enfin, il a redit, sans donner plus de précisions, l'exigence de son mouvement de voir « un geste symbolique fort du gouvernement », qui prenne en compte « le contentieux existant entre le peuple kanak et l'Etat depuis la prise de possession de la Ca-

ABSENCE DE L'UNCI

La double réunion de Paris se déroulera sans la présence de l'UNCI. Une Nouvelle-Calédonie pour tous, le nouveau parti de Didier Leroux, un ancien du RPCR. Fondé en 1995, l'UNCI est opposé à l'indépendance, mais aussi à la toute-puissance du président du RPCR. Il n'était pas, bien sûr, co-signataire des accords de Matignon, il y a huit ans. Mais en octobre dernier à Matignon, il avait été convenu que le comité de suivi serait élargi « à tous les groupes politiques constitués au congrès du territoire », c'est-à-dire à ce nouveau parti qui, avec neuf élus sur cinquante-quatre sièges, constituait la troisième force politique néo-calédonienne.

Neuf mois après le renouvellement du congrès du territoire, les relations entre le RPCR et l'UNCI restent très tendues. Les réunions de cette assemblée se transforment souvent en règlements de compte, sous l'œil des élus indépendantistes, et M. Lafleur exige

notamment, comme préalable à toute normalisation, des excuses de M. Leroux, pour ses « attaques personnelles ». Parti le mois dernier à Paris, le député RPCR a obtenu du gouvernement que l'UNCI ne participe pas au comité de suivi. Le ministre délégué à l'outre-mer, Jean-Jacques Piretti, a justifié cette décision dans une lettre aux deux partis, RPCR et FLNKS, par la « préoccupation majeure » du gouvernement, d'« éviter l'expression de désaccords publics ».

Pour le FLNKS, c'est là un problème qui ne concerne que le RPCR et l'UNCI. « L'important est que le comité de suivi ait lieu entre les partenaires historiques », a déclaré M. Wamytan. M. Leroux dénonce de son côté les « caprices de M. Lafleur » et estime que le gouvernement a « les pieds et les poings liés par le RPCR ». Il est rejoint dans cette analyse par le Parti de libération kanak (Palika), la composante la plus radicale du FLNKS, à laquelle appartient son ancien président, Paul Néaoutyine. Le Palika fustige, lui aussi, « l'attitude laïarde de l'Etat français qui a cédé aux diktats des responsables du RPCR, en particulier du député Jacques Lafleur ».

Franck Madec

Le chef d'état-major
l'adaptation

Les députés sont prêts à créer

Les députés sont prêts à créer

Jp 11-150

Le chef d'état-major des armées réaffirme l'« inadaptation » de la conscription

Devant les sénateurs, le général Douin appelle à ne pas « dénaturer » le choix du chef de l'Etat

La commission des affaires étrangères et de la défense du Sénat a commencé, mardi 16 avril, une série d'auditions sur l'avenir du service national.

Après avoir reçu des universitaires, elle a entendu le général Douin, chef d'état-major des armées. Celui-ci a estimé qu'il n'est pas de sa

responsabilité de se prononcer sur des formes nouvelles de service nationale pouvant remplacer la conscription militaire.

LE GÉNÉRAL Jean-Philippe Douin, chef d'état-major des armées, s'est exprimé dans le maquis des chiffres, lors de son audition, le 3 avril, par la mission d'information de l'Assemblée nationale sur l'avenir du service national. Instruit par cette expérience, il s'est présenté, mardi 16 avril, devant la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat, bien décidé à changer de tactique : il s'est livré à une offensive de grande envergure pour rappeler l'axe de la réforme fixé par le président de la République et écarter sans ménagement les doutes et les interrogations qui se sont multipliés depuis plusieurs semaines.

En premier lieu, le général Douin a rappelé qu'il s'agit, avant tout, « d'adapter notre système de défense à l'évolution des menaces et des risques, compte tenu de l'évolution du contexte géostratégique ». A cet égard, a-t-il martelé, « la disparition de la menace majeure [celle de l'URSS] a rendu caduque une force

conventionnelle massive fondée sur la conscription ». Au contraire, l'accentuation de crises régionales, parfois lointaines, face à des adversaires « souvent redoutables », a rendu patente l'insuffisance des forces que la France est capable de « projeter » sur des théâtres extérieurs. Bref, si « la conscription était bien adaptée à la guerre froide, elle ne l'est plus à la situation actuelle ».

Le choix de la professionnalisation de l'armée est donc stratégique, la décision du chef de l'Etat « a été prise », et « il convient de ne pas la dénaturer », a insisté le chef d'état-major. Dès lors, le général Douin estime que l'on peut réfléchir au lien entre l'armée et la nation, mais « dans le cadre de cette décision ». « Pourquoi, a-t-il ajouté, ce lien ne s'exprimerait-il pas à travers l'armée professionnelle, à l'instar de la relation entre les Britanniques et leur armée, comme on l'a vu au moment des Malouines ? »

Ce pilonnage effectué, le patron des militaires a pu écarter bien des questions. Convient-il d'inventer

un service national civil ou de développer fortement les formes civiles actuelles du service national ? « Ce n'est pas mon problème », a-t-il rétorqué, ajoutant que, dans ce cas, ces jeunes ne seraient « ni encadrés, ni recrutés par la défense ».

Avec une bonhomie tranchante, M. Mauroy s'est dit « impressionné » par l'intervention « catégorique » du général Douin

Faut-il, dans cette perspective, réorienter les missions d'un service national, vers la lutte contre l'exclusion notamment ? « Cela dépasse mes responsabilités », a-t-il répondu. Peut-on concevoir un service national court de l'ordre de trois mois ? La réponse a été aussi catégorique : « Le temps n'est plus aux Marie-Louise. Cela n'a pas d'intérêt militaire et ce serait très coûteux ». En revanche, il a confirmé qu'il est favorable au recrutement, chaque année, d'un nombre « raisonnable » d'appelés volontaires, de l'ordre de 11 000, dans le futur format des trois armées (air, mer, terre, gendarmerie incluse) pour une durée de service d'un an ou plus.

Faut-il, enfin, maintenir le recen-

sement des jeunes ? Oui, a-t-il tranché : « Il faudrait se limiter à suspendre la conscription et, par conséquent, maintenir le recensement, pour pouvoir la rétablir rapidement en cas d'apparition à l'avenir d'une menace majeure nouvelle ». Quant à la question, soulevée par Charles Pasqua (RPR, Hauts-de-Seine) et Xavier de Villepin, président (Union centriste) de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le sort des officiers et sous-officiers, dont le nombre serait inévitablement réduit, le chef d'état-major a précisé que le problème se posait essentiellement pour les sous-officiers, pour lesquels la loi de programmation militaire devrait prévoir des incitations financières au départ ; il a évoqué fugitivement la possibilité de primes de l'ordre de 300 000 francs.

La victoire du général aurait été complète sans l'ultime intervention de Pierre Mauroy (PS, Nord). Avec une bonhomie tranchante, l'ancien premier ministre s'est dit « impressionné » par l'intervention « catégorique », voire « brutale », du chef d'état-major et par sa démonstration presque « mathématique ». Mais c'était pour mieux s'interroger : « La relation entre l'armée et la nation est complexe et profonde. Elle ne relève pas de la mathématique. Entre le peuple et l'armée, plus rien ne sera semblable avec l'armée de métier. C'est un grand pas dans l'inconnu. L'a-t-on assez mesuré ? » Et d'ajouter : « Il faut garder, quelque part, un cordon avec le pays ».

Gérard Courtols

L'UDF soulève des « problèmes de cohérence »

Gilles de Robien, président (PR) du groupe UDF de l'Assemblée nationale, a estimé, mardi 16 avril : « Le projet de loi de programmation militaire 1997-2002 aurait intérêt à être discuté à la rentrée d'octobre, en même temps que le projet de code du service national ». Plusieurs députés se sont demandés, a ajouté M. de Robien, « s'il était judicieux de voter une loi de programmation militaire avant de connaître les décisions sur le service national dont on sait qu'elles auront des conséquences financières ». Lors de leur réunion de groupe, les députés UDF ont en outre souligné les « problèmes de cohérence » qui pourraient se poser entre les conclusions de la mission d'information de l'Assemblée nationale, présidée par Philippe Séguin, et la volonté exprimée par le président de la République.

Les services de renseignement échapperont à la rigueur budgétaire

« LES OFFICES » de renseignement ne seront pas les seuls à échapper aux réductions budgétaires, annonce le général de corps d'armée Philippe Mercier, major général des armées, dans un entretien publié dans le numéro d'avril d'Objectif Défense, la lettre d'information interarmées que le ministère de la défense adresse tous les deux mois aux commandants de formations militaires. Le général Mercier - numéro deux de la hiérarchie interarmées - rappelle que le gouvernement a distingué quatre fonctions opérationnelles principales. Deux de celles-ci ont déjà fait l'objet de débats multiples. Ainsi, la dissuasion, qui s'attache à assurer la protection des intérêts vitaux, sera maintenue « à son niveau de suffisance ». De même, la capacité de « projection » de forces sera du ressort de l'armée professionnelle, qui « permettra de réagir plus rapidement aux missions futures des armées en Europe et hors d'Europe ».

Deux autres fonctions sont plus nouvelles ou, tout au moins, elles feront l'objet de développements supplémentaires dans le projet de loi de programmation militaire 1997-2002 soumis, en juin prochain, au Parlement. D'abord, la protection. « Les menaces s'éloignent de nos frontières, précise le général Mercier, la protec-

tion s'exerce davantage des forces de police et de gendarmerie, même s'il n'est pas exclu que les armées y participent en cas de catastrophes naturelles ou dans le cadre de plans du type Vigipirate ». L'armée de l'air et la marine gardent une capacité de défense des approches de l'espace aérien et maritime national.

MOYENS ACCRUS POUR LA DGSE ET LA DRM

La quatrième fonction est donc la « prévention ». Son importance est telle que le général Mercier annonce que « les offices de renseignement » seront épargnés par la rigueur budgétaire et que « tout ce qui concourt à l'observation spatiale est en plein développement ». Pour 1996, la fonction dite de « prévention », qui recouvre le renseignement, l'espace et les communications, bénéficie d'un budget de 23,1 milliards de francs, soit 12,2 % du budget global de la défense, et elle occupe 57 555 militaires d'active ou appelés et civils, soit 9,6 % des effectifs totaux de la défense. En 1995, cette même fonction avait reçu 12 % du budget militaire et elle rassemblait 9,4 % des effectifs.

Outre les moyens spatiaux (satellites d'observation Helios et de communications Syracuse) ou plus classiques (avions de reconnais-

sance ou de surveillance, équipements de guerre électronique et navire-espion), la prévention fait appel à trois services majeurs : la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), la direction du renseignement militaire (DRM) et la direction de la protection et de la sécurité de la défense (DPSD), ainsi qu'à la délégation aux affaires stratégiques (DAS).

Ce sont la DGSE et la DRM dont les moyens - en ressources financières, en effectifs et en matériels techniques - devraient être accrus. Selon un plan, accepté par le gouvernement, les effectifs de la DGSE, qui sont actuellement de 2 500 civils et de 1 500 militaires, devraient augmenter d'ici à la fin du siècle, de 700 personnes, 500 civils et 200 militaires. Selon un autre plan, lui aussi approuvé officiellement, les effectifs de la DRM (administration centrale et organismes rattachés) passeront, dans le même temps, de 1 600 personnes à 1 900, en partie par transferts d'emplois au sein même du ministère de la défense. A cela il faut ajouter les 1 620 fonctionnaires de la DPSD et les quelque 80 experts civils et militaires de la DAS chargés de l'analyse stratégique.

Jacques Isnard

Les députés sont prêts à créer un marché boursier sur le blé

STUDIEUX retour de vacances pour les députés : le projet de loi de modernisation des activités financières, qu'ils ont commencé à examiner mardi 16 avril, n'a rien de bien effrayant. Adopté en première lecture par le Sénat, ce texte vise à transposer dans le droit français la directive européenne du 10 mai 1993, qui a créé un marché unique des services financiers (Le Monde du 15 mars). Présenté par Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances, comme l'occasion d'une profonde réforme de l'organisation du marché financier français, ce projet de loi, élaboré avec quelque retard sur le calendrier initialement prévu, a, d'ores et déjà, suscité d'importantes initiatives de la part des deux Assemblées.

Sous l'impulsion de leur commission des finances, les sénateurs avaient largement amendé le texte du gouvernement. L'objectif de la directive européenne étant de permettre aux entreprises d'investir, munies d'un passeport européen, d'exercer librement leur activité au sein de l'Union européenne, le projet de loi s'attache à définir, d'une part, la notion de service d'investisse-

ment, d'autre part les prestataires de ces services : seuls peuvent prétendre à cette qualité les entreprises d'investissement et les établissements de crédit agréés à cet effet - ces derniers représentant 80 % de la profession, selon Jean-Jacques Jégou (UDF, Val-de-Marne), rapporteur de la commission des finances de l'Assemblée nationale.

Soucieux de contenir la « bancarisation » de la place financière de Paris, les sénateurs avaient choisi de valoriser le statut des entreprises d'investissement, en les dotant des mêmes facilités que les maisons de titre. En conséquence, ils avaient décidé la suppression du statut de celles-ci. Tout en affirmant un objectif similaire, les députés ont refusé cette méthode, en suivant M. Jégou, qui redoute un affaiblissement de l'« attractivité de la place de Paris ».

LES CRAINTES DES PRODUCTEURS

Après avoir rappelé qu'il s'agit d'un projet de loi « trapu » prévu par le Sénat, M. Arthuis a toutefois souligné que « la logique de la loi de modernisation conduit à l'extinction du statut spécifique des maisons de titre », ajoutant que la

navette « devrait permettre de trouver une solution de compromis (...) qui laisserait aux maisons de titre existantes le temps du choix : ou bien elles deviennent entreprises d'investissement, ou bien elles optent pour le statut bancaire ».

Les députés ont également exprimé leur désaccord avec les sénateurs en matière d'organisation de la profession. Selon le texte initial du projet, les entreprises d'investissement étaient tenues d'adhérer à l'Association française des établissements de crédit (AFEC), par l'intermédiaire d'une organisation professionnelle librement choisie. Souhaitant garantir une représentation comparable à celle dont bénéficient, au sein de l'AFEC, les établissements de crédit, les sénateurs avaient institué un échelon intermédiaire en créant l'Association française des entreprises d'investissements (AFEI). A l'initiative de Michel Inschamps (RPR, Pyrénées-Atlantiques), les députés ont supprimé cette disposition, avec l'accord de M. Arthuis.

En outre, poussée en ce sens par le gouvernement, l'Assemblée nationale a révisé à la baisse la re-

présentation des entreprises d'investissement au sein des comités chargés de délivrer les agréments et d'édicter la réglementation. Elle a également corrigé la définition des instruments financiers telle qu'elle résultait du texte adopté par le Sénat. Parmi la multitude de dispositions techniques restant à examiner, les députés devaient se pencher, mercredi 17 avril, sur l'article 26 du projet de loi qui, en reconnaissant de façon générale la légalité des opérations à terme, autorise de fait la création d'un marché boursier sur le blé.

Dans son rapport, M. Jégou rappelle que cet état interdit depuis le Front populaire : « La loi d'août 1936 visait à éviter la spéculation sur le blé, à une époque où la chute des cours ruinait les agriculteurs », précise le rapporteur de la commission des finances. Après avoir évoqué les craintes des producteurs de blé de voir ce mécanisme servir de « prétexte à un démantèlement futur de la PAC », M. Jégou affirme qu'au contraire ceux-ci « tireraient vraisemblablement un avantage d'un contrat à terme sur le blé ».

Jean-Baptiste de Montvalon

L'avenir des retraites complémentaires divise syndicats et patronat

Il faudrait trouver 167 milliards de francs en dix ans

COMMENT ASSURER, à l'horizon 2005, l'équilibre des régimes de retraite complémentaire de l'ensemble des salariés (Arcco) et des cadres (Agirc) ? C'est tout l'enjeu des difficiles négociations qui ont repris, mardi 16 avril, entre les partenaires sociaux. Elles n'ont fait que mettre en évidence les importantes divergences de vues qui opposent le patronat et les syndicats. Le CNPF souhaite que ces discussions, engagées le 30 novembre 1995, s'achèvent le 25 avril.

Deux points sont désormais acquis : l'accord se traduira par une revalorisation moins élevée des pensions des 8 millions de retraités et par une réduction des points de retraite qu'accumulent les quelque 14 millions de salariés du secteur privé cotisant à ces régimes complétant la pension versée par la Sécurité sociale. Selon les prévisions établies par les deux régimes, l'Arcco et l'Agirc auront un besoin de financement respectivement de 130 milliards et 37 milliards de francs d'ici à 2005, la situation se dégradant au-delà de cette date.

A l'exception de la CGT, qui dénonce déjà « une diminution drastique des pensions et du pouvoir d'achat des retraités », les syndicats sont moins hostiles au principe de cette baisse des retraites actuelles et à venir - ils la jugent inéluctable - qu'au rythme que le CNPF entend lui donner. Aussi, ils ont rejeté, mardi, l'avant-projet d'accord qui leur avait été remis le 2 avril par le patronat. Le responsable de la délégation patronale, Francis Bazile, a annoncé qu'il leur soumettra, probablement lundi, une nouvelle mouture du texte.

Les négociations achoppent sur la baisse du rendement des régimes, rendue nécessaire par l'allongement continu de l'espérance

de vie. Actuellement, 100 francs de cotisations donnent droit à 8,74 francs de pension à l'Arcco et à 9,20 francs à l'Agirc. Le CNPF souhaite ramener ce rendement à 7 francs pour les deux régimes en quatre ans, alors que plusieurs syndicats, comme la CFDT et la CFTC, souhaitent étaler l'opération sur dix ans. A salaire égal, les actifs acquerraient moins de points et donc moins de droits pour leur retraite.

Pour les futurs retraités non-cadres, les mesures entraîneraient une baisse sensible de leur retraite (base et complémentaire), qui ne représenterait plus 73 % mais 65 % de leur dernier salaire en 2020 (55 % au lieu de 66 % pour les cadres).

La CGT estime que ces réductions seront plus importantes encore. Pour leur part, les pensions actuelles seraient revalorisées d'un point de moins que la hausse du salaire moyen entre 1996 et 1999. Au-delà, les augmentations tendraient compte des prix et de la situation économique des caisses Arcco et Agirc.

Autre point de désaccord dans les discussions : la baisse de l'ordre de 20 % des frais de gestion et des dépenses d'action sociale des régimes, souhaitée par le CNPF. Antoine Faesch (FO), président de l'Arcco, a jugé « inacceptable » une réduction dans de telles proportions. En revanche, le patronat a fait une concession aux syndicats en acceptant d'accroître le calendrier des hausses de cotisations au régime des cadres. Le taux obligatoire de 16 % pourrait être atteint dès 2000, alors que l'accord de février 1994 prévoyait que ce plafond ne serait atteint qu'en 2003.

Jean-Michel Bezat

Les recettes fiscales ont sensiblement progressé en début d'année

L'EXÉCUTION DU BUDGET DE 1996 se déroule mieux que prévu. Alors que la forte révision à la baisse des prévisions de croissance du gouvernement pour l'année en cours (1,3 % au lieu de 2,8 %) laissait présager de mauvaises rentrées d'impôts et donc une possible dérive du déficit budgétaire, le dernier bilan, publié mardi 16 avril par le ministère du budget, prouve que cette inquiétude n'était pas fondée. Pour la période janvier-février, les recettes fiscales nettes sont supérieures de 7,5 % aux recettes de 1995. Le relèvement de deux points du taux normal de la TVA, survenu le 1^{er} août 1995, explique cette tendance, mais c'est aussi le produit d'une consommation plus dynamique. Sur les deux premiers mois de 1996, le déficit budgétaire atteint 90 milliards de francs contre 98,4 milliards de francs en 1995.

DÉPÊCHES

■ UDF : Alain Madelin, vice-président du Parti républicain, et candidat malheureux à la présidence de l'UDF contre François Léotard, a réuni, mardi 16 avril, une vingtaine de députés proches de lui, appartenant à toutes les composantes de l'UDF, dans le cadre de l'organisation de son « pôle réformateur » au sein de la confédération. Cette réunion devrait prendre un rythme hebdomadaire.

■ CONTESTATION : le secrétaire national du Parti communiste, Robert Hue, a estimé, mardi 16 avril, sur RTL, que « l'écrasante majorité des communistes se reconnaissent dans la politique d'ouverture du vingt-huitième congrès ». Réagissant à un texte signé par quelques cadres et élus du PCF, qui s'en prennent au « réformisme » de la direction (Le Monde du 17 avril), M. Hue a ajouté : « Il n'est pas anormal que, dans le parti, des communistes expriment leur opinion. Moi, je mets en œuvre la politique pour laquelle les communistes m'ont désigné ».

■ AGRICULTRICES : Philippe Vasseur, ministre de l'Agriculture, de la pêche et de l'alimentation, a indiqué, mardi 16 avril, au Sénat, lors du débat sur la charte d'installation des jeunes agriculteurs, qu'il proposerait plusieurs modifications du statut de conjoint d'agriculteur. « Nous devons clarifier le partage des responsabilités et des résultats dans les exploitations individuelles afin de mieux préserver les droits des conjoints », a déclaré M. Vasseur, en évoquant la création d'un statut de « collaborateur d'exploitation aligné dans le domaine social sur celui de co-exploitant » et l'amélioration des droits à la retraite des agricultrices.

■ PORTS : Bernard Pons, ministre de l'Équipement, des transports et du tourisme a déclaré, mardi 16 avril, devant le Conseil national des communautés portuaires, qu'une loi d'orientation portuaire serait présentée au Parlement en fin d'année. Dans chaque département ayant une façade maritime, les préfets vont consulter les professions concernées ainsi que les élus et transmettront au gouvernement leurs propositions pour la mi-mai.

■ NICE : Gilles Bascia, ancien responsable de la branche OAS métropole, amnistié en 1968, devenu détective privé, a été chargé d'une mission de « sensibilisation de l'ensemble du personnel municipal aux mesures de sûreté et de sécurité » par le maire de Nice, Jacques Peyrat, ex-représentant du Front national.

■ AMÉNAGEMENT : la création d'un établissement public d'aménagement du Mantois-Seine aval (Yvelines) a été annoncée au Journal officiel, mercredi 17 avril. Cet établissement, à caractère industriel et commercial, qui concerne les communes de Buchelay, Mantes-la-Jolie et Mantes-la-Ville, est chargé de procéder « à toutes opérations d'aménagement liées au développement économique et urbain ».

JUSTICE Dans une étude sur le profil des tribunaux correctionnels, trois statistiques constatent l'extrême disparité des juridictions françaises, notamment en matière d'al-

cool au volant. Les conduites en état d'ivresse représentent 67 % des jugements prononcés par le tribunal de Quimper, contre 3,7 % à Marseille ou 9,3 % à Lyon. ● EN MA-

TIÈRE de police des étrangers ou de trafic des stupéfiants, les différences sont, elles aussi, très prononcées : ces contentieux sont une spécialité des zones frontalières et de la ré-

gion parisienne. ● L'INADAPTION de la carte judiciaire française est mise en lumière par cette étude. Dans un rapport rendu en 1994, le directeur général de l'Institut géo-

graphique national, Jean-François Carrez, préconisait une réforme souple, qui a été en partie reprise dans le programme pluriannuel pour la justice de Pierre Méhaignerie.

L'activité correctionnelle varie fortement selon les régions

Des chambres submergées, d'autres non ; des juridictions qui se consacrent essentiellement aux délits liés à l'alcool au volant et d'autres aux étrangers en situation irrégulière... Une étude pointe les très grandes disparités, d'un département à l'autre, des décisions judiciaires

ANALYSANT un à un les contentieux traités par les tribunaux correctionnels, trois statistiques viennent de dessiner avec précision les contours d'une France peu connue : celle des délits. Au fil des ans et des traditions locales, certains tribunaux se sont ainsi spécialisés dans l'alcool au volant, tandis que d'autres s'occupent massivement d'affaires de stupéfiants ou de problèmes de séjour irrégulier. « L'intérêt de ce travail est de parvenir à une meilleure connaissance des disparités de l'activité pénale en France », résume Valérie Mariette, Stéphanie Lemerle et Odile Timbart.

Cette étude a tout d'abord le mérite de corriger l'image d'une justice prestigieuse traitant des contentieux « nobles », comme la

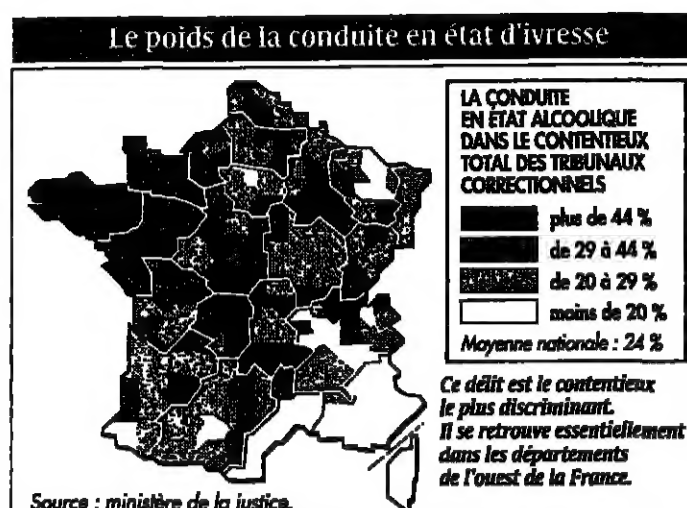
délinquance économique et financière. En fait, les tribunaux correctionnels français s'occupent surtout de circulation routière et de vols : en 1991, les conduites en état d'ivresse représentaient 25 % des condamnations, et les vols simples 20 %. Près de la moitié de l'activité judiciaire française est donc concentrée sur ces deux contentieux de masse. A côté, les autres délits paraissent totalement marginaux : en 1991, les escroqueries représentaient 1,4 % des condamnations, les coups et violences 1,8 %, les détentions-acquisitions de stupéfiants 1,5 % et les abus de confiance 1,1 %.

INÉGALE RÉPARTITION

Ces contentieux ne sont pas tous également répartis sur le territoire français. Esquissant une carte de France des délits, les statistiques notent ainsi que l'alcool au volant est une spécialité de l'ouest du territoire : les quinze juridictions qui traitent le plus ces dossiers sont toutes situées en Bretagne.

Dans certains tribunaux, les chiffres sont affolants : à Quimper, les conduites en état d'ivresse représentent 67 % de l'activité du tribunal correctionnel. A Guingamp, Lorient, Saint-Nazaire, Vannes, Brest, Angers et Morlaix, la proportion est supérieure à 50 %. A Saint-Brieuc, Saint-Malo, Rennes, Dinan, Coutances ou la Roche-sur-Yon, elle dépasse 45 %.

Cette « spécialisation de fait » de l'ouest de la France contraste avec l'extrême discrétion, dans ce



domaine, des juridictions du sud. A Marseille, Nice ou Bastia, l'alcool au volant représente moins de 10 % des condamnations ; à Ajaccio, Perpignan, Tarascon, Grasse, Avignon ou Toulon, la proportion est inférieure à 12 %. Les grands tribunaux, notamment en région parisienne, sont eux aussi épargnés : la délinquance routière s'élève à 9 % à Lyon, 13 % à Bobigny et 14 % à Créteil.

Deux autres contentieux font, eux aussi, apparaître des disparités très importantes : l'immigration clandestine et les affaires de drogue. La police des étrangers est ainsi - et c'est logique - une spécialité de la région parisienne et des zones frontalières : ce contentieux, quasi inexistant en Bretagne - 0,15 % à Saint-Malo -, représente 25 % de l'activité du

tribunal correctionnel de Bayonne, 20 % de celle d'Ajaccio, 11 % de celle de Nice. A eux seuls, les tribunaux de Bobigny, Paris, Nanterre et Marseille sont à l'origine de près de la moitié des condamnations françaises en matière de police des étrangers.

CONTENTIEUX D'INITIATIVE

Pour les affaires de stupéfiants, la répartition est, là encore, très contrastée. « L'importance relative de ce contentieux dans l'activité des juridictions est fortement liée à leur situation géographique », constate l'étude. Les régions frontalières, en particulier celles du nord de la France, sont surtout concernées parce que plus vulnérables du fait de la proximité de pays à législation plus souple que la nôtre. » Valenciennes y consacre

plus de 24 % de son activité, Brie, près de 16 %, Saint-Omer et Thionville 11 %. Les grandes villes, et notamment Paris, ne sont pas épargnées : les juridictions de Paris, Marseille, Evry, Nanterre et Bobigny sont toutes au-dessus de la moyenne nationale.

Cette étude des disparités permet de comprendre comment s'élabore une politique pénale. Il existe en effet des contentieux pour lesquels la justice est passive : c'est le cas des vols, qui ne font pas l'objet d'une politique systématique de recherches, mais qui sont le plus souvent signalés par les victimes. Pour ces infractions, la répartition sur le territoire est relativement homogène. « Les juridictions sont fortement concentrées autour de la moyenne (19 %), note l'étude. La distribution présente un profil très ramassé, qui montre le caractère peu discriminant de ce type d'infraction. » Face à ces contentieux, les procureurs ont peu de marge de manœuvre : ils enregistrent les plaintes et classent à peu près dans les mêmes proportions à Saint-Malo, Marseille ou Bobigny.

Certains contentieux sont, au contraire, des contentieux d'initiative. C'est le cas de l'alcool au volant, de la police des étrangers et, dans une moindre mesure, des affaires de stupéfiants, qui ne sont pas ou peu signalés par d'éventuelles victimes. Si la police ne décide pas de se lancer volontairement dans des contrôles systématiques, l'infraction a donc peu de chances d'être découverte.

L'étude montre que ces contentieux sont les instruments privilégiés des politiques pénales locales : en Bretagne, les procureurs ont délibérément mis l'accent sur l'alcool au volant tandis que les juridictions de la région parisienne préfèrent lutter contre l'immigration clandestine.

PRIORITÉS DIFFÉRENTES

Ces choix sont, bien évidemment, liés à la situation locale - le problème de l'immigration clandestine n'est pas aussi aigu à Saint-Brieuc qu'à Bobigny -, mais ce facteur n'explique pas tout. « Même si rien n'interdit de penser que la conduite en état d'ivresse est plus répandue en Bretagne que dans les Bouches-du-Rhône, l'ampleur des écarts - 67 % du contentieux à Quimper, 3,7 % à Marseille - indique que les contrôles sont certainement plus fréquents dans la première de ces deux régions », notent les auteurs.

D'autres disparités tendraient à prouver l'existence de priorités différentes selon les juridictions : ainsi, proportionnellement, le tribunal de Grasse prononce deux fois moins de condamnations pour séjour irrégulier que ses voisins de Nice, Marseille ou Draguignan.

Anne Chemin

* Valérie Mariette, Stéphanie Lemerle, Odile Timbart, *La Physiologie des contentieux selon les tribunaux correctionnels*, ministère de la Justice, 7, rue Scribe, 75009 Paris. Tél. : 44-77-66-02.

Crimes et délits

Cette étude concerne uniquement les délits, qui sont jugés par les tribunaux correctionnels. En 1993, les 175 tribunaux correctionnels ont rendu près de 400 000 jugements, concernant aussi bien des vols que des escroqueries, des coups et blessures, des conduites en état alcoolique et des condamnations pour séjour irrégulier sur le territoire français. Les crimes - les infractions les plus graves - sont jugés par les cours d'assises, composées en partie de jurés populaires. Sur les 2 500 décisions rendues en 1993 par des cours d'assises - une dans chaque département -, 500 concernaient des homicides volontaires et 850 des vols.

La répression de l'alcoolisme submerge le tribunal de Quimper

QUIMPER

de notre correspondant
67 % des jugements du tribunal de Quimper condamnent des conduites en état d'ivresse ; dix des douze tribunaux de Bretagne sont en tête du hit-parade national en ce domaine... Aussitôt ces chiffres connus, élus, population et journaux ont contre-attaqué, soulignant que les contrôles étaient plus fréquents en pays breton qu'en Isère ou en Corse. Le procureur de la République de Quimper, Bruno Gestermann, précisait alors qu'on avait effectué dans le Finistère, en 1994, 100,54 dépistages préventifs pour 1 000 habitants contre 95,03 pour l'ensemble de l'Hexagone. 2,73 % des contrôles s'avéraient positifs dans le département, contre 0,99 % au plan national. Le procureur ajoutait : « Prétendre que le nombre de poursuites pour conduite en état alcoolique serait dû à un nombre plus important, voire excessif, de contrôles n'est qu'une hypocrisie démagogique ».

Yves Boivin, procureur de la République à Saint-Brieuc, ne s'embarrasse pas non plus de circonlocutions. Selon lui, en Bretagne, la majorité des affaires qui viennent devant les

juges trouvent leur origine dans l'abus de boisson : « Violences, maux, dégradation... Le plus souvent, l'alcool sert de substrat, il remplit les hôpitaux psychiatriques », confiait-il récemment au *Télégramme* de Brest. Mais le « tout-répression » ne peut seul expliquer l'ampleur du phénomène. Comme le signale Alain Gall, président du tribunal de grande instance de Brest, s'il est légitime que police et gendarmerie concentrent leurs efforts sur la lutte contre l'alcoolisme, en matière de contrôle « nous avons sans doute atteint un maximum qu'il ne faut pas dépasser ».

A Vannes, le procureur de la République, Henri Davy, s'est efforcé de trouver une réponse judiciaire à ce qu'il appelle les « petits taux ». Ceux qui n'ont commis qu'un péché véniel (moins de 1 gramme d'alcool) peuvent échapper au tribunal en s'inscrivant à un stage de sensibilisation aux risques décalant de l'abus d'alcool. Le stage dure deux jours et coûte 1 550 francs au contrevenant. En dix-huit mois, cent cinquante conducteurs ont opté pour cette formule.

Partout en Bretagne, on voit surgir des initiatives allant dans le même sens. L'associa-

tion La Croix d'or, à Quimper, a lancé, avec l'École des beaux-arts de la ville, un concours d'affiches sur le thème « Tabac-alcool-vi-tesse » portant le titre « Va z'y molo ». Dans les lycées, des opérations d'information ont été menées. En 1994, les 70 discothèques du département ont proposé à leurs clients un jeu « Boire ou conduire ». Enfin, depuis peu de temps, les conducteurs convoqués au tribunal de Quimper sont invités, avant la comparution, à une réunion avec un médecin et un animateur spécialisés.

Les Bretons n'apprécient que modérément d'être montrés du doigt et traités d'alcooliques impénitents. Certes, chacun convient qu'il y a, de Rennes à Pont-l'Abbé, plus de risques d'être tué par un chauffard enivré que par un truand. Mais les gens du cru aimeraient aussi qu'on rappelle que, parmi les infractions constatées à Quimper, la part des vols n'est que de 5 % et qu'en matière de délinquance en général cette même cité, parmi les villes de 50 000 à 100 000 habitants, se classe au 103^e rang sur 115.

Jean Le Naour

La difficile réforme de la carte judiciaire

L'ÉTUDE du ministère de la justice souligne l'extraordinaire disparité des juridictions françaises. En 1991, le tribunal correctionnel de Mende a prononcé 420 condamnations, tandis que le tribunal de Paris en infligeait près de 35 000 et les juridictions de la région parisienne - Bobigny, Créteil, Nanterre, Versailles et Evry - 40 000.

Les différences de contentieux n'expliquent pas tout. Dans un rapport rédigé en 1994, le directeur général de l'Institut géographique national (IGN), Jean-François Carrez, constatait que le nombre de jugements rendus par magistrat variait du simple au triple. « De très nombreuses juridictions, constatait-il, sont littéralement submergées alors que d'autres ont une charge de travail faible, voire très faible ».

Ces déséquilibres sont le fruit de l'histoire. Certains tribunaux sont les héritiers des places fortes et des villes médiévales où le seigneur exerçait son droit de justice, tandis que d'autres sont nés avec

la révolution industrielle du XIX^e siècle. Depuis la seconde guerre mondiale, l'Etat a tenté de corriger ces disparités - de nouveaux palais de justice ont ainsi été créés en banlieue parisienne, à Bobigny, Créteil et Nanterre -, mais la carte judiciaire reste inadaptée. « Les écarts sont d'une telle ampleur et leurs conséquences sur le travail des juridictions si importantes qu'il faut considérer que la justice n'est d'ores et déjà pas rendue uniformément sur le territoire français », concluait M. Carrez.

PRESSIONS DES ÉLUS LOCAUX

Personne n'ose cependant s'attaquer frontalement à une réforme de la carte judiciaire. En ces temps d'aménagement du territoire, les élus locaux accepteraient très mal la suppression de juridictions dans des petites villes déjà fragilisées par la crise. Toute redéfinition brutale élaborée à Paris a donc été écartée par les gardes des sceaux qui se sont succédé place Vendôme. « Une réforme nationale et simultanée de la carte judiciaire

suscite des oppositions conjuguées et des discussions sur des principes totalement abstraits, notait Jean-François Carrez. Mais il est possible, sur des cas concrets, sur des évidences locales, et au prix de discussions persévérantes, de faire admettre progressivement des adaptations ».

M. Carrez suggérait donc une démarche pragmatique, qui consistait à encourager des formules souples, comme la création de chambres détachées, le développement des audiences foraines, la spécialisation des tribunaux de grande instance ou la délégation de magistrats des cours d'appel dans les juridictions du ressort. Le rapport estimait cependant que des petits tribunaux devaient être supprimés. « On ne peut défendre sur le plan rationnel, même au nom de la proximité, le maintien d'une centaine de juridictions ne répondant plus à un réel besoin, sauf à dénaturer la notion même d'aménagement du territoire en l'assimilant à la conservation intégrale du

passé, même le plus révolu, et au détriment des besoins urgents de vastes régions du territoire. »

AUDIENCES « FORAINES »

Certaines de ces propositions ont été reprises dans le programme pluriannuel pour la justice de Pierre Méhaignerie. Ce texte, qui a fait l'objet de deux décrets d'application en début d'année, autorise désormais les juridictions à tenir des audiences « foraines » : les débats d'une chambre civile du tribunal pourront, par exemple, avoir lieu hors du palais de justice, dans des locaux prêtés par une mairie. Il permet également à la chancellerie de créer par décret des chambres détachées des tribunaux dans des communes délaissées par l'organisation judiciaire. Cette disposition, qui existait déjà dans les territoires d'outre-mer, devrait permettre à un gros tribunal de créer une « antenne » de jugement dans une petite ville située dans son ressort.

A. C.

Les escrocs sous le regard expert du psychiatre

L'ESCROC a toujours suscité dans l'opinion publique un sentiment trouble et ambigu. Certes, il viole la loi, ruine ses victimes et réalise un acte insupportable, mais



BIBLIOGRAPHIE

est celui qui agit sans violence, avec malice, parfois avec panache. Il est le marchand de rêves, ses dons de persuasion forcent l'admiration, et ceux qui sont tombés dans ses filets n'en sortent jamais grands. La caricature populaire en fait rapidement des naïfs ou, pis encore, de fausses victimes tentées par une trop juteuse opération.

Magistrats et policiers ont chacun, à l'heure d'écrire leurs souvenirs, décrit l'escroc qui leur avait donné le plus de mal et, peut-être, le plus de plaisir. Mais, dans leurs discours passionnés, l'image d'Épinal est restée intacte. On ne l'imagine pas autrement que souriant, élégant, beau joueur, même devant son juge. Pourtant, il ne fait partie, en réalité, que de cette catégorie d'hommes « qui traduisent leurs désordres affectifs en détournements abusifs ».

Dernière cette appréciation, il y a le regard du psychiatre. En nous présentant avec humour ceux qu'il appelle *Les Maîtres Trompeurs*, Michel Dubec nous épargne les rituelles analyses dévalorisantes d'une psychiatrie qui s'est parfois trop rapprochée de l'entomologie. L'homme n'est pas un insecte et, si l'auteur démonte les mécanismes conduisant à l'escroquerie avec une redoutable précision, c'est avec un infini respect pour ceux que les hasards de la vie ont particulièrement façonnés. Expert judiciaire, Michel Dubec s'est intéressé au parcours de ces artistes qui pratiquent une délinquance subtile moins par esprit de lucre que pour y trouver l'indispensable compen-

sation à leur désarroi affectif. « L'escroc cherche à éblouir et à se faire aimer par la victime », relève le psychiatre, avant de conter l'extraordinaire histoire de cet enfant détesté par ses parents qui, dès l'âge de six ans, abusait un commerçant en se faisant passer pour le fils d'un général. Le mensonge venait de lui donner une nouvelle existence : il en fera l'arme de sa vie.

VOCATION LUDIQUE

« L'escroc a une vocation ludique. Il fait de la loi une règle de hasard, la stérilise de toute morale. Il n'est ni bon ni méchant, il triche... » Et Michel Dubec raconte par le menu, avec une pointe d'ironie, la vie de ces tricheurs. L'histoire de Stavisky, vue du fauteuil du psychiatre, est édifiante. D'autant que ce dernier manie aussi le droit pénal avec dextérité. En général, les deux disciplines font rarement bon ménage, et leur mélange ne fait qu'engendrer des « experts en expertises » hésitant perpétuellement entre Freud et Montesquieu.

Michel Dubec sait regarder la machine judiciaire avec la méfiance qu'elle mérite. Quand l'expert-psychiatre examine l'affaire de la Garantie foncière, qui agita les médias pendant les années 70, son analyse brise une série d'idées reçues. On sort alors du cadre strictement individuel pour plonger dans les mécanismes complexes d'un inconscient collectif qui détermine les actions de la presse, de la justice et de la politique. Dans ce triangle, chacun devient tour à tour le trompeur et le trompé. Cette fois, il n'y a plus un escroc sympathique et ludique, mais une foule de tristes tricheurs dans chaque corps, ne sachant même pas qu'ils trichent. Si l'affaire est ancienne, certains comportements sont encore aujourd'hui d'une brûlante actualité.

Maurice Peyrot

* Michel Dubec, *Les Maîtres Trompeurs, vrais et faux escrocs*, Seuil, 273 pages, 110 F.

Le gouvernement est prêt à durcir les lois sur l'immigration

M. Juppé ne veut cependant pas toucher aux principes garantis par la Constitution

La majorité est divisée sur les suites à donner aux propositions de la commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur l'immigration. Cer-

tains des siens estiment que les lois Pasqua suffisent. D'autres qu'il faut les durcir. A Matignon, on est prêt à s'appuyer sur le travail prépara-

toire effectué par le ministère de l'Intérieur, mais on ne veut pas prendre le risque d'une censure par le Conseil constitutionnel.

LES PROPOSITIONS formulées, mardi 16 avril, par la commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur l'immigration clandestine ont été accueillies de façon mitigée par les députés de la majorité. Même si beaucoup soulignent que le problème est de plus en plus sensible sur le terrain, plusieurs responsables du RPR et de l'UDF ont incité le gouvernement à la prudence. Ce double message semble avoir été parfaitement reçu à Matignon comme à l'Elysée. Les conseillers du président de la République semblent particulièrement réservés, estimant, comme plusieurs parlementaires, qu'il pourrait suffire d'appliquer la législation existante. Mais il n'est pas question pour autant d'enterrer le débat et l'entourage du premier ministre envisage un rapide débouché législatif.

Jean-Louis Debré, ministre de

l'Intérieur, a engagé l'élaboration d'un avant-projet de loi et évoqué la possibilité de le présenter dès le mois de mai devant le conseil des ministres. Ses services, d'ailleurs, ont travaillé en étroite liaison avec les membres de la commission parlementaire.

M. Mazeaud a souligné avec force l'inconstitutionnalité de certaines des propositions

Matignon souligne que les conclusions de la commission traduisent une préoccupation constamment manifestée par des

élus soucieux d'une plus grande rigueur à l'approche des élections législatives de 1998. Délivrance des certificats d'hébergement, taux d'exécution des reconduites à la frontière, travail clandestin constituent, souligne-t-on, des sources de plus en plus fréquentes d'exaspération des élus. A Matignon, on convient, comme l'ont rappelé, mardi, plusieurs responsables de la majorité, que la lutte contre l'immigration clandestine commence par l'application de la législation existante. Mais on souligne que l'application de certaines des dispositions de la loi Pasqua de 1993 a pu créer des situations humaines inextricables.

Sans entrer dans le détail des propositions de la commission, Matignon se dit aujourd'hui prêt à prendre en compte certaines d'entre elles, en expliquant que la bonne application des lois exis-

tantes implique leur ajustement. Mais, dans l'entourage du premier ministre, on se dit déterminé à ne le faire qu'avec la plus grande prudence. Le gouvernement n'entend, en effet, pas se laisser entraîner dans des dispositions qui prêteraient le flanc à une sanction du Conseil constitutionnel. Or, souligne-t-on, la commission d'enquête a largement sous-évalué ce risque. Les collaborateurs du premier ministre sont, en l'espèce, sur la même ligne que Pierre Mazeaud, qui a souligné avec force l'inconstitutionnalité de certaines des propositions de la commission d'enquête. M. Mazeaud, en tant que président de la commission des lois de l'Assemblée nationale, pourrait donc jouer un rôle essentiel lorsqu'une modification des lois Pasqua sera soumise au Parlement.

Cécile Chambraud

Les conclusions de la commission divisent les députés de la majorité

CERTAINS y sont franchement hostiles, estimant la législation actuelle suffisante, d'autres applaudissent et saluent le réalisme des propositions de la commission d'enquête parlementaire sur l'immigration clandestine. Les uns redoutent les conséquences sanitaires des restrictions de soins proposées, les autres y voient au contraire un ensemble de mesures salutaires, susceptibles de protéger la France contre l'arrivée de nouveaux clandestins et contre les succès électoraux du Front national. Au lendemain de sa publication, le rapport de la commission - largement dominée par la droite - divise sérieusement la majorité.

Le texte, qui propose de durcir sévèrement les lois sur l'entrée et le séjour des étrangers en France, a provoqué de nombreuses réactions à l'Assemblée nationale. Les vingt-cinq députés de la majorité membres de la commission d'enquête avaient voté le rapport comme un seul homme le 3 avril : ceux qui se sont exprimés, mardi, en ont donc une nouvelle fois souligné sa pertinence. Jacques Myard (RPR, Yvelines) a juste regretté que la commission « n'ait pas cru devoir remettre en question la situation (irrégulière) ». Jean-Marie Le Pen (RPR, Essonne) soulignait qu'il aurait préféré voir le délai maximum de rétention administrative - dix jours actuellement - porté à trois mois « sans intervention du juge judiciaire, qui est un frein », plutôt qu'à quarante-cinq jours, comme le propose le rapport. Ils ont reçu le soutien de Pierre Cardo (UDF, Yvelines), qui a salué un texte ayant « le mérite de provo-

quer un débat » sur un sujet « longtemps tabou ». Pierre Lellouche (RPR, Val d'Oise) a lui aussi estimé que ces propositions allaient pouvoir régler « les trous béants » laissés aux clandestins par les lois Pasqua.

Mais les attaques ont également fusé, aussitôt le rapport rendu public. Au sein du RPR, la première salve est partie de Pierre Mazeaud. « Les dispositions de la loi Pasqua étaient bonnes, appliquons-les avant d'en envisager d'autres », a estimé le président de la commission des lois. Evitant aussi des dispositions qui seraient sanctionnées par le Conseil constitutionnel, parce qu'il y a des règles fondamentales qui régissent notre droit comme la notion de liberté individuelle et le respect d'un certain nombre de principes. »

Président du groupe UDF à l'Assemblée, Gilles de Robien n'a pas dit autre chose : « Plutôt que de rajouter des textes sur des textes, faisons déjà l'application de ceux qui

existent », a-t-il affirmé, avant de renchéir : « Ne touchons pas aux populations les plus fragiles. Cela me semble contraire aux traditions de la France. » Ladislav Poniatowski (UDF, Eure) a lui aussi demandé à ce que l'on « commence par appliquer en totalité les lois Pasqua » avant de renforcer l'arsenal répressif. De son côté, Claude Malhuret, signataire en 1993 d'un amendement redonnant le droit aux clandestins de disposer de l'aide médicale, a fait part de ses réserves à toucher au « bon équilibre » des lois actuelles : « Si on doit toucher à cet équilibre, il faudra le faire avec énormément de prudence et surtout en évitant toutes les surenchères et toutes les démagogues ».

Pendant que la droite ferraillait, la gauche dénonçait les mesures proposées. Une réaction unanime, rapprochant Radical et le PCF, mais discrète, l'opposition s'abstenant de la moindre intervention sur le sujet lors des questions d'ac-

tualité de l'après-midi. Pour le PS, Ségolène Royal (Deux-Sèvres) a accusé la majorité d'« agiter le chiffon rouge de l'immigration » pour masquer son échec sur l'emploi. Vice-président de la commission d'enquête, dont il n'a pas voté le rapport, Julien Dray (Essonne) a regretté qu'après avoir constaté « l'inefficacité des lois Pasqua » le rapport « poursuive en proposant d'accumuler de nouveaux dispositifs qui vont encore plus persécuter les immigrés sans apporter de solutions réelles aux problèmes de l'immigration clandestine ».

Pour M. Le Pen, le rapport « va indubitablement dans le bon sens »

Le président du groupe communiste, Alain Bocquet, a quant à lui dénoncé des textes « toujours plus répressifs » contre l'immigration mais cohabitent « ceux qui l'encouragent, la nourrissent : les exploités de main-d'œuvre, les marchands de sommeil ». Pour Jean-Pierre Brard (PCF, Seine-Saint-Denis), ces propositions « ne visent qu'à manger dans la gamelle de Le Pen ».

Le président du Front national ne s'y est d'ailleurs pas trompé. « Nous sommes encore très loin de ce qu'il faudrait faire pour endiguer le problème », a-t-il estimé. Mais il a toutefois considéré que le rapport allait « indubitablement dans le bon sens ».

Condamnation unanime des associations

Le monde associatif a unanimement condamné le rapport de la commission d'enquête parlementaire sur l'immigration clandestine. Cinq organisations judiciaires, parmi lesquelles le Syndicat de la magistrature et la CDDT-Justice, ont dénoncé « des propositions qui bafouent notre culture et nos traditions démocratiques », pendant que le Syndicat des avocats de France (SAF) condamnait « l'hystérie séculaire » et l'« amalgame entre immigrés, délinquants et terroristes » actuellement à l'œuvre. La LICRA a demandé une « réunion d'urgence de la commission consultative des droits de l'homme », afin de « faire cesser cette politique du bouc-émissaire ». Le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) a demandé au premier ministre, Alain Juppé, de « ne pas permettre ces violations qui défigurent une certaine idée de la France ». Enfin, l'association Médécine sans frontières (MSF) s'oppose à toute déviance de « soins aux juifs » : « L'éthique médicale interdit de réserver la délivrance de soins médicaux à certaines pathologies ou à certains malades ».

Quand la police basque espagnole passe la frontière, au nom de l'ETA

BAYONNE de notre correspondant

Encore douce, l'atmosphère de Saint-Sébastien s'imprègne de l'humidité que distille le xirimiri, cette brume caractéristique du littoral basque. Dans la nuit de dimanche à lundi 15 avril, deux jeunes Basques venus de France regagnent leur voiture. Il est près de trois heures du matin dans la cité balnéaire espagnole. Toute la journée, la libération, le matin même, de l'industriel basque José-Maria Aldaia, enlevé par l'ETA, a occupé radios et télévision (Le Monde du 16 avril). Dans leur BX immatriculé dans les Pyrénées-Atlantiques, les deux jeunes se dirigent vers la frontière, distante d'une vingtaine de kilomètres.

Au détour de la chaussée, la police basque, l'ertzaingia, effectue un contrôle routier. L'automobile française ne s'arrête pas et une course poursuite s'engage. Effrayés ou émechés, les fuyards approchent de la frontière : ils pensent naturellement trouver refuge et tourner la page à Hendaye. Voilà le pont sur la Bidassoa. Les guérites des douaniers et des policiers sont vides depuis belle lurette. L'ertzaingia, en uniforme, passe la frontière et pénètre sur le territoire français.

L'équipe s'achève quelques centaines de mètres plus loin. Arrivés en France, les deux noctambules tentent de s'extraire du véhicule. Mais les policiers basques sont là, qui les sortent de force, distribuent quelques coups de matraque et tentent de les menotter. Alertés - leur commissariat est tout proche -, les

hommes de la Diccilec (ex-police de l'air et des frontières française) accourent. Ils isolent les deux accidentés alors que les membres de l'ertzaingia tentaient de repartir avec eux.

On relève des impacts de balles sur la BX. Les deux Français sont emmenés au commissariat et portent aussitôt plainte pour violences. Le lundi, le parquet de Bayonne ordonne leur remise en liberté et fait ouvrir deux enquêtes : l'une pour déterminer quel délit ont commis les deux jeunes, l'autre au sujet des actes des policiers basques espagnols. Cette patrouille expliquera qu'elle pensait avoir affaire à un commando d'ETA en fuite. Quant au ministre basque de l'Intérieur, Juan-Maria Atxutxa, son entourage minimise l'incident, indiquant que ses hommes n'ont évidemment pas agi sur ordre.

DROIT DE SUITE

Ces faits, les premiers du genre, surviennent après que le gouvernement français a décidé, le 26 mars, de supprimer ses contrôles aux frontières avec l'Allemagne et l'Espagne. Il a alors levé la clause de sauvegarde qu'il avait invoquée pour mettre entre parenthèses la convention de Schengen. Ce texte organise depuis 1995 la libre circulation des personnes, et en particulier la coordination entre les polices des différents Etats. Cette convention mentionne notamment un droit de suite dans les pays voisins pour des policiers qui surprendraient des individus en flagrant délit. Mais cette disposition a ses li-

mites : les autorités judiciaires et policières du pays où a lieu l'incursion doivent être immédiatement prévenues. Evoquant ce droit de suite, Robert Broussard, patron de la Diccilec, soulignait, dans Le Monde du 29 mars : « Ces dispositions ne peuvent être mises en œuvre que sous certaines conditions, notamment dans des limites géographiques précises et en prévenant immédiatement les policiers compétents du secteur ».

Autant d'éléments qui ont poussé le Syndicat national des officiers de police à réagir vivement à l'incident de Hendaye : « Nous demandons au gouvernement de faire le nécessaire afin que de tels actes rappellent les méthodes policières espagnoles des années 70 cessent définitivement », déclare le secrétaire régional du SNOF, Jean-Pierre Reynaud. Il faut que le gouvernement autonome basque soit pris en compte dans les applications de la convention de Schengen et que sa police s'y conforme. » Elément du statut de Guernica, qui définit depuis 1979 la communauté autonome basque en Espagne, l'ertzaingia est une police forte aujourd'hui de 8 000 hommes. Dotée des attributs et des moyens d'une police moderne, l'ertzaingia assure aussi bien la circulation que les enquêtes judiciaires ou les opérations antiterroristes. Depuis le 2 avril dernier, ce corps de police peut d'ailleurs accéder au fichier du système d'information Schengen (SIS).

Michel Garicoix

Annulation d'un arrêté de reconduite à la frontière d'une Algérienne

LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF de Clermont-Ferrand a annulé, mardi 16 avril, un arrêté de reconduite à la frontière concernant une Algérienne de vingt-huit ans, menacée d'expulsion alors que sa famille est installée en Auvergne depuis 1971. La jeune femme, Ouafia Adouani, a quitté l'Algérie à l'âge de trois ans, en 1971, pour rejoindre son père, ouvrier à l'usine Dunlop de Montluçon (Allier). En mai 1995, le préfet du Val-de-Marne avait pris à son encontre un arrêté de reconduite à la frontière, confirmé par le tribunal administratif de Paris. Depuis, Ouafia vivait dans une quasi-clandestinité chez ses parents. Le 1^{er} avril, elle avait été interpellée par les policiers de faction à la sous-préfecture de Montluçon, alors qu'elle était venue tenter de régulariser sa situation. Le préfet de l'Allier avait alors décidé de ne pas appliquer l'arrêté de son collègue du Val-de-Marne et d'en prendre un nouveau, afin « de permettre à l'intéressée d'utiliser tous les moyens de recours que lui permet la loi ». Un comité de soutien rassemblant une dizaine d'associations, de syndicats et de partis de gauche avait été créé à Montluçon pour soutenir la jeune Algérienne.

Opération « coup de poing » à Paris contre des ateliers clandestins

UNE OPÉRATION « COUP DE POING » contre une vingtaine d'ateliers clandestins tenus par des Chinois a été effectuée, mardi 16 avril, dans un immeuble du 12^e arrondissement de Paris. La police a procédé à l'interpellation de 32 personnes, employeurs et employés de ces ateliers, a indiqué la préfecture de police de Paris. Cette opération a été menée par les Renseignements généraux, la police judiciaire et la Sécurité publique, en liaison avec l'Inspection du travail et l'Urssaf. La totalité du bâtiment de six étages, 58, rue Crozatier, était occupée par des ateliers clandestins. Les personnes interpellées mardi sont pour la plupart originaires de la province chinoise du Zhejiang, réputée pour être actuellement la plus importante en matière d'immigration et de travail clandestins. Une enquête préliminaire avait permis d'établir qu'aucun atelier de confection ou de maroquinerie n'était répertorié dans cet immeuble. Depuis le début de l'année, 63 ateliers ou commerces clandestins ont été démantelés à Paris.

DÉPÊCHES

■ ENSEIGNEMENT SUPERIEUR : la commission permanente du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (Cneser), réunie lundi 15 avril, a adopté, à l'initiative du syndicat d'étudiants UNEF-ID, un texte de défiance à l'égard des premières propositions de réforme de l'éducation élaborées par Roger Fauroux, président de la commission de réflexion sur l'école (Le Monde du 12 avril). Dans cette motion, le Cneser « s'oppose à la logique de propositions qui mettent en cause le rôle du baccalauréat, risquent d'aboutir à la sélection, mettent en péril la nature des premiers cycles... » Il proteste également « contre le peu de cas que la commission fait de la recherche ».

■ FAIT DIVERS : la femme décapitée dans un sac sur les quais de la Seine (Le Monde du 17 avril) est la mère du Corben du nom de Wang qui s'est suicidé, lundi 15 avril, en sautant dans le fleuve à la hauteur du pont de Bercy à Paris, selon des sources informées. Né à Séoul, âgé de trente-deux ans, Wang était sans profession et en instance de divorce. Sa femme, de nationalité française, a été entendue par la police.

■ POLICE : un témoin accusant la trésorière officieuse du RPR, Louise-Yvonne Cassetta, a été placé, mercredi 17 avril, à l'Institut psychiatrique de la préfecture de police de Paris, après s'être spontanément présenté au commissariat du 16^e arrondissement, où il s'était plaint de menaces et avait tenu des propos jugés incohérents. Cet homme, Didier Delaporte, avait mis en cause M^{me} Cassetta en évoquant des transferts d'argent liquide au siège de campagne de M. Chirac ; son audition avait conduit le juge Eric Halphen à placer M^{me} Cassetta en garde à vue (Le Monde du 2 novembre).

■ TRAFIC : les douanes françaises ont annoncé, mardi 16 avril, avoir démantelé un trafic international d'alcools dans le Nord de la France. « L'enquête a permis de découvrir qu'une société de Calais, gérée par un Britannique, avait acheté et commercialisé ces alcools sans acquiescer de taxes », ont-elles déclaré. Ce trafic portait sur 256 000 bouteilles de whisky, de vodka, de gin, de brandy, de rhum et de bourbon, d'une valeur de 9,84 millions de francs, et le préjudice pour le budget de l'Etat s'élève à 7,985 millions de francs.

■ DRAME FAMILIAL : une information judiciaire devait être ouverte, mercredi 17 avril, par un juge d'instruction de Nanterre, une semaine après la découverte des corps d'un couple d'architectes et de leurs deux enfants, dans leur pavillon de Sceaux (Hauts-de-Seine). Les policiers pourront consulter le dossier médical de la mère, qui était sous antidépresseurs au moment des faits, et vérifier si elle a passé des communications téléphoniques le jour du drame familial. Les enquêteurs tenteront en outre de déterminer l'origine de la gastro-entérite qui avait frappé toute la famille une semaine auparavant. L'hypothèse d'une première tentative d'empoisonnement qui aurait avorté n'est pas exclue.

le Monde
ROSSIERS
DOCUMENTS

Les écrivains américains à PARIS

Promenade sur les pas d'Hemingway, Fitzgerald, Miller et les autres, dans le Paris de l'entre-deux-guerres, où fête se conjugue avec drogue parfois, alcool toujours, et liberté de mœurs comme art de vivre.

Maupassant face au Horla

Maupassant croque la vie à pleines dents. Le plus lu des écrivains français est un fou de femmes, de plaisir, d'écriture et, derrière cette folie, la folie tout court.

AVRIL 1996 - 13 F

UNE PUBLICATION DU MONDE
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

DISPARITIONS

François-Régis Bastide

L'homme au désir d'amour lointain

L'ÉCRIVAIN et diplomate François-Régis Bastide est mort à Paris, mardi 16 avril, des suites d'un cancer. Il était âgé de soixante-neuf ans.

François-Régis Bastide a toujours aimé le monde et voulu participer à l'histoire en train de s'accomplir. Né à Biarritz le 1^{er} juillet 1926, il s'engagea en octobre 1944 dans la division Leclerc - ce qui lui vaudra la croix de guerre - et participa à la campagne d'Allemagne; sa passion pour ce pays ne s'éteindra jamais. Il est, en 1947, directeur des programmes musicaux de Radio-Sartrouville, devient en 1952 producteur de l'émission « Le masque et la plume », et est chargé par le Parti socialiste, en 1976, d'animer une commission d'étude sur la culture et la télévision. Il entre dans la carrière diplomatique comme ambassadeur à Copenhague (à partir de 1981), puis à Vienne (à partir de 1985), avant d'être nommé délégué permanent de la France auprès de l'Unesco en 1988. Mais, en dépit de son romantisme de fond, sentimental et politique, François-Régis Bastide, resté trop sceptique devant l'Histoire et le dévouement d'un homme mentallement déchu, au bord de l'arnaque.

Si la musique exalte, elle peut aussi détruire. C'est le cas de l'homme du *Troisième Concerto* (Gallimard, 1948), grande planiste rêvant qu'elle doit être prête à jouer le lendemain le troisième concerto de Ravel, qui n'existe pas. Ce très beau texte, empreint d'une grâce douce, a été écrit pour la télévision en 1963, comme le sera, en 1968, *La Forêt noire* (Seuil). C'est à un merveilleux voyage sentimental et politique que nous convie François-Régis Bastide dans *L'Enchanteur et Nous* (Grasset, 1981), qui, dans un climat de demi-jour d'une île de la Baltique, dépeint l'extraordinaire séduction exercée par Nils Siderhamm sur le narrateur, parmi trois femmes concertistes et comédiennes, ces femmes de scène auxquelles il aura rendu, toute sa vie, les plus beaux hommages. *L'Homme au désir*

d'amour lointain ne paraîtra qu'en 1994 (Gallimard). François-Régis Bastide a eu raison d'attendre. C'est son roman le plus ambitieux, le plus beau, le plus joué. En mettant en scène le royaume imaginaire de Villanovis, au sud de l'Europe, l'écrivain se livre à une critique d'une drôlerie féroce de la vie diplomatique. Mais c'est surtout à travers l'histoire de la passion d'un diplomate et de la reine Ima Regina, une magnifique ode presque juvénile à l'amour.

C'est avec la même élégance que François-Régis Bastide, homme d'honneur, digne et délicat, s'est éteint, feignant jusqu'au bout la légèreté comme s'il veillait à consoler par avance tous ceux qui l'ont aimé.

Jean-Noël Pancrazi

Stavros Niarchos

L'éternel rival d'Onassis

L'ARMATEUR GREC Stavros Niarchos, décédé lundi 15 avril en Suisse à l'âge de quatre-vingt-six ans, a été pendant un quart de siècle l'un des hommes les plus riches du monde et l'éternel rival d'Aristote Onassis au Pirée comme dans les salons les plus huppés de la Jet-set.

Chéri des femmes et haï par ses adversaires, cet homme élégant, amateur d'art et d'archéologie, avait constitué sa fortune après le conflit de 1939-1945, grâce à l'expédition de Suez et à la guerre de six jours. Dans les années 80, il fut à la tête d'une flotte qui atteignait plus de 5 millions de tonnes de port en lourd. Sa fortune aujourd'hui est estimée à quelque 4 milliards de dollars.

Né en 1909, fils d'une famille de minotiers de Sparte, il n'a que vingt-six ans lorsqu'il achète son premier navire. Il vient juste de

Louis René

Un grand médecin du XX^e siècle

LE DOCTEUR LOUIS RENÉ, ancien président du conseil national de l'Ordre des médecins, est mort, mardi 16 avril, à Paris. Il était âgé de soixante-dix-sept ans.

C'est un grand médecin de ce siècle qui disparaît, l'un de ces praticiens qui ont toujours réussi à traduire dans leur action quelques principes humanistes qu'on tient aujourd'hui pour d'un autre âge. Un chirurgien courageux formé « à l'ancienne » dans le respect de « ses maîtres » sans pour autant leur demeurer, au fil du temps, inféodé. Pour l'histoire commune de la profession médicale et de la vie politique française, le docteur René restera l'un des principaux artisans de la survie puis du renouveau de l'institution ordinaire, cette institution que la gauche socialiste avait humiliée, avant, une fois au pouvoir,

d'en comprendre tardivement la nécessité, sinon les possibles vertus.

Ceux qui n'ont pas vécu - ou qui ont oublié - les relations tragiques entretenues au début des années 80 entre les représentants d'un mandarinat médical déjà obsolete et un pouvoir socialiste qui s'était juré de tuer un Ordre source de tous les maux peuvent-ils aujourd'hui mesurer l'ampleur du rôle du docteur René? Ce chirurgien, né le 21 août 1918, avait appris à connaître les coulisses, les pièges et les limites de son institution ordinaire. Après avoir été élu président du conseil départemental de la Ville de Paris, poste qu'il occupa de 1973 à 1995, d'heureux bouleversements de la sociologie médicale le conduisirent à la *Domus Medica* du boulevard de Latour-Maubourg, où il occupa la vice-présidence du conseil national et la présidence de la section éthique et déontologique de ce conseil. C'est là qu'il commença à se faire mieux comprendre de ses pairs d'abord, du grand public ensuite. En prenant avec lucidité, souvent courageusement, position sur la plupart des grands débats de notre époque, qu'il s'agisse du sida, de la procréation médicale assistée ou de l'indispensable secret médical, le docteur René représentait ici, dans ce que l'époque avait baptisé « éthique », ce qui jadis était réuni plus clairement sous le chapitre de la « morale médicale ». Le docteur René représentait le flambeau tenu un moment par Louis Portes ou par Georges Duhamel.

Son œuvre devait prendre une toute autre ampleur après son élection, le 2 juillet 1987, à la présidence du conseil national de l'Ordre, où il succédait au professeur Raymond Villey, qui avait, depuis 1981, réussi à faire survivre une institution marquée par les troubles et errements de quelques-uns de ses précédents hiérarques. Il remplira pleinement la mission qu'il souhaitait mener. S'amusant volontiers en privé du procès instruit au début des an-

nées 70 par François Mitterrand à l'égard de l'Ordre, il ne cessera de tisser des liens avec les responsables gouvernementaux pour non pas maintenir en l'état, mais réviser une institution ordinaire heureusement éloignée des vicissitudes syndicales et ne traitant que de l'essentiel. Il fut notamment, dans l'ombre, l'un des artisans du lent passage « de l'éthique au droit » qui permit à la France d'être, en 1994, l'un des premiers pays au monde à se doter d'un cadre législatif global face aux nouvelles questions posées par l'avancée de la biologie et de la médecine.

Il fut encore le principal artisan de la réécriture d'un code déontologique médical vieillissant. Pédagogue ironique et chaleureux, fêru d'échanges avec les hommes d'Eglise et ceux du droit, toujours en alerte sur les questions fondamentales, le docteur René joua avec passion le rôle d'éclairer aux frontières de la médecine, adversaire tenace de la souffrance et de la mort, avant d'organiser sagement sa succession, en 1991, laissant la place au professeur Bernard Glorion.

Cette carrière hors du commun fut aussi celle d'un médecin moderne, certes respectueux des pouvoirs, mais sachant résister à leurs tentations, et, par dessus tout, alléger à leur mise en scène. Chirurgien digestif, élève de Jean-Louis Lortat-Jacob au lendemain de la deuxième guerre mondiale, il ne souhaita pas connaître les ors de la voie hospitalo-universitaire. En revanche, ce pionnier des soins palliatifs sut créer à l'Hôpital parisien de la Croix-Saint-Simon un espace d'harmonie, de confraternité et d'humanité dont trop peu de services français de grand renom acceptèrent de s'inspirer. Celui qui, à la fin de ses jours, était paradoxalement perçu comme un « post-soixante-huitard » fut un médecin toujours présent quand il le fallait dans son siècle.

Jean-Yves Nau

AU CARNET DU « MONDE »

Noces d'or

Enfants et petits-enfants souhaitent une très joyeuse fête à

Louise et Jean LE DRIAN

pour leurs nocces d'or, le 20 avril 1996.

10, rue Yves-Fargues,
56000 Lanester.

Décès

— Vélaines (24).
Luc Brossard, Jacqueline Levent,
leurs enfants Fabien, Julien et Gabriel,
Frédéric et Patricia Brossard,
Gérard Pastorelli, Isabelle Brossard
et leur fils Adrien,
ont la tristesse de faire part du décès
survenu à Libourne, de

Louis-Charles BROSSARD,
administrateur honoraire
de la France d'outre-mer,
le samedi 13 avril 1996.

Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité
familiale.

— M^{me} Roger Decamp,
son épouse,
ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Roger DECAMP,
survenu le 13 avril 1996.

Les obsèques auront lieu à la collégiale
de Montmorency (Val-d'Oise), le
vendredi 19 avril, à 10 h 45.

— M^{me} Camille Haguenauer,
Le médecin-général inspecteur et
M^{me} Gérard Haguenauer,
leurs enfants et petite-fille,
M^{me} Gilbert Rueff,
née Eveline Haguenauer,
ses enfants et petits-fils,
M. et M^{me} Paul Norbert Haguenauer,
leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Camille HAGUENAUER,
professeur honoraire,
officier des palmes académiques,
survenu le 12 avril 1996, dans sa quatre-
vingt-dix-septième année.

Les obsèques ont eu lieu dans
l'intimité.

CENTRE HOSPITALIER
RÉGIONAL ET UNIVERSITAIRE
DE SAINT-ETIENNE

— Michel Thiollère,
président du conseil d'administration.
Et l'ensemble des administrateurs du
Centre hospitalier de Saint-Etienne,

ont la très grande tristesse de faire part du
décès de

Gilles BOUSQUET,
professeur des universités,
praticien hospitalier,
chef du service de chirurgie orthopédique
et traumatologique,

survenu le dimanche 14 avril 1996.

CENTRE HOSPITALIER
RÉGIONAL ET UNIVERSITAIRE
DE SAINT-ETIENNE

— J. Clément,
directeur général.
L'équipe de direction,
Les personnels non médicaux du
Centre hospitalier de Saint-Etienne,

ont la très grande tristesse de faire part du
décès de

Gilles BOUSQUET,
professeur des universités,
praticien hospitalier,
chef du service de chirurgie orthopédique
et traumatologique,

survenu le dimanche 14 avril 1996.

Gilles BOUSQUET,
professeur des universités,
praticien hospitalier,
chef du service de chirurgie orthopédique
et traumatologique,

survenu le dimanche 14 avril 1996.

Gilles BOUSQUET,
professeur des universités,
praticien hospitalier,
chef du service de chirurgie orthopédique
et traumatologique,

survenu le dimanche 14 avril 1996.

survenu le dimanche 14 avril 1996.

survenu le dimanche 14 avril 1996.

survenu le dimanche 14 avril 1996.

survenu le dimanche 14 avril 1996.

survenu le dimanche 14 avril 1996.

survenu le dimanche 14 avril 1996.

survenu le dimanche 14 avril 1996.

survenu le dimanche 14 avril 1996.

survenu le dimanche 14 avril 1996.

survenu le dimanche 14 avril 1996.

survenu le dimanche 14 avril 1996.

survenu le dimanche 14 avril 1996.

survenu le dimanche 14 avril 1996.

survenu le dimanche 14 avril 1996.

survenu le dimanche 14 avril 1996.

survenu le dimanche 14 avril 1996.

survenu le dimanche 14 avril 1996.

survenu le dimanche 14 avril 1996.

— Le président et les membres de
l'Association française des photographes
professionnels indépendants (AFPI)
ont la profonde tristesse de faire part du
décès de leur confrère journaliste
reporter-photographe.

Jean LATTES,
survenu le 11 avril 1996.

Son amical générosité, son
dévouement et son action constante pour
la défense et la dignité de la profession
restent dans nos mémoires.

— Mesux.

Claude et Sol LÉGER,
Sylvie et Bernard Scé-Léger,
ses enfants,

Pauline Léger,
sa petite-fille,
Les familles Guillot et Virmon,.
Toute la famille et ses amis,
ont la douleur d'annoncer le décès,
survenu le 14 avril 1996, de

M^{me} Marie-Marthe LÉGER,
née GUILLOT,
qui a rejoint son époux, le

docteur René LÉGER,
décédé le 24 février.

La cérémonie religieuse aura lieu le
vendredi 19 avril, à 10 heures, en la
chapelle du Vieux-Charpitte de la
cathédrale de Mesux, où l'on se réunira.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Bernard Louvet,
son frère,
Et toute sa famille,
ont la tristesse de faire part du décès de

Pierre LOUVET,
survenu le 10 avril 1996, dans sa soixante-
quatrième année.

La cérémonie religieuse a été célébrée
le lundi 15 avril, en l'église Notre-Dame
de Louviers (Eure).

153, rue Lecourbe,
75015 Paris.

— Emile Malet et la revue *Passages*
ont la tristesse de faire part du décès de
leur collaborateur,

Marthe ROBERT,
qui tenait la *Chronique du présent*
obscur.

Une soirée-hommage avec lecture de
ses derniers textes lui sera dédiée
prochainement.

— Madeleine René,
son épouse,
ses enfants,
Arne et Olivier Buchsenschütz,
François et Edith René,
Catherine et Jean Pierre Goldenstein,
Emmanuel et Marie Noëlle René,
Agnès René-Padilla,
Mali Jong René,
ses petits-enfants,
Fabrice, Nicolas, Martin, Lorraine,
Laetitia, Claire, Laure, Blaise, Alice,
Benjamin, Stéphane, Frédéric, Grégoire,
Elodie, Mathilde et Cécile,
font part du décès du

docteur Louis RENÉ,
survenu à Paris, le mardi 16 avril 1996.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité
familiale.

Une messe réunira ses amis autour de
sa famille, le samedi 20 avril, à 10 h 30,
en l'église Saint-Ignace, 33, rue de Sévres,
Paris-6^e.

(Lire ci-dessus.)

— Le Mans.

Marie Sigal,
son épouse,
Parents et amis,
font part du décès de

M. Léon SIGAL,
maître de conférences d'espagnol
à l'université du Maine.

survenu au Mans, le 15 avril 1996.

Un dernier hommage lui a été rendu ce
mercredi 17 avril, au cimetière Sainte-
Croix du Mans.

59, rue de l'Éventail,
72000 Le Mans.

Anniversaires de décès

— Le 14 avril 1992, nous quitte

Jacqueline BENOIT.

Que ceux qui l'ont connue et aimée et
particulièrement ses camarades
d'orchestres angevins-concerts popu-
laires, César-Franck, ELCA 3, aient, en ce
jour, pour elle, une fraternelle pensée.

39, rue du Quinconce,
49100 Angers.

— Il y a un an, le 18 avril 1995,
s'éteignait

Marcelle HUISMAN
(1898-1995),
présidente honoraire
de l'Union des femmes françaises,
trente-huit ans après son mari.

Georges HUISMAN
(1898-1995),
directeur général honoraire
des Beaux-Arts,

après ses deux fils aînés,

Jean-Claude HUISMAN
(1921-1979)

et

Philippe HUISMAN
(1924-1970),
et quatre de ses petits-enfants,

Sylvie
(1948-1977),

Olivier
(1949-1988),

Arnaud
(1951-1975),

Colas
(1955-1990).

Que ceux qui les ont bien connus aient
une pensée et pour elle et pour eux.

Denis Huisman,
55, rue Erlanger,
75016 Paris.

— Il y a cinq ans, le 17 avril 1991,
disparaissait tragiquement

Alexandre KRITSIKIS.

Il est toujours présent dans nos cœurs.

Ayez une pensée pour lui.

Béatrice ROSSANO,
née EMERIQUE,

nous quitte, le 18 avril 1993.

Que ceux qui l'ont aimée se
souviennent.

De la part de
Docteur Roger Rossano,
Jean et Claire Rossano,
Nicole et Daniel Chaillet,
ses enfants,
Mablieu et Valérie, Clémence et Hugo,
Philippe, Catherine,
ses petits-enfants.

Services religieux

— Une cérémonie religieuse sera
organisée à Paris, dans la première
quinzaine de mai, à la mémoire de

Gilbert ROTGER

et

Bernard Foriel DESTETZET.

afin de permettre à leurs amis de se
recueillir.

Communications diverses

— Les Journées de la Mémoire
(mémoire). Jeudi 18 avril 1996, 19 heures,
film *L'itinéraire d'un enfant juif d'Izieu*,
de Gérard Chodan, 28 heures, film *Les*
Armes de l'après, de Pierre Sauvage,
28 h 30, table ronde : *Les enfants juifs*
dans la tourmente : Izieu et Chambon-
sur-Lignon, les deux villages de la
France, avec Vivette Samuel, Antoine
Spire, Benny Savil et Paul Niderman.
Centre communautaire de Paris.
Tél. : 49-95-95-92. P.A.R.
3, rue de Rochecourat,
75009 Paris.
Métro Cadet.

CARNET DU MONDE

15, rue Fagelles,
75001 Paris 15

Renseignements :
40-85-29-84 ou 40-85-29-86

Télécopier : 45-86-77-13

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques 106 F
Abonnés et actionnaires 98 F
Communications diverses 110 F
Thèmes étudiants 68 F

Les lignes en capitales grasses sont
inscrites sur la base de deux lignes.
Les lignes en italique sont obligatoires
et facturées. Minimum 10 lignes.

Les six méssa

Grégoire Pen-Duick a son
dépense à la voile en m...

Grégoire Pen-Duick a son
dépense à la voile en m...

Grégoire Pen-Duick a son
dépense à la voile en m...

Grégoire Pen-Duick a son
dépense à la voile en m...

Grégoire Pen-Duick a son
dépense à la voile en m...

Grégoire Pen-Duick a son
dépense à la voile en m...

Grégoire Pen-Duick a son
dépense à la voile en m...

Grégoire Pen-Duick a son
dépense à la voile en m...

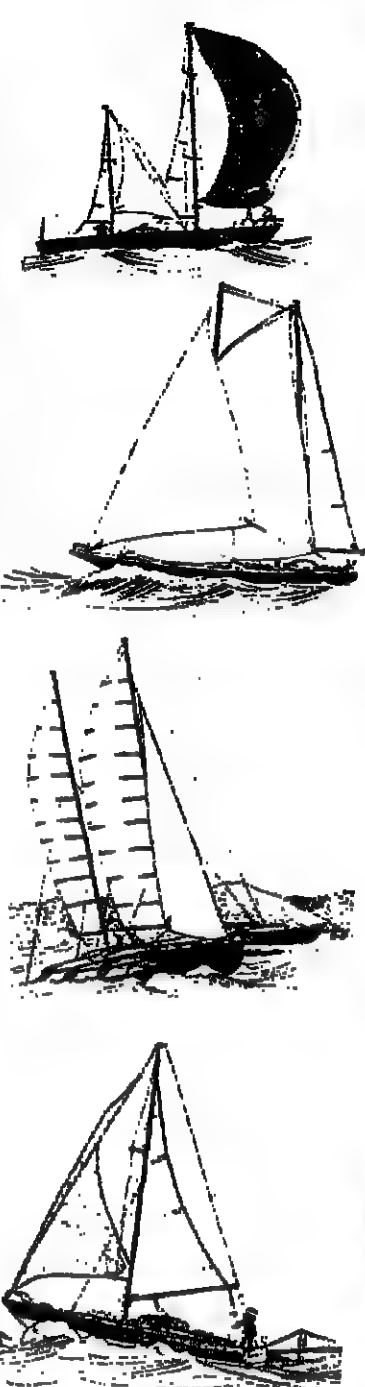
HORIZONS

ENQUÊTE

ERIC TABARLY est redevenu terrien. Depuis l'arrivée de sa dernière course autour du monde en équipage sur le « maxi » *La Poste*, en juin 1994, le plus célèbre des navigateurs français a renoncé à courir les océans. Des grosses tempêtes de l'hiver sur le Finistère, il n'a perçu que les embruns salés qui ont brûlé les plantations de Jacqueline, son épouse martiniquaise. A quelques lieues de l'Atlantique, le marin a choisi les rives de l'Odette pour son dernier mouillage. Comme pour mieux préserver son intimité, la maison n'est pas visible de la petite route qui relie Gouesnach à Pors-Keraing. C'est au détour d'un chemin qu'on découvre les 47 mètres de façade en granit de cette longue au toit de chaume achetée en 1978 à plus de 100 kilomètres de là, dans le Morbihan, puis démontée pierre par pierre pour être reconstruite au bord de l'Odette.

A l'intérieur, le feu de bois qui brûle en permanence dans une des cheminées en granit permet à Tabarly de réaliser son rêve de gosse : devenir « ambal ou bûcheron ». Les coupes gagnées sur tous les océans servent ici de cache-pot, mais les demi-coques ou les maquettes de grands voiliers, les toiles marines ou ses dessins à la plume reproduisant scrupuleusement de vieux grémens, témoignent d'un intérêt très relatif pour les honneurs mais d'une passion démesurée pour la mer. A soixante-quatre ans, ce coureur d'océans a les mains crispées par la maladie du rocher à force de serrer les écoutes, mais ses traits businés et son sourire impénétrable pourraient, à quelques cheveux et rides près, se décalquer sur le profil de l'enseigne de vaisseau vainqueur de sa première Transat en 1964.

Depuis quelques semaines, Tabarly avait trouvé une bonne raison de dévaler plus que de contempler la mer : il s'agit de l'Odette. Avec sa minute d'ancien capitaine de frégate préparant une revue de détail, il passait les dernières couchées de



Le « Pen-Duick » construit en 1998 (photo) et de haut en bas, les autres « Pen-Duick » (II, III, IV, V et VI).

Les six mésanges de Tabarly

Cinq des six « Pen-Duick » sont, pour la première fois, réunis à Saint-Malo, du 18 au 21 avril. L'occasion de visualiser ce que le double vainqueur de la Transat anglaise a apporté à la voile en matière d'innovations techniques

vernus sur *Pen-Duick* avant son départ pour Saint-Malo où cinq des six *Pen-Duick* sont réunis au pied des remparts de la cité corsaire du 18 au 21 avril. Seul *Pen-Duick-IV*, le grand trimaran qui a disparu avec Alain Colas dans la première Route du rhum en 1978, n'est pas au rendez-vous. Le skipper se défend d'entretenir des « liens sentimentaux » avec ses bateaux. « Après tout, un bateau, ce n'est rien de plus qu'un objet », dit-il. Il n'est toutefois pas insensible à l'initiative des organisateurs du premier festival Mer et découverte. « C'est la première fois que les *Pen-Duick* sont rassemblés. Ce n'était pas évident. »

Tabarly avait sept ans quand il a découvert *Pen-Duick*. C'était aux environs de Pâques 1938. Ce cotre à grément amovible conçu quarante ans plus tôt pour les régates de Cowes par l'architecte écossais William Fife Junior, qui allait dessiner un an plus tard *Shamrock*, le premier challenger de Sir Thomas Lipton pour la Coupe de l'America, reposait sans sa quille parmi les roseaux des bords de Loire. Jean Lebec, son douzième propriétaire, qui l'avait rebaptisé *Pen-Duick* (« Petite Tête noire » en breton, mais ce nom désigne aussi la mésange à tête noire commune en Bretagne) en 1935, venait de le vendre à Guy, le père d'Eric. Réarmé, il accueillera la famille jusqu'à la mobilisation du père, à la fin de l'été 1939.

Faute de pouvoir financer les travaux de réfection après cinq années d'hivernage dans la vasière de Pen Roul, près de Bénodet, Guy Tabarly s'était résigné à le vendre contre l'avis de son fils aîné, qui se chargea de dissuader le premier acheteur. « Si tôt qu'il eut débarqué, mon père m'a flanqué une bonne raclée », se souvient Eric. *Pen-Duick* est retourné dans la vasière. En 1953, Tabarly,

qui venait de s'engager dans l'aéronavale, suit convaincre son père de le lui donner. Mais à son retour d'Indochine avec deux ans d'économies, il dut se résoudre à l'évidence : la coque et les membrures n'étaient plus réparables.

Tabarly aurait pu se résigner. Il fit déjà preuve de ténacité et d'ingéniosité. La première coque en polyester, de moins de 3 mètres de long, venait d'être exposée au Salon nautique de 1955. Pourquoi ne pas utiliser la vieille coque en bois comme moule pour en confectionner une nouvelle avec sept couches de tissu de verre ? Après trois années de travaux au chantier des frères Constantini, à La Trinité-sur-Mer, *Pen-Duick* était sauvé et doté alors de la plus longue coque en plastique du monde (15,10 mètres). La restauration n'était pas terminée pour autant. Le navigateur allait y consacrer une partie de ses économies, jusqu'en 1969 où une subvention de la ville de Rouen lui permit d'achever les travaux pour le grand rassemblement des Voiles de la Liberté.

LA fréquentation du chantier Constantini avait donné à Tabarly l'occasion de naviguer sur un Tarann, un voilier de 10 mètres construit en contre-plaqué. Révélant déjà d'ailleurs, il avait étudié tous les récits de la première de toutes les transats, l'Observer Singlehanded Transatlantic Race (Ostar), gagnée en 1960 par Francis Chichester, pionnier de l'aéronautique et aventurier des mers. Pour être au départ de la deuxième, en 1964, Tabarly avait crayonné les esquisses du premier « déplacement léger » (5,4 tonnes pour 13,60 mètres) conçu pour la haute mer, construit en contre-plaqué et gréé en ketch (deux mâts) pour être

mieux manœuvrable en solitaire. Gilles Constantini avait finalisé les plans et construit le voilier, baptisé *Pen-Duick-II*. « Ça m'a évité de chercher un nouveau nom, confie le skipper. Celui-là sonnait bien. Autant le garder. »

Quinze voiliers étaient au départ, à Plymouth. « Les gens ne croyaient pas au « déplacement léger » pour traverser l'Atlantique nord qui impressionnait encore car on manquait de repères. Moi, j'avais confiance dans le bateau », se souvient Tabarly. Malgré une panne de pilote automatique dès le huitième jour, il était le premier à rallier Newport en 27 jours 3 heures. Chichester, héros de l'Empire britannique, était battu de 2 jours et 12 heures. Ce succès allait faire de Tabarly une star malgré lui et redonner aux Français une âme de corsaire. Dans l'année qui a suivi, la vente des voiliers a progressé de 78 %. Quatre ans plus tard, la production annuelle était passée de 4 000 à 28 000 unités. Cet essor fait, aujourd'hui encore, de l'industrie nautique française la première du monde.

Bateau emblématique de la course au large et de la plaisance, *Pen-Duick-II* a très peu navigué. Racheté par l'Etat en 1966 pour être affecté à l'Ecole nationale de voile créée au Beg Rohu, près de Quiberon, il a heurté un caillou des Gélenn dès sa première sortie avec les stagiaires. Faut de crédits, l'épave a orné la cour de l'Ecole jusqu'au trentième anniversaire de la Transat de 1964, où l'Association Restaurons le *Pen-Duick-II* a réuni les fonds pour faire du voilier la vedette du Salon nautique 1994 avant de le remettre à l'eau en septembre 1995.

Eric Tabarly pensait disputer la Transat 68 avec *Pen-Duick-III*, une goélette de 17,45 mètres qu'il avait dessinée seul en 1966. « Je n'avais

pas alors les moyens de me payer un architecte, dit-il. J'avais vu Gilles Constantini travailler. L'expérience de *Pen-Duick-II* m'a servi pour le III car il y a une filiation entre eux. » *Pen-Duick-III* innovait encore avec sa coque en aluminium soudé et sa quille testée dans le bassin de carène d'une école d'ingénieurs de Nantes, mais aussi par ses formes qui allaient bouleverser la jauge IOR. La goélette noire fait sensation

à voile) et des premières grands voiles entièrement latées, confectionnées par son ami Victor Tournier. Malgré les retards entraînés par les grèves de 68, *Pen-Duick-IV* prend le départ de la Transat, mais il est victime d'un abordage avec un cargo dès la première nuit. Pour financer la construction du trimaran, Tabarly avait passé des accords d'exclusivité avec *France-Soir*, *Paris Match* et RTL sans se soucier d'un

montage financier. Afin de payer les impôts sur ces sommes qui ont transité sur son compte, Tabarly doit vendre *Pen-Duick-IV* à Alain Colas, qui signera avec lui la première victoire d'un multicoque dans la Transat de 1972, avant de battre le record autour du monde l'année suivante en 129 jours.

Aux yeux de Tabarly, c'est pourtant *Pen-Duick-V* qui a le plus contribué à l'évolution des voiliers de course. Le règlement technique de la Trans Pacifique en solitaire entre San Francisco et Tokyo, organisée en 1969, imposait seulement la longueur maximale de 10,50 mètres. Une fois de plus, le skipper fait appel à ses connaissances encyclopédiques sur l'histoire des voiliers, à son sens de l'observation, à son pragmatisme lié à une longue pratique en compétition pour développer une nouvelle intuition. « J'avais observé une série américaine d'avant guerre, les Sandbaggers, raconte-t-il. C'étaient des

petits voiliers de 5 mètres avec plusieurs équipiers au rappel qui déplaçaient des sacs de sable à chaque virage de bord pour permettre au bateau de porter une énorme voilure. Je me suis dit qu'au lieu de transbahuter du sable qu'on devait garder à bord, il serait plus judicieux de prendre de l'eau qu'on pourrait pomper selon les besoins et rejeter ensuite. »

Pen-Duick-V est ainsi doté de deux ballasts manœuvrés par sept vannes qui permettent de stocker 500 litres d'eau au vent du bateau afin de lui donner plus de raideur à la toile. En 39 jours 15 heures pour les 5 700 miles, il devance Jean-Yves Turlin de... 11 jours. Avec sa barbe de quarante jours et son jean troué, Tabarly mettra des heures, dans le petit port de Misaki, pour faire comprendre qu'il est et joindre les organisateurs qui ne l'attendaient pas si tôt. Financé par le port de Saint-Raphaël, *Pen-Duick-V* sera vendu à un propriétaire qui lui ôtera ses ballasts et le modifiera pour courir en IOR. Le Musée de la marine l'a racheté pour lui redonner sa configuration originale car, avec ses formes larges et ses ballasts, il a inspiré tous les grands monocoques conçus pour les tours du monde en solitaire des années 80 et 90.

AU plus petit des *Pen-Duick* a succédé le plus grand (22,25 mètres), construit en 1973 pour la première course autour du monde en équipage. Largement en tête de la première étape, *Pen-Duick-VI* est victime d'un dématage. Une avarie qui se renouvelle dans la troisième étape. Quatre ans plus tard, le grand ketch est disqualifié dans la deuxième Whitbread pour une sombre histoire de certificat de jauge non conforme pour sa quille en uranium appauvri. *Pen-Duick-VI* a néanmoins permis à Tabarly de signer son plus bel exploit. Conçu pour être mené par treize équipiers, il l'engage dans la Transat en solitaire de 1976. Afin de pouvoir envoyer seul les spils de 350 m³, il imagine les « chaussettes », utilisées aujourd'hui sur tous les grands voiliers.

La panne du pilote automatique dès le quatrième jour, la casse de la barre à roue le septième, lui font songer à l'abandon. « J'ai pensé que je n'arriverais pas à Newport, je n'avais pas le moral », se souvient-il. Après quelques heures de sommeil, il décide pourtant de poursuivre. Cinq grosses dépressions transforment cette traversée en travaux d'Hercule, le laissant souvent épuisé sur le pont. Après vingt-trois jours de silence et d'angoisse pour ses proches, il sort le premier des brumes de Newport avec 25 milles d'avance sur le *Club-Méditerranée* d'Alain Colas. Cette image de capitaine courageux bravant les pires tempêtes, de sportif exemplaire à travers ses actes, laissant à d'autres les discours, conforte Tabarly dans son image de héros national.

Cette victoire à la Pyrrhus sera pourtant sa dernière. Grâce à une ultime intuition, les foils, qui réduisent la surface mouillée en permettant au voilier de s'élever en prenant de la vitesse, le bat, en 1980 avec le trimaran *Paul Ricard*, le record de la traversée de l'Atlantique décerné depuis 1905 par la goélette *Atlantic*. Mais, dès les années 80, Tabarly s'efface derrière les ordinateurs des architectes et des navigateurs. « Toute cette technologie a transformé les bateaux en usines », regrette-t-il. S'il se réserve encore trois semaines par an en famille sur *Pen-Duick-VI*, loué en charter aux Antilles, Tabarly ne cache pas sa prédilection pour son vieux *Pen-Duick*, dont il fêtera les cent ans en 1998. « Je prends encore un réel plaisir à naviguer sur un bateau que je trouve beau, dit-il. Il a beaucoup de toile, pas de winch. Il est sportif et délicat à manœuvrer avec des palans. Les voiliers modernes ont beaucoup de qualités, mais pour l'esthétique... »

Gérard Albouy
Photo Beken of Cowes Ltd
Dessins Grégoire Gilles

Europe et capitalisme

par Ezra Suleiman

LA France doit affronter une série de problèmes très importants dans des termes proches de ceux auxquels sont confrontés la plupart de ses partenaires économiques en Europe, cette Europe qui représente aujourd'hui le point de fixation principal du jeu politique. La dérégulation engagée par Bruxelles porte en elle l'abolition progressive – mais dans des formes qui restent encore à définir – des grands services publics, et partant des statuts qui les accompagnent. Ne pas l'évoquer du côté du gouvernement signifierait le refus de reconnaître, alors même que l'exécutif cherche par ailleurs à réactiver une certaine veine gaullienne, l'incapacité effective de l'Etat national à faire autre chose que ce que lui dicte son acceptation des principes fondateurs de l'Europe libérale.

On se trouve en réalité avec l'Europe face à quelque chose qui procède un peu de l'irrationnel. En effet, les contraintes attachées aux diverses politiques européennes font que tout ce qui a à voir avec elle occupe désormais une place centrale dans la politique intérieure de la France alors même que cette centralité est très loin d'être assumée par les dirigeants politiques. Ecartés entre le souci somme toute légitime d'être choisis par les électeurs et une forme d'éthique de responsabilité qui leur fait penser – parfois à leur corps défendant – que l'avenir de la France passe par la construction de l'Europe, les hommes poli-

tiques français en sont venus à dire une chose pour faire son contraire. Le décalage entre les discours et les actes est aujourd'hui patent et évidemment contre-productif. Il alimente aussi la crise de légitimité qui atteint depuis quelques années la représentation nationale.

Tout ce qui se fait en Europe n'est pas négatif, loin de là, et il n'est pas question d'alimenter on ne sait quel discours antieuropéen. Il s'agit de pointer un problème qui tient en un sens plus au type de discours tenu sur l'Europe par les dirigeants politiques qu'à la pratique même de la construction européenne. Pour le dire franchement, c'est tout ce qui touche à l'économie, et que l'on rassemble d'ordinaire sous l'expression – d'ailleurs volontiers critiquée – d'Europe libérale, qui semble le plus abouti dans la construction européenne. Or, si un dirigeant politique admettait publiquement que ce qui s'est fait depuis près de quinze ans n'est rien d'autre qu'une sorte de zone de libre-échange un peu honteuse renforcée par des béquilles politiques, il accomplirait un acte à la fois courageux, réaliste et suicidaire.

En fait, l'Europe libérale a été légitimée par un discours qui visait à atténuer le poids en offrant aux citoyens un objectif de substitution à la fois indiscutable et irréalisable : l'Europe sociale. On a donc construit une Europe libérale en invoquant l'Europe sociale. Autant dire qu'on a mis en place une Europe que la majorité des citoyens

européens ne souhaitent pas en leur expliquant qu'on allait construire en même temps ou dans la foulée quelque chose d'acceptable par le plus grand nombre. Certes, les choses ne se sont pas passées d'une façon aussi manichéenne. Bruxelles résonne encore du bruit des disputes entre Jacques Delors et Margaret Thatcher quand le président de la Commission européenne tentait justement d'imposer le principe de l'Europe sociale. Force est pourtant de constater que, par-delà les efforts sincères d'un certain nombre d'européens éminents, c'est l'Europe de M^{me} Thatcher qui s'est imposée.

Les politiques françaises sont allées trop loin dans le non-dit pour pouvoir se reconverter au principe de réalité

L'Europe est en effet beaucoup plus un espace de libre-concurrence favorisant l'expression des lois du marché qu'une région régie par une législation du travail ou une législation sociale unifiée. Mais que l'on ne se méprenne pas. La question ici n'est pas de savoir si le capitalisme est une bonne ou une mauvaise chose pour l'Europe mais de se demander s'il peut en être le seul socle unificateur. A l'évidence, non. Or, que constate-t-on en pratique ? Que les réalisations européennes concernent surtout la compétition, la concu-

rence, les normes de production et de qualité, le droit du travail mais dans une optique restrictive – par exemple l'autorisation du travail de nuit des femmes. La place du social est à l'évidence minorée.

Après l'Europe sociale, et dans la foulée d'une difficile ratification du traité de Maastricht en 1992, il est apparu aux dirigeants politiques que les réticences exprimées alors indiquaient un déficit de démocratie politique. On a donc vu fleurir un nouveau concept *a priori* fédérateur, celui d'Europe démocratique. Là aussi, comme pour l'Europe sociale, le slogan était incontestable : qui pourrait en effet aspirer à une Eu-

ropéenne pour partie une re-centralisation européenne et une régulation par des instances de contrôle européennes. Quoi de plus comparable en vérité à la critique des élites technocratiques françaises que la dénonciation de la toute-puissance de la micro-société technocratique bruxelloise ?

Finalement, de quelle Europe parle-t-on en France lorsque ce thème vient sur l'agenda médiatico-politique ? La réponse est malheureusement assez simple : d'une Europe très largement mythique, réduite aux acquêts et dont on simplifie les traits et les contours pour en faire quoi qu'il arrive une marquée acceptable. L'Europe dont on parle n'est absolument pas l'Europe qui se fait. Le risque est simple mais redoutable : l'absence totale de motivation collective. Ne pas reconnaître que l'Europe telle qu'elle s'est construite depuis une quinzaine d'années n'est pas autre chose qu'une Europe du marché et de la libre concurrence serait une faute politique d'autant plus grave que les citoyens découvrent ou vont découvrir ce que cela signifie au quotidien. Il suffit d'observer ce qui se passe dans des secteurs aussi différents que l'alimentation, le transport aérien ou les télécommunications pour voir que les Etats ont vu leurs pouvoirs de protection amoindris et ne peuvent plus désormais entreprendre d'actions à finalité sociale.

On peut considérer que cette évolution est inéluctable et que les deux capitalismes – sauvage et social – sont amenés à se rapprocher

progressivement pour n'en former plus qu'un seul. Mais un tel mouvement suppose une transformation fondamentale, historique, que les dirigeants français n'ont pas encore eu le courage ou la volonté de décrire ou d'expliquer. Comment peut-on stigmatiser la fracture sociale, et donc poser implicitement la question du rôle de l'Etat et du poids trop grand des structures capitalistes en France et laisser se développer au niveau européen une politique dont l'une des conséquences est d'entretenir indirectement une fracture sociale à l'échelle de l'Europe ?

Comment en fait avouer l'inavouable : l'Europe qui est en train de se construire n'est pas d'abord politique, ou sociale ou démocratique mais capitaliste ? Tout semble indiquer que les politiques sont allées trop loin dans le non-dit sur l'Europe pour pouvoir désormais se reconverter au principe de réalité. Les dirigeants français actuels, que la filiation gaulliste place souvent en position singulière pour tout ce qui a à voir avec l'Europe, se réfugient donc toujours plus dans une sorte de sur-mesure verbale en cherchant à masquer ce qui se fait – et contre lequel ils ne peuvent ou ne veulent plus rien opposer – au moyen de gadgets rhétoriques auxquels plus personne ne croit.

Ezra Suleiman est professeur de science politique et directeur du Centre européen de l'université de Princeton.

Consommateurs ou citoyens ?

par Antoine Lyon-Caen

QUELS sont les sens et la légitimité de l'action publique, autour de laquelle s'opposent les figures du citoyen et du consommateur ? Chacun sent, plus ou moins, que l'Europe et les services publics ne font pas bon ménage. Agents et usagers des services publics ne comprennent pas aisément le sens des choix opérés par les autorités communautaires. Derrière l'opacité du langage, ils deviennent des raisonnements qui font la part trop belle aux prétendues exigences du marché dont l'ambition est de réduire l'intervention publique à la portion congrue. Quant aux observateurs professionnels du monde communautaire, ils doivent convenir que la concurrence et l'occupation d'une place impériale. A suivre la cour de Luxembourg, toute activité ou presque est passible de règles de concurrence ; sa prise en charge par une agence publique chargée de donner corps à la solidarité, une réglementation qui modifie la fourniture d'un service, se voient dénier toute légitimité.

Aujourd'hui, les lois du marché ne sont pas seulement imposées aux services publics « en réseaux » (télécommunications, transports, électricité, etc.), mais déjà au placement gratuit des demandeurs d'emploi assuré par un office public, à la retraite complémentaire organisée au profit des agriculteurs. Demain pourraient être atteints – pourquoi pas ? – l'enseignement, rebaptisé pour l'occasion service de formation, ou la police, réduite à un service d'enquêtes et de surveillance. Certains services échappent bien aux exigences de la concurrence, mais au prix de conditions incertaines, en tout cas restrictives. Le marché est premier. S'agit-il d'un marché réaliste, habité de réseaux et de coordinations entre agents, stabilisé par des dispositifs de régulation, tel que le décrivent aujourd'hui les économistes ? Non pas ; plutôt d'un marché naïf, idéalisé par des juristes.

Pour que survive une action publique qui ne soit pas seulement une promotion de la concurrence, parce que l'identité politique de l'Europe ne saurait venir du marché, il faut concevoir autre chose. Le salut peut-il venir du service universel ? Cette notion présente au moins trois défauts. D'abord, elle est née dans le giron du marché. Il est difficile d'imaginer qu'elle ne reste pas marquée par les conditions même de sa naissance. Ensuite, malgré les espoirs que cer-

tains nourrissent, elle ne promet qu'un service de base, ce que des documents officiels de la Communauté appellent un service minimal. Le service universel n'est pas une ambition ; il est une correction. Il n'est pas un projet collectif, il est une déclaration d'assistance. Enfin, il s'agit d'une notion américaine, élaborée dans un contexte particulier, entrée dans le langage communautaire par le truchement d'experts, peu intelligibles aux Européens. Bel exemple de concept transplanti, aux antipodes de la langue commune des Etats membres !

L'identité politique de l'Europe ne saurait venir du marché

En France, les services publics sont ébranlés. L'Europe ne traite l'action publique qu'avec le statut d'exception. Elle a pourtant besoin de construire son identité politique. Comment faire, si l'on est convaincu que l'exaltation du marché ne parviendra jamais à définir cette identité ? Dans un régime où règne l'absolutisme du marché, la personne n'est qu'un consommateur dépourvu de traditions politiques et de valeurs civiques. Le service universel ne rompt pas avec cette perspective ; il tend seulement à introduire quelques correctifs mineurs à ses défauts les plus criants. Le débat se réduit-il à une alternative sans issue : proposer aux autres Etats notre éducation civique, attendre d'eux qu'ils regardent, à notre image, les services publics comme un pilier de la citoyenneté ? Ou, à l'opposé, importer en contrebande un modèle issu de l'expérience américaine et de l'histoire mouvementée de ses télécommunications ?

Une autre démarche est possible : découvrir, par-delà la diversité des mots et la variété des modes d'action, si, dans les Etats de l'Union, il n'est pas une commune façon de justifier l'action publique. Si la quête est ardue, le résultat est prometteur. Les Etats de l'Union ont en commun leur attachement aux droits fondamentaux de la personne (les droits aux libertés, les droits à la dignité et ceux qui, tels les droits à l'éducation et à la protection sociale, assurent l'épanouissement de la personne en so-

ciété). Mieux, ils partagent au moins une conception de l'action publique, celle qui a pour raison d'être de garantir l'exercice de ces droits fondamentaux. Garantir leur exercice, c'est permettre l'accès à un juge pour sanctionner les ingérences dans l'exercice d'un droit fondamental ; c'est aussi réglementer des activités, susciter une organisation ; c'est encore offrir les prestations sans lesquelles certains de ces droits restent platoniques.

Ces garanties n'ont pas, d'un pays à l'autre, au sein même d'un pays donné, des contours identiques. Faut-il s'en étonner ? Faut-il s'en plaindre ? Pourquoi le Danemark devrait-il renoncer à sa tradition de coopération intercommunale au prétexte que l'Angleterre est tentée par le modèle des autorités indépendantes ou que la France croit encore dans les vertus de ses ingénieurs épris de planification ? En commun, les Européens croient aux droits fondamentaux de la personne et à l'impérieuse nécessité d'en garantir l'exercice. Ensuite, les techniques de garantie se prêtent à de nombreux aménagements. Pourquoi ne pas épouser ces mouvements de terrain ? Et faire admettre que ce qui, en France dans les services publics, ailleurs sous d'autres formes, ne tolère aucun renoncement, ce sont les garanties qui assurent la jouissance de droits fondamentaux ?

La voie est tracée. Il existe en Europe autre chose que l'empire du marché. Cessons donc de ne regarder l'Europe que peuplée de producteurs, parfois en quête de travail, et de consommateurs, souvent ascétiques. L'Europe politique ne peut réunir que des personnes dotées de droits fondamentaux, appelées à concourir à la confection de leurs garanties d'exercice, à les contrôler et à en tirer bénéfice. La Commission européenne ne s'y trompe pas quand, dans son avis du 28 février sur la Conférence intergouvernementale, elle associe un modèle européen de société et la « garantie de droits fondamentaux reconnus par tous ». Cette association, d'autres Etats la proclament déjà. Mais tous ne devraient-ils pas s'engager dans cette voie ? Ne s'agit-il pas d'inscrire dans le langage communautaire ce qui est, au fond, la grammaire commune de l'Europe ?

Antoine Lyon-Caen est professeur à l'université Paris-X-Nanterre et président de l'Institut international de Paris-La Défense.

La paix impossible

par Jacques de la Ferrière

EN admettant que le « processus de paix » résiste au bellicisme israélien, il reste à se demander si, comme M. Chirac paraît le souhaiter, nous devons nous joindre à l'entreprise. Le général de Gaulle faisait valoir ses vues sur les affaires du monde tout en restant à l'écart de ce qu'il désapprouvait. Notre président veut agir de l'intérieur. Hier, c'était dans l'OTAN, aujourd'hui dans le processus de paix. La formule est séduisante, mais ne dispense pas de réfléchir.

De quelle paix s'agit-il ? Une paix de justice et d'équilibre pour tous les Etats du Proche-Orient, auxquels se joindrait une Palestine indépendante, bien assise sur le territoire que la communauté internationale lui a reconnu en 1949, y compris, bien entendu, l'antique Jérusalem arabe ? Ou, au contraire, une paix de domination consacrant l'annexion soignée de Jérusalem par l'Etat hébreu (1967) et maintenant la présence

israélienne dans une Cisjordanie sans statut étatique, ouverte aux entreprises des civils juifs et aux mouvements de Tsahal – en dehors des centres de peuplement arabe pourvus d'une fragile autonomie locale ?

On reconnaît là le projet que M. Pères avait conçu, avec le général Dayan, dans les années 70 et dont on a des raisons de craindre qu'il soit toujours présent à l'esprit de l'actuel premier ministre. Les Israéliens sont passés maîtres dans l'art de créer l'irréversible. A Jérusalem, dans la partie arabe, ils ont implanté des colonies qui sont désormais plus nombreuses (200 000) que les Arabes (150 000) possesseurs de ces lieux depuis Byzance, mais appelés à « déguerpir » un jour ou l'autre. En Cisjordanie, c'est le même but qu'ils poursuivent en renforçant les implantations et en les reliant entre elles et avec la « métropole » par des routes stratégiques réservées aux Israéliens.

L'aveugle est verrouillé. Au Caire,

M. Chirac a été courageux. Il a appelé à des négociations portant sur l'indépendance pleine et entière de la Palestine tout en reconnaissant qu'elles seraient « difficiles ». Mais il aurait été encore plus courageux s'il avait constaté qu'elles étaient purement et simplement impossibles dans l'état actuel du rapport des forces au Proche-Orient. La participation de la France et de l'Europe à ces négociations ne changera rien. L'Europe n'est pas une puissance au Proche-Orient. Incapable de contrecarrer l'action des Etats-Unis et de leur allié israélien, elle risque d'en devenir l'otage. Elle a tout intérêt à se cantonner dans ce qui ne peut lui être contesté : une magistrature morale, un droit de remontrance et de proposition. Elle n'a pas de moyen plus efficace pour peser sur les événements, au nom de la liberté des peuples.

Jacques de la Ferrière est ancien ambassadeur.

L'arrêt Bosman : une chance pour le football européen

par Jacques Thebaud

UN véritable séisme : tel a été l'effet dans le football européen de la décision de la Cour de justice des communautés européennes dans l'affaire Bosman. L'onde de choc a frappé de plein fouet l'Union européenne de football association (UEFA) et un certain nombre d'associations de football. Des prises de position et des prophéties plus alarmistes les unes que les autres émanent des plus hauts responsables du football européen ou de certains dirigeants d'associations nationales. Seul un dialogue ouvert entre toutes les composantes du football européen et les autorités européennes peut déboucher sur de nouvelles « règles du jeu ».

Pour n'avoir pas voulu prendre en considération une évolution inéluctable, l'UEFA doit aujourd'hui gérer dans l'urgence et l'improvisation, au prix de contorsions, de contradictions et de revirements qui mettent en cause sa crédibilité, une situation qui a brusquement révélé les véritables enjeux du football professionnel du troisième millénaire : rôle et pouvoirs d'organismes internationaux et sportifs tels que l'UEFA et

la FIFA ; montée en puissance des ligues professionnelles qui ont la charge de la défense des associations professionnelles des associations concernées ; tentation, pour les plus grands clubs européens de gérer leurs propres intérêts sportifs et financiers au sein d'une super-ligue professionnelle et d'une compétition propre européenne ; fracture de plus en plus évidente entre le football spectacle des grandes nations européennes et le football « amateur » de certains pays de l'Europe du Nord et de l'Est ; nécessité d'aboutir rapidement, en concertation avec les syndicats de joueurs professionnels, dans leur représentation nationale et internationale à la création d'un statut du joueur européen.

Le football professionnel français a su mettre en place, voici plus de vingt ans, en concertation avec toutes ses composantes, des règles concernant le statut des joueurs qui lui permettent d'envisager l'« après-Bosman » avec une certaine sérénité. Les discussions des deux derniers mois à Zurich et à Genève, qui regroupaient pour la première fois – en présence de l'UEFA – les représentants des principales ligues professionnelles

européennes et ceux du syndicat international des joueurs (Fifpro), ont permis de fixer le canevas du futur statut du joueur européen. Ses principes de base découlent directement du modèle français : prise en compte d'une période de formation dont le terme ne devra pas excéder vingt et un ans, chaque pays organisant celle-ci selon ses propres spécificités.

Cette formation devra déboucher impérativement sur un premier contrat professionnel dans le club formateur, d'une durée obligatoire de trois saisons selon les exigences de la Fifpro. A l'issue de ce premier contrat – le joueur étant libre – aucune indemnité ne pourra être réclamée à quelque titre que ce soit. Les modalités juridiques de ce nouveau contrat, ainsi que les compensations financières qui pourraient être dues seulement dans l'hypothèse où le joueur n'accepterait pas le premier contrat professionnel proposé, font l'objet de négociations qui devraient rapidement aboutir.

Jacques Thebaud est directeur général de la Ligue nationale de football.

Le com

LA BATAILLE de la « vache folle » sera-t-elle à John Major ce que la guerre des Malouines a été à Margaret Thatcher ? L'occasion de manifester face aux ennemis de Sa Majesté un courage sans faille que les électeurs surent récompenser l'année suivante ? La comparaison est osée mais elle a été utilisée par le premier ministre britannique lui-même. Il ne s'agit pas aujourd'hui de bouter hors de quelques îles perdues des antipodes la soldatesque du régime militaire argentin, mais de défendre l'honneur du Royaume-Uni et la prospérité de ses fermiers contre des continentaux, accusés d'exploiter l'affaire de la « vache folle » pour faire de la concurrence déloyale à la viande nationale.

Le gouvernement de Londres s'en prend maintenant à ses partenaires de l'Union européenne, comme s'il voulait détourner l'attention de sa gestion calamiteuse de la crise. Il a commencé par déclarer publiquement à la Chambre des communes, se fondant sur un rapport scientifique, qu'on ne pouvait exclure ni lien entre l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) et la maladie de Creutzfeldt-Jacob, sans avoir prévu les réactions qu'une telle annonce

quasi-officielle provoquerait. Il a ensuite mené quelques batailles d'arrière-garde à Bruxelles et à Luxembourg pour ne pas être obligé d'abattre plusieurs millions de têtes de bétail, puis pour obtenir une aide substantielle de l'Union, s'il devait en arriver à cette extrémité.

En fait, l'objectif de Londres est d'en finir avec l'interdiction d'exportation que l'Union européenne a édictée à l'encontre de la viande bovine britannique. Pour y parvenir, tous les moyens sont bons. Le ministre de l'Agriculture avait déjà subordonné l'acceptation du plan d'abattage décidé par ses quatorze partenaires à la levée de l'embargo. Ce moyen de pression s'étant révélé inefficace, John Major se tourne vers

la Cour européenne de justice, dont il souhaite par ailleurs diminuer les pouvoirs. Et comme il n'en est pas à une contradiction près, il couvre d'éloges la Commission de Bruxelles, qu'il voulait naguère aux gémonies, pour mieux souligner la malignité des gouvernements continentaux.

potivements combinés.

Avec des sondages désastreux et une majorité conservatrice, les Conservateurs, le premier ministre peut estimer que cette posture nationale lui vaudra, sinon la sympathie des électeurs, du moins le soutien de ses amis conservateurs. En s'isolant de plus en plus de ses partenaires de l'EUE, que ce soit à propos de la « vache folle », de la monnaie unique ou du nouveau système d'entraide européen, le premier ministre donne l'impression de se précipiter à tout moment au cours des prochains mois. Il n'est pas sûr que cela lui suffise à refaire son handicap sur le Parti travailliste, dont le leader, Tony Blair, cultive une image moderne et raisonnable. Mais il est probable que John Major ne déviera pas de cette ligne, qui promet encore quelques ennemis aux Européens. Les Quinzants seront alors contraints de se battre pour défendre la relative aïe en lieu à Londres avant de boucler la révision du traité de Maastricht.

Suite de la première page

Avec les accords d'Evian et l'indépendance de l'Algérie en 1962, le monde arabe avait vu en de Gaulle le symbole d'un début de réconciliation avec une France hostile, dont la coopération militaire avec Israël, sous la IV^e République, était si étroite qu'elle déboucha sur la construction du complexe nucléaire de Dimona et sur l'expédition de Suez en 1956. Mais c'est 1967 qui a marqué un véritable tournant dans l'attitude de Paris et le commencement de ce qu'il sera convenu d'appeler « la politique arabe de la France » : expression forgée non par le général, mais par ses héritiers.

5 juin 1967 : alors que la tension était à son comble entre l'Égypte et Israël et que la guerre paraissait inévitable, de Gaulle décidait un embargo sur les armes à destination du Proche-Orient. L'objectif était d'obtenir l'apaisement que Paris n'avait cessé de prôner. « Ne faites pas la guerre ! En aucun cas ne soyez les premiers à ouvrir les hostilités », avait-il dit au chef de la diplomatie israélienne, Abba Eban; et, plus tard, rassurant l'impératrice d'Israël en France : « Si vous êtes attaqués, on ne vous laissera pas détruire ».

L'embargo, qui ne fut jamais véritablement étanche, fut perçu par l'Etat émirati comme uniquement dirigé contre lui. Il est vrai que, l'exception du Liban - mais il pesait de peu de poids -, Israël était le seul client proche-oriental de l'industrie militaire française. L'attitude du général de Gamille, qu'elle fut dictée par le souci de la « grandeur » et des intérêts de la France, par la volonté d'éviter un affrontement américain-soviétique ou par le désir de se distinguer des Etats-Unis, valut à la France un regain de prestige dans le monde arabe, dont allaient surtout bénéficier ses successeurs.

JOYEUX COÛTEUSES AVEC L'IRAK
Avec Georges Pompidou, la France fit sa première « percée » dans des pays traditionnellement sous influence anglo-américaine : en Libye, à qui furent vendus cent dix Mirage, et en Irak, où un traitement de faveur fut réservé à la Compagnie française des pétroles, au moment de la nationalisation, en 1972, de la production pétrolière. Sous le mandat de Valéry Giscard d'Estaing, les échanges économiques franco-arabes devaient connaître un développement spectaculaire, en même temps que des nouveaux marchés s'ouvraient aux sociétés françaises dans les pays du Golfe. Ce fut aussi le début de la coopération avec l'Irak, Jacques Chirac fut l'un des principaux artisans.

la rencontre — une première — en octobre 1974, à Beyrouth, du ministre des affaires étrangères, Jean Sauvagnargues, et du président du comité, Yasser Arafat, l'ouverture du plus tard, d'un bureau d'information et de liaison de la centrale palestinienne à Paris, le refus de la France d'applaudir le traité israélo-égyptien de Camp David de 1979 parce qu'il ne réglait qu'une partie du conflit. Ce fut aussi l'adoption par la Communauté européenne, sous l'impulsion de la France, de la fameuse déclaration de Venise en 1980, premier document structuré européen prenant position sur le conflit israélo-arabe et évouant les « droits légitimes » des Palestiniens. L'arrivée des socialistes au pouvoir n'apporta pas de changement de fond, à cette orientation géné-

rale. Premier président européen à se rendre en Israël - en 1982 -, François Mitterrand n'hésita pas à plaider, devant la Knesset, pour le droit des Palestiniens, « le moment venu », à un Etat. La France assura la protection des combattants de l'OLP au moment de leur évacuation de Beyrouth en 1982, puis de Tipsoi, au nord du Liban, en 1983. Arafat fut reçu à Paris en 1989 et le bureau de l'OLP eut droit au statut de « délégation générale de Palestine » en France.

Paris a parfois payé cher sa politique. Son soutien à l'Irak lors de la guerre entre Bagdad et Téhéran lui a valu les prises d'otages de Beyrouth et des attentats en France. Ses velléités de contribuer à la solution de la guerre du Liban ont coûté la vie à l'un de ses ambassadeurs et à cinquante-huit soldats du contingent français de la force multinationale à Beyrouth. Ses liens privilégiés avec l'Irak ne lui ont pas permis pour autant de convaincre Saddam Hussein d'évacuer le Ko-

Le tête-à-tête d'abord souhaité avec les Etats-Unis commence à peser à l'ensemble des pays arabes non qu'ils déplorent l'effondrement de l'Union soviétique, mais parce qu'un monde unipolaire leur offre toute marge de manœuvre. C'est là que s'ouvre un créneau pour l'Europe dont la France, du fait d'un certain capital, peut être le moteur. Il reste à Jacques Chirac à relever ce défi, en démontrant peut-être aux Etats-Unis et à Israël que « la politique arabe » de la France n'est pas forcément « anti-américaine ».

Mouna Naïm

Le con

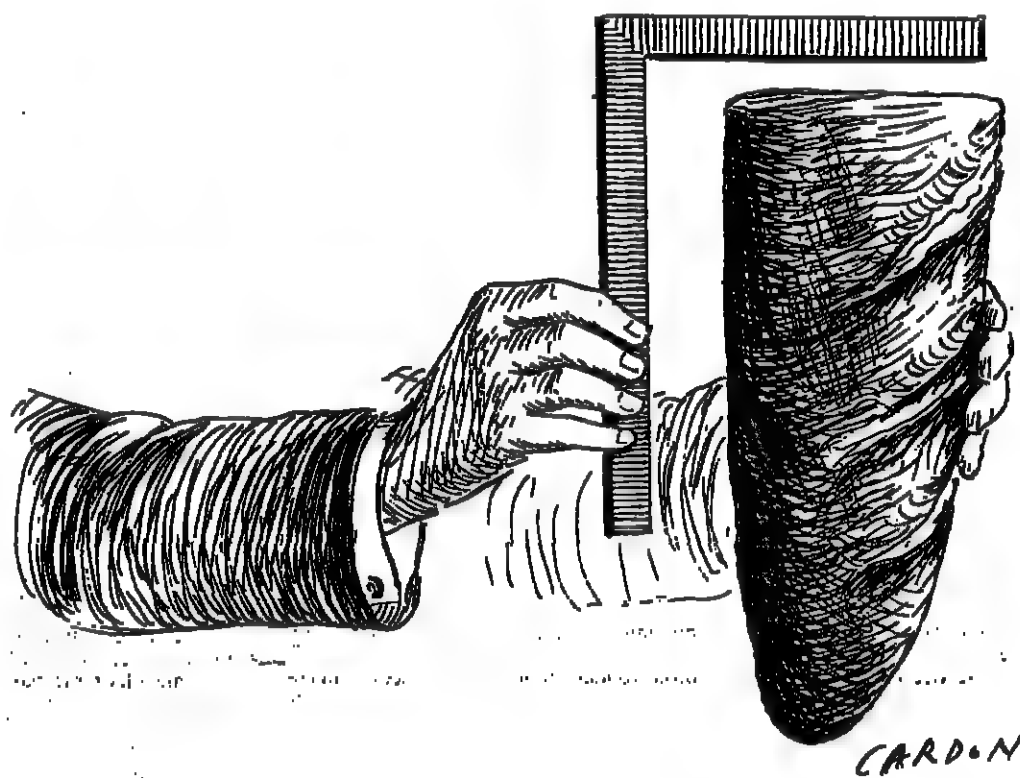
ALORS que s'ouvre la vingtième édition du Printemps de Bourges, la chanson paraît souffrir en France d'un vaste complexe d'infériorité. Jamais pourtant, dans la seconde moitié du XX^e siècle, l'attention portée au genre n'a été aussi flagrante qu'aujourd'hui.

En apparence, la chanson a fait son entrée, à l'instar du théâtre, de la danse ou du cinéma, dans le domaine institutionnel. Depuis 1970, un grand prix national est décerné par un jury présidé par le directeur de la musique et de la danse. En 1981, Jacques Lang et Maurice Fleuret, alors directeur de la musique, ont même écrit : « La chanson est enfin entrée ». Contre tous les pronostics, la Cité de la musique, dès son ouverture en 1995, l'a accueillie sans discrimination. Anne Chiffart, qui a succédé à Stéphane Martin, actuel directeur du cabinet du ministre de la culture, Philippe Douste-Blazy, à la direction de la musique et de la danse, affirme que « la chanson est « d'entrée » dans la chanson dans l'ensemble de la vie musicale ».

De fait, en dix ans, le budget consacré au jazz, au rock et à la chanson est passé de 21,7 millions de francs à environ 60 millions de francs en 1995 (crédits centraux et crédits déconcentrés cumulés). En 1995, environ 40 millions de francs ont été consacrés à la chanson. Mais, en termes d'image, le principal bénéficiaire de cette reconnaissance a été le jazz, qui, en entrant dans les conservatoires dès 1983, puis en adoptant un fonctionnement (commandes d'œuvres, résidences d'artistes, etc.) proche de la musique contemporaine, a acquis un statut de « musique sérieuse » que la chanson n'a toujours pas obtenu.

L'adoption en 1994 d'un article de loi imposant la diffusion de 40 % de chanson francophone sur les radios ne l'a pas pour autant servie. Cette disposition a rencontré en effet l'opposition résolue des radios FM et la franche hilarité des médias jeunes devant des politiques prêts à

Le gestionnaire *par Cardon*



Le complexe de la chanson française

en découdre avec les méchants partisans d'une musique transfrontalière. « *Qu'un quarante pour cent abreuve nos sillons* », affichait le carton d'invitation aux Rencontres de la chanson française, organisées à l'Assemblée nationale en février 1994.

On dit de la « musique légère » qu'elle est pauvre en texte (en comparaison de la poésie) et musicalement simpliste. Or, la chanson est un genre cruel, souvent complexe, presque ramassé – trois, quatre minutes au plus, pour tout dire – à l'extrême. Dans sa simplicité se cachent des trésors d'ironie (Brassens, Souchon), des puits de sens (Brel, Chante, Les Chansons de Trenet) et de très sérieuses critiques sociales (de la chanson réaliste au rap). Sans regard sur soi, sur son passé, un art perd son sens. Faute de se respecter que le poème chanté fut à l'origine de la musique, que les troubadours et les trouvères furent aux fondements de notre civilisation, la chanson a accepté l'idée d'être un art facile, d'être une culture, un avorton de la musique savante. D'elle-même, elle nourrit une image négative.

DÉFICIT D'IMASE

Les chanteurs en sont les premiers responsables. « *Art mineur* », disait Gainsbourg. « *Mineur, oui, mais mineur de fond* », rétorquait Claude Nougaro. Plus la chanson s'est médiatisée, plus les stars françaises ont succubé à la tentation de rabotter leurs créations, glorifiant la peinture ou la musique classique (Gainsbourg, Gérard Manessac), le dessin, la photo ou la littérature (Charliffé Couture), quand ils ne se donnent pas l'allure d'orchestre symphonique (William Sheller, Juliette). Ils créent ainsi un déficit d'image, compensé par le refus de la critique et la glorification de l'égo. Un tel schéma été indémontable pour Piaf, Aznavour ou Barbara, modèles de discipline, de travail et d'émotion.

La chanson est un genre à part.

C'est à Paris, vers 1850, que furent mis au point les codes scéniques du musical. On les appelle héroïques, où les héros des drames d'opéra sont faits pour être tournés à Paris. Lieu de flirt poussé entre « les châteaux et la rue », selon le comédien Serge Hureau, directeur du Hall de la chanson, « la chanson dérange les institutions, car, par son caractère immédiat, elle leur rappelle qu'elles sont toujours à la traîne des modes ». C'est en partie pour restaurer son image et retracer son histoire qu'a été créé le Hall de la chanson, dont l'installation dans La Villette est acquise, moyennant une subvention d'équipement de 8 millions de francs de la région parisienne. Le statut de l'École nationale de la chanson, à l'exemple des scènes nationales de théâtre. Il n'est pour le moment pas entendu.

L'EXEMPLE ÉPIRANT DES ZÉNITH
Pour soutenir la musique, et en particulier le rock et la chanson, Jack Lang a imaginé un édifice culturel au total du 3 juillet 1985 instaurant la rémunération équitable des droits voisins sur les cassettes vierges et la diffusion dans les lieux publics, ainsi que la perception d'une taxe parafiscale sur le spectateur vivant. Dans le premier cas, l'Etat a confié la gestion de fonds considérables à des organismes de droit privé (l'Adami, par exemple, a été créé en 1955 par le Syndicat français des artistes interprètes (SGI), sans exercer de contrôle. La taxe parafiscale (en 1995, environ 40 millions de francs) est gérée par le Fonds de soutien, organisme où siège le ministère de la culture. Le sillon juridique témoigne d'un désir de l'Etat de rester en marge de la cuisine professionnelle.

A ce titre, l'exemple des Zénith est édifiant. En 1988, Jack Lang inscrit ces établissements au chapitre des grands travaux. Un cahier des charges est rédigé, que l'exploitant, forcément privé (souvent des SEM), sera tenu de respecter. Y figure le principe de la « *neutralité nécessaire*

au service public ». Le Zénith de Paris, inauguré en 1984, est géré, avec talent, par Daniel Colling, producteur, propriétaire du label Zénith et directeur du Printemps de Bourges. Celui de Toulon est dirigé par Jean-Claude Camus, producteur de Michel Sardou et de Johnny Hallyday, président du Syndicat national des producteurs, membre du Fonds de soutien, etc. Cette logique du cercle des élus est nocive. En février 1996, elle s'est retournée contre les producteurs des Victoires de la musique, incapables de résister à la tentation de promouvoir leurs propres poulets.

Le ministre de la culture a préféré confier une mission d'observation au chanteur Yves Duteil (RPR), maire de Prévès-sur-Merle (Seine-et-Marne), dont le rapport n'a même pas été rendu public, plutôt que de se pencher sur des problèmes structurels. « Compte tenu précisément, répond Anne Chiffert, de l'effort de structuration accompli par les pouvoirs au cours des derniers années, il apparaît sans doute aujourd'hui au ministère de la culture moins d'intervenir directement dans ce secteur que de veiller à une coordination efficace de l'action des différents partenaires. » Quant aux industriels du disque, ils tentent d'obtenir la reconnaissance du statut culturel du disque (tous genres confondus) en exigeant l'alignement de sa TVA sur celle du livre (5,5 %). Menée par André Larqué, ancien président de Radio France internationale, une « mission diplomatique » auprès des instances européennes — ultime, mais difficile vertu — est en cours.

La encore, le complexe d'infériorité resurgit : les producteurs de disques français, dont le chiffre d'affaires annuels est de l'ordre de 6 milliards de francs, voudraient être considérés comme de « vrais » industriels, alors que leurs revendications devraient être d'abord l'expression d'un combat culturel.

Véronique Mortaigne

DANS LA PRESSE

FRANCE-SOIR
Bernard Morrot
■ Il est difficile de s'extasier devant les remèdes proposés par la commission d'enquête parlementaire pour « compléter » les lois Passer 93 (...). Un détail, comme il dirait : l'« utilisation répétitive et incohérente du mot « étranger » dans leur rapport provoque une sorte de malaise. On pressent confusément que, clandestins ou pas, tous ceux qui ne peuvent justifier d'une ascendance et d'un faciès « corrects » sont visés par ce texte (...) Il est probable que les démagogues vont tirer le meilleur parti de cette détestable initiative (...). On ne sait pas si c'est vraiment sûr, qu'il ne s'agit que d'une maladresse.

LE FIGARO

Georges Siffert

■ Chacun souhaite une meilleure protection aux frontières ; mais on ne s'est jamais vraiment soucié de mettre en application des recettes efficaces... Aujourd'hui, une commission d'enquête, animée par son président, Jean-Pierre Philford (UDF), et son rapporteur, Suzanne Savaingo (RPR), suggère une série de mesures raisonnables. (...) Pour le moment elles ne constituent pas une loi. Elles aboutissent en fait à un durcissement des lois Pasha. Elles souhaitent surtout que les règles déjà votées soient réellement appliquées. Or, l'intérêt de ce rapport provient de ses signataires. Sur les vingt-six membres de la commission, plus de la moitié sont des maires de banlieue ou de villes du Midi. Ce sont eux qui doivent se débrouiller avec l'arrivée régulière de voyageurs sans bagages venue du bout du monde. Avant de condamner leurs propositions, les défenseurs intraitables des droits de l'homme et des frontières ouvertes devraient s'interroger : que feraient-ils à la place de ces maires s'ils devaient inventer, jour après jour, des solutions efficaces et humaines ? Et s'ils devaient le faire, pratiquement, sans moyens ?

L'HUMANITÉ

Claude Cabanes
 « La droite est la droite. Elle ne se refera jamais. Mais il y a des jours où sa vraie nature - l'hyppocrisie - éclate au grand jour. Hier, par exemple. Alors qu'elle dévoilait toutes les pièces de son arsenal répressif, qui fait injure à notre pays même, un rapport des Nations unies révélait que le fossé s'est encore accru entre les pays les plus riches et les plus pauvres du monde. Autrement dit, d'une main la droite frappe ceux que le dénuement précipite à nos portes; de l'autre main, celle que soutiennent les grandes banques et les affairistes internationaux, elle saigne leurs malheureux pays. (...) La question de l'immigration est devenue un problème trop grave pour l'abandonner aux schémas politiciens trop simplistes. Elle est un nœud de contradictions, elles-mêmes chargées de leur poids de souffrances humaines. (...) Le problème de l'immigration ne peut pas se poser dans les mêmes termes dans la France des années 60, en pleine croissance, et dans la France fin de siècle, dévastée par le chômage et les déchéances sociales. (...) Les communistes n'abandonneront pas cette question aux démagogues et aux charlatans.

Véronique Mortaigne

ENTREPRISES

LE MONDE / JEUDI 18 AVRIL 1996

LÉGISLATION Le sénateur Philippe Marini (RPR, Oise) s'est vu confier par le premier ministre une mission pour réformer la loi de 1966 sur les sociétés. Trente ans après son

adoption, cette loi ne correspond plus aux réalités économiques des groupes. ● LES PETITES ENTREPRISES françaises, qui se livrent à des contorsions juridiques pour respecter

le formalisme imposé par le législateur, ont besoin d'un droit simple et sûr. ● LA LOI ne reconnaît pas les groupes de sociétés, alors que ceux-ci ont une réalité économique indé-

niée, qui existe en droit social, boursier, fiscal et comptable. M. Marini veut instaurer la notion de patrimoine de groupe. ● L'ABUS DE BIENS SOCIAUX entre filiales d'un

même groupe disparaîtrait. En contrepartie, un délit de faux bilan consolidé serait instauré, tandis que les commissaires aux comptes verraient leurs prérogatives renforcées.

Le droit français des sociétés doit s'adapter aux réalités économiques

Le sénateur Philippe Marini, chargé d'une mission par Alain Juppé, veut introduire la notion juridique de groupe. Celle-ci donnerait une plus grande souplesse aux chefs d'entreprise, dont les responsabilités seraient, en contrepartie, accrues

TRENTE ANS APRÈS son adoption par le Parlement, la loi de 1966 qui régit le droit des sociétés françaises est inadaptable aux réalités économiques. Le premier ministre, Alain Juppé, a confié, le 17 janvier, une mission parlementaire au sénateur Philippe Marini (RPR, Oise) sur les réformes à apporter à la législation dans ce domaine. M. Marini ne rendra son rapport définitif qu'à la mi-juillet, mais il a déjà tracé les lignes directrices de son projet.

La loi doit être simplifiée pour les PME et assouplie pour correspondre à la vie des grands groupes cotés. À l'heure où la place de Paris doit donner des garanties à l'épargne privée pour financer ses entreprises, M. Marini veut accorder plus de liberté aux présidents des multinationales françaises tout en renforçant les garanties des actionnaires.

Il existe un décalage flagrant entre le droit tel qu'il est rédigé et la réalité économique des grandes entreprises. Lorsqu'un client ou un fournisseur signe un contrat avec une filiale de Saint-Gobain, il est rassuré : il a l'impression de faire affaire avec la multinationale présidée par Jean-Louis Baffa. Il n'en est rien. Le droit des sociétés

ignore la notion de groupe et une multinationale peut très bien déposer le bilan d'une filiale sans dominer. Intégralement ses créanciers, comme l'a fait la Lyonnaise des eaux avec sa filiale Mailard et Duclos en 1993. « En 1966, le législateur raisonnait société par société. On n'envisageait pas d'évoluer vers une notion économique, encore moins patrimoniale des groupes de sociétés », explique M. Marini. Cependant, dans la pratique, les tribunaux de commerce contraignent souvent les sociétés mères à rembourser les dettes de leurs filiales.

« FAUX BILAN » Lorsqu'un actionnaire achète des actions d'Alcatel Alsthom, il se fie aux comptes consolidés, censés refléter la santé économique du groupe. Ceux-ci n'ont pas d'existence juridique. « Les comptes consolidés, qui n'existent quasiment pas en 1966, ne font pas l'objet d'une approbation par l'assemblée générale des actionnaires au sens juridique du terme », explique M. Marini. « Le délit de faux bilan ne peut pas s'appliquer aux comptes consolidés. »

Le droit financier, régi notamment par la commission des opérations de Bourse (COB), a pallié



ces insuffisances. Depuis 1989, la COB peut infliger des sanctions administratives pour diffusion d'informations trompeuses. « Depuis trente ans, les marchés financiers ont pris une importance considérable, entraînant des exigences fortes de transparence pour les actionnaires », explique M. Marini. Le

droit des sociétés, lui, n'a pas suivi cette évolution.

Autre aberration économique : un groupe ne peut pas faire circuler librement les actifs ou la trésorerie entre ses différentes filiales, même détenues à près de 100 %, sans risquer de se faire condamner pour abus de biens so-

ciaux. La loi impose de défendre l'intérêt social de la société, peu importe qu'elle ne constitue qu'un maillon intégré au sein d'un groupe.

Pour résoudre ces problèmes, Philippe Marini veut introduire dans le droit des sociétés la notion de groupe, qui existe déjà en fiscalité - avec l'intégration fiscale -, en comptabilité - avec les comptes consolidés -, en droit social - avec les comités de groupe. « Le droit des sociétés français devrait considérer qu'une société et ses filiales détenues à plus de 95 % forment un seul et unique patrimoine. Une telle décision permettrait de faire circuler librement au sein du groupe la trésorerie et les actifs », propose M. Marini.

Il voudrait aussi que les filiales détenues à plus de 66 % par leur maison-mère puissent, sur option, être considérées comme faisant partie d'un seul et même patrimoine. En contrepartie, il faudrait donner des garanties aux actionnaires minoritaires, en proposant par exemple de racheter leurs actions selon des modalités à définir.

Cette plus grande souplesse serait accompagnée de responsabilités accrues pour les chefs d'entreprise : ceux-ci ne pourraient plus

déposer le bilan de leurs filiales sans en payer toutes les dettes. Les capitaux d'industrie ne pourraient plus créer des filiales écrans, leur permettant de s'exonérer de leurs responsabilités, sous prétexte qu'ils n'en sont pas administrateurs. « Toutes les responsabilités de gestion remonteraient à l'échelon supérieur », explique M. Marini. Il deviendrait quasi-impossible à un président de groupe d'avoir de multiples patrons de filiales pris dans des procédures judiciaires sans être lui-même mis en examen, à l'image du groupe Lyonnaise des Eaux.

DES REELS POUVOIRS

Les comptes consolidés seraient approuvés en tant que tels, entraînant la création d'un délit de faux bilan de comptes consolidés, tandis que les commissaires aux comptes verraient leurs pouvoirs renforcés : « Ils auraient la possibilité de saisir le tribunal de commerce pour obtenir la modification des comptes ou, si nécessaire, une jurisprudence comptable, rendue par le Conseil national de la comptabilité », suggère M. Marini.

Enfin, les comités d'audit ou de rémunération, composés d'administrateurs chargés d'étudier les comptes du groupe ou les salaires de ses dirigeants, pourraient, pour les entreprises qui le souhaitent, obtenir de la loi de vrais pouvoirs. « L'expérience montre que quand viennent les difficultés, ces comités sont mis en sommeil, comme l'a fait Jean Perrevalde au Crédit lyonnais », explique M. Marini.

Pour contrôler les administrateurs à faire correctement leur travail, dans l'esprit du rapport Vénat sur le gouvernement des entreprises, M. Marini veut limiter réellement le nombre de mandats d'administrateurs que peut détenir une même personne. On éviterait ainsi les banquiers qui collectionnent les jérômes de présence sans exercer de contrôle sur l'entreprise. Enfin, pour garantir les droits des minoritaires, M. Marini veut supprimer les droits de vote double dès qu'un actionnaire détient plus du tiers du capital d'une entreprise.

Ar. L.

Arnaud Leparmentier

Cadre légal

● **SARL.** Les sociétés à responsabilité limitée ont un capital minimum de 50 000 francs. Elles comportent au moins deux associés, dont la responsabilité est limitée à leurs apports. Le gérant dirige l'entreprise. Pour vendre ses parts, il lui faut l'accord de la majorité des associés représentant les trois quarts du capital.

● **SA.** La société anonyme comporte au moins sept actionnaires, son capital est de 250 000 francs minimum, les parts sont librement cessibles. La SA est dirigée par un PDG ou un président du directoire. Les actionnaires ont une responsabilité limitée à leur apport.

● **Les sociétés de personnes,** comme la société en nom collectif, n'ont pas de capital minimum. Les associés sont solidairement responsables des dettes sociales sur leur patrimoine personnel.

RIGIDE ET TATILLONNE, la loi française est totalement inadaptable à la vie des petites et moyennes entreprises : « Les entrepreneurs doivent aujourd'hui se livrer à un formalisme hors de la réalité. Ils devraient au contraire bénéficier du maximum de sécurité juridique et d'un maximum de simplicité », note le sénateur Philippe Marini (RPR, Oise). Pour créer une société anonyme, il faut sept actionnaires minimum, ce qui contraint les chefs d'entreprise, quand ils sont seuls propriétaires réels de leur PME, à distribuer quelques actions à six de leurs proches.

Une multitude de conseils d'administration ou d'assemblées générales d'actionnaires se tiennent fictivement sur le papier, le dirigeant étant de facto seul intéressé à la marche de l'entreprise. Les entrepreneurs qui désirent avoir un statut de salarié sont obligés de nommer leur vieille mère gérante de leur société à responsabilité limitée (SARL), la loi interdisant à un gérant majoritaire d'être salarié d'une SARL. Pour sanctionner le non-respect de ces

formalités, il existe plus de cent sanctions pénales prévues par la loi, qui est, en la matière, très rarement appliquée.

UN PATRIMOINE D'AFFECTION

« La loi ne doit pas tout codifier dans le détail », propose M. Marini, qui veut simplifier le droit des sociétés applicable aux petites entreprises, pour mettre fin à toutes ces hypocrisies juridiques : infliger des sanctions civiles (et non plus pénales) pour le non-respect des règles formelles de la loi (non-convocation dans les délais des assemblées générales, non-dépôt des comptes annuels au tribunal de commerce) ; réduire à trois le nombre d'actionnaires minimum dans les sociétés anonymes ; accepter que conseil d'administration et assemblées générales d'actionnaires se tiennent simultanément ; autoriser le gérant majoritaire d'une petite SARL à être salarié de son entreprise.

Plus fondamentalement, M. Marini entend introduire le concept de patrimoine d'affec-

tion ». Lorsqu'ils se lancent dans une activité économique, la plupart des entrepreneurs individuels ne créent pas immédiatement leur société. L'entreprise impersonnelle à responsabilité limitée (EURL), ne comportant qu'un associé, n'a pas eu de succès auprès des entrepreneurs individuels. Cette situation est dangereuse : en cas de difficulté financière, la totalité du patrimoine familial peut être saisi par les créanciers de l'entrepreneur. Aussi, selon M. Marini, ces entrepreneurs pourraient affecter une partie de leurs biens à leur activité économique en faisant une publication officielle de ce transfert. Les biens personnels du chef d'entreprise seraient ainsi mieux protégés, sous réserve que les banquiers ne demandent pas de caution personnelle. Un statut fiscal adapté permettrait à l'entrepreneur de se constituer des réserves. Au bout de trois ou cinq ans, cette nouvelle activité devrait, selon M. Marini, donner naissance à une société.

Ar. L.

Arnaud Leparmentier

La Cour de cassation modifie la présentation des plans sociaux

Les procédures seront à nouveau allongées en faveur des salariés

LA CHAMBRE SOCIALE de la Cour de cassation a rendu, le mardi 16 avril, deux arrêts très importants pour les procédures de licenciements collectifs à venir.

Ces arrêts concernent la société Sietam Industries, qui souhaitait fermer son établissement de Dax, entraînant le licenciement de quarante-trois salariés. Depuis la première consultation du comité central d'entreprise (CCE), la direction et les représentants des salariés ont multiplié les recours devant la justice. Le détail de ces procédures est extrêmement complexe mais le déroulement - à chaque fois favorable aux représentants des salariés - que vient d'apporter la Cour de cassation va faire jurisprudence.

Pour les comprendre, il faut savoir que le code du travail offre deux procédures distinctes de consultation du personnel aux entreprises qui décident de se restructurer. Elles peuvent utiliser le livre IV du code du travail qui porte sur les attributions des représentants du personnel. Mais celui-ci a un inconvénient : il ne prévoit pas les délais que doit suivre la procédure. En revanche, le livre III du même code, consacré à l'emploi, prévoit des délais de consultation très stricts. C'est pourquoi toutes les entreprises utilisent. Comme le résume un employeur : « Une entreprise qui annonce une modification de ses structures sans conséquence pour l'emploi recourt au

livre IV. Quand elle doit annoncer un plan social, elle utilise le livre III. »

Mais, depuis quelque temps, la jurisprudence estime que les délais du livre III - 14, 21 ou 28 jours entre les réunions du comité d'entreprise en fonction de l'importance du plan social - ne permettent pas au comité d'entreprise de disposer du « délai d'examen suffisant » que prévoit le livre IV, sans plus de précision. C'est ainsi que le tribunal de Nanterre vient de suspendre les plans sociaux de Danone, parce que cette entreprise n'avait pas consulté le CCE au titre du livre IV.

Depuis quelques mois, chacun s'interroge : peut-on encore n'utiliser que le livre III ? Faut-il commencer par le livre IV, peut-on lancer les deux procédures simultanément ? En raison de l'imprécision des délais du livre IV, l'enjeu est de taille. C'est ce litige que vient partiellement de trancher la Cour de cassation, en estimant qu'en utilisant le livre III, le délai accordé au CCE pour exprimer son avis était insuffisant. En revanche, elle accepte que les deux procédures soient utilisées de manière concomitante. Dans leurs premiers commentaires de cet arrêt, les juristes estiment donc que, désormais, en cas de plan social important, il reviendra à l'employeur et aux représentants des salariés de décider, au cours de la première séance d'information du comité d'entreprise, de décider quelle procédure ils utilisent. Il est

vraisemblable que l'employeur cherchera à utiliser le livre III et les représentants des salariés le livre IV qui leur permet de gagner du temps. De nombreux contentieux sont à prévoir et, déjà, certains craignent que les débats tournent davantage autour de la procédure à suivre qu'autour du reclassement des salariés.

AMÉLIORER LA CONSULTATION DU CCE

Ainsi, dans le cas de Danone, qui souhaitait fermer ses usines de Sclayn et Strasbourg, le juge a ordonné la suspension de toute mesure concrète tendant à favoriser les reclassements, sous peine de 100 000 francs par infraction constatée. Conclusion : la direction a retiré des panneaux d'affichage de ces deux usines toutes les offres de mutation internes au groupe. Elle a le droit de proposer des mutations à tous ses salariés à travers le monde... sauf à ceux dont l'usine va être fermée !

Dans la même affaire Sietam, la Cour de cassation a rendu un autre arrêt très important. Elle estime que si un plan social « peut être modifié et amélioré dans son contenu au cours des réunions du comité d'entreprise, la procédure de consultation doit être entièrement reprise si, le plan initial proposé étant nul, l'employeur est amené à établir un plan social entièrement nouveau ». Jusqu'à présent, lorsqu'un projet de restructuration était présenté au

comité d'entreprise, celui-ci pouvait mandater un expert-comptable (qui dispose de vingt et un jours pour remettre ses conclusions) puis attaquer le plan devant le tribunal des référés ou le tribunal de grande instance. À Paris, cette dernière procédure dure trois mois. Si le tribunal déclarait ce plan nul, la direction en présentait un nouveau au cours d'une réunion qui était considérée comme la deuxième consultation du CE. Désormais, toute la procédure est à revoir. Après la décision du tribunal, la nouvelle réunion du CE sera considérée comme la première d'une nouvelle série. Rien n'empêchera alors les représentants du personnel de désigner à nouveau un expert-comptable puis d'aller devant la justice. Les procédures vont être allongées de plusieurs mois. Cet arrêt, surtout quand on le joint à l'arrêt précédent, risque donc d'allonger considérablement les procédures de consultation.

En revanche, au détour d'une phrase, le même arrêt précise que « le constat de carence dressé par l'administration du travail » n'a « aucune valeur de décision ». Les juges n'ont donc pas à en tenir compte. La décision va sans doute satisfaire les entreprises mais l'administration du travail et le Conseil d'Etat risquent de ne pas l'entendre de cette oreille.

Frédéric Lemaître

Les pilotes de l'ex-Air Inter repartent en grève

JEUDI 18 et vendredi 19 avril, les pilotes de l'ex-Air Inter, aujourd'hui Air France Europe, se sont en grève, à l'appel de leurs quatre syndicats. Moins de 60 % des cinq cent cinquante vols quotidiens devraient être assurés en ces jours de départ en vacances de printemps.

Principal motif invoqué : la politique d'affrètement d'avions de vols auprès d'autres compagnies par Air France Europe. Ainsi, 23 000 heures, contre 11 000 il y a un an, seront affrétées entre avril et octobre 1996 auprès d'acteurs régionaux comme Air Littoral ou BvA, qui disposent d'avions de moins de cent places, contrairement à la flotte de l'ex-Air Inter. Six mille heures seront aussi affrétées sur des 737 d'Air France, plus petits que les A-320 d'Air France Europe. Un choix qui s'explique par le déploiement, cet été, de nouvelles lignes transversales domestiques (Nantes-Strasbourg) ou européennes (Toulouse-Londres), ainsi que par le développement des vols sur Roissy pour alimenter les vols long-courrier d'Air France. Deux changements pour lesquels Air France Europe avait besoin de beaucoup plus de petits avions.

Les pilotes de l'ex-Air Inter ne sont donc pas touchés par cette sous-traitance : il s'agit avant tout d'un problème d'inadéquation entre la flotte de la compagnie intérieure et ses besoins. Les pilotes

sont en fait engagés dans des négociations quadripartites (direction et syndicats d'Air France et d'Air France Europe) pour harmoniser leurs conditions de travail avec celles de leurs homologues d'Air France (dans l'optique d'une fusion entre l'ex-Air Inter et les activités européennes d'Air France). Ils veulent par ailleurs marquer leur désapprobation face au comportement de leur président, Christian Blanc - qui a dénoncé leurs contrats de travail le 6 février et dont la stratégie pour l'ex-Air Inter ne leur paraît pas claire - et lui rappeler leur pouvoir. Avec 50 000 francs nets par mois, en moyenne, les pilotes de l'ex-Air Inter sont les mieux payés du monde.

Les efforts d'Air France Europe, qui vient de lancer un nouveau produit et d'abaisser ses tarifs à des niveaux compétitifs, risquent de souffrir de ce nouvel arrêt de travail. Sur les trois premiers mois de 1996, la compagnie a mieux contrôlé qu'en 1995 les effets de l'ouverture du ciel français à la concurrence. Probablement aux dépens de sa marge. L'ex-Air Inter, qui a perdu en 1995 près de 500 millions de francs (les vingt-cinq jours de grève de 1995 lui ont coûté près de 300 millions de francs), devrait encore annoncer un déficit de 1,2 milliard de francs en 1996.

Virginie Mathy

Les syndicats jugent insuffisantes les 2 500 embauches à EDF-GDF

souhaite maintenir un lien commercial avec elle. Le retour à l'équilibre est prévu cette année et la privatisation en 1997.

stratégie de distribution multiréseaux. La notion de masse critique a incontestablement un sens en termes de poids financier global, mais elle doit être appréciée par marché pour les activités d'assurance. A titre de référence, nous sommes le quinzième assureur européen sur un marché où l'on compte 4 000 entreprises. Il y aura certainement à l'avenir des concentrations ou des regroupements.

» Nous avons des points forts dans les domaines de l'assurance-vie et des retraites de participants, en assurances collectives des PME ou en assurance de dommages à particuliers. En revanche, nous avons décidé de nous désengager de la réassurance, une activité qui nécessite de plus en plus de capitaux en ouvrant le capital de notre filiale, la CTR. L'avenir appartient aux sociétés qui sauront être les meilleures sur un nombre choisi de marchés plutôt qu'à celles qui voudront rester présentes sur tous les segments de marché, ce qui demande trop de moyens. C'est une des raisons du recentrage auquel notre propre analyse de l'avenir, autant que les circonstances, nous ont conduits depuis deux ans, en nous permettant de prendre ainsi un peu d'avance sur certains de nos concurrents. »

**Propos recueillis par
Eric Le Boucher**

**Propos recueillis par
Eric Le Boucher**

nouvelle clientèle, plus ce d'autant plus rude que l'ISFR ont multiplié les trois derniers mois. Les deux massivement pour densité zones résidentielles et de r une meilleure qualité de s année, leurs investisse- public et de la filiale de la teindreont respectivement et 3,5 milliards de francs, d'eux, à plus de 8,3 mil- lennes sur la période 1994-

ont parallèlement diver- nement en consentant des et surtout grâce aux tarifs pouvoient réussir. Pour Pa- général, « la tarification ais aussi claire; le public a lui coûter ». Pour en sa- neder le 29 mai.

La conquête d'une nouvelle clientèle, plus grand public, s'annonce d'autant plus rude que France Télécom et la SFR ont multiplié les initiatives en ce sens ces derniers mois. Les deux groupes ont investi massivement pour densifier leurs réseaux dans les zones résidentielles et de forte activité et assurer une meilleure qualité de communication. Cette année, leurs investissements de l'exploitant public et de la filiale de la Générale des eaux atteindront respectivement 3,6 milliards de francs et 3,5 milliards de francs, portant, pour chacun d'eux, à plus de 8,3 milliards le total des dépenses sur la période 1994-1996.

Les deux opérateurs ont parallèlement diversifié leurs offres, notamment en consentant des baisses de tarifs. Et c'est surtout grâce aux tarifs que Bouygues pense pouvoir réussir. Pour Patrick Leleu, le directeur général, « la tarification doit être attractive, mais aussi claire; le public doit savoir ce que ça va lui coûter ». Pour en savoir plus, il faudra attendre le 29 mai.

La faillite du chantier naval allemand Bremer Vulkan est imminente

juste avant le vote, il avait appelé l'assemblée à ne pas élire M. Studer au conseil d'administration et a également fait savoir qu'il se prononcerait contre l'élection ou la réélection de son propre candidat.

**SOCIÉTÉ FINANCIÈRE
IMMOBILIAIRE**

Il y avait foule au Palais des sports de Zurich pour assister à ce nouveau bras de fer entre les dirigeants de FUBS et l'actionnaire rebelle, Martin Ebner. Alors que 3 510 actionnaires

s'étaient déplacés pour l'assemblée annuelle de 1995, ils n'étaient pas moins de 6 400 mardi. Les participants représentaient quelque 31 millions d'actions pour une valeur nominale totale de 1,71 million de francs suisses (7,3 millions de francs français), soit l'équivalent de 80,1 % des actions avec droit de vote, contre 69,7 % en 1995. Pour la direction de l'UBS, cette assemblée ne pouvait pas mieux se dérouler.

Alors que plusieurs intervenants n'ont pas ménagé leurs critiques à la politique de la banque, M. Ebner a décoché une flèche à la direction de l'établissement. Prenant la parole

COLOGNE
correspondant
Théâtre de la ville

L'heure de la rai-
blentôt sonner pour Bremer Vul-
kan. Le premier chantier naval al-
emand est en redressement judi-
ciaire jusqu'au 10 mai (*Le Monde*
du 21 et du 22 février). Son admi-
nistrateur - après les représen-
tants du personnel, certains créan-
ciers et des hommes politiques -
n'exclut plus son naufrage défini-

Une société d'emplois, censée recycler le personnel, est même à l'étude, a-t-on appris mardi 16 avril. L'actuel président du directoire, Udo Wagner, serait sur le point de quitter son poste, selon le magazine économique *Manager Magazin*. L'information, révélée mardi, n'a été ni démentie ni confirmée au siège de Brême.

Le démantèlement du groupe (6 milliards de deutschemarks de chiffre d'affaires, 22 500 salariés),

dont les pertes pour 1995 sont estimées à 800 millions de marks, a déjà commencé. Depuis fin mars, le « Daimler-Benz des mers » a été placé sous la tutelle de l'office public chargé de suivre les privatisa-

Reduite en 1993, les deux

Chantiers encore en activité à Wis-
mar et à Stralsund, le constructeur
de moteurs DMV et le chantier de
réparation Neptun Industrie
Rostock doivent être revendus. Le
financement de leur modernisation
provoque une crise gouverne-
mentale dans le Land de Mecklembourg-Poméranie Occidentale.

Les partenaires sociaux-démocrates et conservateurs de la coalition au pouvoir à Schwerin s'opposent sur un plan de 1 milliard de DM, négocié début avril avec le gouvernement de Bonn. Les sociaux-démocrates, alliés pour l'occasion aux ex-communistes du SPD, ont réclamé en vain, mardi 16 avril, la démission du ministre des finances, qui a accepté de prendre un tiers de cette somme à la charge du Land, le reste revenant à la Fédération.

L'époque où la toute-puissance du « combinat Bremer Vulkan » effrayait la région est aujourd'hui révolue.

Philippe Ricard

Jean-Claude Buhret

■ LA BOURSE de Tokyo a terminé la séance du mercredi 17 avril en baisse. L'indice Nikkei a cédé 0,24 %, affecté par la remontée des taux d'intérêt à long terme japonais.

■ L'OR a ouvert en baisse, mercredi, sur le marché international de Hongkong. L'once s'échangeait à 391,40-391,70 dollars, contre 393,50-393,80 dollars la veille en clôture.

■ À WALL STREET, mardi 16 avril, l'indice Dow Jones a encore gagné 0,48 %, soutenu par une série de bons résultats de sociétés pour le premier trimestre 1996.

■ LES COURS du pétrole se sont repliés, mardi, sur le marché à terme de New York. Le prix du baril de brut de référence échoué mai a perdu 59 cents, à 24,47 dollars.

■ FORD Crédit Europe a lancé mardi, sur le marché international, un emprunt obligataire de 1,5 milliard de francs d'une durée de six ans, sous la direction de la BNP.

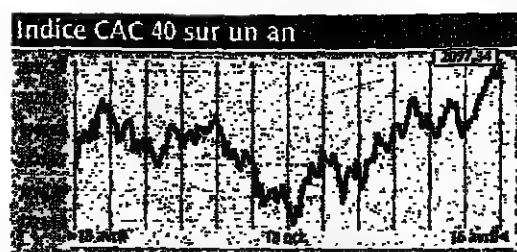
LES PLACES BORSIÈRES

Paris en légère baisse

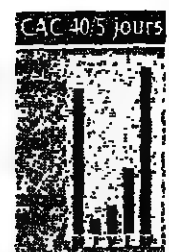
HÉSITANTE à franchir le niveau des 2 100 points de l'indice CAC 40, la Bourse de Paris perdait du terrain, mercredi 17 avril, dans un marché calme. En repli de 0,27 %, à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait en milieu de journée une perte de 0,55 % à 2 085,75 points.

Le Matif était en baisse de 0,16 % à 121,98. Les analystes allemands sont de moins en moins nombreux à s'attendre jeudi à une diminution des taux directs allemands. Toutefois certains évoquent une petite réduction du taux des prix en pension actuellement de 3,30 %. Un membre de la Bundesbank, Franz Zettler, a indiqué mardi que la Bundesbank ne publierait pas le chiffre de la masse monétaire allemande M3 de mars jeudi. De son côté, le ministre allemand de l'économie Günter Rexrodt a déclaré que l'Allemagne ne pourra pas tenir sa prévision de croissance de 1,5 % cette année.

Le contexte boursier international reste, par ailleurs, très favorable. Wall Street a encore regagné



0,48 % mardi et la Bourse de Londres a franchi le même jour le niveau des 3 800 points de l'indice FT 100 battant un nouveau record. Du côté des valeurs, Thomson



CSF, dont la première phase de la privatisation a été lancée avec l'arrêt des modalités de cession de sa part dans le Crédit lyonnais, gagne 2,7 % à 132,10 francs.

Clarin, valeur du jour

LE TITRE Clarin s'est adjugé à 647 francs, soit une hausse de 4,4 %, le mardi 16 avril à la Bourse de Paris. En cours de séance, il avait atteint son plus haut niveau de l'année, à 657 francs. Quelque 66 000 titres ont été échangés.

L'action du groupe spécialisé dans la fabrication de cosmétiques s'est appréciée de 38,6 % depuis le début de l'année. La Bourse a salué la hausse de 14,5 % du résultat net de la société en 1995, presque aussi forte que celle, de 15,6 %, du

chiffre d'affaires. La société table sur une croissance supérieure à 10 % du bénéfice net et du chiffre d'affaires pour l'exercice en cours.



Wall Street en hausse

LA BOURSE DE TOKYO a reculé de 0,24 %, mercredi 17 avril, dans le sillage du marché obligataire. L'indice Nikkei a abandonné 51,95 points, à 21 816,22 points en clôture.

La veille à Wall Street, la grande Bourse de New York a terminé sur un gain de 0,48 %. L'indice Dow Jones a gagné 27,10 points, à 5 620,02 points. Peu sensibles au léger recul du marché obligataire, les investisseurs ont sauté les résultats meilleurs que prévu de sociétés de premier plan comme Eastman Kodak, Johnson and Johnson et Chrysler. L'indice du Nasdaq, un marché qui comprend pour l'essentiel des valeurs liées à la haute technologie a inscrit un nouveau record à 1 124,91 points.

Sur le marché obligataire, les pertes ont été limitées en fin de

séance par la publication de l'indice CRB des matières premières, en forte baisse. Pour les investisseurs, cela éloigne les craintes de pressions inflationnistes. L'économie reste toutefois vigoureuse, avec une progression de 0,3 % de la production industrielle en mars, si l'on exclut le secteur de l'automobile déprimé par la grève chez General Motors.

INDICES MONDIAUX

Cours au 16/04	Cours au 17/04	Var. %
Paris CAC 40	2085,75	-0,27
New York DJ	5620,02	+0,48
Tokyo Nikkei	21816,22	-0,24
Londres FT 100	3800,00	+0,48
Frankfurt Dax 30	2538,34	-0,30
Bruxelles C20	2012,63	+1,08
Amsterdam AEX	357,35	+0,07
Madrid IBEX 35	347,21	+0,77
Singapore Straits	2401,40	+0,21

NEW YORK

Les valeurs du Dow Jones

16/04	17/04	Var. %
Alcoa	64,62	+0,62
American Express	47,25	+0,25
Allied Signal	57,25	+0,25
AT & T	62,62	+0,62
Bethlehem	14,25	+0,25
Bearing Co	80,75	+0,75
Caterpillar Inc.	70,50	+0,50
Chevron Corp.	56,75	+0,75
Coca-Cola Co	61,37	+0,37
Disney Corp.	62,25	+0,25
Du Pont Nemours & Co	82,62	+0,62
Eastman Kodak Co	71,75	+0,75
Exxon Corp.	65,87	+0,87
Gen. Motors Corp.	54,50	+0,50
Gen. Electric Co	77,75	+0,75
Goodyear T & Rubber	30,50	+0,50
IBM	115,75	+0,75
Intl Paper	61,12	+0,12
J.P. Morgan Co	80,87	+0,87
Mc Don Douglas	87,37	+0,37
Merck & Co Inc	60,62	+0,62
Minnesota Mining & Mfg	64,50	+0,50
Philip Morris	91,91	+0,91
Procter & Gamble Co	82,25	+0,25
Sears Roebuck & Co	32,12	+0,12
Tesco	85,42	+0,42
Union Carb.	46,37	+0,37
Unid Technol	111,87	+0,87
Westing. Electric	19,12	+0,12
Woodworth	17,87	+0,87

LONDRES

Sélection de valeurs du FT 100

16/04	17/04	Var. %
Allied Lyons	5,45	+0,45
Barclays Bank	7,50	+0,50
B.T. Industries	5,10	+0,10
British Aerospace	8,86	+0,86
British Airways	5,35	+0,35
British Gas	2,44	+0,44
British Petroleum	5,99	+0,99
British Telecom	3,74	+0,74
Coca-Cola Co	5,25	+0,25
Cadbury Schweppes	5,12	+0,12
Comwell	0,71	+0,71
Deutsche Bank AG	7,52	+0,52
Glaxo	0,01	+0,01
Grand Metropolitan	4,44	+0,44
Guinness	4,70	+0,70
Hanson Plc	1,89	+0,89
Greiner	1,74	+0,74
N.S.E.C.	10,11	+0,11
Imperial Chemical	9,29	+0,29
Legal	7,69	+0,69
Marks & Spencer	4,32	+0,32
National Westminster	6,50	+0,50
Peninsular Oriental	3,50	+0,50
Reckitt Benckiser	7,49	+0,49
Sandoz and Satch	1,29	+0,29
Shell Transport	5,88	+0,88
Smithline Bechem	6,42	+0,42
Tate and Lyle	4,93	+0,93
Unilever Ltd	11,96	+0,96
Zinc	15,99	+0,99

FRANCKFORT

Les valeurs du Dax 30

16/04	17/04	Var. %
Allianz Holding N	2704	+0,04
Bayer AG	425	+0,05
Bayer AG	315,50	+0,50
Bay. Hypothekbank	37,50	+0,50
Bay. Volksbank	45,85	+0,85
BMW	826,50	+0,50
Commerzbank	336,50	+0,50
Continental AG	26,32	+0,32
Daimler-Benz AG	628,50	+0,50
Deutsche Bank AG	75,52	+0,52
Deutsche Telekom	99,80	+0,80
Dr. Dietrich AG	39,80	+0,80
Henkel AG	367,50	+0,50
Hoechst AG	515,50	+0,50
Karstadt AG	348,50	+0,50
Kreditanstalt	488	+0,88
Linde AG	248	+0,48
MT. Lufthansa AG	248	+0,48
Man AG	428,50	+0,50
Mannesmann AG	360	+0,60
Metalgesellschaft	31,95	+0,95
Preussag AG	424	+0,42
Reckitt Benckiser	61,53	+0,53
Schering AG	116,50	+0,50
Siemens AG	827,80	+0,80
Thyssen	282,40	+0,40
Veba AG	76,05	+0,05
Viag	391	+0,91
Wetzel AG	790	+0,79

New York, Dow Jones sur 3 mois

Graphique montrant l'évolution de l'indice Dow Jones sur 3 mois.

Londres, FT 100 sur 3 mois

Graphique montrant l'évolution de l'indice FT 100 sur 3 mois.

Frankfurt, Dax 30 sur 3 mois

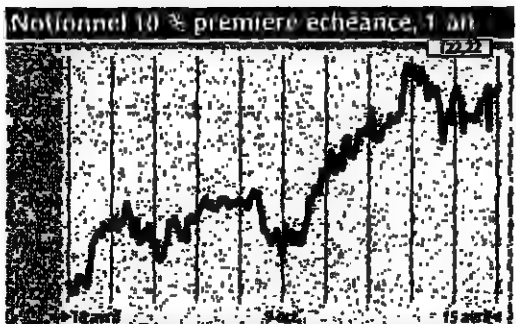
Graphique montrant l'évolution de l'indice Dax 30 sur 3 mois.

LES TAUX

Léger repli du Matif

LE CONTRAT notional du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat français, a ouvert en légère baisse mercredi 17 avril. Lors des premières transactions, l'échéance juin cédait quatre centimes pour s'inscrire à 122,10 points.

Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'établissait à 6,57 %, soit 0,15 % au-dessus de celui du titre d'Etat allemand de même échéance.



LES TAUX DE RÉFÉRENCE

Taux	Taux	Taux	Indice
Taux 16/04	Jour le jour	10 ans	des prix
France	3,85	6,57	7,40
Allemagne	3,31	6,44	7,19
Grande-Bretagne	5,88	8,09	8,26
Italie	9,90	10,88	10,88
Japon	0,47	3,25	4,75
Etats-Unis	5,91	6,49	6,80

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

Taux	Taux	Indice
Taux au 16/04	Taux au 17/04	(base 100 fin 95)
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	5,39	100,57
Fonds d'Etat 5 à 7 ans	5,98	100,62
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	6,57	100,89
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	6,59	100,74
Fonds d'Etat 20 à 30 ans	7,24	100,50
Obligations françaises	6,85	100,42
Fonds d'Etat à TME	-1,73	100,93
Fonds d'Etat à TRE	-1,97	100,76
Obligat. franc. à TME	-1,16	100,08
Obligat. franc. à TRE	+0,15	100,21

La veille, le marché obligataire américain avait terminé la séance en léger repli, malgré le recul des prix du pétrole. Les investisseurs avaient mal réagi à l'annonce d'une baisse moins forte que prévu de la production industrielle au mois de mars (-0,5 %) aux Etats-Unis, pour l'essentiel imputable à la grève chez General Motors. Le rendement de l'emprunt à trente ans était passé de 6,78 % à 6,80 %.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 7,00 %)

Achetez	Vente	Achetez	Vente
16/04	16/04	17/04	17/04
Jour le jour	3,9975	3,9975	3,9975
1 mois	3,94	3,96	4,02
3 mois	3,96	4,05	4,08
6 mois	4,01	4,15	4,16
1 an	4,20	4,40	4,15
PIBOR FRANCS	3,9805	4,0005	4,0205
PIBOR Francs 1 mois	4,0315	4,0465	4,0615
PIBOR Francs 3 mois	4,1220	4,1480	4,1630
PIBOR Francs 6 mois	4,2070	4,2330	4,2480
PIBOR Francs 12 mois	4,2920	4,3180	4,3330
PIBOR ECU	4,5000	4,5200	4,5400
PIBOR Ecu 3 mois	4,5500	4,5700	4,5900
PIBOR Ecu 6 mois	4,6000	4,6200	4,6400
PIBOR Ecu 12 mois	4,6500	4,6700	4,6900

MATIF

Echéances 16/04	volume	dernier	plus	plus	premier
		prix	haut	bas	prix
NOTIONNEL 10 %					
juin 96	131034	122,10	122,12	122,08	122,14
sept. 96	491	120,82	120,82	120,82	120,82
dic. 96	157	119,42	119,42	119,42	119,42
mars 97	157	119,42	119,42	119,42	119,42

PIBOR 3 MOIS

juin 96	14126	95,89	95,89	95,85	95,85
sept. 96	6865	95,79	95,79	95,74	95,74
dec. 96	2629	95,60	95,60	95,57	95,57
mars 97	1754	95,38	95,37	95,34	95,34

ECU LONG TERM

juin 96	2050	90,50	90,50	90,50	90,50
sept. 96	2050	90,50	90,50	90,50	90,50

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

Echéances 16/04	volume	dernier	plus	plus	premier
		prix	haut	bas	prix
avril 96	20767	2080,00	2102,50	2067,50	2102,50
mai 96	2794	2075,00	2088,50	2061,50	2088,50
juin 96	909	2072,00	2085,50	2069,50	2085,50
sept. 96	513	2060,50	2082,50	2050,50	2082,50

LES MONNAIES

Fermeté du dollar

LE BILLET VERT était orienté à la hausse, mercredi 17 avril, lors des premières transactions entre banques sur les places financières européennes. Il s'échangeait à 1,5115 mark, 108,50 yens et 5,13 francs. Le dollar était notamment soutenu par les déclarations du secrétaire adjoint au Trésor américain, Lawrence Summers, selon lesquelles les Etats-Unis seraient prêts à accepter une hausse de leur

monnaie jusqu'à 115 yens. Face au deutschemark, le dollar profitait des anticipations de baisse des taux d'intérêt outre-Rhin. La Bundesbank pourrait annoncer, jeudi 18 avril, une réduction de ses taux directs, inchangés depuis le 14 décembre. Le franc gagnait du terrain, mercredi matin, face à la monnaie allemande. Il s'échangeait à 3,9911 francs pour 1 deutschemark.

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	cours 16/04	cours 17/04	Var. %
Allemagne (100 dm)	339,5800	340,1000	+0,15
Ecu	6,5315	6,5315	0,00
Etats-Unis (100 \$)	16,5345	16,5345	0,00
Belgique (100 F)	16,5345	16,5345	0,00
France (100 F)	16,5345	16,5345	0,00
Italie (1000 Lit)	20,3700	20,3700	0,00
Denemark (100 kr)	87,9700	87,9700	0,00
Irlande (100 Ir)	7,8900	7,8900	0,00
Grèce (100 dr)	2,1700	2,1700	0,00
Suède (100 kr)	75,9100	75,9100	0,00
Suisse (100 F)	416,8400	416,8400	0,00
Norvège (100 kr)	78,7100	78,7100	0,00
Autriche (100 Sch)	48,9100	48,9100	0,00
Espagne (100 pes)	4,0750	4,0750	0,00
Portugal (100 esc)	3,3100	3,3100	0,00
Canada 1 dollar ca	3,7709	3,7709	0,00
Japan (100 yens)	4,7305	4,7305	0,00
Finlande (mark)	107,9500	107,9500	0,00

L'OR

cours 16/04	cours 17/04	Var. %
Or fin (l. barre)	64700	+0,00
Or fin (l. lingot)	64950	+0,00
Once d'Or Londres	394,73	+0,00
Pièce française (20F)	371	+0,00
Pièce suisse (20F)	374	+0,00
Pièce Union lat (20F)	374	+0,00
Pièce 20 dollars us	2465	+0,00
Pièce 10 dollars us	1282,50	+0,00
Pièce 5 pesos mex.	2405	+0,00

LE PÉTROLE

En dollars	cours 16/04	cours 17/04	Var. %
Brent (Londres)	21,70	21,70	0,00
WTI (New York)	21,70	21,70	0,00
Crude Oil (New York)	21,70	21,70	0,00

LES MATIÈRES PREMIÈRES

INDICES	16/04	17/04	Var. %
---------	-------	-------	--------

AUJOURD'HUI

SPORTS

EUROPE Grâce à un but de Didier Tholot inscrit à la 47^e minute de jeu, les Girondins de Bordeaux ont obtenu, mardi 16 avril sur le Slavia de Prague, une victoire qui les qualifie

pour la finale de la Coupe de l'UEFA. Les 1^{er} et 15 mai, les Girondins affronteront le Bayern de Munich qui avait été tenu en échec sur son terrain lors de la première manche par

le FC Barcelone (2-2), mais qui a réussi à s'imposer au Nou Camp 2-1. Le 50^e club français à accéder à une finale européenne, Bordeaux, qui avait connu deux échecs en de-

mi-finales (1985 et 1987), sera privé le 1^{er} mai de Christophe Dugarry et Zinedine Zidane, avertis. BORDEAUX a montré le chemin à suivre pour les deux autres clubs français en lice sur

la scène européenne : Nantes mercredi en Ligue des champions face à la Juventus (aller 0-2) et le Paris SG jeudi en Coupe des coupes contre le Deportivo La Corogne (1-0).

Bordeaux affrontera le Bayern de Munich en finale de la Coupe de l'UEFA

Qualifiés pour la Coupe de l'UEFA grâce à leur victoire dans la Coupe Intertoto, les Girondins ont disputé dix-huit matches pour devenir le sixième club français finaliste d'une Coupe d'Europe après Reims, Saint-Etienne, Bastia, Marseille et Monaco

BORDEAUX
de notre envoyé spécial
La Bavière comme destination finale. L'incroyable vagabondage européen des Girondins de Bordeaux continuera donc à Munich, le 1^{er} mai, en match aller de la finale de la Coupe de l'UEFA. Quinze jours plus tard, pour le match retour, le Parc Lescure vivra en apothéose la fin d'une aventure commencée le 1^{er} juillet 1995 dans l'indifférence générale. C'était, contre les Suédois de Norrköping, une sorte de devoir de vacances. Le score (6-2) évoquait les tournois de plage. Dans les tribunes, on était surtout venu pour ne pas bronzer idiot et découvrir cette Coupe Intertoto, une épreuve nouvelle que l'on croyait pour

FOOTBALL

rire. Qui aurait pensé qu'elle mènerait à la finale européenne ? Même pas les joueurs bordelais, qui avaient pourtant sacrifié la moitié de leurs congés d'été pour y participer. Personne n'aurait pu prédire que, dix mois et beaucoup d'émotions plus tard, la ville danserait sous la pluie une bonne partie de la nuit pour célébrer l'exploit. Une prouesse que le grand Bordeaux des années 80, pourtant coulé d'or et rompu aux joutes internationales, n'était pas parvenu à accomplir. Gernot Rohr et ses coéquipiers avaient capitulé en demi-finales en 1985 contre la Juventus, puis en 1987 contre Leipzig. Devenu entraîneur, Gernot Rohr a su faire profiter la jeune génération de ces expériences malheureuses : « L'enjeu était plus important que contre Milan, racontait-il. Pour une fois nous avions beaucoup à perdre. Il fallait tenir le résultat, pratiquer un jeu conqué-

rant, mais sans se faire piéger en contre, bref il fallait être professionnels. »
La mission accomplie méritait bien un feu d'artifice, offert par le club bordelais aux 30 000 privilégiés qui avaient pu se procurer une place au stade. Quelques milliers d'autres avaient payé leur écot pour communier devant un écran géant dans l'ambiance moins conviviale du Parc des expositions de Bordeaux-Lac. Tous se sont retrouvés place de la Victoire et dans les rues du centre-ville pour un joyeux tintamarre. Il y a toujours foule sur les boulevards du succès. Le premier déplacement, les Bordelais l'avaient fait presque inconsciemment. A Dublin, ils ont joué devant 250 spectateurs. Il y aura 80 000 personnes dans les travées du stade olympique de Munich.

UN LONG CHEMINEMENT

Entre-temps, les Bordelais auront joué la bagatelle de dix-huit matches européens et éliminé douze adversaires (Norrköping, Bohemians, Odense, Helsinki, Francfort, Heerenveen en Intertoto, puis Karlsruhe, Vardar, Volgograd, Betis Séville, Milan AC et Slavia Prague). « Un marathon pour une finale », résumait une immense banderole déployée dans le virage sud du Parc Lescure. Commencée par des chemins de traverse, cette randonnée est la plus longue de

l'histoire des compétitions européennes. Un peu comme si un joueur de tennis issu des qualifications se hissait en finale de Roland-Garros.
Ce long cheminement a laissé des stigmates. Soumis jusqu'à Noël à un régime d'un match tous les trois jours - soit trente-huit rencontres, l'équivalent de tout un championnat -, les organismes ont souffert. L'effectif du club n'ayant pas été dimensionné pour une campagne européenne, les blessures ont précipité l'équipe dans la spirale de la défaite en championnat, en Coupe de France et en Coupe de la Ligue. Bixente Lizarazu et Christophe Dugarry ont longtemps fait défaut. Leur retour a coïnci-

dé heureusement avec le « miracle » de Milan. Mais, aujourd'hui, c'est au tour de Zinedine Zidane de payer les cadences infernales. Le stratège international est fourbu, vidé par la soixantaine de matches disputés cette saison avec son club et l'équipe de France.
Contre le Slavia Prague, il s'est encore beaucoup dépensé, donnant quelques bons ballons à son compère Dugarry, tentant lui-même sa chance de la tête en première mi-temps, puis marquant un but en contre, finalement refusé pour un hors-jeu litigieux (89^e). Il n'empêche qu'il n'a pas eu son rayonnement habituel. Du coup, la première mi-temps de Bordeaux, malgré une

domination territoriale, n'a pas rassuré les supporters.

Pour mettre l'équipe à l'abri d'un retournement de situation, la propulsion définitive vers la dernière étape de son ascension, il fallait un supplétif digne de cette épopée girondine, faite d'heureux hasards et de volonté farouche. Ce fut Didier Tholot, un quasi-miraculé, comme l'équipe elle-même. Gravement blessé pendant l'été dans un accident de la route, il n'a pas participé à l'automne européen de ses coéquipiers. Il a même cru sa carrière terminée avant de se lancer dans une douloureuse rééducation. Pour son retour, il avait ouvert la marche contre le Milan AC. Ce mardi soir, contre Prague, il a inscrit l'unique but. Celui de la libération. Une balle récupérée au milieu du terrain, un espace dans lequel il s'engouffre, son tir du droit est repoussé par Stejkal, le gardien tchèque, mais Tholot a suivi, il conclut son raid solitaire du gauche (47^e). Artisan d'une qualification historique pour une finale, il pourrait bien jouer les deux matches, Christophe Dugarry et Zinedine Zidane étant suspendus pour la rencontre aller. La perspective de cette double absence fut la seule ombre à la douce soirée bordelaise.

Jean-Jacques Bozonnet

Zidane et Dugarry sanctionnés

Parce qu'ils ont tous deux été avertis (cartons jaunes), mardi, lors de la demi-finale retour de la coupe de l'UEFA contre le Slavia de Prague, les internationaux bordelais Zinedine Zidane et Christophe Dugarry sont suspendus pour la finale aller contre le Bayern de Munich. Dugarry était sous le coup d'un avertissement reçu à Bordeaux face à Milan au match retour en quarts de finale, le 19 mars. Zidane ne sera pas à Munich, en raison de son exclusion face à Karlsruhe, le 22 août 1995 à Bordeaux. Selon le règlement de l'UEFA, un joueur ayant reçu un carton rouge est automatiquement suspendu en cas de nouvel avertissement, même s'il a déjà purgé sa première peine.

Alain Roche défend les droits du footballeur et les chances européennes du PSG

ALAIN ROCHE attend ce printemps de la victoire (1-0) aux Parisiens d'une frappe insérée dans l'ultime minute (Le Monde du 6 avril). Au Parc des Princes, il faudra que le PSG perde cette versatilité défensive qui lui a valu tant de buts honteux et de défaites inattendues depuis janvier. Alain Roche, patron de l'arrière, ne veut pas assister aux mêmes dévues et buter une nouvelle fois en demi-finales, la sixième de sa carrière commencée à Bordeaux. Il promet que les Parisiens seront vigilants.

L'homme ne fuit pas les responsabilités, avec ou sans brassard de capitaine. Si les footballeurs se mêlaient de politique, Roche serait peut-être l'un de leurs candidats naturels. Il se contente aujourd'hui de prendre position lorsqu'il estime ses conditions de travail menacées par une logique extra-sportive ou un calendrier de stakhanoviste. L'été dernier, de sa table de rééducation à Saint-Jean-de-Monts, il a mis sa grave blessure sur le compte de trop longues vacances à l'international. « J'ai disputé soixante-cinq matches la saison dernière, explique-t-il. Ça ne me dérange pas de jouer autant, mais je n'ai même pas eu trois semaines de vacances. On a beau être des athlètes, un jour on finit par casser. »

D'autres joueurs de premier plan ont été blessés à la même période. L'hécatombe d'accidents musculaires et articulaires a fait réfléchir. Alain Roche a proposé de supprimer la trêve hivernale, « inadaptée à la multiplication des épreuves et à l'évolution du jeu », et d'instaurer une vraie coupure estivale, à l'instar des principaux championnats européens. Avec son début de saison tronqué, il reconnaît qu'il a naturellement plus de « jus » que certains de ses coéquipiers. Mais la perspective d'un Euro couronné de succès avec les Bleus laisse entrevoir un nouvel été bien court avant la reprise du championnat.

COMBAT À MÈNE

Selon lui, la vie d'un footballeur professionnel ne s'arrête pas à la chute des limites de l'aire de jeu. Il comprend les critiques ironiques sur les « footballeurs assistés » pour aussitôt réclamer une plus grande prise de conscience de la part de ses collègues. « On ne s'investit pas suffisamment dans les problèmes de notre métier, les joueurs ne sont pas assez responsables et unis », Alain Roche est syndiqué, il a participé à la réunion parisienne des deux syndicats internationaux de joueurs

avec d'autres footballeurs citoyens, comme Eric Cantona, Laurent Blanc et Gianluca Vialli, venus défendre les intérêts de toute une profession plus que leur propre statut de vedette.

Après-Bosman oblige, l'UEFA s'est depuis ouverte, pour la première fois, à des représentants de joueurs. « Il est normal que nous cherchions à discuter avec les instances dirigeantes. Nous subissons trop, il ne faut pas laisser la FIFA tout régenter sans prendre en compte le sentiment des joueurs. Il est inadmissible, par exemple, qu'un match de Coupe du monde ait lieu à midi, même s'il y a des enjeux économiques que je comprends très bien. » Il y a des combats à mener qui n'ont rien à voir avec un face-à-face avec l'avant-centre adverse : aménager le calendrier (« Même s'il y a déjà des efforts pour protéger les clubs engagés en Coupe d'Europe », soutient les joueurs au chômage ou dans leur reconversion, contrôler l'utilisation de leur image, jeudi soir, l'objectif est plus prosaïque, qualifier le PSG pour la finale de Rome, en mai. Il sera toujours temps de dénoncer les projets de réforme des coupes d'Europe, « qui ne vont profiter qu'aux pays et aux clubs les plus riches ».

Stéphane Joby

Barcelone éliminée au Nou Camp

Les Girondins rencontreront donc les Allemands du Bayern de Munich. Ceux-ci sont allés éliminer le FC Barcelone (2-1), mardi 16 avril, au Nou Camp devant 100 000 supporters espagnols et 3 000 Bavaros. Les deux équipes n'avaient pu se départager au match aller, en faisant match nul (2-2). Le Barça, qui avait le privilège de jouer le match retour sur son terrain, avait juré de tenter le tout pour le tout pour se hisser en finale. Pourtant, les Barcelonais se montrent empruntés dès le début de la rencontre. Très vite, les attaquants se heurtent à une formation allemande très soudée. Ils reprennent bien l'avantage en fin de première mi-temps, mais manquent leurs occasions de but. Les Allemands, non : à la 38^e minute, Scholl ouvre la marque. Un but de Witczek à la 83^e minute permet au Bayern d'espérer. Le FC Barcelone se reprend avec un but de De la Pena à trois minutes de la fin. Il est trop tard. Le Bayern de Munich est en finale.

Les clubs de basket de l'agglomération lyonnaise envisagent un rapprochement en 1996-1997

LYON
de notre bureau régional
La sainte rivalité entretenue sur les parquets par les basketteurs de l'Asvel et de Jet-Lyon est en train de tourner à un affrontement politico-économique, orchestré en coulisses pour tenter d'acquiescer

BASKET

une prééminence non plus sportive, mais financière, sur le monde du basket de l'agglomération lyonnaise. Depuis quelques semaines, Raymond Barre et Gilbert Chabroux, respectivement maires de Lyon et de Villeurbanne, multiplient les consultations avec le président de Jet-Lyon, Roger Caille, pour tenter de le convaincre du bien-fondé de leur projet de « rapprochement » des deux clubs. L'idée est au moins aussi ancienne que la remontée en championnat de

France Pro A de Jet-Lyon, en 1991, mais son cheminement connaît, depuis quelques jours, une spectaculaire accélération.

Lundi 15 avril, les deux élus ont publié un communiqué dans lequel ils ont « exprimé leur souhait commun de voir se créer un grand club de basket d'agglomération (...) le plus rapidement possible ». Gilbert Chabroux a également indiqué que Roger Caille avait « toute sa place dans le capital de l'Asvel » : une offre qui va « dans le bon sens », selon l'intéressé. Toutefois, s'il paraît disposé à favoriser ce projet, le PDG de la société lyonnaise de messagerie express Jet-Services n'oublie pas, en homme d'affaires avisé, de baliser le cadre des négociations à venir : « Le projet mérite réflexion, mais aussi précision quant aux modalités juridiques, techniques et financières d'une telle structure ».

Roger Caille, qui se présente comme « le plus gros sponsor du basket français », est prêt à in-

vestir « jusqu'à 10 millions de francs » pour construire une nouvelle équipe « de dimension européenne ». « Mais bâtir une grande équipe, cela veut dire faire du neuf. Il faut notamment trouver une nouvelle enseigne, à la base de « Jet », prévient celui qui, il y a sept ans, a choisi le basket comme principal « outil de communication ». Enfin, pour l'entrepreneur M. Caille, la constitution d'une société anonyme à objet sportif serait, mieux qu'un idéal pour le futur club, une « obligation ».

LOGIQUE ÉCONOMIQUE

De son côté, Marc Lefebvre, président de la société d'économie mixte qui gère l'Asvel depuis le dépôt de bilan du club, en 1992, ne peut qu'observer les différentes manœuvres. « Pas hostile » à l'arrivée de nouveaux partenaires, il ne tient pas, « pour garantir l'avenir du club », à confier sa destinée à un seul investisseur. Selon lui, « la logique

économique » suffit à justifier la création d'une seule équipe. « Les joueurs ont effectué une saison remarquable, explique-t-il. Ils se sont toujours maintenus dans les trois premiers en championnat et ils ont atteint les demi-finales de la Coupe d'Europe. Pourtant, les spectateurs sélectionnent les grandes affiches. Dans une agglomération comme Lyon, les sollicitations sont trop nombreuses pour avoir un public de fidèles comme à Pau ou à Limoges ».

En attendant de se prononcer, sans doute la semaine prochaine, Roger Caille fait monter les enchères, rappelant opportunément qu'il a noué des contacts « fructueux » avec Antibes, un club qui connaît quelques difficultés financières. Marc Lefebvre prépare « dans la sérénité » son prochain budget. L'Asvel, actuel troisième du championnat de France, a de bonnes chances de se qualifier pour l'Euroleague. Or, pour réinsérer dans la première édition de ce championnat euro-

péen, le club villeurbannais se trouve dans l'obligation d'augmenter son budget : de 23 millions de francs cette année, il devrait passer à 32 millions de francs en 1996-1997.

Les différents interlocuteurs se sont donné un an pour peaufiner leur projet de grand club d'agglomération, qui, s'il aboutit, réunirait deux équipes qui tout oppose : Jet-Lyon, symbole du « basket privé », et l'Asvel, témoin de la vitalité du « basket public » (Le Monde du 7 novembre 1995). Le rapprochement mettrait un terme à la vieille guerre de clochers. Et les supporters des deux clubs redécouvriraient que, jusqu'au dépôt de bilan de 1992, Asvel, le sigle du club aux quatorze titres de champion de France, signifiait Association sportive de Villeurbanne-Evel lyonnais. C'était un club d'agglomération, mais personne ne voulait s'en souvenir.

Eric Collier

■ **BASKET-BALL** : Les Bulls de Chicago ont amélioré le record de victoires des Lakers de Los Angeles en allant battre, mardi 16 avril, les Bucks de Milwaukee (68-80), dont 22 de Michael Jordan. Avec soixante-dix victoires en une saison régulière du championnat nord-américain professionnel, l'équipe de Michael Jordan bat un record vieux de vingt-quatre ans. (AFP)

■ **CYCLISME** : Laurent Jalabert ne prendra pas le départ de l'Amstel Gold Race, qui aura lieu le 27 avril. Le Français est toujours indisposé par sa blessure au genou contractée sur le Paris-Nice, en mars. Laurent Jalabert a renoncé à l'essentiel des classiques du début de saison.

■ **TENNIS** : Mary Pierce, treizième joueuse mondiale, Julie Halard, Nathalie Tauziat et Sandrine Testud composeront l'équipe de France de la Coupe de la fédération, qui accueillera l'Argentine les 27 et 28 avril à Amiens pour le premier tour de la compétition. La formation argentine sera menée par Gabriela Sabatini, n° 7 mondiale, avec Florencia Labat, Patricia Tarabini et Paula Suarez.

سكنا عن الوطن

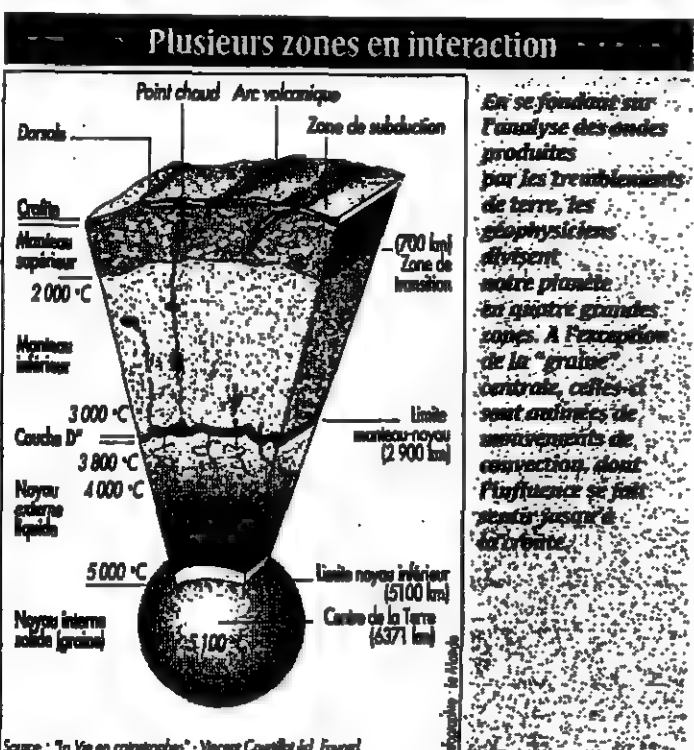
Une météorite perturbe la connaissance de la structure des profondeurs terrestres

L'intérieur du globe serait plus diversifié que prévu

DEPUIS QUE Jules Verne a mis en scène, en 1864 dans son *Voyage au centre de la Terre*, des scientifiques explorant les profondeurs de notre globe pour tenter d'en percer ses secrets, les connaissances sur la formation et la structure de notre planète ont connu une révolution. L'apport conjugué de sciences comme la planétologie, l'astrophysique, la sismologie et la géochimie ou de techniques nouvelles comme la géodésie par satellites et la modélisation par ordinateur a profondément modifié notre perception de la

magnésium, de sulfures et de silice libre, ces dernières ont, en effet, beaucoup plus de similitudes avec le manteau terrestre. La proportion des différents isotopes d'oxygène qu'elles contiennent, très homogène, est la même, à 0,1 pour mille près, de celle de la Lune et des roches du manteau terrestre.

Restait ensuite, indique Marc Javoy, à « imaginer un processus permettant de fabriquer la Terre, sa surface, son manteau et son noyau ». C'est maintenant chose faite. Les résultats de sa modélisation - qui doivent être confir-



dynamique terrestre. Pourtant, même si les grandes lignes de la structure physique et chimique de notre globe sont connues, bon nombre de questions restent posées. A partir de quels matériaux la Terre s'est-elle formée ? Quels processus lui ont donné sa structure actuelle ? Quelle est sa composition globale ?

Il n'est plus question, pour assouvir notre curiosité, d'aller visiter le centre de la Terre, où règnent des températures de l'ordre de 5 100 degrés et des pressions de 3,5 millions de bars. Pour tenter de percer ces mystères, les scientifiques réalisent des modifications à partir des matériaux qui semblent les plus proches de ceux qui ont donné naissance à la Terre, il y a 4,5 milliards d'années : les météorites. Ils évaluent le devenir de ces matériaux en fonction de ce que l'on sait des paramètres de température et de pression et de la structure interne de notre globe. Sachant que la Terre est née, avec le système solaire, de l'aggrégation de poussières et de gaz, puis de planétoïdes, pour former la sphère que nous connaissons. Et que, au cours des siècles, elle s'est différenciée en une croûte continentale et océanique, un manteau supérieur et un manteau inférieur animés de courants de convection, et enfin, en un noyau de fer et de nickel comprenant une partie liquide et un autre solide, la graine.

CHONDrites à l'ENSTATITE

Les météorites les plus utilisées dans les modèles sont les chondrites carbonées, constituées de carbone, d'eau (20 %) et d'éléments volatils. Mais ce que l'on connaît de la composition chimique terrestre suppose l'évaporation de ces éléments volatils. Afin de contourner ce problème, un géophysicien français, Marc Javoy, directeur du laboratoire de physico-chimie des fluides géologiques de l'Institut de physique du globe à Paris (CNRS), a choisi, pour sa part, d'effectuer sa simulation sur des « chondrites à enstatite ». Composées d'un alliage de fer-nickel-silicium, de silicate de

més en laboratoire par des expériences de physico-chimie montrent une composition chimique terrestre différente de celle habituellement avancée. Le noyau de fer et de nickel contient beaucoup plus d'éléments légers - silicium, oxygène et soufre - que dans les autres modèles. Les manteaux supérieur et inférieur ont une composition chimique et minéralogique différente, et sont donc certainement « fortement découplés ».

IMPORTANTES DISCONTINUITÉS

Ce nouveau modèle de formation de la Terre va maintenant être soumis à l'épreuve des faits. Mais on sait déjà qu'à la frontière entre les deux manteaux, à 670 kilomètres de profondeur, les ondes sismiques rencontrent une importante discontinuité. D'autres expériences menées au département de géomatériaux de l'Institut de physique du globe de Paris, recréant en laboratoire les mêmes conditions de pression et de température qu'à l'intérieur de la Terre, indiquent que cette zone est effectivement le lieu d'un « changement structural ». Les silicates de magnésium, principal constituant du manteau supérieur, se transforment sous l'effet des pressions et des températures.

Ces recherches très fondamentales sur les phénomènes en jeu dans la Terre profonde menées par les géophysiciens et géochimistes n'ont pas seulement un intérêt théorique. Car les différentes parties constitutives de notre globe interagissent entre elles, et cette action a des répercussions jusqu'à la surface du globe. Le manteau supérieur est animé de courants de convection ascendants et descendants, qui s'expriment en surface par la tectonique des plaques. Même le noyau, dont la partie liquide représente, selon les dires d'un scientifique, « le plus grand océan de notre planète », agit sur la biosphère : c'est, en effet, en son sein que naît le champ magnétique terrestre, qui protège les êtres vivants du rayonnement électromagnétique solaire.

Christiane Galus

Les cosmologistes réclament de nouveaux outils pour vérifier leurs théories sur la petite enfance du monde

Quatre satellites - trois américains et un européen - sont en lice

Dans quelques jours, l'Agence spatiale européenne devrait décider si elle s'engage à construire un tout nouveau satellite d'astrophysique, Cobras-Samba, pour

observer les vestiges des premiers instants de l'Univers. Ce projet, en concurrence avec trois autres d'inspiration américaine, pourrait permettre de préciser la

valeur de constantes et de paramètres connus de façon approximative et de se prononcer plus sûrement sur l'âge et le devenir de l'Univers.

REMONTER jusqu'aux limites extrêmes de l'Univers visible. Jusqu'à cet instant crucial où, il y a dix ou quinze milliards d'années, la lumière s'est échappée pour la première fois de la « soupe primordiale » issue du Big Bang. C'est la page que se sont fixés les cosmologistes. Un bon moyen, selon eux, de lever les incertitudes, de résoudre les apparentes contradictions qui freinent l'avancée de leur discipline. Européens et Américains travaillent actuellement à la mise au point de satellites qui, espèrent-ils, devraient leur permettre de vérifier leurs hypothèses sur la toute petite enfance du monde.

Un siècle de recherches, de tâtonnements, a permis aux théoriciens de se bâtir un scénario superbe qui retrace toute la genèse de l'Univers, du Big Bang, l'explosion initiale, jusqu'à la formation du système solaire. En dépit des doutes de quelques-uns, ce « modèle standard » emporte toujours l'adhésion de la quasi-totalité de la communauté astrophysique. Reste que toute théorie, aussi élaborée soit-elle, n'est qu'un modèle susceptible d'être remis en cause à chaque nouvelle découverte. Le modèle standard n'échappe pas à la règle. Et il a été particulièrement secoué ces derniers temps.

UN UNIVERS TROP JEUNE

Au départ, pourtant, les choses se présentaient bien. Dès 1929, l'astronome américain Edwin Hubble avait démontré que les galaxies s'éloignent les unes des autres : l'Univers semblait donc être en expansion comme le prévoyait la théorie. En 1969, Arnold Penzias et Robert Wilson, américains eux aussi, avaient mis en évidence le « fond de rayonnement cosmologique », un rayonnement diffus, trace « fossile » du Big Bang. Enfin, l'abondance d'hélium et d'hydrogène constatée dans les étoiles corroborait tout à fait les prédictions du modèle standard.

Les choses se sont gâtées avec l'apparition d'instruments puissants comme le télescope spatial Hubble ou le grand télescope franco-canadien d'Hawaii. Reprenant leurs calculs à partir des nouvelles données qu'ils fournissent, des chercheurs américains affirment désormais que l'Univers ne serait âgé que de 8 à 12 milliards d'années, alors que les théoriciens fixaient cet âge à plus de 16 milliards d'années (*Le Monde* du 30 septembre et du 1^{er} novembre

1994). Mais ces estimations seraient elles-mêmes sujettes à discussion.

Par ailleurs, tous les efforts déployés pour détecter la « matière sombre » invisible qui, selon le modèle standard, devrait représenter plus de 90 % de la masse de l'Univers se sont révélés vains pour l'instant. Enfin, on a découvert que les galaxies sont distribuées de manière très irrégulière. Elles sont réparties en groupes et en amas, eux-mêmes réunis par des filaments ou des feuilles qui semblent dessiner les pores d'une gigantesque éponge dont la formation est difficile à expliquer à partir des théories actuelles.

chercheurs. Il convient donc, auparavant, de « chercher l'erreur », faire le tri entre le vrai, le faux et le douteux dans les modèles comme dans les mesures.

Pour y parvenir, la communauté cosmologique internationale a entrepris de suivre la voie défrichée par le satellite américain COBE (Cosmic Background Explorer). Il y a quatre ans, COBE avait partiellement rassuré les théoriciens en détectant d'infimes variations dans le fond de rayonnement cosmologique (*Le Monde* du 29 avril 1992). Ces « grumeaux » pourraient expliquer, selon eux, la formation des galaxies et leur

glorie (qui mesure l'« énergie du vide »), la densité de l'Univers, et la proportion de « matière sombre » qu'il contient. Un rêve d'astronome : toutes les incertitudes seraient alors levées et la cosmologie entrerait dans une ère nouvelle.

Une centaine d'astrophysiciens américains et européens se sont réunis récemment aux Arcs (Savoie) pour échanger leurs idées, nourrir leurs collaborations et évoquer les différents projets visant à établir cette carte tant attendue. Si les Russes semblent avoir abandonné leur projet Relikt-2, faute d'argent, les Américains en préparent trois baptisés Fire, PSI et Map.

Les Européens, pour leur part, proposent Cobras-Samba, « le plus ambitieux de tous », affirme François Bouchet, qui a participé à sa définition. L'Agence spatiale européenne doit se prononcer à ce sujet dans une dizaine de jours. « Ce projet pourrait permettre à l'Europe de prendre la tête d'une discipline dominée jusqu'à présent par les Anglo-Saxons », souligne le chercheur français. Comme elle l'a fait pour la physique des particules avec l'accélérateur géant du CERN, mais pour beaucoup moins cher, l'espère qu'elle ne laissera pas passer l'occasion.

Jean-Paul Dufour

Un choix difficile pour l'Europe

Cobras-Samba est l'un des cinq projets en compétition pour le titre enviable de « Mission de taille moyenne M3 » du programme scientifique « Horizon 2000 » de l'Agence spatiale européenne (ESA). Il est en concurrence avec un réseau de quatre mini-laboratoires martiens, un orbiteur lunaire et deux satellites destinés respectivement à l'étude des séismes stellaires et à la vérification du « principe d'équivalence », élément fondamental de la théorie de la relativité d'Einstein.

Tout ces projets seront présentés par leurs auteurs à la communauté scientifique lors d'un séminaire organisé, les 23 et 24 avril, à Paris. La commission scientifique consultative de l'ESA en sélectionnera ensuite un, qu'elle « recommandera » à ses pays membres, qui devraient se prononcer définitivement lors d'une réunion prévue les 3 et 4 juin, à Londres. Le projet retenu bénéficierait d'un budget de 357 millions d'euros (valeur 1995, 2,26 milliards de francs).

Faut-il donc jeter aux orties le modèle standard et le Big Bang ? Le théoricien François Bouchet (Institut d'astrophysique de Paris, CNRS) ne le pense pas. « Quand nous élaborons nos modèles, nous allons évidemment au plus simple », explique-t-il. Mais ensuite, en fonction des mesures et des avancées des connaissances, nous les perfectionnons en y introduisant des données nouvelles. Et, en l'occurrence, il reste de la marge. L'incertitude concernant les paramètres fondamentaux sur lesquels se fonde le modèle standard est très grande, souligne-t-il : « un facteur 10 sur la densité totale de l'Univers et un facteur 2 sur la « constante de Hubble » qui mesure le taux d'expansion ».

COBE, LE PRÉCURSEUR

Il suffirait donc d'ajuster les valeurs de ces paramètres pour que la théorie puisse à nouveau coller aux observations. Mais, dans l'état actuel des connaissances, cela ne constituerait qu'un « repêchage » destiné à masquer les lacunes des

distribution hétérogène. Ils prouvent, en effet, que la soupe primitive n'était pas homogène quand la lumière a commencé à s'en échapper, cent à trois cent mille ans après le Big Bang. Les irrégularités détectées par COBE auraient alors servi de « germes » autour desquels les amas galactiques se seraient formés sous l'action de la gravitation.

Aujourd'hui, les progrès de la technologie permettraient de mettre en œuvre un satellite capable de discerner des détails cent fois plus fins que ceux détectés par COBE. On pourrait ainsi cartographier avec précision ces fameuses « grumeaux », obtenir une image des fluctuations de la matière à l'origine des grandes structures galactiques d'aujourd'hui et donc « le reflet des processus élémentaires de leur création ».

A partir d'une telle carte, s'enflamme François Bouchet, il devrait être possible de « déterminer avec une précision de quelques pour cent » les paramètres cosmologiques fondamentaux, c'est-à-dire la constante de Hubble, la constante cosmo-

Un lancement par Ariane-5

■ En raison de son diamètre important (3,9 mètres), le satellite Cobras-Samba devra être mis sur orbite par le futur lanceur lourd européen Ariane-5. Cet engin de 1,5 tonne sera positionné au « point de Lagrange Terre-Soleil », situé à 1,5 million de kilomètres de la Terre, dans la direction opposée au Soleil.

■ La charge utile du satellite Cobras-Samba comprend notamment un télescope de 1,5 mètre de diamètre et des « bolomètres », sorte de thermomètres hypersensibles, pour fonctionner, doivent être refroidis à moins 273 degrés centigrades. ■ Un autre projet baptisé Samba, un peu similaire mais comportant une charge utile réduite, est étudié en parallèle par le CNES.

anRS

APPEL A CANDIDATURE

L'Agence Nationale de Recherches sur le Sida (ANRS) élargit son réseau de personnes volontaires pour participer aux essais de préparation vaccinale contre le VIH.

La mise au point d'un vaccin contre le Virus de l'Immunodéficience Humaine (VIH) est l'un des enjeux majeurs de la recherche sur le Sida. Depuis 1992, sept essais de préparations vaccinales contre le VIH ont été entrepris, en France, sous l'égide de l'Agence Nationale de Recherches sur le Sida (ANRS).

Le but de ces essais (dits de phase I) est d'évaluer, chez des volontaires sains, le test de dépistage du VIH, d'une part la tolérance par l'organisme des préparations vaccinales, et d'autre part leur capacité à produire des anticorps et des cellules susceptibles d'empêcher la contamination par le VIH ou la diffusion de ce virus dans l'organisme.

Ces essais se situent en amont de la mise au point d'un vaccin contre le VIH : il ne s'agit pas, pour l'heure, de tester une éventuelle capacité des préparations vaccinales à protéger contre le virus. Cela ne pourra être envisagé que dans des essais ultérieurs. En conséquence, participer à ces essais ne signifie en aucun cas que l'on est vacciné contre le VIH.

Ces essais sont coordonnés par l'ANRS en collaboration avec des laboratoires publics de recherche et des industriels qui mettent au point les préparations vaccinales.

Les premiers essais français, ou menés dans d'autres pays, ont donné des résultats encourageants en matière de tolérance et de réponse immunitaire. Cependant, de nombreuses questions ne sont pas encore résolues : comment, par exemple, provoquer dans l'organisme une réaction rapide, durable et dirigée contre un grand nombre de souches du virus ? Ces questions justifient le développement d'essais de phase I en 1996 et 1997, pour tester de nouvelles préparations vaccinales.

Depuis 1991, l'ANRS constitue un réseau de personnes volontaires pour participer à ces essais. La création de ce réseau répond à une double préoccupation :

- assurer un mode de recrutement des volontaires tenant compte de la dimension éthique et de l'ensemble des
- caractéristiques médicales, psychologiques et épidémiologiques ;
- constituer un groupe de personnes motivées pour participer à la recherche vaccinale, dans le cadre d'une expérimentation scientifique dont elles ne tireront aucun bénéfice individuel.

Plus que des volontaires, ce sont de véritables partenaires de la recherche qui constituent ce réseau.

Afin de réaliser les prochains essais, l'ANRS souhaite élargir son réseau de volontaires. Elle sollicite donc de nouvelles candidatures. Cet appel s'adresse à des personnes âgées de plus de 18 ans et de moins de 55 ans souhaitant s'impliquer dans cette recherche. Les personnes souffrant de problèmes allergiques ne peuvent pas participer aux essais, de même que les femmes souhaitant, dans un avenir proche, avoir un enfant.

Les volontaires sont sélectionnés par un comité constitué par l'ANRS, sur la base d'un questionnaire, d'entretiens médicaux et d'examen biologique.

Les essais ont lieu dans des hôpitaux parisiens : les volontaires doivent être suffisamment disponibles pour participer à des consultations durant 12 à 15 mois (en moyenne un jour par mois).

La participation des volontaires au réseau n'est pas rémunérée. Néanmoins les frais engagés au cours de la phase de sélection (frais de déplacement en particulier) sont remboursés. Il en sera de même lors du déroulement des essais.

Les personnes qui souhaitent obtenir une information détaillée sont invitées à écrire à l'adresse suivante :

ANRS - Réseau volontaires vaccin
66 bis, avenue Jean-Moulin 75014 PARIS

(Les informations ne peuvent être communiquées par téléphone.)

■ PHYSIQUE : après le Japon, et peut-être les Etats-Unis, l'Inde vient de décider le déblocage de 125 millions de francs pour participer à la construction du très grand accélérateur de particules LHC (Large Hadron Collider) du CERN. Comme le précise la revue *Nature* du 4 avril, l'Inde pourrait fournir, affirme l'hebdomadaire, des aimants pour la machine et développer un logiciel destiné à contrôler le synchrotron responsable de l'injection de protons dans le LHC.

■ AQUACULTURE : des chercheurs et des industriels vietnamiens (université de Can Tho et la société Agfish) sont parvenus, en association avec l'Orstom et le CIRAD, à faire naître des alevins de carpa, une variété particulière de poissons-chats (*Pangasius bocourti*) grâce à un traitement hormonal des femelles et à une fécondation artificielle des ovules in vitro. Ces résultats devraient permettre aux Vietnamiens de s'affranchir d'importations de jeunes poissons originaires de frères cambodgiens et de doper une filière qui produit 13 000 tonnes de poissons par an. D'autres résultats ont été obtenus avec une autre espèce, le *Pangasius hypophthalmus* ou carpa.

■ SCIENCES : l'UNESCO s'apprête à rendre public, mercredi 24 avril, la nouvelle édition de son « Rapport mondial sur la science ». Sont au menu de ce volume de 392 pages vendu au prix de 220 francs aux Editions de l'UNESCO (1, rue Miollis, Paris 15^e) la biodiversité, la dégradation de l'environnement, l'éthique, les dernières avancées en matière de technologie de l'information et la place des femmes dans les sciences.

Le Monde IMMOBILIER

POUR ACHETER, VENDRE, LOUER

REPRODUCTION INTERDITE

LE RENDEZ-VOUS DU NEUF

Les opportunités pour acheter, investir...

LE MARCHÉ, LES CONSEILS DE LA FNPC



FÉDÉRATION NATIONALE DES PROMOTEURS CONSTRUCTEURS

DEMAIN LA VILLE

La Fédération nationale des promoteurs-constructeurs tiendra son prochain Congrès national le 6 juin 1996 à Lille (Grand Palais), sur le thème: "Demain la Ville".

Cette journée, présidée par André ANTOLINI, sera consacrée à établir un diagnostic des dysfonctionnements majeurs de nos villes et à proposer des solutions de nature à y remédier. Des personnalités de tous secteurs, universitaires, architectes, hommes politiques et, bien sûr, promoteurs, participeront à ces débats.

Une exposition technique accueillera les sociétés désireuses de présenter leurs derniers produits et services dans le domaine de l'immobilier.

Cette manifestation bénéficiera notamment du concours du Groupe Crédit Foncier de France et de Gaz de France.

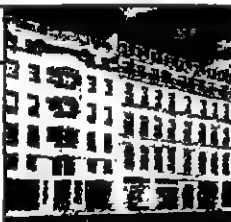
Renseignements: FNPC,
106 rue de l'Université - 75007 PARIS
Tél. 47 05 44 36 - Fax 47 53 92 73

PARIS RIVE DROITE

Vivienne Opéra

49-51, rue Vivienne.

Réalisation:
PONCIÈRE SATIS
Groupe SUEZ
216, bd Saint-Germain
75007 PARIS
Tél.: 45.49.52.52.



Du studio au 5 pièces.
Prix: selon contrat.

Au cœur du quartier de la Bourse et de l'Opéra, à quelques pas de Drouot, là où le prestige des arts s'associe au dynamisme des affaires, se dresse l'élégante façade de Vivienne Opéra. 31 appartements, confortables et lumineux, du studio jusqu'à l'appartement familial de 5 pièces. Ils sont accessibles par un hall particulièrement raffiné.

Tél.: 45.49.52.52.

35, rue du Rocher

Réalisation et
Commercialisation:
PARIS-OUEST
IMMOBILIER



22 logements du studio au 5 pièces.
Prix moyen 28000 F le m².

Magnifique immeuble neuf, autour d'un somptueux jardin et d'un authentique hôtel particulier rénové.

Livraison 3^{ème} trimestre 1997.

Bureau de vente sur place. Tél.: 43.87.48.69. Ouvert du mardi au vendredi de 14 h à 19 h, samedi de 11 h à 13 h et de 14 h à 19 h.

PARIS OUEST

Résidence Saint-Martin

61, rue Bichat.

Nouveau programme.

Prix de lancement.

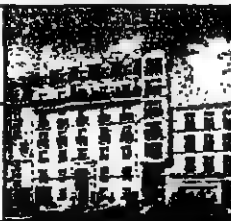
Réalisation:

FRANCE

CONSTRUCTION

Tél.: 46.83.22.00.

7 jours 7, de 9 h à 19 h.



Téléphonez tout de suite au 46.83.22.00 pour faire partie des privilégiés!

Profil: des nouvelles mesures gouvernementales.

Une superbe résidence de 28 appartements entièrement du studio au 5 pièces. Proximité de Canal Saint-Martin et de l'Hôtel de Nord. Une architecture raffinée pour une belle façade au cœur du quartier, avec de nombreuses balcons ou terrasses orientés plein sud. Prestations particulièrement soignées.

Bureau de vente: angle rue Bichat et Quai de Jemmapes ouvert lundi, jeudi et vendredi de 14 h à 19 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 19 h.

FRANCE CONSTRUCTION

Nouveau programme

Rue des Nautes / Rue Condillac.

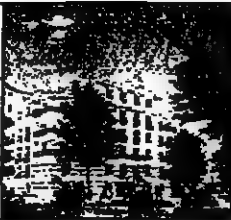
Réalisation:

STIM BATIR de France

150, Route de la Reine

92513 Boulogne-
Billancourt Cedex

Tél.: 47.12.54.55.



96 logements, du studio au 2 pièces.

Studio à partir de 370.000 F jusqu'à 510.000 F.

2 pièces à partir de 690.000 F.

Au cœur du 11^{ème} arrondissement, cette résidence pour étudiants, située à proximité de nombreuses écoles supérieures.

Revenus locatifs garantis par contrat. Remboursement élevé.

Renseignements et ventes: 47.12.54.44.

STIM BATIR

Esplanade St-Forgues

3, place de l'adjudant Vincent

Réalisation: SINVIM

44, Rue Jacques Ibert

92 Levallois

Adresse postale:

75835 Paris cedex 17

Tél.: 41.05.31.31.



36 logements. Du studio au 5 pièces. Studio-terrace:

3^{ème} étage: 476000 F. Livraison: 1^{er} trimestre 1997.

Votre appartement avec vue exceptionnellement dégagée sur les 2 km de pelouse couvrant les réservoirs de Ménilmontant.

Garantie de rachat et garantie locative possibles (soumises à conditions particulières). Prix à partir de 0 %.

Du lundi au vendredi: 9 h - 12 h 30 et 14 h - 18 h, le samedi: 9 h - 12 h 30 et 14 h - 17 h.

Tél.: 41.05.31.31. Bureau de vente sur place ouvert tous les jours (WE comp.) sauf mardi et mercredi de 11 h à 13 h et 14 h à 19 h. Lundi ouvert à 14 h. Tél.: 43.61.59.53.

SINVIM

PARIS RIVE GAUCHE

5^{ème} arrondissement

1^{ère} Maillot
107/109, rue de l'Abbé Groult.
Un programme superbe à découvrir absolument.

Réalisation:
FRANCE
CONSTRUCTION
Tél.: 46.83.22.00.
7 jours 7, de 9 h à 19 h.



Profil: des nouvelles mesures gouvernementales.
Prix à partir de 23.000 F le m² hors parking et dans la limite du stock disponible.

Choisissez le meilleur des 19^{èmes} arrondissements! A deux pas de métro Convention et des commerces, un programme de très grand standing sur jardins intérieurs: 47 appartements du studio au 5 pièces duplex avec caves et parking en sous-sol et 6 maisons de ville de 5 et 6 pièces. Le cadre est celui d'un véritable quartier d'habitat.

Bureau de vente ouvert sur place: lundi, jeudi et vendredi de 14 h à 19 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 19 h.

FRANCE CONSTRUCTION

16^{ème} arrondissement

62, rue Saint-Dider

Réalisation:
SEPTIMA
40, avenue Raymond-Poincaré - 75116 Paris
N° Vert: 05.33.59.00.



33 appartements. Du studio au 5 pièces. 29.500 F le m² moyen.

Entre Victor-Hugo et Trocadéro, au cœur de l'un des meilleurs quartiers du 16^{ème} arrondissement, à deux pas de la rue de la Pompe et du lycée Janson-de-Sailly, 2 petites résidences neuves. De belles prestations pour de très beaux appartements. Tout le raffinement s'accorde avec le confort le plus actuel pour faire de ces appartements des espaces de vie privilégiés. Parking en sous-sol. Renseignements et vente: tous les jours de 10 h à 13 h et de 14 h à 19 h, samedi, dimanche, 40, avenue Raymond-Poincaré - 75116 Paris - N° Vert: 05.33.59.00.

SEPTIMA

RÉGION PARISIENNE

92 Courbevoie

Résidence Verdi

3, rue des Salles

Réalisation:
SINVIM
44, rue Jacques Ibert
92 Levallois
Adresse postale:
75835 Paris cedex 17
Tél.: 41.05.31.31.



19 logements. Studio et 2 pièces. Et 2 pièces: 799000 F. Un placement intelligent dans un quartier résidentiel particulièrement bien desservi (garage à 200 m.). Livraison: immédiate.

Petit immeuble dans quartier où culture et plaisir sont liés. Meublé loc. dynamique et exempt de charges des transports en commun. Garantie de rachat et garantie locative possibles (soumises à conditions particulières). Prix à partir de 0 %.

Le lundi au vendredi: 9 h - 12 h 30 et 14 h - 18 h, samedi: 9 h - 12 h 30 et 14 h - 17 h. Tél.: 41.05.31.31. Bureau de vente et appartement décoré 43, rue Roque de Fillol. Ouvert tous les jours (WE comp.) sauf mardi et mercredi de 11 h à 13 h et 14 h à 19 h. Lundi ouvert à 14 h. Tél.: 47.76.28.47.

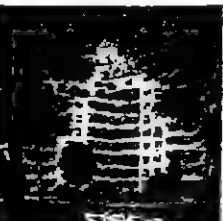
SINVIM

92 Puteaux

35-43 rue Roque-de-Fillol

8-12 rue de l'Oasis.

Réalisation: SINVIM
44, rue Jacques Ibert
92 Levallois
Adresse postale:
75835 Paris cedex 17
Tél.: 41.05.31.31.



38 logements du studio au 5 pièces à partir de 15850 F le m². Livraison immédiate.

Paris est trop cher. Neuf, plus encore. Alors traversez la Seine. Garantie de rachat et garantie locative possibles (soumises à conditions particulières). Prix à partir de 0 %.

Le lundi au vendredi: 9 h - 12 h 30 et 14 h - 18 h, samedi: 9 h - 12 h 30 et 14 h - 17 h. Tél.: 41.05.31.31. Bureau de vente et appartement décoré 43, rue Roque de Fillol. Ouvert tous les jours (WE comp.) sauf mardi et mercredi de 11 h à 13 h et 14 h à 19 h. Lundi ouvert à 14 h. Tél.: 47.76.28.47.

SINVIM

NOUVEAU PROGRAMME

Paris 5^{ème} arrondissement



A quelques pas du Panthéon, dans ce quartier prestigieux chargé d'histoire, Kaufman & Broad réalise un immeuble

VOS VOISINS
SERONT CÉLÈBRES,
MAIS DISCRETS.
1-3 Rue Rataud - Paris V^e
28 appartements de standing

de 28 appartements aux prestations de grande qualité, du studio au 5 pièces.
Renseignements au 45 61 72 72.

KAUFMAN & BROAD

L'IMMOBILIER

C'EST CHAQUE
MERCREDI daté JEUDI
dans

Le Monde

Jazz au Village

Le lundi soir, les jazzmen new-yorkais se retrouvent Downtown pour perpétuer la tradition du big band

LA MÉTHODE est simple. Elle est la même pour les spécialistes et les curieux. Dès qu'on entre à Manhattan, on se procure l'épave *Village Voice*. En page « Musiques », on parcourt la sélection d'abord (savourables notes de Giddins) et, plus loin, les annonces illustrées (de photos, de dessins, de logos). On peut aller dans les clubs réputés de confiance.

Tous les dimanches que le Bon Dieu fait, on peut ainsi entendre Doc Cheatham au Sweet Basil, à l'heure du brunch. On y tombe aussi sur Pheeroan Akai, phénomène de la batterie qui n'a jamais quitté le Downtown, mais qui a servi tout le monde. Une institution. On dîne ou on consomme, ce n'est ni plus ni moins cher qu'à Paris. Le lieu est très magiquement habité. Plus de musiciens dans la salle que sur scène, ce qui n'est jamais le cas ailleurs qu'à New York. Descendre ici en club suppose que l'on accepte la vie telle qu'elle va. Davis « Fathead » Newman et Sonny Fortune sont les prochains annoncés du Sweet Basil. C'est une indication. On consulte un programme comme on feuillette une collection de vignettes de chocolats, comme un trésor, comme une promesse.

Le Sweet Basil, le Birdland, le Blue Note, et évidemment le sacrosaint Village Vanguard, où l'on se fera un devoir de descendre, quoi qu'il arrive, ne sauraient décevoir. Il ne peut s'y produire que des musiciens de jazz. Et pour une âme bien née, un musicien de jazz ne joue pas bien ou mal (ce jugement de catéchiste) : il est la comme simple té-

moins d'un fait assez brut : la musique vient ou ne vient pas, et cela ne dépend pas toujours du musicien.

Le reste est affaire de chance, cette autre définition du jazz. Qu'en coin de page on tombe sur l'annonce du trio de McCoy Tyner (Coltrane, les années de feu, le big band, une vie de musique) avec le prince des « saxophones pour saxophonistes », Michael Brecker, c'est la pensée qui s'embrase d'un coup.

Tout un jeu de croisements, d'attente nerveuse, d'excitation blanche, se met en place. On peut de la batterie qui n'a jamais quitté le Downtown, mais qui a servi tout le monde. Une institution. On dîne ou on consomme, ce n'est ni plus ni moins cher qu'à Paris. Le lieu est très magiquement habité. Plus de musiciens dans la salle que sur scène, ce qui n'est jamais le cas ailleurs qu'à New York. Descendre ici en club suppose que l'on accepte la vie telle qu'elle va. Davis « Fathead » Newman et Sonny Fortune sont les prochains annoncés du Sweet Basil. C'est une indication. On consulte un programme comme on feuillette une collection de vignettes de chocolats, comme un trésor, comme une promesse.

Le Sweet Basil, le Birdland, le Blue Note, et évidemment le sacrosaint Village Vanguard, où l'on se fera un devoir de descendre, quoi qu'il arrive, ne sauraient décevoir. Il ne peut s'y produire que des musiciens de jazz. Et pour une âme bien née, un musicien de jazz ne joue pas bien ou mal (ce jugement de catéchiste) : il est la comme simple té-

moins d'un fait assez brut : la musique vient ou ne vient pas, et cela ne dépend pas toujours du musicien.

Le Sweet Basil, le Birdland, le Blue Note, et évidemment le sacrosaint Village Vanguard, où l'on se fera un devoir de descendre, quoi qu'il arrive, ne sauraient décevoir. Il ne peut s'y produire que des musiciens de jazz. Et pour une âme bien née, un musicien de jazz ne joue pas bien ou mal (ce jugement de catéchiste) : il est la comme simple té-

Brunch au Sweet Basil

Le Sweet Basil est en bas de la ville. « Downtown », dans le Village. Doc Cheatham, annoncé sans tromperie comme « *legendary trumpeter* », y tient son rôle à la perfection. Comme pour Benny Waters (quatre-vingt-quatre ans), annoncé au Birdland, l'âge ne fait rien à l'affaire.

Le Sweet Basil, plutôt spécialisé dans les pointures dans le vent ou les avant-gardes idéalistes, est le lieu idéal d'un brunch dominical devant un musicien d'une grande dignité, qui revient de très loin. Adolphus Anthony Cheatham a effectué sa première tournée en Europe en 1928 (Desmos, Lelris, Paul Collin aux premières loges). A Madrid, Luis Miguel Dominguez et Ava Gardner l'aperçoivent aux pupitres de Perez Prado vingt-cinq ans plus tard. Il a rejoint sur le tard le 360 Degrees Music Experience de Beaver Harris, se produisant à Nice, naguère, avec une belle humeur. Aujourd'hui il donne rendez-vous le dimanche, juste quand la douleur de vivre va vous rattraper.



DESSIN D'OLÉ

vents et marées, la pratique du big band. C'est le retour du Vanguard Jazz Orchestra dans l'écrin du même nom : grands musiciens modestes, exactitude et surchauffe ; c'est aussi la cohorte de Maria Schneider, que les programmeurs européens seraient bien inspirés d'inviter, à Visions ; c'est enfin la horde turbulente, libre et déchaînée

Carnet de notes

● The Village Vanguard, 1787 Avenue South, à 9 h 30 et 11 h 30 (1 heure les vendredis et samedis). Tél. : (917) 212-255-4037.

● Birdland, 2745 Broadway (105^e Rue), Tél. : 749-2228.

● Fez under Time Café, 380 Lafayette Street, Tél. : 533-7000.

● Zimmo, 126 W 13^e Rue, Tél. : 924-5182.

● Bradley's, 70 University Place, Tél. : 228-6440.

● The Five Spot, 4 W 31^e Rue, Tél. : 631-0100.

● Blue Note, 131 W 3^e Rue, Tél. : 475-8592.

● Sweet Basil, 88 W Avenue South, Tél. : 242-1785.

● Smalls, 183 W 10^e Rue (7^e Avenue).

de David Murray, à la Knitting Factory.

La Knitting Factory, son dédale et ses couloirs avec bars secrets, voilà ce qui manque à Paris. La programmation est à la hauteur : free, lounge, Lizards, ou Dadadah (nocturne électrique très représentative des tendances Downtown, plus proche de Berceuse et des instants chavirés que de Claude Bolling) ; le lundi enfin, c'est Monsieur Woody Allen à Mickael's, même pas de publicité dans le journal, avec son ancre Rico Royal n° 5. Le jeudi, autre jour sensible, le superbe Mingus Big Band Workshop et ses permanents de luxe est au Fez under Time Café (on y sert le menu Mingus).

Tout cela pour dire que, comme en dégustation, on peut y aller à l'aveugle, le Village Voice en poche. L'audace se mérite. La désinvolture se peaufine. Évidemment, à ce jeu, on peut échouer dans les marbres du Lincoln Center, devant un programme programmé, composé, arrangé, joué et célébré par Wynton Marsalis, sobrement intitulé : *Morton, Monk, Marsalis. Préparez-vous à la suite : Monteverdi, Mozart, Marsalis?*

Francis Marmande

Ski au printemps

● NUTS FROIDES et étoilées, journées ensoleillées, voilà le menu des dernières semaines de glisse sur les sommets français avec, en prime, une neige « transformée », dite de « printemps », facile à skier grâce à un phénomène naturel. Durant la nuit, la neige gèle en surface. Dès les premiers rayons du soleil, la couche superficielle fond sur quelques centimètres, devenant très douce. Point d'effort à fournir pour faire tourner les skis. Impression d'évoluer tel un champion ! Reste que la meilleure neige se trouve au-delà des 2 000 mètres. Il faut donc choisir une station haute perchée. De même que le bon ski se pratique de 10 à 14 heures. L'après-midi, la neige se gorge d'eau, se transformant en « soupe ».

● LES STATIONS françaises demeurent, pour la plupart, ouvertes jusqu'au 1^{er} mai, voire quelques jours de plus et affichent des formules, associant hébergement et pratique du ski, qui s'avèrent des plus attractives. A Val d'Isère (Savoie), durant la Semaine ski de printemps, du 20 au 27 avril, le forfait (3, 4, 5 ou 7 jours : de 1 430 F en 2 étoiles le week-end, à 5 830 F en 4 étoiles pour une semaine : Val-hôtel, tél. : 79-04-18-90)

inclut chambre et petit déjeuner, remontées mécaniques, moniteur chaque matin (groupe de 6 personnes) et entrée à la piscine ; avec possibilité de louer le matériel (ski, surt, chaussures) à moindre prix (430 F 7 jours) et de tester durant une journée les nouveaux modèles des fabricants. Une quinzaine d'itinéraires « hors piste » se découvrent sur les traces du moniteur-guide, qui choisit les meilleurs versants, selon les conditions météorologiques du jour. La station ferme le 5 mai (la dernière semaine, appartement 7 jours et remontées 1 200 F par personne).

● BELLE ÉPOQUE entre toutes pour Val-Thorens (Savoie), perchée à 2 000 mètres, orientée au nord et peu appréciée des trileux au plein cœur de l'hiver (tél. : 79-00-01-06). 100 % des remontées mécaniques demeurent ouvertes, de même que la liaison permettant de rejoindre Courchevel, via les Menuires et Méribel sans déchausser. La balade « ski de printemps » avec moniteur est facturée 300 F par jour, et le forfait « appartement-remontées » coûte 1 255 F la semaine en partageant un studio à quatre ; ou encore 2 725 F dans une formule en demi-pension dans un hôtel 3 étoiles. Des forfaits comparables sont appliqués à Méribel (79-00-50-00) : en appartement à partir de 1 375 F, et 230 F de journée « ski découverte » avec moniteur.

● C'EST ENFIN la grande saison des randonnées à peau de phoque. Les néophytes apprécieront s'ils choisissent des balades douces, avec un faible dénivelé à grimper chaque jour : environ 1 000 mètres, et une petite charge à porter jusqu'au refuge d'altitude où l'on passe la nuit. De magnifiques virées autour du mont Blanc sont organisées au départ de Chamonix, la Mecque des randonneurs. Exemples : 3 jours, dans la vallée Blanche, 1 500 F ; stage de 4 jours : 2 550 F ; raid Chamonix-Zermatt, 6 jours : 4 000 F (tél. : 50-53-00-20).

● LES ALPES DU SUD, fortement enneigées cet hiver, offrent le meilleur ski de randonnée. Notamment en Valloise. Des périples sont programmés en avril-mai par Azimut (tél. : 92-23-04-51), notamment dans le Cirque de la Plaine avec retour chaque soir à l'hôtel : 2 280 F pour 4 jours. Formule comparable dans le massif du Briançonnais avec nuit en refuge. Des grands et petits tours du somptueux glacier de la Meije sont proposés par le Bureau des guides des Ecrins (tél. : 92-23-52-02).

Florence Evrin

Directours.
GRECE / CROATE / CYLANES
Chick, qualité, savoureuse.
Prix imbattables garantis
ex par 877a :
MYTHOS : vol direct + hôtel*** plage et. 2118 F
vol + hôtel Rhodes 4* 1200 F. 2118 F
SANTORINI : vol direct + hôtel 4* sur volée : 2220 F
CHETE : vol + hôtel 5* Luxe 1200 F. 2220 F
CHETE : vol + hôtel 5* Luxe 1200 F. 2220 F
CHETE : vol + hôtel 5* Luxe 1200 F. 2220 F
CHETE : vol + hôtel 5* Luxe 1200 F. 2220 F
Brochures sur demande : 45 62 62 62
ou 3615 DIRECTOURS (1,23 F/min)
35 68 45 62 AUDIOTEL (2,23 F/min)

PERIGORD
AUBERGE
LA CLÉ DES CHAMPS
**NN LOGIS DE FRANCE
TENNIS - PISCINE CHAUFFÉE
3450 VILLEFRANCHE-DE-PERIGORD
Tél : 53.29.95.94 - Fax : 53.28.42.95

Le golf pour tous !
3 heures d'initiation gratuites.
Pour en profiter dans l'un de nos clubs à travers la France,
joignez le 3615 Blue Green ou téléphonez au 36 64 00 13*
Blue Green et le golf se rapproche de vous.

TOUTES VACANCES SCOLAIRES
HOME D'ENFANTS
JURA (900 m. altitude, près frontière Suisse)
Agrément jeunesse et sports Yves et Liliane accueillent vos enfants
dans ancienne ferme XVIII^e confortablement rénovée.
2 ou 3 enfants par chambre avec salle de bains, w.c.
Située au milieu des pâturages et forêts. Accueil volontairement
limité à 15 enfants. Idéal en cas de 1^{re} séparation.
Ambiance familiale et chaleureuse. Activités : VTT, jeux collectifs,
peinture s/bois, tennis, poney, initiation échecs, fabrication du pain.
Tél. (16) 81.38.12.51

DEGRIFTOUR
SEYCHELLES / MAHE
7 Nuits en Hôtel 3* : 12 Pension
Départ de Paris 6 980 F 10-280 F
TURQUIE / KEMER
7 Nuits en Hôtel-Club 4*
Pension Complète
Départ de Paris 1 680 F 2-925 F
PARIS / MONTREAL
Vols Réguliers A/R
Départ de Paris 1 670 F 2-480 F
3615 DT (ds 1,21) 2-223 F/min

PARIS
SORBONNE
HÔTEL DIANA**
73, rue Saint-Jacques, Paris 5^e
Chambre avec bain - W.C.
T.V. couleur - Tél. direct.
De 300 F à 450 F
Tél : 43 64 92 55 - Fax : 43 64 24 30

ANYWAY
VOYAGES
VOIS SECS
● New-York : 1 980 F
● Montréal : 1 780 F
● Los Angeles : 2 890 F
● Miami : 2 890 F
● Antilles : 2 410 F
● Jakarta : 3 950 F
SÉJOUR
● Hôtel 4*** à Bali - Indonésie
6 900 F (10 jours, vols compris)
* A PARTIR DE...
Tél. : 40 28 00 74
3 615 ANYWAY

Directours.
VACANCES PAQUES 23/30 AVRIL.
TUNISIE CÔTES DE CANTIERE
877a vol + hôtel*** 1/2 pension + trans. : 2210 F
GRECE dispose toutes dates en Avril
vol + hôtel Rhodes 4* 1200 F. 2118 F
vol + hôtel*** 1/2 pension : 2220 F
vol + hôtel 5* Luxe 1200 F. 2220 F
vol + hôtel 5* Luxe 1200 F. 2220 F
vol + hôtel 5* Luxe 1200 F. 2220 F
Brochures sur demande : 45 62 62 62
ou 3615 DIRECTOURS (1,23 F/min)
35 68 45 62 AUDIOTEL (2,23 F/min)

QUERCY-PERIGORD
Le Relais* de Castelnau**
Demi-Pension de 325 FF à 380 FF
Silence d'un hôtel à la campagne
Séminaires - Pâques et
tennis privés - Tél. : 65.10.30.90
Route de Fadrac - Rocamadour
46130 LOUBRESSAC
"Une des plus belles Vues du Périgord"

Direct
Pour choisir chez vous
vos vacances
CIRCUITS
12 jours 1600 F
14 jours 1750 F
16 jours 1900 F
18 jours 2050 F
20 jours 2200 F
22 jours 2350 F
24 jours 2500 F
26 jours 2650 F
28 jours 2800 F
30 jours 2950 F
32 jours 3100 F
34 jours 3250 F
36 jours 3400 F
38 jours 3550 F
40 jours 3700 F
42 jours 3850 F
44 jours 4000 F
46 jours 4150 F
48 jours 4300 F
50 jours 4450 F
52 jours 4600 F
54 jours 4750 F
56 jours 4900 F
58 jours 5050 F
60 jours 5200 F
62 jours 5350 F
64 jours 5500 F
66 jours 5650 F
68 jours 5800 F
70 jours 5950 F
72 jours 6100 F
74 jours 6250 F
76 jours 6400 F
78 jours 6550 F
80 jours 6700 F
82 jours 6850 F
84 jours 7000 F
86 jours 7150 F
88 jours 7300 F
90 jours 7450 F
92 jours 7600 F
94 jours 7750 F
96 jours 7900 F
98 jours 8050 F
100 jours 8200 F
102 jours 8350 F
104 jours 8500 F
106 jours 8650 F
108 jours 8800 F
110 jours 8950 F
112 jours 9100 F
114 jours 9250 F
116 jours 9400 F
118 jours 9550 F
120 jours 9700 F
122 jours 9850 F
124 jours 10000 F
126 jours 10150 F
128 jours 10300 F
130 jours 10450 F
132 jours 10600 F
134 jours 10750 F
136 jours 10900 F
138 jours 11050 F
140 jours 11200 F
142 jours 11350 F
144 jours 11500 F
146 jours 11650 F
148 jours 11800 F
150 jours 11950 F
152 jours 12100 F
154 jours 12250 F
156 jours 12400 F
158 jours 12550 F
160 jours 12700 F
162 jours 12850 F
164 jours 13000 F
166 jours 13150 F
168 jours 13300 F
170 jours 13450 F
172 jours 13600 F
174 jours 13750 F
176 jours 13900 F
178 jours 14050 F
180 jours 14200 F
182 jours 14350 F
184 jours 14500 F
186 jours 14650 F
188 jours 14800 F
190 jours 14950 F
192 jours 15100 F
194 jours 15250 F
196 jours 15400 F
198 jours 15550 F
200 jours 15700 F
202 jours 15850 F
204 jours 16000 F
206 jours 16150 F
208 jours 16300 F
210 jours 16450 F
212 jours 16600 F
214 jours 16750 F
216 jours 16900 F
218 jours 17050 F
220 jours 17200 F
222 jours 17350 F
224 jours 17500 F
226 jours 17650 F
228 jours 17800 F
230 jours 17950 F
232 jours 18100 F
234 jours 18250 F
236 jours 18400 F
238 jours 18550 F
240 jours 18700 F
242 jours 18850 F
244 jours 19000 F
246 jours 19150 F
248 jours 19300 F
250 jours 19450 F
252 jours 19600 F
254 jours 19750 F
256 jours 19900 F
258 jours 20050 F
260 jours 20200 F
262 jours 20350 F
264 jours 20500 F
266 jours 20650 F
268 jours 20800 F
270 jours 20950 F
272 jours 21100 F
274 jours 21250 F
276 jours 21400 F
278 jours 21550 F
280 jours 21700 F
282 jours 21850 F
284 jours 22000 F
286 jours 22150 F
288 jours 22300 F
290 jours 22450 F
292 jours 22600 F
294 jours 22750 F
296 jours 22900 F
298 jours 23050 F
300 jours 23200 F
302 jours 23350 F
304 jours 23500 F
306 jours 23650 F
308 jours 23800 F
310 jours 23950 F
312 jours 24100 F
314 jours 24250 F
316 jours 24400 F
318 jours 24550 F
320 jours 24700 F
322 jours 24850 F
324 jours 25000 F
326 jours 25150 F
328 jours 25300 F
330 jours 25450 F
332 jours 25600 F
334 jours 25750 F
336 jours 25900 F
338 jours 26050 F
340 jours 26200 F
342 jours 26350 F
344 jours 26500 F
346 jours 26650 F
348 jours 26800 F
350 jours 26950 F
352 jours 27100 F
354 jours 27250 F
356 jours 27400 F
358 jours 27550 F
360 jours 27700 F
362 jours 27850 F
364 jours 28000 F
366 jours 28150 F
368 jours 28300 F
370 jours 28450 F
372 jours 28600 F
374 jours 28750 F
376 jours 28900 F
378 jours 29050 F
380 jours 29200 F
382 jours 29350 F
384 jours 29500 F
386 jours 29650 F
388 jours 29800 F
390 jours 29950 F
392 jours 30100 F
394 jours 30250 F
396 jours 30400 F
398 jours 30550 F
400 jours 30700 F
402 jours 30850 F
404 jours 31000 F
406 jours 31150 F
408 jours 31300 F
410 jours 31450 F
412 jours 31600 F
414 jours 31750 F
416 jours 31900 F
418 jours 32050 F
420 jours 32200 F
422 jours 32350 F
424 jours 32500 F
426 jours 32650 F
428 jours 32800 F
430 jours 32950 F
432 jours 33100 F
434 jours 33250 F
436 jours 33400 F
438 jours 33550 F
440 jours 33700 F
442 jours 33850 F
444 jours 34000 F
446 jours 34150 F
448 jours 34300 F
450 jours 34450 F
452 jours 34600 F
454 jours 34750 F
456 jours 34900 F
458 jours 35050 F
460 jours 35200 F
462 jours 35350 F
464 jours 35500 F
466 jours 35650 F
468 jours 35800 F
470 jours 35950 F
472 jours 36100 F
474 jours 36250 F
476 jours 36400 F
478 jours 36550 F
480 jours 36700 F
482 jours 36850 F
484 jours 37000 F
486 jours 37150 F
488 jours 37300 F
490 jours 37450 F
492 jours 37600 F
494 jours 37750 F
496 jours 37900 F
498 jours 38050 F
500 jours 38200 F
502 jours 38350 F
504 jours 38500 F
506 jours 38650 F
508 jours 38800 F
510 jours 38950 F
512 jours 39100 F
514 jours 39250 F
516 jours 39400 F
518 jours 39550 F
520 jours 39700 F
522 jours 39850 F
524 jours 40000 F
526 jours 40150 F
528 jours 40300 F
530 jours 40450 F
532 jours 40600 F
534 jours 40750 F
536 jours 40900 F
538 jours 41050 F
540 jours 41200 F
542 jours 41350 F
544 jours 41500 F
546 jours 41650 F
548 jours 41800 F
550 jours 41950 F
552 jours 42100 F
554 jours 42250 F
556 jours 42400 F
558 jours 42550 F
560 jours 42700 F
562 jours 42850 F
564 jours 43000 F
566 jours 43150 F
568 jours 43300 F
570 jours 43450 F
572 jours 43600 F
574 jours 43750 F
576 jours 43900 F
578 jours 44050 F
580 jours 44200 F
582 jours 44350 F
584 jours 44500 F
586 jours 44650 F
588 jours 44800 F
590 jours 44950 F
592 jours 45100 F
594 jours 45250 F
596 jours 45400 F
598 jours 45550 F
600 jours 45700 F
602 jours 45850 F
604 jours 46000 F
606 jours 46150 F
608 jours 46300 F
610 jours 46450 F
612 jours 46600 F
614 jours 46750 F
616 jours 46900 F
618 jours 47050 F
620 jours 47200 F
622 jours 47350 F
624 jours 47500 F
626 jours 47650 F
628 jours 47800 F
630 jours 47950 F
632 jours 48100 F
634 jours 48250 F
636 jours 48400 F
638 jours 48550 F
640 jours 48700 F
642 jours 48850 F
644 jours 49000 F
646 jours 49150 F
648 jours 49300 F
650 jours 49450 F
652 jours 49600 F
654 jours 49750 F
656 jours 49900 F
658 jours 50050 F
660 jours 50200 F
662 jours 50350 F
664 jours 50500 F
666 jours 50650 F
668 jours 50800 F
670 jours 50950 F
672 jours 51100 F
674 jours 51250 F
676 jours 51400 F
678 jours 51550 F
680 jours 51700 F
682 jours 51850 F
684 jours 52000 F
686 jours 52150 F
688 jours 52300 F
690 jours 52450 F
692 jours 52600 F
694 jours 52750 F
696 jours 52900 F
698 jours 53050 F
700 jours 53200 F
702 jours 53350 F
704 jours 53500 F
706 jours 53650 F
708 jours 53800 F
710 jours 53950 F
712 jours 54100 F
714 jours 54250 F
716 jours 54400 F
718 jours 54550 F
720 jours 54700 F
722 jours 54850 F
724 jours 55000 F
726 jours 55150 F
728 jours 55300 F
730 jours 55450 F
732 jours 55600 F
734 jours 55750 F
736 jours 55900 F
738 jours 56050 F
740 jours 56200 F
742 jours 56350 F
744 jours 56500 F
746 jours 56650 F
748 jours 56800 F
750 jours 56950 F
752 jours 57100 F
754 jours 57250 F
756 jours 57400 F
758 jours 57550 F
760 jours 57700 F
762 jours 57850 F
764 jours 58000 F
766 jours 58150 F
768 jours 58300 F
770 jours 58450 F
772 jours 58600 F
774 jours 58750 F
776 jours 58900 F
778 jours 59050 F
780 jours 59200 F
782 jours 59350 F
784 jours 59500 F
786 jours 59650 F
788 jours 59800 F
790 jours 59950 F
792 jours 60100 F
794 jours 60250 F
796 jours 60400 F
798 jours 60550 F
800 jours 60700 F
802 jours 60850 F
804 jours 61000 F
806 jours 61150 F
808 jours 61300 F
810 jours 61450 F
812 jours 61600 F
814 jours 61750 F
816 jours 61900 F
818 jours 62050 F
820 jours 62200 F
822 jours 62350 F
824 jours 62500 F
826 jours 62650 F
828 jours 62800 F
830 jours 62950 F
832 jours 63100 F
834 jours 63250 F
836 jours 63400 F
838 jours 63550 F
840 jours 63700 F
842 jours 63850 F
844 jours 64000 F
846 jours 64150 F
848 jours 64300 F
850 jours 64450 F
852 jours 64600 F
854 jours 64750 F
856 jours 64900 F
858 jours 65050 F
860 jours 65200 F
862 jours 65350 F
864 jours 65500 F
866 jours 65650 F
868 jours 65800 F
870 jours 65950 F
872 jours 66100 F
874 jours 66250 F
876 jours 66400 F
878 jours 66550 F
880 jours 66700 F
882 jours 66850 F
884 jours 67000 F
886 jours 67150 F
888 jours 67300 F
890 jours 67450 F
892 jours 67600 F
894 jours 67750 F
896 jours 67900 F
898 jours 68050 F
900 jours 68200 F
902 jours 68350 F
904 jours 68500 F
906 jours 68650 F
908 jours 68800 F
910 jours 68950 F
912 jours 69100 F
914 jours 69250 F
916 jours 69400 F
918 jours 69550 F
920 jours 69700 F
922 jours 69850 F
924 jours 70000 F
926 jours 70150 F
928 jours 70300 F
930 jours 70450 F
932 jours 70600 F
934 jours 70750 F
936 jours 70900 F
938 jours 71050 F
940 jours 71200 F
942 jours 71350 F
944 jours 71500 F
946 jours 71650 F
948 jours 71800 F
950 jours 71950 F
952 jours 72100 F
954 jours 72250 F
956 jours 72400 F
958 jours 72550 F
960 jours 72700 F
962 jours 72850 F
96

Retour du soleil

LA PERTURBATION provoquée par le système dépressionnaire du nord Atlantique s'évacue vers l'est. A l'arrière, une poussée anticyclonique en provenance des Açores favorisera l'ensoleillement et la douceur sur la plupart des régions, l'onde perturbée suivante étant rejetée vers les îles britanniques et ne faisant qu'effleurer les côtes de la Manche.

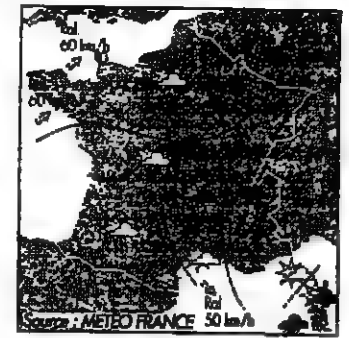
Jeudi, la journée débutera sous un ciel couvert accompagné d'on-

des éparces de l'Alsace au Jura, aux Alpes, ainsi que sur la Côte d'Azur et la Corse. En plaine, l'amélioration sera rapide avec le retour d'éclaircies de plus en plus belles. En montagne, le ciel restera assez chargé. Autour du golfe du Lion et jusqu'aux bouches du Rhône, le soleil brillera très généreusement, mais le mistral et surtout la tramontane souffleront encore entre 80 et 100 km/h en rafales en début de journée, pour tomber rapidement par la suite, le vent devenant variable et faible dans l'après-midi.

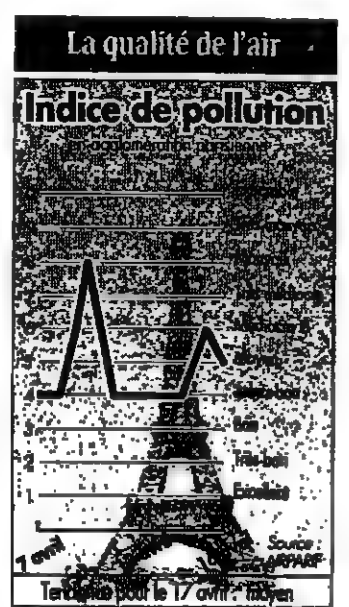
De la Lorraine à la vallée de la Saône et au Massif Central, la journée s'annonce agréable même si quelques développements nuageux cacheront par moments le soleil l'après-midi. Sur le Sud-Ouest, la grisaille du petit matin se dissipera rapidement et, par la suite, le soleil sera radieux. Il se sera également, avec un ciel simplement légèrement voilé en matinée, sur le sud des Pays-de-Loire et le Poitou-Charentes. Au nord de la Loire, soit de la Bretagne à la Normandie, la région parisienne, la Champagne et l'Orléans, le soleil fera de belles apparitions malgré des nuages d'altitude par moments plus denses. Sur les côtes de la Manche, le ciel sera un peu plus nuageux et le vent de sud-ouest atteindra 50 km/h en rafales.

Les températures minimales seront homogènes : entre 4 et 8 degrés le plus souvent, localement 2 degrés sur les Ardennes et le Massif Central, elles atteindront 8 à 12 degrés sur l'extrême Sud-Est. L'après-midi, il fera 14 à 18 degrés de la Bretagne au Nord et au Nord-Est, 17 à 19 au Centre-Ouest au Bassin parisien, 15 à 16 sur le Massif Central, 19 à 21 sur les régions méridionales, localement 23 en Provence intérieure.

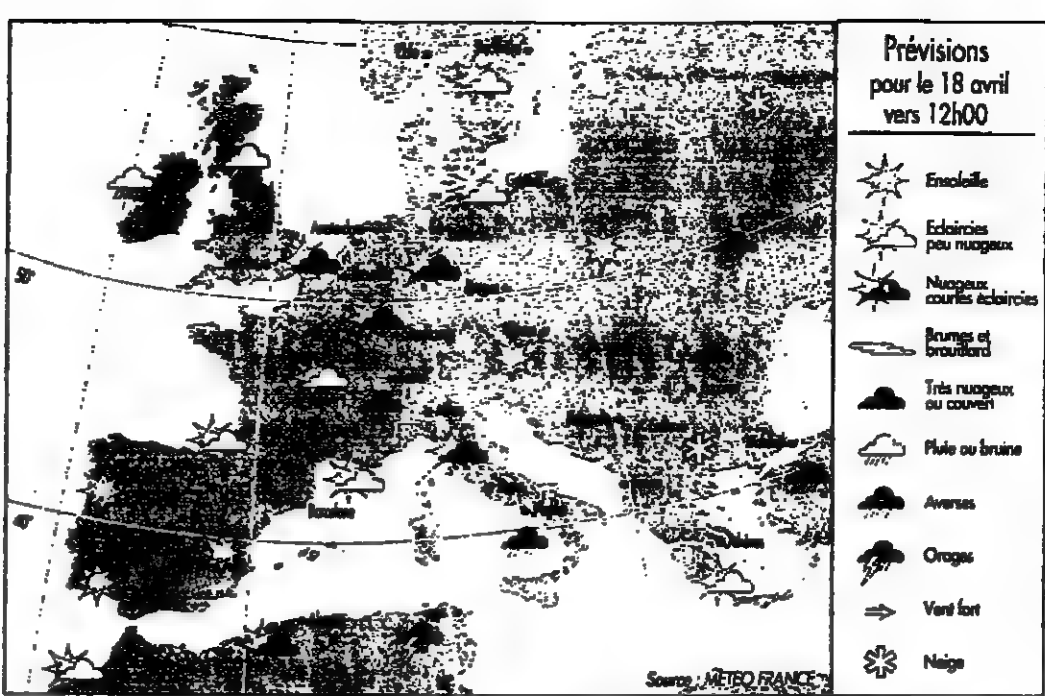
(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



Prévisions pour le 18 avril vers 12h00

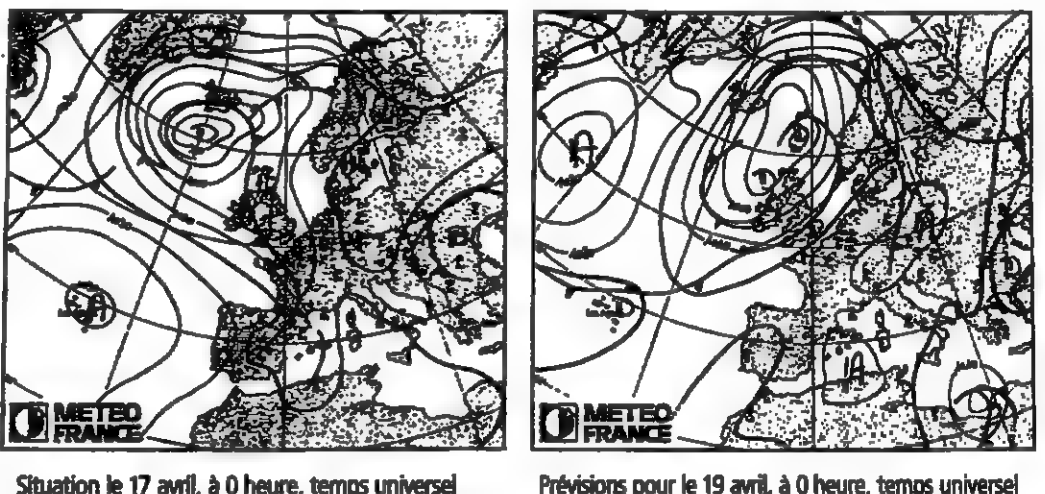


La qualité de l'air



Prévisions pour le 18 avril vers 12h00

TEMPÉRATURES	CHENOBLE	228	TOULOUSE	209	CHICAGO	7-1	LISBONNE	20/1	PRETORIA	23/15
du 16 avril	LILLE	196	ALGER	19/15	COPENHAGUE	13/9	LONDRES	19/10	KHARTOUM	29/15
max/min/humidité	LYON	20/11	AMSTERDAM	19/15	DABAR	24/21	LOS ANGELES	18/13	RIO DE JANEIRO	30/26
	MAISONNE	20/11	DUBLIN	13/8	DURAI	33/21	LIEBENBERG	17/6	SAN FRANCISCO	17/4
	NANCY	19-2	ATHENES	17/9	FRANCFORT	19/5	MADRID	23/8	SANTIAGO	21/4
	NANTES	19/8	BANGKOK	32/27	GENEVE	17/5	MARRAKECH	27/15	SEVILLE	27/12
	NICE	17/10	BARCELONE	23/14	HANOI	24/20	MILAN	19/1	ST-PETERSBURG	14/2
	PARIS	20/13	BERGAMO	14/4	HELSINKI	5/0	MONTREAL	13/2	STOCKHOLM	14/2
	PAU	24/9	BERLIN	16/5	HONGKONG	24/22	MOSCOW	10/2	SYDNEY	23/11
	PERPIGNAN	18/9	BOMBAY	33/27	ISTANBUL	12/7	MUNICH	14-1	TENERIFE	24/18
	POINTE-A-PITRE	30/21	BRASILIA	24/20	JAKARTA	31/26	NAIROBI	24/15	TOKYO	13/9
	RENNES	19/7	BRUXELLES	19/7	JERUSALEM	14/6	NEW DELHI	30/17	TUNIS	19/7
	STRASBOURG	20/8	BUCAREST	19/1	LE CAIRE	31/23	PAKISTAN	19/9	VARSOVIE	14/1
	ST-ETIENNE	20/8	BUDAPEST	11/8	KINSHASA	24/18	PALMA DE M.	24/18	VIENNE	20/6
	STRASBOURG	19/0	BURNO	17/6	LAURE	22/17	PRAGUE	14-1		12/5
	TOULOUSE	20/9	CARACAS	24/18						

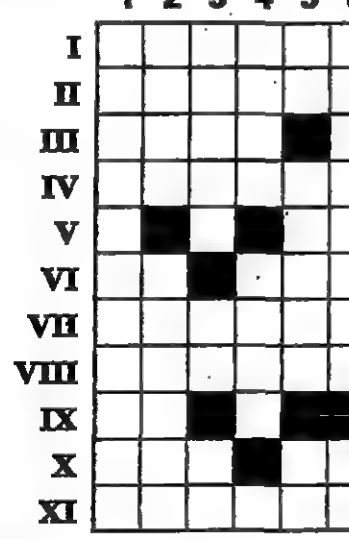


Situation le 17 avril, à 0 heure, temps universel

Prévisions pour le 19 avril, à 0 heure, temps universel

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6805



V. Privé de chef. - VI. Divinité. Dans le Finistère. - VII. Roi de Germanie. Peuple de l'Inde. - VIII. Une femme qui nous trompe. - IX. Abréviation. Peut salir un mur. - X. Joli couvert. Comme un raisonnement conduisant par analogie. - XI. Qui fait passer le devoir avant tout.

VERTICALEMENT
1. Faisaient bien bouffer. - 2. En Malaisie. Qui connaît bien le sujet. - 3. Meurtre comme une duchesse. Métal transuranien. A réclamer ! - 4. Lever le pied. Vapeur. - 5. Pronom. Colin au marché. D'un audiaire. - 6. Qui n'apportent aucun agrément. Un peu de soupe. - 7. Mise à plat. Ça presse ! - 8. Donne de l'élasticité. En France. - 9. Peut soutenir la culotte. Une très grosse bombe.

SOLUTION DU N° 6802
HORIZONTALEMENT
I. Emoules. - II. Massières. - III. Mle. Elève. - IV. Egrène. Ré. - V. Trent. SA. - VI. Rend. Apia. - VII. Oténie. - VIII. Pé. Tancer. - IX. Etats. Ire. - X. Stressant. - XI. Esseulés.

VERTICALEMENT
1. Emmettes. - 2. Maigrette. - 3. Osérent. Ars. - 4. Us. Endettés. - 5. Lient. Nasse. - 6. U66. Ain. Su. - 7. Ere. Spécial. - 8. Sevrail. Erre. - 9. Sée. Arrêts.

PARIS EN VISITE

Vendredi 19 avril

■ **L'ÎLE SAINT-LOUIS** (50 F), 11 heures et 15 h 30, sortie du métro Pont-Made (Claude Mart).
■ **LE QUARTIER LA RAPÉE-MAZAS** (60 F), 11 heures, angle du boulevard Henri-IV et du boulevard Bourdon (Vincent de Langlade).
■ **MUSÉE DU LOUVRE** (33 F + prix d'entrée), 11 h 30 ; L'Accordée de village, de Greuze, 12 h 30 ; sculpture et rites funéraires aux XVII^e et XVIII^e siècles, 14 h 30 ; Adonis mort, de Laurent de La Hyre, 18 h 30 (Musées nationaux).
■ **MUSÉE D'ORSAY** : une œuvre à voir, La Chambre de Van Gogh à Arles, de Van Gogh (24 F + prix d'entrée), 12 h 30 (Musées nationaux).
■ **GRAND PALAIS** : exposition Corot (50 F + prix d'entrée), 13 h 30, devant l'accueil des groupes (Christine Merle).
■ **LA CONCIERGERIE** (50 F + prix d'entrée), 14 heures, devant l'en-

trée de la Sainte-Chapelle (Institut culturel de Paris).

■ **LES SALONS DE L'HÔTEL DE LASSAY**, résidence du président de l'Assemblée nationale (carte d'identité, 50 F), 14 heures, 33, quai d'Orsay (M^{me} Cazes).

■ **L'ASSEMBLÉE NATIONALE**, 14 h 20 (carte d'identité, 50 F), angle des rues de Lille et de Courty (Christine Merle) ; 15 h 30 (carte d'identité, 55 F), sortie du métro Assemblée-Nationale côté Assemblée nationale (Paris et son histoire).

■ **DE L'ARBALESTE AU FER À MOULIN** (60 F), 15 heures, sortie du métro Monge, côté escalier roulant (Vincent de Langlade).

■ **LES FONTAINES DE LA RIVE DROITE** autour du quartier des Halles (37 F), 15 heures, sortie du métro Louvre (Monuments historiques).

■ **MARAIS** : hôtels, jardins et place des Vosges (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

■ **LE QUARTIER DE LA NOUVELLE ATHÈNES** (50 F), 15 heures, sortie du métro Notre-Dame-de-Lorette (Paris passé, présent).

■ **MUSÉE DU PETIT PALAIS** : exposition Dürer, 15 h 10 (50 F + prix d'entrée), hall d'entrée (Pierre-Yves Jaslet) ; 15 h 15 (55 F + prix d'entrée), en bas des marches du musée (Europ expo).

LA BIBLIOTHÈQUE FORNEY

collections iconographiques (37 F), 14 h 45, 1, rue du Figulier (Monuments historiques).

■ **LA CATHÉDRALE GRECQUE SAINT-ETIENNE** et l'église Saint-Pierre-de-Chailiot (55 F + prix d'entrée), 15 heures, 7, rue Georges-Bizet (Paris et son histoire).

■ **LES FONTAINES DE LA RIVE DROITE** autour du quartier des Halles (37 F), 15 heures, sortie du métro Louvre (Monuments historiques).

■ **MARAIS** : hôtels, jardins et place des Vosges (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

■ **LE QUARTIER DE LA NOUVELLE ATHÈNES** (50 F), 15 heures, sortie du métro Notre-Dame-de-Lorette (Paris passé, présent).

■ **MUSÉE DU PETIT PALAIS** : exposition Dürer, 15 h 10 (50 F + prix d'entrée), hall d'entrée (Pierre-Yves Jaslet) ; 15 h 15 (55 F + prix d'entrée), en bas des marches du musée (Europ expo).

ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CODE ABO

Revenir à renvoyer accompagné de votre règlement à : Le Monde Service Abonnements

24, avenue du G^e Luchaire - 69646 Clématisse Cedex - Tél. : 16 (0) 49-49-32-90.

Je choisis le délai suivant	France	Europe, Belgique, Suisse, Pays-Bas, Royaume-Uni	Autres pays de l'Union européenne
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
3 mois	536 F	572 F	790 F

Le Monde (ISSN 0000-0000) is published daily (except on Sundays and public holidays) at 11, place du Louvre, 75001 Paris, France. Second class postage paid at Champlain, N.Y. and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes in US to LE MONDE, 11, place du Louvre, 75001 Paris, France. For all other countries, send to: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Lehigh Avenue, Suite 404, Virginia Beach, VA 23462-2024 USA Tel. : 800-426-3845

Nom : Prénom : Adresse : Ville : Code postal : Pays : Ci-joint mon règlement de : FF par chèque bancaire ou postal ; par Carte bancaire

Signature et date obligatoires

Changement d'adresse : par écrit 10 jours avant votre départ.

Recommandations : Portage à domicile. Suspension vacances. Tarif autres pays étrangers. Paiement par chèques automatiques mensuels. 15 (1) 49-40-32-90 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi. Par Minitel 3615 code LE MONDE, accès ABO.

LES SERVICES DU Monde

Le Monde 40-65-25-25

Télématique 3615 code LE MONDE

CompuServe 36 63 61 22

Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Documentation 3617 code LMDOC ou 36-29-04-56

CD-ROM : (1) 44-08-78-30

Index et microfilms : (1) 40-65-29-33

Films à Paris et en province : 36-60-03-78 ou 3615 LE MONDE (2/3 film)

Le Monde est édité par la SA Le Monde, 11, place du Louvre, 75001 Paris, France. Directeur général : Gérard Morin. Directeur commercial : Claude Peyron.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437. ISSN : 0395-2037

Imprimerie du Monde : 12, rue M. Gurobourg, 94852 Ivry-Cedex. PRINTED IN FRANCE.

Le Monde est édité par la SA Le Monde, 11, place du Louvre, 75001 Paris, France. Directeur général : Gérard Morin. Directeur commercial : Claude Peyron.

133, avenue des Champs-Élysées 75009 Paris Cedex 08

Tél. : (1) 44-43-76-00 ; fax : (1) 44-43-77-30

LE CARNET DU VOYAGEUR

ÉTATS-UNIS. American Airlines

vient d'obtenir du département américain des transports une licence d'exploitation immédiate de la ligne Boston-Paris. American Airlines assurera la liaison Boston-Orly, tandis que Trans World Airlines continuera de desservir la ligne Boston-Roissy-Charles-de-Gaulle. - (AFP)

■ **AUSTRALIE**. Le nouveau gouvernement australien vient d'augmenter le nombre des visas « travail-vacances », qu'il délivre chaque année aux jeunes âgés de dix-huit à vingt-cinq ans, de 16 500 à 21 000 pour les Britanniques et de 33 000 à 42 000 pour les autres étrangers. Ces visas sont valables un an.

■ **FRANCE**. Jacques Doué, ancien président des hôteliers de tourisme de la Gironde, vient de créer les « hôtels vermeil » qui assureront des réductions de 50 % aux détenteurs de la carte du même nom. Le système devrait entrer en vigueur dès l'automne prochain. - (AFP)

AFRIQUE DU SUD. Les travaux de modernisation de l'aéroport de Johannesburg

risquent de provoquer des retards sur les vols internationaux au cours des dix-huit prochains mois. Des zones d'accès à bord vont en particulier être fermées et les passagers seront donc transportés par navettes jusqu'aux avions, au lieu d'embarquer directement par les escaliers. - (AFP)

■ **HOLLANDE**. La chaîne Holiday Inn Worldwide teste actuellement dans les chambres de cinq de ses établissements installés à Cologne, Hambourg, Heidelberg,

Munich et Wiesbaden, en Allemagne, un équipement télévisivision-mutimédia comprenant logiciels intégrés, lecteur de CD, jeux, connections Internet, traitement de texte, base de données et transmission de fax. Au cours des deux prochains mois, des audiotèques, avec lecteur de CD et de livres enregistrés sur cassettes seront disponibles dans les hôtels Holiday Inn de Bruxelles-Aéroport, Genève, Leeds (Grande-Bretagne), Tossens (Allemagne), Eindhoven et Amsterdam-Schiphol (Pays-Bas).

BOURSE

Gestion personnalisée de votre portefeuille

Les cours actualisés tous marchés

La valeur des SICAV

L'actualité 24h/24 (dépêches REUTERS et AFP)

Communiqué des entreprises cotées en Bourse

3615 LEMONDE

2.23 From

ÉCRANS Au moment où Jean-Paul Belmondo s'indignait de la mauvaise distribution des films français en général (et du sien, *Désiré*, en particulier), Unifrance Film International



international lançait un plan de relance destiné à améliorer l'exportation des films français à l'étranger. ● LE FILM INDÉPENDANT américain Safe, à mi-chemin du film

d'auteur et du cinéma d'épouvante, n'en marque pas moins les sorties de la semaine ● LE CENTRE POMPIDOU offre pendant six mois aux cinéphiles plus de cent films turcs.

Le cinéma français augmente sa « puissance de feu » à l'exportation

Unifrance Film International redéfinit sa stratégie. Fort d'un budget en hausse, cet organisme chargé de la promotion du septième art à l'étranger veut doubler la part de marché des productions hexagonales en Europe de l'Ouest et au Québec

LE 10 AVRIL s'est tenu un comité directeur exceptionnel d'Unifrance Film International, l'organisme interprofessionnel chargé de la promotion du cinéma français à l'étranger. Son but : définir pratiquement les actions en faveur de la diffusion des films nationaux hors des frontières, diffusion tenue désormais comme l'une des principales lignes de force de la survie, voire de l'essor, du cinéma français (Le Monde du 25 octobre 1995). Coïncidence significative, c'est ce même 10 avril que sortait *Désiré*, devenu, à la suite de l'intervention spectaculaire de Jean-Paul Belmondo, l'emblème de la défense de cette même cinématographie dans ses propres salles (Le Monde du 9 avril). *Désiré* qui est produit par Daniel Toscan du Plantier, par ailleurs président d'Unifrance.

La présence dans les salles est bien l'axe de la stratégie définie par le comité directeur. En préambule à sa présentation des travaux, Daniel Toscan du Plantier rappelle, en effet, que les films français circulent relativement bien à l'étranger, en nombre de titres vendus et à destination des petits écrans. Mais que, dans des pays dont le cinéma national est moribond et qui ont abandonné leurs salles obscures à l'insouciance américaine, les distributeurs locaux sont souvent deve-

Les productions françaises à l'étranger

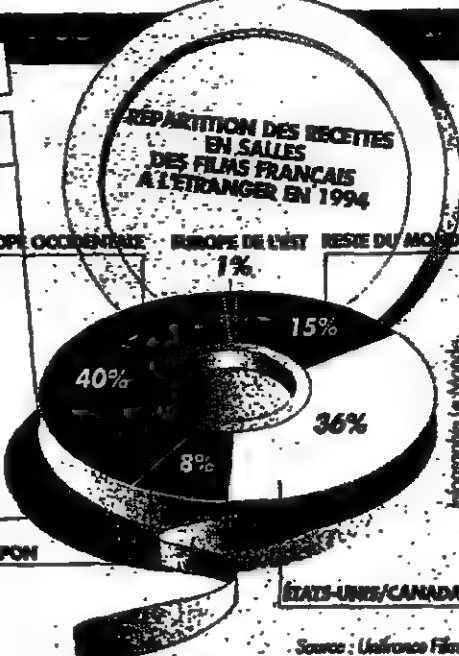
UNE STRATÉGIE DE RECONQUÊTE POUR LES FILMS FRANÇAIS À L'ÉTRANGER



Bilan de l'exportation		en millions de francs	
		Hors France	Europe et Québec
Longue française	54,69	34,29	20,40
Trois couleurs - Rongé	49,50	39,27	10,23
La Reine Margot	46,33	32,88	13,45
Farinelli	27,57	22,55	5,02
Gazon Maudit	19,68	13,79	5,89
La Cité des enfants perdus	16,43	16,08	0,35
La Haine	14,92	14,76	—
Un Indien dans la ville	14,76	13,28	—
Un Elefant sur le toit	13,28	11,91	—
La Cérémonie	11,91	—	—
Nelly et M. Arnaud	—	—	—
Les Nuits d'été	—	—	—
Longues (étranger)	169,29	67,46	101,83

* Film sorti sur le marché national depuis 24 mois.

** Europe/Québec = Québec, Allemagne, Italie, Belgique, Espagne (Madrid, Barcelone), Suisse, Grande-Bretagne.



priorité, les crédits qui lui sont affectés passant de 27 % en 1995 à 36 % en 1996, dans le cadre d'un budget lui-même porté de 48,78 millions à 58,68.

RELATIONS DIRECTES

Les autres parties du monde ne sont pas abandonnées. Unifrance annonce le développement des relations directes avec les distributeurs, voire, en leur absence, les exploitants dans les pays d'Europe de l'Est, à l'image de ce qui a commencé d'être mis en place en République tchèque (Le Monde du 14 mars). L'Europe de l'Est est la seule autre zone dont la part au sein du budget d'Unifrance augmente aussi, passant de 8 % à 11 %.

En Asie, devenu devant l'Amérique le deuxième continent client du cinéma français, le Festival de Yokohama, désormais « dédoublé » à Taïwan et sans doute bientôt en Corée du Sud, est considéré comme une expérience concluante. Il n'en va pas de même avec la vitrine française organisée par Unifrance aux États-Unis, le Festival de Sarasota, maintenu plutôt comme un pis-aller dans la mesure où « il n'est pas question de reculer », mais pour lequel une solution de remplacement est recherchée.

Jean-Michel Frodon

Coup fourré à New York ?

Malgré de nombreuses tentatives, le cinéma français n'a toujours pas trouvé le moyen de s'implanter durablement sur un marché américain indifféremment rétif aux « corps étrangers ». Le récent échec de la version doublée d'*Un Indien dans la ville* en témoigne, et la sortie le 7 juin des *Visiteurs* n'est plus que l'épilogue amer d'une autre tentative d'entrer par la grande porte. Du moins le cinéma d'auteur, à dose homéopathique, a-t-il trouvé un public à New York, grâce à des initiatives particulières parmi lesquelles les « semaines » organisées par les *Cahiers du cinéma*. Créés en 1978 par Serge Daney, ces programmes avaient obtenu la reconnaissance des cinéphiles. Il est curieux qu'Unifrance ait souhaité se substituer à la Semaine des *Cahiers* en organisant, à sa place, du 15 au 28 mars, des *Rendez-vous with French Cinema Today* au même endroit (le Lincoln Center). Comme si les déjà faibles forces du cinéma français avaient de surcroît besoin de se faire concurrence.

aux producteurs. Mot d'ordre du plan mis en place par Unifrance : passer d'une logique promotionnelle à une logique économique. Comme prévu depuis qu'au printemps 1994 professionnels et pouvoirs publics ont entrepris une réflexion de fond sur l'exportation, la cible principale doit être l'Europe de l'Ouest, traditionnellement le premier marché du cinéma français à l'étranger, mais en récession constante depuis le début des années 80 (baisse continue en Allemagne, le premier acheteur, effondrement de l'Italie, partenaire traditionnel). Schématiquement, l'objectif retenu est de doubler la part de marché française sur les quatre principaux marchés, c'est-à-dire atteindre 5 % en Allemagne, 7 % en Espagne, 4 % en Grande-Bretagne, 7 % en Italie (auxquels s'ajoute une zone habituellement traitée dans le même cadre, le Québec, où on vise 8 %).

Le mérite de cette approche est de se fonder sur les publics. Elle se

doublie d'une prise en compte des meilleurs atouts de la production nationale, en fixant pour chaque pays un résultat à atteindre par le film le plus porteur. « Il y a sept ans, un succès français attirait deux millions de spectateurs étrangers, aujourd'hui environ 700 000. Le premier objectif est de retrouver le niveau antérieur », souligne Daniel Marquet, responsable des ventes à l'étranger du Studio Canal Plus, qui a obtenu de bons résultats d'exportation, notamment avec *La Haine*, *Nelly* et *M. Arnaud*. Le bonheur est dans le pré et le Baumarchais.

AVANTAGE DE PARTICIPATION

La méthode retenue consistera à choisir au cas par cas, c'est-à-dire film par film, pays par pays et distributeur par distributeur, à participer à la sortie des titres considérés par Unifrance comme les plus susceptibles de s'imposer. Essentiellement, en participant au tirage de copies supplémentaires, au sous-titrage, voire au doublage (en Grande-Bretagne, où la récente expérience de *Gazon Maudit* ouvre quelques perspectives) et à la publicité. Huit millions de francs dégagés par le Centre national du cinéma pour l'exportation serviront à ces opérations ponctuelles. Marc Tessier, directeur général du Centre national de la cinématographie (CNC), s'est engagé à les faciliter au maximum, en les libérant des procédures administratives lourdes qui ralentissent ou empêchent souvent ce type d'action.

M. Tessier annonce le soutien inconditionnel à Unifrance de la part du CNC dans ce projet, en réservant aux pouvoirs publics la tâche de procéder, fin 1997, à une évaluation des résultats obtenus face aux efforts consentis. Il sera alors temps également de vérifier la juste répartition des avantages consentis par

Unifrance à certains titres. Sous bénéfice de ces inventaires, Daniel Toscan du Plantier ne cache pas son espoir de voir les moyens mis au service de cette action se développer dans le futur, pour atteindre une « puissance de feu » évaluée à 30 millions de francs.

L'Europe de l'Ouest est bien la

Mécontentement contre Bruxelles

Le délégué général d'Unifrance, Bruno Berthemy, n'est pas content des institutions européennes destinées à soutenir le cinéma. L'organe de promotion du cinéma, qui organise des voyages à l'étranger, de vedettes françaises pour soulever la sortie des films, avait proposé aux responsables de Média 2, qui regroupent les initiatives communautaires, de mettre en place des opérations similaires à l'échelle de l'Union. Aux côtés d'Unifrance, huit autres organismes nationaux à la fonction comparable se sont associés à cette proposition. « Non seulement Bruxelles a refusé, indique M. Berthemy, mais nous savons que notre dossier n'a pas été étudié, et les instances européennes n'ont même pas jugé utile de nous répondre. » Daniel Toscan du Plantier, qui partage l'ire de son délégué général, en vient à se demander publiquement si les responsables européens ne sont pas les « complices, conscients ou inconscients, de la domination américaine ».

L'Association de diffusion du cinéma indépendant est en danger de disparition

ON NE TROUVERA PAS un professionnel pour dire le contraire : depuis sa création il y a quatre ans, l'Agence du cinéma indépendant pour sa diffusion (Acid) a fait un travail remarquable en faveur de la diversité des films et de l'extension de leur présence sur les écrans. Pourtant, cette association régie par la loi de 1901 est menacée de disparition à brève échéance. Alors même que « l'affaire *Désiré* » vient de projeter une lumière crue sur la difficulté d'accès aux salles lorsque les films ne sont pas soutenus par un grand circuit, l'organisme qui s'est voué à élargir le goulot d'étranglement de la distribution pourrait être contraint de cesser ses activités.

Acid est née en 1992 à la suite de la publication d'un manifeste intitulé *Résister* et signé par cent cinquante cinéastes. Plus d'une centaine d'entre eux sont aujourd'hui membres de l'association que préside Jean-Henri Roger. Elle part d'un constat : le principal problème du cinéma en France est moins la production, qui demeure quantitativement élevée et qualitativement variée, que la distribution. Les fondateurs d'Acid ont donc décidé d'aller eux-mêmes présenter des films aux exploitants de province, auxquels les distributeurs n'ont souvent pas la possibilité de s'adresser « et ainsi de modifier le rapport entre les œuvres et ceux qui les commercialisent », souligne Jean-Henri Roger. Il n'est pas question pour nous de nous substituer aux distributeurs, nous avons besoin d'eux, nous sommes là pour les aider ».

L'Acid se préoccupe donc dans un premier temps de projeter aux groupes d'exploitants de province des films dont le réalisateur a souhaité bénéficier de son soutien. Ce sont aujourd'hui, en régions, quelque deux cents cinémas qui font régulièrement appel à cette procédure. Incidemment, des cinéastes sont ainsi amenés à défendre des films d'autres cinéastes, facteur de solidarité au sein d'une profession qui en a bien besoin.

Dans un deuxième temps, l'association participe à la promotion locale des titres lorsqu'ils ont été achetés, en faisant venir sur place auteurs, acteurs et techniciens. Enfin, l'association bénéficie d'un droit de tirage d'une cinquantaine de copies par an en faveur de films dès lors qu'ils ont obtenu un total de dix semaines d'exploitation.

LE BUDGET REMIS EN QUESTION

Les actions de l'Acid ont un réel impact économique. A la vie, à la mort ! de Robert Guediguian a pu, par exemple, bénéficier de sept copies supplémentaires. Au total, ce sont quelque 60 000 entrées, soit 1,8 million de francs, qui ont été générés grâce à l'action de l'association. Celle-ci organise également des manifestations qui relèvent davantage de l'action culturelle, comme la projection de nouveautés durant le Festival de Cannes, ou des projections au cinéma République - à chaque fois un réalisateur présentant le travail d'un de ses confrères : ils sont quatre-vingts à en avoir déjà profité.

Employant cinq personnes,

l'Acid fonctionne avec un budget de 2 millions de francs, somme bien modeste en regard des fonds investis dans la défense du cinéma. Mais ce budget est aujourd'hui remis en question. La moitié vient du Centre national du cinéma (CNC), bailleur de fond à hauteur de 550 000 francs et l'autre moitié de la Datar et du Fonds d'intervention culturelle, service interministériel. Ces 450 000 francs sont aujourd'hui bloqués, suite aux restrictions budgétaires. Le second million, fourni par les sociétés de perception de droits, est lui aussi en partie remis en cause. Trois des employés de l'association risquent d'être licenciés très bientôt, et le fonctionnement même de l'organisme rendu impossible du fait de ces restrictions.

Au-delà du cas particulier de l'association qu'il préside, Jean-Henri Roger souligne combien « face à la tendance dominante à la concentration, le maintien de structures offrant une alternative est nécessaire ». Et il avertit que la disparition d'une telle structure entraînerait à terme la diminution de la production et son recentrage sur les seuls produits « gros porteurs ». Le directeur général du CNC, Marc Tessier, qui a reçu les représentants d'Acid le 15 avril, doit organiser prochainement une réunion avec toutes les parties concernées pour trouver une solution à un problème concret et urgent, mais qui pourrait également devenir un symbole.

J.-M. F.

Jack Lang, les socialistes et l'« affaire Désiré »

INTERROGÉ, dimanche 14 avril, au « Grand Jury RTL-Le Monde », sur l'affaire *Désiré* et la question de l'accès aux salles, l'ancien ministre de la culture, Jack Lang, a estimé que, « pour faire face à la concentration grandissante du pouvoir de vie ou de mort sur les films entre les mains d'une poignée de décideurs », deux mesures s'imposaient « en urgence ». Jack Lang demande « un accord avec les grands circuits pour que, sous peine de sanctions, ils accordent une véritable chance

à la diffusion des films français. Une société privée - si vénérable soit-elle - ne peut prétendre à la fois se comporter en instrument de la colonisation hollywoodienne et être le bénéficiaire de fonds publics ou parapublics français alors même qu'elle étoufferait la diffusion de films nationaux ».

Le maire de Blois désire, en outre, une réforme du Fonds de soutien, pour établir une proportionnalité entre « le montant des sommes attribuées aux diffuseurs et la part qu'ils réserveront effectivement, à l'avenir, aux films européens et français dans leur programmation ». M. Lang a demandé à la puissance publique de « faire prévaloir un double équilibre » : entre cinéma français et cinéma américain, et, à l'intérieur du cinéma français, entre les diverses catégories de films. L'ancien locataire de la Rue de Valois a affirmé sa confiance dans le directeur général du Centre national du cinéma pour agir en ce sens.

D'autre part, le secrétariat à la culture et aux médias du Parti socialiste a également pris position. Frédérique Bredin, secrétaire nationale du PS en charge de ces domaines, appelle à « modifier au plus vite les modalités de soutien à l'exploitation et faciliter la programmation des films français et européens dans les salles ». Le communiqué rejoint ainsi la campagne développée par les professionnels pour que la part du Fonds de soutien bénéficie aux exploitants, « notamment [ceux qui gèrent] des multiplexes », dépend de la part accordée aux films européens sur leurs écrans.

THÉÂTRE FONTAINE
MOLIERES 96
4 NOMINATIONS
JEAN PIAT
 Meilleur acteur
 Meilleur adaptateur
FRANCIS LALANNE
 Révélation théâtrale
 Meilleur second rôle
L'AFFRONTLEMENT
 de Bill C. DAVIS
 adaptation de Jean PIAT
 mise en scène de Stéphane HILLEL
 LOC. 48 74 74 40
 Etudiants et moins de 25 ans : 100 F

L'« hygiénisme » américain : un vrai cauchemar

Safe. Entre cinéma d'auteur et d'épouvante
un film pour frémir au simple contact du réel

Film américain de Todd Haynes. Avec Julianne Moore, Peter Friedman, Kander Berkeley, James LeGros (1 h 58).

Une jeune ménagère californienne enghèvrée dans une vie quotidienne banale et protégée se met progressivement à développer des allergies qui se traduisent par des démangeaisons, des difficultés respiratoires, des évanouissements : le film de Todd Haynes, une des bonnes surprises de la Quinzaine des réalisateurs au Festival de Cannes 1995, constitue une approche froide, quasi clinique, d'un itinéraire effrayant.

Réussissant la jonction entre cinéma d'auteur indépendant et film d'épouvante, *Safe* restitue minutieusement les tentatives de son héroïne, qui cherche à trouver la cause de son mal, et la suit dans sa descente inéluctable. Jusqu'à ce centre de thérapie proche d'une secte new age, dont le gourou développe un discours culpabilisant selon lequel les patients sont présumés la cause première de leurs maux. « C'est parce qu'il ne s'aime pas assez qu'il est malade », affirme-t-il en désignant la silhouette claudicante d'un infirme.

Le film de Todd Haynes est singulier parce que la vie de son personnage principal est une vie sans histoires, une répétition sans fin d'instant du quotidien, thé entre voisines et shopping, un temps indifférent où le récit ne peut se cristalliser sur un quelconque accident. Le malaise ainsi ressenti par le spectateur provient notamment d'une impossibilité à s'identifier avec une figure observée de loin, avec toute la distance d'un entomologiste un peu cynique. Les allergies de l'héroïne peuvent être vues comme une pathologie née d'un univers expurgé de tout mal, d'un temps marqué par la fin de l'histoire, d'une aseptie qui produit ses propres germes.

Mais *Safe* n'est pas seulement un documentaire sur le cauchemar hygiéniste américain. La maladie de l'héroïne est une métaphore. Pratiquant un mode de vie — celui de la bourgeoisie californienne — présenté comme un modèle idéal universel, comme l'Eldorado des civilisations ayant connu la faillite de toutes les échotologies, la ménagère de Todd Haynes est peut-être victime d'une allergie au contact pur et simple du réel.

Jean-François Rauger



Todd Haynes, cible privilégiée des ultraconservateurs

NEW YORK

correspondance

Un vrai sale gosse, Todd Haynes. Au début des années 90, la droite intégriste l'a mis dans le même sac que le photographe Robert Mapplethorpe et le peintre Andres Serrano, le vouant, comme eux, aux gémonies. Les ultraconservateurs en profitèrent pour s'attaquer aux institutions culturelles américaines fonctionnant sur fonds publics : le National Endowment for the Arts avait en effet contribué, pour une part minuscule, au budget de son film *Poison*, qui traitait notamment d'homosexualité.

Trois ans auparavant, il avait déjà provoqué le scandale : *Superstar*, The Karen Carpenter Story (1987) racontait l'anorexie fatale de la chanteuse. Les personnages étaient incarnés par les poupées Ken et Barbie, et les séquences entrelardées d'images de guerre et de culture populaire. Projeté au Festival de Toronto, le film est toujours inédit, bloqué par la famille Carpenter. Dans *Dottie Gets Spanked*, un moyen-métrage de 1993, Haynes dressait le

portrait d'un gamin obsédé par une star de « sitcom » et par la fessée. Confiance ou provocation ? Haynes l'avoue calmement, le récit est en partie autobiographique.

Safe n'a pas manqué de partager, à son tour, les spectateurs, aussi bien en 1995 à Cannes qu'au moment de sa sortie américaine. La violence de la polémique a surpris le jeune réalisateur. Le propos du film est-il ambigu ? « Ma position est on ne peut plus claire », estime une satire des temps modernes ? « Bien plus réaliste, à mon avis, que nombre de films dits satiriques. »

Il y a, chez le Todd Haynes de *Safe*, quelque chose de Roman Polanski : lisse en surface et pourtant porteur de menace. On pense à la Catherine Deneuve de *Répulsion* en voyant le tableau qu'il trace de cette société américaine bien bridée qui plaque des solutions « optimistes » sur les maux qu'elle s'est elle-même créés. Lorsque la bourgeoisie californienne incarnée par Julianne Moore (*Short Cuts*, de Robert Altman) est victime de son allergie provoquée par « les soixante mille » produits chimiques qui grouillent dans notre quotidien, son entourage lui recommande un régime macrobiotique, la radio lui chante un je-

sus d'épinal sur fond de cent mille violons, la télévision l'exhorte à une « écologie spirituelle ». Elle trouve refuge auprès de malades atteints d'allergies, du cancer ou du sida dans une retraite zen.

La se situe le virage qui trouble le spectateur. Est-ce dans ce lieu new age que réside la solution ? Ou est-ce une autre tromperie ? Le gourou ne dit-il pas à ses pensionnaires qu'ils sont « responsables de leur mal » ? Choquant ? Certains malades, interroge Haynes, ne préfèrent-ils pas la culpabilité au chaos ? « Personnellement, je suis farouchement partisan du chaos », lance-t-il en riant. Grand, baraqué, la voix posée, Todd Haynes vit à Brooklyn. Souriant, amène, attentif, il est aussi d'une politesse exemplaire. Certes, il porte des chaussures sang de bœuf et des cheveux carotte (ça varie suivant l'humeur), et le rire passe du joyeux ludique au gouluement sarcastique. Quelque part dans ses tiroirs, il a un projet de film qui part d'une réflexion sur l'identité et la redistribution des rôles (en particulier sexuels) dans l'univers paillard et androgyne des années 70.

Henri Béhar

Le dernier amour du Dr Jekyll

Mary Reilly. Julia Roberts est
la servante cachée du tragique médecin

Film américain de Stephen Frears. Avec John Malkovich, Julia Roberts, George Cole, Michael Gambon, Glenn Close. (1 h 48.)

Si tout le monde connaît le docteur Jekyll, personne, sans doute, n'avait jamais jusqu'à entendu parler de sa servante. Laquelle, pour sa part, ne soupçonnait pas l'existence du terrible Mr. Hyde, ce qui n'est pas allé sans poser quelques problèmes au scénariste Christopher Hampton (réalisateur de *Carrington*), à qui a été confiée l'adaptation du roman de Valérie Martin filmé par Stephen Frears. Car si Mary Reilly, la laquelle Julia Roberts prête sa beauté corsetée, est secrètement amoureuse du bon docteur Jekyll, elle ne peut imaginer que ce maître soucieux de ses maux passés et de sa condition présente ne fasse qu'un avec l'ignoble débauché qu'il affirme s'être choisi pour assistant. Entre l'un et l'autre, la malheureuse se débat sous le regard de spectateurs qui, eux, savent de quoi il retourne, même s'ils n'ont ni le roman de Robert Stevenson ni vu aucun des films qui en ont été tirés.

Le film peine à combler cette avance que Stephen Frears s'attache à réduire, avec la très active complicité du chef opérateur Philippe Rousselot, en offrant de l'Angleterre victorienne une vision homogène. Images froides, bleues, grises, presque métalliques parfois, brumeuses à l'occasion, mais sans excès, pour exprimer le blocage d'une société fermée sur elle-même, étouffée par la revendica-

tion absurde de ses propres contradictions et de son hypocrisie. Rien qui ne figure déjà dans le chef-d'œuvre de Stevenson, dont le roman de Valérie Martin n'est qu'une exorcisation, mais cette stylisation porte le film avec bien plus de constance que le scénario, qui demeure convenu.

Dans le double rôle de Jekyll et de Hyde, John Malkovich livre la composition attendue, dans la lignée de prestigieux devanciers, notamment Fredric March et Spencer Tracy, mais aussi Jerry Lewis, qui relèvent avant lui le défi de la transformation. Le rôle le plus inattendu revient à Glenn Close, interprète flamboyante d'une mère-maquereille décaite, rongée par cette dépravation dont le docteur et son double figurent le double visage.

Dans la description d'intérieurs dont il établit, toujours à la suite de Stevenson, qu'ils sont de manière indissociable de nature morale et sociale, Frears retrouve les thèmes qui lui sont chers. De même que la loi sociale interdit à Jekyll d'exprimer, et même de s'avouer à lui-même, le désir qui lui inspire sa servante, celle-ci ne peut déroger aux règles de la morale commune et reconnaître la haine qu'elle éprouve envers son propre père. Le film consiste essentiellement en la description de ce blocage, qui ne peut se résoudre que dans le sang, celui des animaux que l'on écorche à l'abattoir, puis celui des humains. Alors seulement, le rouge peut envahir l'écran.

Pascal Mérigeau

Un film israélien hors catégorie

Sh'chur. « Un missile lancé en plein cœur
de l'establishment ashkenaze »

Film israélien de Shmuel Hasfari. Avec Gila Almagor, Ronit Alkabetz, Amos Lavi, Ya'akov Cohen, Hana Azoulay Hasfari, Orit Ben Gali. (1 h 40.)

Rachel Ben Shushan, glaciale présentatrice vedette à la télévision israélienne, reçoit sur le plateau un appel téléphonique de son frère lui annonçant la mort de leur père. Un fondu enchaîné ramène aussitôt le spectateur vingt ans plus tôt, dans une de ces villes de développement où Rachel, cadette d'une famille d'origine marocaine, a grandi. Cette ouverture à la hussarde annonce le montage parallèle qui, de bout en bout, juxtapose le retour du temps refoulé de son enfance au trajet qui la ramène — en compagnie de sa fille autiste et de sa sœur retardée — vers sa ville natale.

Sous le signe de la transplantation et de la perte des valeurs, le père, aveugle et grand amateur de concours bibliques télévisés, incarne un judaïsme traditionnel et patriarcal déclinant. Le frère aîné sacrifie vainement sa vocation universitaire pour maintenir l'apparence d'une cohésion à ce foyer. La mère y est enfin la grande prétesse, par la magie (*sh'chur*) occulte de laquelle tout cela tient encore, de gré pour Pnina, « l'attardée », aux étranges pouvoirs médiumniques, ou de force pour sa sœur Rachel, jeune israélienne modèle. Tout l'intérêt du film réside dans le fait qu'il ne prend pas parti et qu'il suscite, par son foisonnement symbolique et son intelligence de l'espace, des

scènes tout à la fois d'une grande subtilité et d'une violence presque primitive.

Premier long-métrage de Shmuel Hasfari, sur un scénario en partie autobiographique de sa femme, *Sh'chur* ne se range, de prime abord, dans aucune des deux catégories autour desquelles s'est organisée la production israélienne : les comédies dites « bourekas », dont l'idéologie sous-jacente demeure politiquement correcte, et, apparus plus tardivement, les films socialement engagés, tels ceux de Nissim Dayan, Dina Tsvi-Riklis ou Ram Levy. La polémique s'est engagée immédiatement en Israël, nourrie par un journaliste accueillant avec satisfaction la naissance tardive d'une autocritique sépharade, une déclaration du réalisateur qualifiant son héroïne de « missile lancé en plein cœur de l'establishment ashkenaze », et le reproche adressé au cinéaste de privilégier la face d'ombre de la culture judéo-marocaine.

Il se pourrait pourtant que la question « ethnique » soit un faux débat. En opposant à la crise du modèle occidental israélien ce qu'il y a de plus archaïque et de plus hétérodoxe dans la tradition judéo-orientale, Shmuel Hasfari ne fait que traduire, en l'exaspérant, un phénomène global de ressourcement, voire de repli idéalisé sur les valeurs traditionnelles. La question ne concerne plus, à ce titre, l'origine des citoyens israéliens, mais l'acceptation ou le refus de la modernité.

Jacques Mandelbaum

LES AUTRES NOUVEAUX FILMS

MONDO

Film français de Tony Gatlif. Avec Ovidiu Balan, Pierrette Fesch, Philippe Petit, Jerry Smith, Maurice Maurin. (1 h 20.)

■ Scellant la rencontre du réalisateur de *Latcho Drom* et de l'écrivain Jean-Marie Gustave Le Clézio, ce film est une manière de *Petit Prince* moderne. *Mondo* ne vient pas d'une étoile, mais c'est tout comme, puisqu'on ne sait pas d'où il vient. Il ne sait ni lire ni écrire, mais sourit aux inconnus et demande à chacun de l'adopter. Sauf aux policiers et aux hommes de la fourrière, qui pourchassent, c'est tout un, nomades et chiens errants. *Nice* est un désert pour les enfants libres et affamés. *Mondo* y a pourtant des amis : un pêcheur philosophe, un mendiant écossais, une vieille dame insolite revenue du Vietnam, un magicien surprenant. Quand leur compagnie lui fait défaut, il se réfugie dans les hauteurs de la ville, à l'unisson de la rosée, des fleurs et du soleil. Ou bien il rêve qu'il prend le large, emporté par la Grande Bleue, accompagné par une musique dite précisément « du monde ».

Ainsi du film de Tony Gatlif, si soucieux de rejoindre l'horizon absolu de l'universalité qu'on finit par le perdre de vue. « Les yeux sont aveugles. Il faut chercher avec le cœur », dirait sans doute le Petit Prince. Un principe très problématique au cinéma.

J. M.

PROFESSEUR HOLLAND

Film américain de Stephen Herek. Avec Richard Dreyfuss, Glenn Headly, Jay Thomas, V.H. Macy. (2 h 20.)

■ Professeur *Holland* raconte trente ans, de 1965 à 1995, de la vie d'un professeur de musique dans un collège d'une petite ville américaine, soit un parcours ponctué de drames et de réussites divers, à l'échelle d'un destin modeste. Comme de nombreuses productions américaines récentes, le film doit beaucoup à *La vie est belle*, dont il semble vouloir restituer l'esprit. Le film de Frank Capra est, en effet, une œuvre matrice qui a fixé, une fois pour toutes, une manière de transformer imaginairement les histoires individuelles en destin collectif.

Comme le *George Bailey* du film de Capra, Glenn Holland sacrifie ses aspirations personnelles (composer une symphonie) au profit d'un dévouement à la collectivité (intégrer ses élèves dans la grande machine sociale), pour se voir en fin récompensé et remercié par celle-ci dans un grand mouvement de solidarité. Le film se tient toutefois très loin de son modèle implicite, la complexité d'un personnage, qui dans *La vie est belle* trahit la névrose, est très largement gommée et l'ensemble se soucie trop de restituer de façon très calibrée des figures canoniques. L'innocence perverse a laissé place à un calcul de tous les instants, parfois habile, parfois émouvant, mais incroyablement froid malgré le talent de Richard Dreyfuss.

Jean-François Rauger

FRISONS ANGLAIS

Six courts-métrages britanniques de Peter Capaldi, Patrick Harkin, Bill Britten, Jim Gillespie, Carl Precherer, Andrew Kottang. (1 h 27.)

■ Johnatan Swift avait en son temps émis la modeste proposition d'accommoder en fricassée ou en ragout les enfants des pauvres, à seule fin qu'ils ne deviennent pas une charge pour leur parents et se rendent du même coup utiles à leur pays. Il faut s'appeler Luis Buñuel ou Alfred Hitchcock pour transposer ce type d'humour au cinéma. On en cherche en tout cas vainement la trace dans les « courtes comédies noires » proposées ici. *Franz Kafka's It's a Wonderful Life* se réduit à quelques variations de potache issues de la première ligne de *La Métamorphose*. *The Last Ten Minutes*, dont on souhaiterait qu'elles passent plus vite, évoquent une hospitalisation d'urgence filmée en caméra subjective. *One Night Stand* organise un suspense raté autour d'un possible tueur en série.

Le film le plus efficace de cet ensemble, *Joy Ride*, montre un réparateur de câbles électriques enfermé dans le coffre de voiture de deux tueurs fous. *The Cutter*, l'histoire d'un fils qui veut embrasser la noble profession de son surin de père, joue d'une manière convenue le registre de la farce sanglante. Quant à *Smart Alek*, il s'agit d'un avatar tardif et glauque de la veine underground, trame à partir d'un fait divers sanglant. Au total, des frissons très peu frémissants.

J. M.

MORT SUBITE

Film américain de Peter Hyams. Avec Jean-Claude Van Damme, Powers Boothe, Raymond J. Barry, Whitni Wright. (1 h 50.)

■ Le scénario repose sur un principe usé depuis la série « Die Hard ». Aurait-il trahi dans différents tiroirs avant d'être formaté pour Jean-Claude Van Damme ? Un héros solitaire fait échec en quelques heures au projet d'un groupe de malfaiteurs, ici des terroristes qui tiennent en otage le vice-président des États-Unis dans la loge d'un stade où se déroule une partie de hockey.

Le valeureux pompier, incarné par le karatéka belge, dépassera un vieux traumatisme et retrouvera l'estime de ses enfants en envoyant au tapis une douzaine de bandits. Les morts violentes se succèdent, notamment pour quelques malheureux abattus de sang-froid par un Powers Boothe insupportable de cabotage, alors que la vedette conserve son inexplicité. *Mort subite* est un salmigondis qui mêle le sadisme à un discours moralisateur, à grand renfort de grossiers effets de réalisation.

J.-F. R.

WHEN NIGHT IS FALLING

Film canadien de Patricia Rozema. Avec Pascale Bussières, Rachel Crawford, Henry Czerny, David Fox. (1 h 35.)

■ Que se passe-t-il donc lorsque la nuit tombe ? Rien d'extraordinaire. Un bon vieux coup de foudre à l'eau de rose, où une succession de plans en plongée verticale et la plainte lancinante d'un violoncelle annoncent une modernité réduite à ses collichettes. Camille et Martin enseignent dans un collège religieux, fleur du calvinisme. Ils sont aussi amants et pourraient se marier si Camille ne rencontrait Petra, ensorcelante acrobate d'un cirque de passage. Et, sur cette pierre, elle bâtit sa nouvelle Église. Le contraste semble sévère, et la transition sulfureuse. Il n'en est rien. Car si Patricia Rozema n'a pas donné de l'homosexualité féminine une image caricaturale, son film, scènes d'amour et ciel orangé compris, baigne dans une aseptie qui lui est semblablement fatale.

J. M.

REVUE

POSITIF

N° 422, avril 1996 (112 p., 40 F.)

■ Difficile, après avoir introduit les *Cahiers du cinéma* comme le temple de la cinéphilie française, de présenter le mensuel *Positif*. D'autant que la vieille rivalité entre les deux revues de cinéma françaises les plus « capées » couve toujours sous la cendre, comme le démontre l'éditorial de ce numéro d'avril.

On dira donc que *Positif* ne se présente plus, et de le prouver a contrario en mentionnant, au chapitre de l'actualité, un passionnant entretien avec le cinéaste iranien Mohsen Makhmalbaf (*Le Temps de l'amour*), qui parle de la création dans son pays, évoquant au passage ses souvenirs du *Close-up*, de Kiarostami.

La rubrique « Présences du cinéma » convoque de grandes voix du passé et peaufine ses hommages. Ici un texte de Hans Richter de 1946 et un entretien inédit avec l'acteur-danseur Gene Kelly. La revue se réfère enfin sur l'une des raisons qui la fait lourdement peser sur les étagères : le dossier du mois. Entretiens avec Steven Soderbergh, Gary Fleder, Barbet Schroeder et articles de fond (sur la figure du loser, le perdant, l'érotisme comme perversion du genre, ou la réhabilitation du personnage noir) forment, en l'occurrence, le second volet d'un panorama de soixante pages sur le « néo-polar américain ».

J. M.

Tout le cinéma turc investit le Centre Georges-Pompidou avec plus de cent films en six mois de projections

LE CINÉMA TURC. Centre Georges-Pompidou du 17 avril au 14 octobre 1996. Tél. : 48-05-20-80. « Le Cinéma turc », ouvrage collectif d'auteurs sous la direction de Mehmet Basutcu. Editions du Centre Georges-Pompidou. 288 pages, 280 F.

ISTANBUL

Tandis que s'achève à Istanbul le quinzième Festival international du film, confirmant la récession du cinéma turc contemporain, le Centre Pompidou inaugure à Paris la plus importante rétrospective jamais réalisée sur cette cinématographie. Plus de cent titres sont programmés au fil d'une manifestation qui durera six mois.

En choisissant de privilégier la Turquie, les responsables du

Centre réhabilitent une production trop souvent cloisonnée dans le ghetto des cinématographies dites du « tiers-monde », et dépassent, grâce à ce vaste panorama, la figure d'un homme, Yilmaz Güney (et d'un film, *Yol*), qui aussi charismatique soit-elle, n'en a pas moins occulté la quasi-totalité du cinéma turc.

La sélection parisienne met en effet en lumière la richesse et la diversité d'une cinématographie plongeant aux sources de l'histoire turque contemporaine. Les premières manifestations du cinéma dans un Empire ottoman en déliquescence sont principalement le fait d'étrangers ou de minoritaires. La production « nationale » débute dans les années 10. A l'exception de quelques tentatives de fiction (*La Griffe*, de Sedat Simavi, 1917), l'activité cinématographique est alors placée sous la

tutelle quasi exclusive de l'armée ottomane, et de son ministre Enver Pacha : actualités filmées et documentaires réalisés par des opérateurs turcs sur les différents conflits en cours, le plus souvent à des fins de propagande.

UN TOURNANT

Avec la fondation de la République, en 1923, par Mustafa Kemal, débute l'ère de Muhsin Ertugrul. Issu du théâtre, celui-ci bénéficie des premières sociétés de production privées et de l'absence de tout autre cinéaste pour imprimer sa marque sur le cinéma national durant toute l'entre-deux-guerres. Il réalise un ou deux films par an, adaptés d'œuvres étrangères ou de sujets plus originaux, épopées célébrant la guerre d'indépendance (*Une nation s'éveille*, 1932) ou drames ruraux (*Aysel, la fille du marécage*, 1935).

Il faut attendre les années 50 pour que se produise en Turquie un renouveau. En 1952, *Au nom de la loi*, de Lütfi Akad, marque un tournant. A ses côtés, Metin Erksan, Halit Refig et Atif Yilmaz forment bientôt la génération des « vrais cinéastes ». A la recherche d'un langage cinématographique moderne, ils développent une problématique socioculturelle s'opposant à la libéralisation progressive du régime et les coupe-rets de la censure. Résolument inclassable, Metin Erksan s'impose comme le chef de file de ce mouvement par ses thèmes novateurs et par une maîtrise exceptionnelle de l'image, qu'illustrent *La Vengeance des serpents* (1962), *Un été sans eau* (Ours d'or à Berlin en 1963, première grande récompense internationale du cinéma turc), *Le temps d'aimer* (1966), révélant ses affinités avec l'univers des surréalistes, ou *Le Puits* (1968).

Atif Yilmaz, le plus prolifique des cinéastes turcs, étend son savoir-faire aux genres les plus divers, du film « rural anatolien » pittoresque aux œuvres psychologiques, voire « féministes » (*Comment peut-on sauver Asie ?*, 1986). Halit Refig, principal animateur du mouvement – à connotation anti-occidentale –, dit du « cinéma national », explore des *Oiseaux de l'Eden* (1964) à *Deux étrangers* (1992) son thème favori, le choc des cultures à la lumière de positions idéologiques parfois controversées. Ce cinéma d'auteur, qui s'affirme dans les années 60, reste toutefois marginalisé face à une production commerciale en expansion.

YILMAZ GÜNEY, FIGURE DE PROUD

L'industrie cinématographique connaît son essor durant les années d'après-guerre, favorisée en partie par le vote en 1948 d'une loi abaissant les prix des billets. De cinq films en 1945, la production croît vertigineusement pour se situer entre cent cinquante et trois cents titres par an dans les années 60-75, plaçant la Turquie parmi les premiers pays producteurs aux côtés de l'Inde et de l'Egypte.

Façonnée aux goûts d'un public anatolien de plus en plus nombreux, massivement urbanisé par l'exode rural, cette production de Yesilcam – du nom d'une rue centrale d'Istanbul où sont concentrées les sociétés de production – mêle les genres les plus populaires (comédies, mélodrames « arabes », films d'action, policiers, érotisme et pornographie dans les années 70) au star system. Mais la barrière entre cinéma commercial et sujets plus ambitieux n'est guère hermétique, et les réalisateurs la franchissent allègrement, dans les deux sens.

C'est dans ce contexte que s'impose la personnalité hors normes de Yilmaz Güney. *L'Espoir* (1970) en fait la figure de proue d'un néoréalisme turc, que nourrit dans son sillage Ali Özgentürk (*Hazal*, 1979), Zeki Ökten (*Le troupeau*, 1978) ou Serif Gören (*Yol*, palme d'or à Cannes en 1983). L'œuvre de Güney, parfois très engagée, sera interdite dans son pays durant près de vingt ans. De *Seyit Han* (1968) au *Mur* (1983), réalisé durant l'exil en France, elle dénonce avec justesse et sensibilité les injustices et le sous-développement dont est victime son peuple.

MATURITÉ NOUVELLE

Les années plus récentes, marquées par le coup d'Etat militaire de 1980, s'annoncent difficiles sur le plan économique. La concurrence nouvelle de la télévision et de la vidéo, ainsi qu'une distribution tenue par les majors américaines, font s'effondrer la production nationale et le parc de salles (chutant de trois mille à trois cents en moins de vingt ans). Le cinéma doit sa survie en partie aux subventions tardives de l'Etat et à différentes coproductions européennes. Ce dynamisme salvateur, l'évolution des thèmes traités au cours de cette période, qu'illustrent les œuvres plus « psychologiques » d'Ömer Kavur (*Visage secret*, 1990) ou d'Erden Kiral (*L'Edil bleu*, 1993), ainsi que la maîtrise technique affichée par de jeunes réalisateurs, témoignent pourtant d'une maturité nouvelle du cinéma turc.

Restituer la réalité d'un pays, aussi contrastée soit-elle, au travers du cinéma relève parfois de la gageure. La rétrospective du Centre Pompidou devrait y contribuer, en palliant la méconnaissance d'une cinématographie balayée en d'autres temps par les outrances de *Midnight Express*, d'Alan Parker.

Nicolas Monchaux

Sept dates

- 1896 : introduction du cinématographe en Turquie.
- 1914 : *La Destruction du monument russe de St Stéphane*, de Fuat Uzkıday est le premier film turc.
- 1922-1939 : période de Muhsin Ertugrul.
- Années 50 : génération des « vrais cinéastes » (Metin Erksan, Halit Refig, Atif Yilmaz).
- 1960-1975 : Age d'or du cinéma commercial.
- 1970 : *L'Espoir*, le chef-d'œuvre de Yilmaz Güney.
- 1983 : *Yol*, de Serif Gören et Yilmaz Güney, reçoit la Palme d'or au Festival de Cannes.

Lettre d'Amérique

Palme d'or au Festival de Cannes, cité cinq fois aux Oscars, *Les Parapluies de Cherbourg*, de Jacques Demy, n'avait pas été revu aux Etats-Unis

dans son état original depuis 1964. Le 5 avril, il refaisait ses débuts au Film Forum de New York ; dès vendredi 19 avril, il sera projeté au Sunset 5 de West Hollywood. Copie impeccable, couleurs vives comme au premier jour – un miracle. Ce film « en couleurs et en chanté » (formule de Jacques Demy) ayant été tourné en Eastmancolor, copies et négatifs avaient « viré », les couleurs avaient passé. Par bonheur, le réalisateur en avait conservé un tirage effectué selon la technique des trois couches. C'est à partir de cette copie qu'avec l'appui du ministère de la culture Agnès Varda a restauré

ces *Parapluies*. Michel Legrand remakant toute la bande son en Dolby Stéréo. Pour la plupart des critiques américains, c'est une révélation. Si dans le *Village Voice*, J. Hoberman renchérit en un « glamour populiste qui l'apparente à du Minelli-vérité », Dave Kehr, du *Daily News*, trouve le film « troublant, dérangeant » qui allie « réalisme social » et « poésie extrême », où sont chantés tant le quotidien que le politique (la guerre d'Algérie). « Un des rares exemples de pur cinéma de plus en plus difficile à trouver de nos jours », écrit Kenneth Turan dans le *Los Angeles Times* du dimanche 14 avril, emblématique d'une époque où (celui-ci) était encore le rêve de quelqu'un. » Sentiment apparemment partagé dans les longues files d'attente devant le Film Forum, qui aura, depuis le 5 avril, « fait » un indice de fréquentation de 90 %. Age moyen des spectateurs (estimation subjective) : entre vingt-huit et trente-cinq ans. Celui du film.

H. B.

LES ENTRÉES

À PARIS
■ Après avoir suscité un élargissement de la combinaison de salles sur Paris périphérie, le battage médiatique déclenché par Jean-Paul Belmondo aura permis à *Désiré* d'attirer 25 000 spectateurs devant ses 10 écrans, soit un remarquable taux de remplissage. Objet d'une soudaine sollicitude, le cinéma français obtient d'ailleurs des résultats encourageants.

■ Cinq films français ob-

tiennent en effet des scores satisfaisants : également en première semaine, *Un dîner à New York* démarre honorablement à 32 000 dans ses 23 salles. En troisième semaine, *Pédale douce* conserve la tête du box-office avec 89 000 entrées (total : 335 000). *Beaumarchais* reste en vogue avec 52 000 complètes en quatrième semaine (total : 354 000). Tandis qu'en deuxième semaine *Les Caprices d'un fleuve* et *Chacun cherche son chat* se maintiennent bien, totalisant respectivement 102 000 et 70 000 entrées.

■ Les Américains faiblissent tout de même deux titres parmi les

premiers du classement : *Toy Story* à 64 000 (306 000 en trois semaines) et *Copcat* à 44 000 (213 000 en quinze jours). Parmi les nouveautés, il est douteux que *Dracula*, avec seulement 37 000 entrées, puisse durablement marcher sur leurs traces. En cette semaine de sorties pléthoriques (onze titres), il faut aussi noter le bon démarrage des *Nouvelles Aventures de Wallace et Gromit*, à 29 000 dans seulement 14 salles.

J.-M. F.

* Chiffres : Le Film français

Journées sans faste à Istanbul

ISTANBUL

Le 15^e Festival international du film d'Istanbul, qui s'est tenu du 30 mars au 14 avril, a confirmé les tendances les plus pessimistes. Le cinéma turc a enregistré en 1995 une des plus faibles productions depuis un demi-siècle, avec seulement 14 films, dont 10 distribués, contre 35 en 1994. Les espoirs placés dans le ministère de la culture, qui subventionne le cinéma depuis 1990, se sont révélés vains, aucun des derniers films n'ayant bénéficié d'une aide suite à un gel des crédits. Seuls subsistent le parrainage privé – important – de rares productions télévisuelles et le soutien d'Eurimages, qui dépend du Conseil de l'Europe et a aidé 5 films en 1995-96.

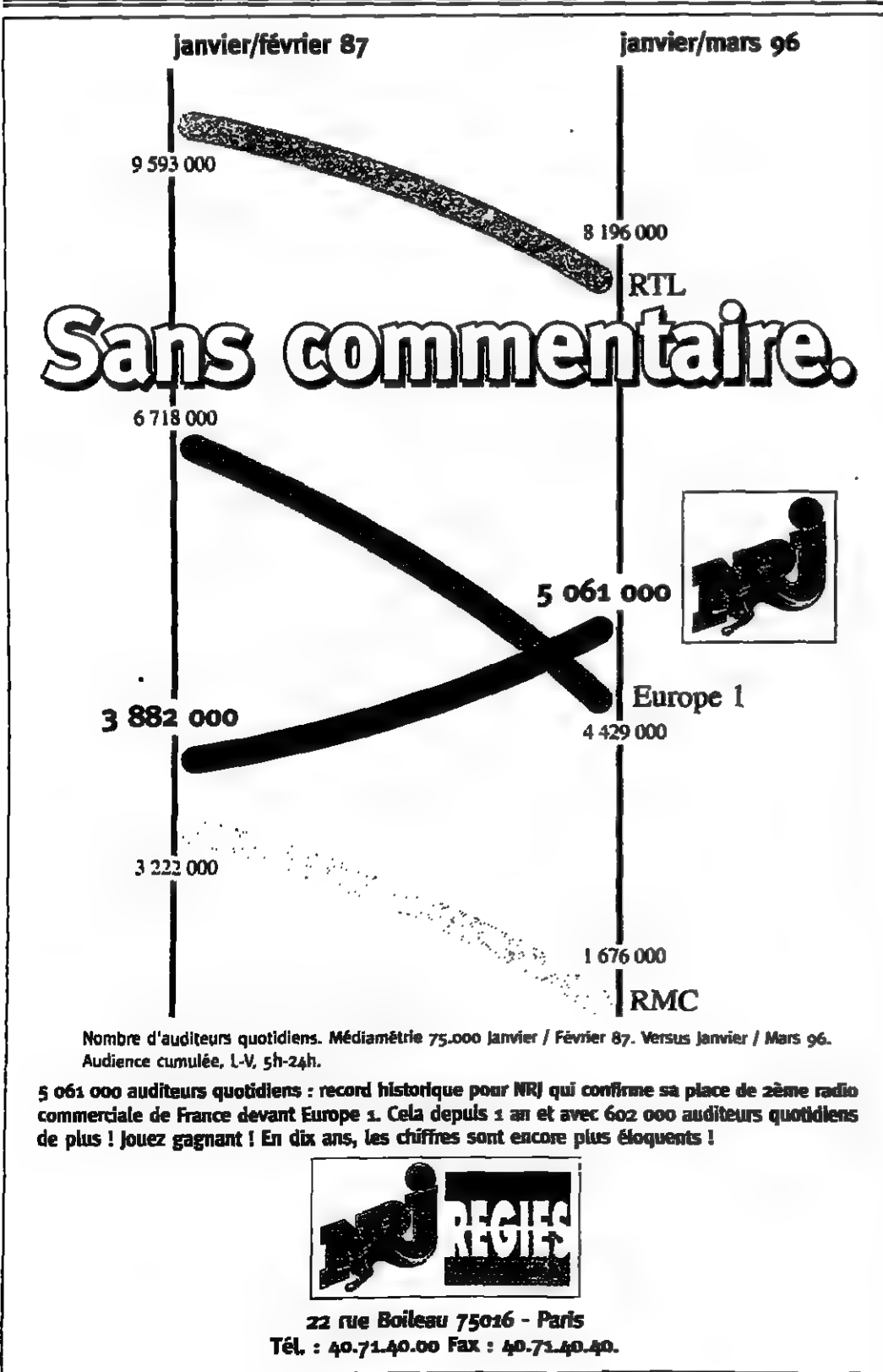
En dépit de ce constat de crise sans précédent, le Festival d'Istanbul a révélé quelques œuvres de qualité. Tandis que le jury international, présidé par Robert Wise, décernait la Tulipe d'or à *Petite sœur*, première œuvre du Néerlandais Robert Westdijk, le Grand Prix de la compétition nationale est revenu au 80^e pas, de Tomris Girtilioglu. Sous forme de reconstitution judiciaire, le film retrace par de multiples flashback l'itinéraire d'un activiste politique de retour d'exil et de prison qui retrouve son environnement profondément changé. Formée à l'école du documen-

taire, la réalisatrice restitue l'atmosphère d'une période, le tournant des années 70-80, marquée par l'agitation politique et la répression.

Crédité du prix Onat Kutlar, en hommage au scénariste et fondateur de la Cinématheque turque, disparu l'année dernière, *Les Nuits froides*, du Turco-Allemand Kadri Sözen, relate l'après destinée de jeunes musiciens de rue en proie à l'autorité brutale d'un « oncle » exploiteur. L'arrivée d'un jeune chanteur aveugle parmi le groupe conduira, avec sa fin tragique, à une prise de conscience et à une émancipation salutaire. Primée en Allemagne, cette œuvre sensible et maîtrisée rappelle parfois par ses accents naturalistes *Los Olvidados*, de Luis Buñuel.

Deux autres titres ont retenu l'attention. *Le Cafard*, d'Omik Elçi, narre la dérive existentielle d'un commissaire de police misogyne et violent. Le film associant divers aspects de la vie quotidienne au grouillement d'insectes nuisibles confine bientôt à la folie et à la mort. Drame passionnel inspiré du destin tragique de la chanteuse « arabesque » Bergen, *L'Amour plus froid que la mort*, de Canan Gerede, s'attache à la communauté tsigane d'Istanbul en rendant sensible son univers musical et sensoriel.

N. Ma.



LA SÉLECTION DU « MONDE »

CASINO (*) (américain, 2 h 58), de Martin Scorsese, avec Robert De Niro, Sharon Stone, Joe Pesci, Don Rickles, Alan Hing, Kevin Pollak.

CHACUN CHERCHE SON CHAT (français, 1 h 35), de Cécile Klapisch, avec Garance Clavel, Zinedine Soualem, Renée Le Calm, Olivier Py, Arapiou, Rambo.

LE CŒUR FANTÔME (français, 1 h 27), de Philippe Garrel, avec Luis Rego, Aurélie Alcaïs, Maurice Garrel, Evelyn Didi, Roschdy Zem, Camille Chén.

LE COMPLEXE DE TOULON (français, 1 h 21), de Jean-Claude Biette, avec Jean-Christophe Bouvet, Howard Vernon, Yse Tran, Haydée Caillot, Jean-Frédéric Ducasse, Philippe Chemin.

DEAD MAN (américain, 2 h 14), de Jim Jarmusch, avec Johnny Depp, Gary Farmer, Lance Henriksen, Robert Mitchum, Gabriel Byrne, John Hurt.

LES DERNIERS JOURS D'EMMANUEL KANT (français, noir et blanc, 1 h 10), de Philippe Collin, avec David Warlow, André Wilms, Roland Amstutz, Christian Rist, Julien Rochefort, Claude Aureau.

L'ÉDUCATRICE (français, 1 h 33), de Pascal Kané, avec Alexandra Winsky, Nathalie Ri-

chard, Jean-François Stévenin, Brigitte Roïan.

ENFANTS DE SALAUD (français, 1 h 40), de Tonie Marshall, avec Anémone, Nathalie Baye, François Cluzet, Molly Ringwald, Jean Yanne.

LA FEMME DU PORT ()** (mexicain, 1 h 50), d'Arturo Ripstein, avec Patricia Reyes Spindola, Alejandro Parodi, Damian Alcazar, Evangelina Sosa, Ernesto Yanez.

LE MONTREUR D'OMÈRES (grec, 1 h 45), de Leifertis Xanthopoulos, avec Kostas Kazakos, Stratos Tzortzoglou, Giorgos Ninos, Dora Maskavanou, Vlassis Bonatos, Patris Koutsafis.

NOS ANNÉES SAUVAGES (hongkong, 1 h 33), de Wong Kar-Wai, avec Leslie Cheung, Andy Lau, Maggie Cheung, Carina Lau, Rebecca Pan, Jacky Cheung.

LE TEMPS DE L'AMOUR (iranien, 1 h 15), de Mohsen Makhmalbaf, avec Shiva Gerade, Abdolraman Palay, Aken Tunt, Menderes Samanjilar.

THE ADDICTION (américain, noir et blanc, 1 h 24), d'Abel Ferrara, avec Lili Taylor, Christopher Walken, Annabella Sciorra, Edie Falco, Michel Fella, Paul Calderon.

FESTIVALS

TOURS: FESTIVAL INTERNATIONAL ACTEURS, ACTEURS & Acteurs - Dix manifestations dans vingt-deux salles, dix compagnies européennes de théâtre, huit soirées Carte blanche, une quarantaine de films, une dizaine d'expositions et des rencontres, c'est le vaste programme de cette sixième édition qui réunit une centaine d'acteurs, de réalisateurs et de metteurs en scène venus confronter leurs parcours et leurs aventures artistiques. Outre ces rencontres, quatre prix sont décernés, récompensant des acteurs ou des réalisateurs de courts métrages pour leur direction d'acteurs.

DU 23 AU 30 AVRIL.
Tél.: (16) 47-38-29-29.
PARIS: LES RENDEZ-VOUS D'IMAGINA.
Si le rendez-vous des professionnels à lieu à Monaco, celui des amateurs se tient à Paris. Créé il y a trois ans, ce festival est entièrement consacré aux images de synthèse et aux nouvelles créations multimédias. Des projections thématiques, des projections - près de soixante-dix films -, des installations, avec une sélection des meilleurs CD-ROM du moment, constituent l'essentiel de cette manifestation.

DU 17 AVRIL AU 2 MAI. Carré Seita, 10, rue Surcouf, Paris 7.
Tél.: 45-56-69-80. A Marseille, du 24 avril au 8 mai.
Tél.: 91-11-42-43.

PREMIER ESPACE CINÉMA NOIR DE PARIS.
Une quarantaine de films produits et réalisés par des cinéastes de cultures noires, des débats, une exposition d'un peintre togolais et des concerts sont prévus pour ce 6^e Festival « Peuples noirs en courts métrages ».

DU 17 AU 23 AVRIL. Espace Images d'ailleurs, 21, rue de la Clef, Paris 5.
Tél.: 45-87-18-09. Entrée gratuite.

DOCUMENTAIRES SUR GRAND ÉCRAN
Chaque jeudi, à compter du 18 avril, le cinéma L'Entrepôt propose « Histoires d'enfants ». Il s'agit d'une sélection de courts métrages consacrés aux enfants, qui nous promettent de la Russie aux Pays-Bas, de Varsovie à Paris, à travers des films signés par de grands documentaristes. La plupart des séances sont suivies de débats animés par des professionnels du cinéma.

DU 18 AVRIL AU 27 JUIN. Cinéma L'Entrepôt, 7-9, rue Francis-de-Pressensé, Paris 14.
M^e Pernety.
Tél.: 45-43-41-63.

NOUVEAUX FILMS

MARY KELLY (*)
Film britannique de Stephen Frears, avec Julia Roberts, John Malkovich, George Cole, Michael Gambon, Kathy Staff, Glenn Close (1 h 48).

VO: UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{re}; Rex, dolby, 2^e; Reflet Médias II, 5^e (43-54-42-34); UGC Rotonde, dolby, 6^e; UGC Danton, dolby, 6^e; Gaumont Ambassade, dolby, 6^e (43-59-19-08); UGC Normandie, dolby, 8^e; La Bastille, dolby, 11^e (43-07-48-60); UGC Gobellins, dolby, 13^e; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (45-75-79-79); UGC Maitlot, 17^e; Pathé Wepler, dolby, 18^e (réservation: 40-30-20-10).

VF: Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (réservation: 40-30-20-10); Les Nations, dolby, 12^e (43-43-04-67); (réservation: 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e; Gaumont Gobellins Rodin, dolby, 13^e (réservation: 40-30-20-10); Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (réservation: 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e.

MONDO
Film français de Tony Gatlif, avec Ovidiu Balan, Pierrette Fesch, Philippe Petit, Sahila Alam, Jerry Smith, Maurice Maurin (1 h 20).

14-Juillet Hauteville, 6^e (46-33-79-38).
MORT SUBITE (*)
Film américain de Peter Hyams, avec Jean-Claude Van Damme, Powers Boothe, Raymond J. Barry, Whitney Wright, Ross Malinger, Dorian Harwood (1 h 50).

VO: UGC Ciné-cité les Halles, 1^{re}; Gaumont Marignan, 8^e (réservation: 40-30-20-10); UGC Normandie, dolby, 8^e.
VF: Rex, dolby, 2^e; UGC Montparnasse, dolby, 6^e; Paramount Opéra, dolby, 9^e (47-42-56-31); (réservation: 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e; UGC Gobellins, dolby, 13^e; Miramar, dolby, 14^e (réservation: 40-30-20-10); Mistral, dolby, 14^e (réservation: 40-30-20-10); Pathé Wepler, dolby, 18^e; La Gambetta, dolby, 20^e (46-36-10-96); (réservation: 40-30-20-10).

PROFESSEUR HOLLAND
Film américain de Stephen Herek, avec Richard Dreyfuss, Glenn Headly, Jay Thomas, W. H. Macy, Alicia Witt, Jean Louisa Kelly (2 h 20).

VO: UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{re}; UGC Montparnasse, 6^e; UGC Odéon, dolby, 6^e; UGC Champs-Élysées, 8^e; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (45-75-79-79); Pathé Wepler, dolby, 18^e (réservation: 40-30-20-10).
VF: Rex, dolby, 2^e; Bretagne, dolby, 6^e (réservation: 40-30-20-10); Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8^e (43-87-35-43); (réservation: 40-30-20-10); Paramount Opéra, dolby, 9^e (47-42-56-31); (réservation: 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobellins, 13^e; Mistral, 14^e (réservation: 40-30-20-10); Gaumont Convention, dolby, 15^e (réservation: 40-30-20-10); Le Gambetta, dolby, 20^e (46-36-10-96); (réservation: 40-30-20-10).

SAFE
Film américain de Todd Haynes, avec Julianne Moore, Peter Friedman, Xander Berkeley, Susan Norman, Kate McGregor Stewart, Mary Carver (2 h).

VO: Gaumont les Halles, dolby, 1^{re} (40-39-99-40); (réservation: 40-30-20-10); Elysées Lincoln, 8^e (43-59-36-14); (réservation: 40-30-20-10); Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20); (réservation: 40-30-20-10).

SHYCHUR
Film israélien de Shmuel Hasfari, avec Hana Azoulay Hasfari, Orly Ben Garti, Ronit Alkalbatz, Gila Almog, Amos Lavi, Ya'akov Cohen (1 h 40).

VO: 14-Juillet Beaubourg, 3^e; 14-Juillet Parnasse, 14^e (45-65-58-00).

WHEN NIGHT IS FALLING
Film canadien de Patricia Rozema, avec Pascale Bussières, Rachael Crawford, Henri Czerny, Don McKellar (1 h 35).

VO: UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{re}; Espace Saint-Michel, dolby, 5^e (44-07-20-48); La Balzac, 6^e (45-61-10-60); Sept Parnassiens, dolby, 14^e (43-20-32-20); (réservation: 40-30-20-10).

SI VOUS VOUS EN VOUS PASSEZ
Six courts-métrages britanniques de Peter Capaldi, Patrick Harries, Bill Britten, Jim Gillespie, Carl Hetherington, Andrew Kotting (1 h 27).

(v.o.), Action Christine, 6^e (43-29-11-30).

EXCLUSIVITÉS

A FLEUR DE PEAU
de Steven Soderbergh, avec Peter Gallagher, Alison Elliott, William Fichtner, Adam Trese, Joe Don Baker, Paul Dooley.
Américain (1 h 35).

VO: UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{re}; UGC Odéon, 6^e; George-V, dolby, 8^e; UGC Opéra, 9^e; Gaumont Gobellins Fauvette, dolby, 13^e (réservation: 40-30-20-10).

LA VIE, A LA MORT !
de Robert Gudin, avec Ariane Rasic, Jacques Boudet, Jean-Pierre Darroussin, Jacques Gamblin, Gérard Mefan, Jacques Pieller.
Français (1 h 40).

Denfert, 14^e (43-21-41-01).
L'AMBIER DES 12 SÈGES
de Terry Gilliam, avec Bruce Willis, Madeleine Stowe, Brad Pitt, Christopher Plummer, Frank Gorshin.
Américain (2 h 05).

VO: UGC Forum Orient Express, 1^{re}; La Champo-Espace Jacques-Tati, dolby, 3^e (43-54-51-60); George-V, 8^e; Sept Parnassiens, dolby, 14^e (43-20-32-20); (réservation: 40-30-20-10).

NOS ANNÉES SAUVAGES
de Chris Noonan, avec James Cromwell, Magda Szubanski.
Américain (1 h 30).

VO: 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3^e; UGC Gobellins, 13^e; Les Montparnasse, dolby, 14^e (réservation: 40-30-20-10); Grand Pavois, dolby, 15^e (45-54-46-85); (réservation: 40-30-20-10); Saint-Lambert, dolby, 19^e (45-32-91-68); La Gambetta, dolby, 20^e (46-36-10-96); (réservation: 40-30-20-10).

BEAUMARCHAIS L'INSOULENT
d'Édouard Molinaro, avec Fabrice Luchini, Manuel Blanc, Sandrine Kiberlain, Jacques Weber, Michel Piccoli, Claire Weibaut.
Français (1 h 40).

UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{re}; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2^e (réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Hauteville, dolby, 6^e (46-33-79-38); UGC Odéon, dolby, 6^e; Gaumont Ambassade, 8^e (43-59-19-08); (réservation: 40-30-20-10); George-V, 8^e; Majestic Bastille, dolby, 11^e (47-00-02-48); (réservation: 40-30-20-10); Les Nations, dolby, 12^e (43-43-04-67); (réservation: 40-30-20-10).

Publicité

THEATRE MOGADOR
Alfredo Arias
FAUST
Argentin
NOMINATION MOLIÈRE 96
MEILLEUR SPECTACLE MUSICAL
Location: 49 87 50 50 et 3615 Figueiras ope
au théâtre: 53 32 32 00 Finac. Viriot agences

10^e; UGC Gobellins, dolby, 13^e; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (réservation: 40-30-20-10); Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (réservation: 40-30-20-10); Miramar, 14^e (réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (45-75-79-79); Gaumont Convention, dolby, 15^e (réservation: 40-30-20-10); Majestic Passy, dolby, 16^e (44-24-46-24); (réservation: 40-30-20-10); UGC Maitlot, dolby, 17^e; Pathé Wepler, dolby, 18^e (réservation: 40-30-20-10).

BROKEN ARROW
de John Woo, avec John Travolta, Christian Slater, Samantha Martho, Delroy Lindo, Frank Whaley, Bob Odenkirk.
Américain (1 h 45).

VO: Grand Pavois, dolby, 15^e (45-54-46-85); (réservation: 40-30-20-10).

BROOKLYN BOOGIE
de Wayne Wang et Michael Auster, avec Lou Reed, Michael J. Fox, Roseanna, Mel Gorham, Jim Jarmusch, Lily Tomlin.
Américain (1 h 25).

VO: Épée de Bois, 5^e (43-37-57-47); Elysées Lincoln, 8^e (43-59-36-14); (réservation: 40-30-20-10); Denfert, dolby, 14^e (43-21-41-01); Saint-Lambert, 15^e (45-32-91-68).

LES CARRIAGES D'UN FLEUVE
de Bernard Graubaud, avec Bernard Graubaud, Richard Rohringer, Thierry Fremont, Roland Blanchet, Roud Billeury.
Français (1 h 51).

Gaumont les Halles, dolby, 1^{re} (40-39-99-40); (réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Hauteville, dolby, 6^e (46-33-79-38); La Pagode, dolby, 7^e (réservation: 40-30-20-10); Gaumont Ambassade, dolby, 8^e (43-59-19-08); (réservation: 40-30-20-10); George-V, 8^e; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8^e (43-87-35-43); (réservation: 40-30-20-10); Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (réservation: 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; Gaumont Gobellins Rodin, dolby, 13^e (réservation: 40-30-20-10); La Gambetta, dolby, 14^e (réservation: 40-30-20-10); Mistral, dolby, 14^e (réservation: 40-30-20-10); Pathé Wepler, dolby, 18^e (réservation: 40-30-20-10).

CARELUI
de Guy Maddin, avec Kyle McCulloch, Gossia Dobrowolska, Sarah Neville, Brent Neale, Paul Cox, Victor Cowie.
Canadien (1 h 40).

VO: Studio Galandé, 5^e (43-26-94-08); (réservation: 40-30-20-10).

CASINO (*)

de Martin Scorsese, avec Robert De Niro, Sharon Stone, Joe Pesci, Don Rickles, Alan Hing, Kevin Pollak.
Américain (2 h 58).

VO: UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{re}; Grand Action, dolby, 5^e (43-29-44-40); Gaumont Marignan, dolby, 8^e (réservation: 40-30-20-10); George-V, 8^e; La Bastille, dolby, 11^e (43-07-48-60); Escurial, dolby, 13^e (47-07-28-04); (réservation: 40-30-20-10); Bienvenue Montparnasse, dolby, 15^e (réservation: 40-30-20-10); Pathé Wepler, dolby, 18^e (réservation: 40-30-20-10); Studio 28, 18^e (46-06-36-07).

CHACUN CHERCHE SON CHAT
de Cécile Klapisch, avec Garance Clavel, Zinedine Soualem, Renée Le Calm, Olivier Py, Arapiou, Rambo.
Français (1 h 35).

UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{re}; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3^e; 14-Juillet Odéon, dolby, 6^e (43-25-59-83); UGC Rotonde, 5^e; La Balzac, 6^e (45-61-10-60); UGC Opéra, 9^e; 14-Juillet Bastille, dolby, 11^e (43-07-48-60); Escurial, dolby, 13^e (47-07-28-04); (réservation: 40-30-20-10); Mistral, 14^e (réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-79); Bienvenue Montparnasse, dolby, 15^e (réservation: 40-30-20-10); Pathé Wepler, dolby, 18^e (réservation: 40-30-20-10).

CHAMANE
avec Igor Gotsman, Spartak Fedotov, Vladimir Yakovlev, Serguei Emilianov, Stefan Biliash, Ailocha Epounov.
Français (1 h 35).

VO: George-V, dolby, 8^e (43-26-58-00).
CHOMSKY, LES MÉDIAS ET LES ILLUSIONS NÉCESSAIRES
de Mark Achbar, Peter Wintonick, Francis Miquet et Katharine Asali.
Canadien (1 h 30).

VO: L'Entrepôt, 14^e (45-43-41-63).
CLUBBES
de Amy Heckerling, avec Alicia Silverstone, Stacy Dash, Brittany Murphy, Donald Faison, Paul Rudd, Breckin Meyer.
Américain (1 h 38).

VO: UGC Forum Orient Express, dolby, 1^{re}; (43-59-19-08); (réservation: 40-30-20-10); VF: Paramount Opéra, dolby, 9^e (47-42-56-31); (réservation: 40-30-20-10); UGC Gobellins, 13^e; Les Montparnasse, 14^e (réservation: 40-30-20-10).

tion: 40-30-20-10; Gaumont Grand

Ecran Italie, 13^e (45-80-77-00); (réservation: 40-30-20-10); Miramar, 14^e (réservation: 40-30-20-10); Gaumont Convention, dolby, 15^e (réservation: 40-30-20-10); UGC Maitlot, 17^e; Pathé Wepler, 18^e (réservation: 40-30-20-10).

DRACULA, MORT ET HEUREUX DE L'ÊTRE
de Mel Brooks, avec Leslie Nielsen, Peter Mac Nicol, Steven Weber, Amy Yasbeck, Lysette Anthony, Harvey Korman.
Américain (1 h 35).

VO: UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{re}; UGC Danton, 6^e; Gaumont Marignan, dolby, 8^e (réservation: 40-30-20-10); George-V, 8^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation: 40-30-20-10).

VF: Rex, dolby, 2^e; UGC Montparnasse, 6^e; Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (réservation: 40-30-20-10); Gaumont Gobellins Fauvette, dolby, 13^e (réservation: 40-30-20-10); La Gambetta, dolby, 20^e (46-36-10-96); (réservation: 40-30-20-10).

L'ÉDUCATRICE
de Pascal Kané, avec Alexandra Winsky, Nathalie Richard, Jean-François Stévenin, Brigitte Roïan.
Français (1 h 33).

Épée de Bois, 5^e (43-37-57-47).
ELDORADO
de Charles Binamé, avec Robert Brouillette, Pascale Bussières, James Hyndman, Macha Limonchik, Pascale Montpetit.
Canadien (1 h 44).

14-Juillet Beaubourg, dolby, 3^e.
IN AVOIR DU PAS
de Lucie Masson, avec Sandrine Kiberlain, Arnaud Giovaninetti, Roschdy Zem, Claire Denis.
Français (1 h 30).

Saint-André-des-Arts II, 6^e (43-26-48-18); Le République, 11^e (48-05-51-33); Studio 28, 18^e (46-06-36-07).

ENFANTS DE SALAUD
de Tonie Marshall, avec Anémone, Nathalie Baye, François Cluzet, Molly Ringwald, Jean Yanne.
Français (1 h 40).

UGC Forum Orient Express, dolby, 1^{re}; Le Quartier Latin, 5^e (43-26-48-18); UGC Montparnasse, 6^e; UGC Triomphe, dolby, 8^e; UGC Convention, 15^e.

EMMO
de Zhou Xiaowen, avec Ali, Ge Zhijun, Liu Peiqi.
Chinois (1 h 30).

VO: Reflet Médias II, 5^e (43-54-42-34).
LA FEMME DU PORT ()**
d'Arturo Ripstein, avec Patricia Reyes Spindola, Alejandro Parodi, Damian Alcazar, Evangelina Sosa, Ernesto Yanez.
Mexicain (1 h 50).

VO: Larina, dolby, 4^e (42-78-47-86); Épée de Bois, 5^e (43-37-57-47).
RUNNY BONES
de Peter Chelom, avec Oliver Platt, Lee Evans, Richard Griffiths, Oliver Reed, George Carl, Ticky Holgado.
Américain (2 h 08).

VO: Reflet Médias II, 5^e (43-54-42-34); Denfert, dolby, 14^e (43-21-41-01).

AMÉRICAIN (2 h 50).
VO: Cinoches, 6^e (46-33-10-82); Gaumont Ambassade, dolby, 8^e (43-59-19-08); (réservation: 40-30-20-10); Grand Pavois, dolby, 15^e (45-54-46-85); (réservation: 40-30-20-10).

LE JOURNAL DU SÉDUCTEUR
de Danielle Dubrouz, avec Chiara Mastrolanni, Melvil Poupaud, Hubert Saint Macary, Serge Martin, Mathieu Amalric, Danielle Dubrouz.
Français (1 h 35).

Les Trois Lumières, 6^e (46-39-97-77); (réservation: 40-30-20-10); Leaving Las Vegas (*)
de Mike Figgis, avec Nicolas Cage, Elisabeth Shue, Julian Sands, Richard Lewis, Steven Weber, Kim Adams.
Américain (1 h 57).

VO: UGC Forum Orient Express, 1^{re}; 14-Juillet Odéon, dolby, 6^e (43-25-59-83); UGC Triomphe, 8^e.

LA MADRE MUERTA
de Juan Emmanuel Bajo Ullao, avec Karra Elejalde, Ana Alvarez, Lilo Silvia, Mónica Elena Inureta, Ramon Barrera.
Espagnol (1 h 42).

VO: Espace Saint-Michel, dolby, 5^e (44-07-20-48).

MAINTIEN DE RÊVES
de Giuseppe Tornatore, avec Sergio Castellitto, Tiziana Lodato, Franco Scaldati, Leopoldo Trieste, Clelia Rondinella, Tano Cimarosa.
Franco-italien (1 h 54).

VO: Grand Pavois, dolby, 15^e (45-54-46-85); (réservation: 40-30-20-10).

LE MONTREUR D'OMÈRES
de Leifertis Xanthopoulos, avec Kostas Kazakos, Stratos Tzortzoglou, Giorgos Ninos, Dora Maskavanou, Vlassis Bonatos, Patris Koutsafis.
Grec (1 h 45).

VO: Saint-André-des-A

Un documentaire pose la question de leur définition et des critères de nocivité

L'esprit de forteresse

par Pierre Georges

ELLES VIENNENT accoucher dans des maternités françaises ! Ils viennent se faire opérer dans des hôpitaux français ! Ils insistent leurs enfants dans des écoles françaises ! Et ainsi de suite. Dans le fond, tout ce qu'on entend ces jours-ci, et qui n'est pas beau à entendre, n'est que la version moderne d'une vieille chanson. L'étranger voici l'ennemi, le parasite, le détresseur, celui qui vient manger le pain des Français. On disait cela des Italiens. On a dit cela des Portugais. On dit cela des Africains. Et on dira cela demain du voisin.

Plus haut, plus vite, plus fort ! Ainsi triomphe désormais l'esprit de forteresse, d'une forteresse France qui se juge assiégée et croit s'en sortir en s'enfermant elle-même dans une geôle idéologique. Toujours plus de textes dissuasifs, toujours plus de projets répressifs, toujours plus de simplisme. Image d'un pays recroquevillé, fermant les écouilles, faisant, au nom d'un bonhomme présumé perdu, le vide de ses idées et de ses principes.

Ce n'est pas cela la France. En tous cas pas l'idée qu'on s'en fait. Cela ne peut être qu'un devenir cela, une simple chasse gardée, cadencée, fermée à toute idée d'accueil et de générosité. Les droits de l'homme sont une vieille idée. Ils sont la plus moderne des idées qui nous protègent de nous-mêmes et de cette vieille tentation récurrente de l'enfermement féroce et vigile. Les droits des étrangers sont aussi le bouclier de nos droits, de notre Droit. Comme leurs devoirs et d'abord celui de respecter la loi, sont les nôtres.

On sait, en écrivant cela, à quel procès immédiat on s'expose. De tous côtés ! Car, à parler d'immigration, on risque immédiatement d'être pris en tenaille. Dans la te-

naïlle d'une double démagogie. Ou, à tout le moins d'une double naïveté.

D'un côté il y a ce que l'on pourrait appeler la démagogie de l'accueil, posée comme un principe absolu, intangible. Un principe de générosité aveugle tenant lieu de postulat et de dogme qui aboutit le plus souvent à l'effet inverse de celui recherché. Au risque de nier la réalité parfois, et d'abord celle énoncée en son temps par Michel Rocard. Non la France ne peut héberger toute la misère du monde ! Même si, pays riche et oubliant parfois, elle peut et doit en assumer sa part.

En face, vient la démagogie du refus, de tous les refus, de la course aux refus comme une course aux armements. Autre dogme absolu, principe d'égoïsme aveugle qui, lui, débouche sur l'idée d'une France interdite, insulaire, et pour tout dire mythique. Ces deux démagogues se nourrissent l'une l'autre. Ces deux surenchères, cousines germaines, laxisme et répression, s'épaillent au bord de se combattre, et se renvoient la balle, l'immigré clandestin, pris ainsi doublement en otage.

Et double langage d'un côté comme de l'autre ! Nier l'immigration clandestine et ses effets pervers est nier l'évidence. Vouloir la gommer, l'effacer à coup de textes puisés à la pire des inspirations, revient à vouloir effacer la réalité. Et tout cela ressemble fort à l'exercice d'une double et sommaire rhétorique pour n'avoir pas à parler des vrais problèmes : aide aux pays d'origine, politique nationale d'immigration et d'intégration, lutte contre le travail clandestin et bien d'autres. Car pour le reste, les textes et la loi existent déjà. Sans qu'il soit nécessaire d'en rajouter !

Thomson va revendre à l'Etat ses 21,93 % de participation dans le Crédit lyonnais

L'opération s'inscrit dans le cadre de la privatisation du groupe électronique

RÉUNIS mardi 16 avril, les conseils d'administration de Thomson SA et de Thomson-CSF ont approuvé le principe de la vente à l'Etat des participations détenues dans le capital du Crédit lyonnais par le groupe public français d'électronique (3,01 %) et par sa filiale d'électronique de défense et professionnelle (18,92 %). L'opération s'inscrit dans le cadre de la privatisation de Thomson SA décidée par le gouvernement. Elle interviendra à la date de cette privatisation ou, au plus tard, le 20 décembre 1996.

Le prix de cession de ces participations devra être fixé par un expert désigné par Thomson et l'Etat. D'ores et déjà, les deux parties se sont entendues pour que les montants de la vente ne soient pas inférieurs à 2,859 milliards de francs pour les actions détenues par Thomson-CSF et à 484 millions de francs pour celles de Thomson SA. Ces chiffres ont été établis à partir de la valeur du Crédit lyonnais en Bourse et dans les comptes de Thomson à la fin de 1995.

L'accord conclu entre l'Etat et Thomson prévoit également que le premier se substituera au second pour reprendre les obligations résultant de la garantie consentie en 1994 par le groupe d'électronique sur des actifs immobiliers de la banque publique à la suite du premier plan de sauvetage du Lyonnais. Thomson évalue à 477 millions de francs ce transfert de garantie. Ce montant sera déduit des sommes que versera l'Etat au groupe pour la reprise de sa participation dans la banque.

Cette cession apportera de l'argent frais à Thomson et permettra d'acquiescer l'endettement de

Thomson-CSF. Mais elle se traduira aussi, compte tenu de la différence entre le prix de vente à l'Etat et la valeur de la participation inscrite dans les comptes de Thomson et de sa filiale CSF et le prix de vente, par des moins-values et des provisions. Ces dernières ont été fixées à 1,802 milliard de francs pour Thomson-CSF (pour la valorisation de la participation dans la banque était de 4,8 milliards de francs fin 1995) et à 279 millions de francs pour Thomson SA. Compte tenu de ces provisions, de nouveaux conseils

également présent dans l'électronique grand public (télévision, équipements audio et vidéo) via Thomson Multimédia, société contrôlée à 100 %.

Le rachat par l'Etat de la participation de Thomson-CSF et de Thomson SA dans le Crédit lyonnais marque la fin d'une association contre nature. Les lourdes pertes du Lyonnais en 1993 et 1994 avaient « plombé » les comptes de l'industriel. Thomson avait obtenu les titres du Crédit lyonnais en 1989 en échange de la reprise par la banque

main sur les 10 milliards de fonds propres de Thomson-CSF Finances, bien vite rebaptisé Alus Finance. Une filiale chargée par la banque publique de faire ce qu'elle « ne sait pas, ne peut pas ou ne veut pas faire », selon les propres termes de Jean-Yves Haberer, et qui fut par la suite perdue dans des opérations extrêmement hasardeuses à la limite de ses fonds propres.

Pour le Crédit lyonnais d'aujourd'hui, la sortie de son capital de Thomson-CSF et de Thomson SA n'a pas grande importance. Tout au plus peut-on imaginer que la présence directe de l'Etat dans le capital de la banque passant de 48,5 % à 70,4 %, la réalisation d'opérations ultérieures en sera facilitée. Une ouverture du capital du Lyonnais dans plusieurs mois et une éventuelle association avec un partenaire deviendrait plus aisée.

Le plus significatif sera l'évaluation de la valeur de la participation du groupe Thomson (21,9 % en tout) dans la banque. Elle va permettre de se faire une idée de la santé réelle du Lyonnais et ne manquera pas d'avoir des conséquences fortes sur l'évolution en Bourse du certificat d'investissement Crédit lyonnais. La valeur minimale retenue de 3,34 milliards de francs valorise en tout la banque à 15,2 milliards de francs. Un niveau très nettement supérieur à celui du marché financier, puisque, après une forte baisse depuis des mois, le cours de 190 francs du certificat d'investissement lyonnais correspond à une valeur pour l'ensemble de la banque de 9,9 milliards de francs.

Philippe Le Cour et Eric Leser

Les Pays-Bas restent serrens après l'appel au boycottage

SI L'AFFAIRE a fait la « une » des journaux néerlandais, l'appel au boycottage des produits néerlandais (*Le Monde* du 17 avril) pour cause de laxisme dans la lutte antidrogue, signé par soixante-douze députés français de la majorité, a suscité plus de surprise que d'inquiétude aux Pays-Bas. Le gouvernement s'est bien gardé de réagir. « Nous ne commentons pas ce type d'initiative », dit-on au ministère des affaires étrangères – mais les parlementaires néerlandais ne se sont pas privés de la critique, voire d'ironiser. « Ce n'est pas cela qui arrangera nos relations diplomatiques », estime-t-on au PvdA, le parti social-démocrate du premier ministre, Wim Kok, et le spécialiste des affaires étrangères du Parti libéral (VVD), membre de la coalition, juge que « si les Français veulent boycotter un de nos produits, finalement ils n'ont qu'à boycotter la drogue qu'ils viennent acheter chez nous ». Selon les statistiques officielles, le montant total des exportations néerlandaises vers la France se monte à 32 milliards de florins (99 milliards de francs), gaz naturel inclus. Les Français vendent aux Pays-Bas pour 19 milliards de florins. (Corresp.)

HOMOSEXUALITÉ : la seconde chambre du Parlement des Pays-Bas a voté mardi 16 avril par quatre-vingt-neuf voix contre soixante une une motion demandant au gouvernement de préparer un projet de loi autorisant le mariage de couples homosexuels. Une commission serait chargée d'étudier les conséquences juridiques et internationales d'une telle décision. Le projet devrait être présenté au plus tard en août 1997. Si une telle loi était votée, les Pays-Bas seraient le premier pays au monde à autoriser le mariage entre homosexuels. (Corresp.)

BOURSE

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES			
Tokyo Nikkei	21656,20	-0,07	+9,80
Hong Kong Index	11093	-0,76	+10,35

Tokyo Nikkei sur 3 mois

Année	Indice
1995	21 656,20
1996	22 000
1997	23 000
1998	21 000
1999	22 000
2000	23 000
2001	21 000
2002	22 000
2003	22 500
2004	23 000
2005	23 000

OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES			
	Cours au 16/04	Var. en %	Var. en %
Paris CAC 40	2097,34	+0,81	+12,04
Londres FT 100	3816,70	+0,69	+3,33
Zurich	1793,80	—	+13,13
Milan MIB 30	989	-5,89	+6,22
Bruxelles C2X	2533,45	-0,49	+2,22
Frankfurt DAX	1724,54	+0,69	+10,70
Madrid IBS	1956	—	+12,40
Madrid IBS 35	349,46	+0,70	+8,18
Amsterdam C25	367	+0,05	+14,15

صكنا من الارض

Le Monde

Les montres

Au rendez-vous de Bâle

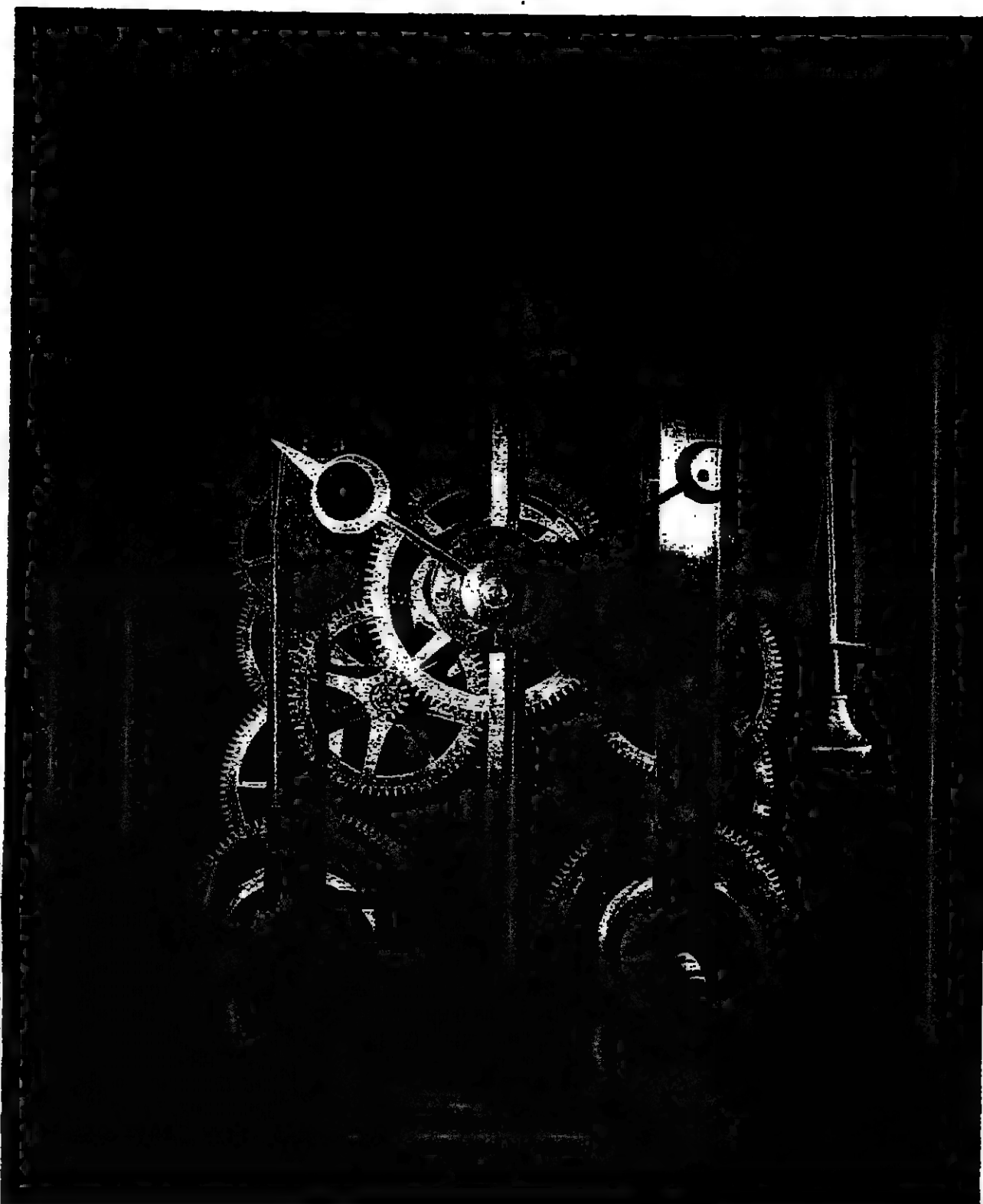
PERDU, GAGNÉ, SACRIFIÉ, retrouvé, échangé, le temps est devenu la valeur sans prix de cette fin de siècle, laquelle vit à l'heure des fast-foods, des liftings, et du zapping. Le monde semble se diviser entre les hommes pressés, dont le privilège est de faire attendre, et les autres, réduits à tuer ce temps, comme une immensité sans repère. Au royaume de la jeunesse obligatoire et d'une mémoire réduite à l'instant, l'heure folle est annoncée. L'histoire s'accélère, les prévisions s'écroulent, et les minutes défilent à toute allure sur l'écran planétaire.

Cher à Boileau, « ce temps qui fuit et nous traîne avec soi » s'écoule moins qu'il ne se fragmente, est envisagé en termes de ruptures, de séquences de plus en plus courtes. Gardiennes du temps, les montres révèlent les paradoxes d'une époque tentée par le tout-technologique, mais soucieuse de préserver des traditions liées à un savoir-faire, un art de vivre. A l'occasion du Salon mondial de l'horlogerie à Bâle (Suisse), présenté du 18 au 25 avril, *Le Monde* a choisi pour la première fois d'évoquer les mille et une facettes de ces cadrans à histoires, sans lesquelles la vie serait une série de rendez-vous manqués.

Sur les 3 000 exposants issus de 31 pays, la Suisse et Hongkong représentent à eux seuls plus de 65 % de la totalité des stands. Outre la publication en avant-première des chiffres de la production horlogère suisse pour l'année 1995, ce « rendez-vous de Bâle », fait le point sur les différentes facettes d'un métier, au carrefour de l'art, de l'artisanat, du commerce et de l'industrie, et dont les tic-tac obéissent à la littérature et le cinéma. Montres de l'exploit, ou montres bijoux, montres à complication ou cadrans au design épuré, adouci, elles dessinent, en éditions limitées, ou en grande série, les formes du temps.

Dans ce secteur qui produit chaque année plus d'un milliard de pièces, les manufactures prouvent que le luxe suprême consiste encore à produire le temps, au nom du beau.

Laurence Benaim



L'HEURE DES BILANS
En avant-première, les données économiques et statistiques concernant le marché international de l'horlogerie en 1995. page II

LE TEMPS SUR MESURE
Les arcanes et les gestes d'un « métier d'artiste » qui aboutissent aux montres-bijoux ou à des systèmes d'une extrême complexité. page III

HAUTE FIDÉLITÉ
Les classiques ou l'histoire des montres cultes. La passion des collectionneurs et la cote du temps. page IV

LE PRÉSENT DU FUTUR
Les technologies de pointe à bras le corps, pour le sport, l'aventure, le voyage... page V

LES AIGUILLES DES MODES
Des années « frime » au luxe égoïste, les nouvelles formes et la fiabilité des montres d'artistes. page VI

LES CADRANS DU SEPTIÈME ART
Pendulettes meurtrières, carillons de la dernière heure, montres volées : le temps a toujours inspiré le cinéma. page VII

Horloge du XIX^e siècle avec ses engrenages

Une impression de titiquété-toc-tacataqué-tic

par Umberto Eco

SOUS lui, il le savait déjà, il y avait la barre de gouvernail. Il descendait encore, au pied de l'échelle : s'il se dirigeait vers la proue, il entraînait dans le verger. Vers la poupe se trouvait une porte fermée qu'il n'avait pas encore forcée. De ce lieu provenait à présent, très fort, un tictacquer multiple et inégal, comme une superposition de quantités de rythmes, d'entre lesquels on pouvait distinguer soit un tic-tic soit un toc-toc et un tac-tac, mais l'impression d'ensemble était d'un titiquété-toc-tacataqué-tic. C'était comme si derrière cette porte il y avait une légion de guêpes et de bourdons, et que tous volaient furieusement suivant des trajectoires différentes, heurtant les parois et rebondissant les uns contre les autres. Tant et si bien qu'il avait peur d'ouvrir, craignant d'être renversé par les atomes affolés de cette ruche.

Après moult perplexités, il se décida. Il se servit de la crosse du mousquet, fit sauter le cadenas et entra.

Le réduit prenait lumière d'un autre sabord et abritait des horloges.

Des horloges. Des horloges à eau, à sable, des horloges solaires abandonnées contre les parois, mais surtout des horloges mécaniques disposées sur différentes étagères et commodes, des horloges actionnées par la lente descente de poids et contrepoids, par des roues qui mordaient d'autres roues, et celles-ci d'autres encore, jusqu'à ce que la dernière mordît les deux palettes d'une baguette verticale, lui faisant accomplir deux demi-tours dans des directions opposées, afin que dans son indécent déhanchement elle impulsât un mouvement de balancier à

une barre horizontale liée à l'extrémité supérieure ; des horloges à ressort où un conoïde rainé déroulait une chaînette entraînée par le mouvement circulaire d'un tambour qui s'en emparait maillon après maillon.

Certaines de ces horloges cachaient leur mécanisme sous les apparences d'ornements rouillés et d'ouvrages au ciseau corrodés, ne montrant que le lent mouvement de leurs aiguilles ; mais la plupart exhibaient leur grinçante ferraille et rappelaient ces danses de Mort où la seule chose qui vive sont les squelettes ricaneurs qui agitent la faux du Temps.

Toutes ces machines étaient actives, les sabliers les plus grands qui mâchouillaient encore du sable, les plus petits à présent presque pleins dans leur moitié inférieure, et pour le reste un crissement de dents, une masticotation asthmatique.

Qui entraînait pour la première fois devait avoir l'impression que cette étendue d'horloges continuait à l'infini : le fond du réduit était recouvert d'une toile qui représentait une fuite de chambres habitées seulement par d'autres horloges. Mais même à se détourner de cette magie, et à ne considérer que les horloges en chair et en os, pour ainsi dire, il y avait de quoi rester abasourdi.

Cela peut paraître incroyable - à vous qui lisez avec détachement ces vicissitudes -, mais si un naufragé, au milieu des fumées de l'eau-de-vie et sur un navire inhabité, trouve cent horloges qui racontent presque à l'unisson l'histoire de son temps interminable, il pense d'abord à l'histoire plutôt qu'à son auteur. Et ainsi faisait Roberto,

examinant un par un ces passe-temps, jou-jou pour sa sénéile adolescence de condamné à une très longue mort.

Lune fut pâle duc d'Hoïe, comme l'écrivait Roberto, quand, émergeant de ce cauchemar, il se rendit à la nécessité d'en trouver la cause : si les horloges étaient en fonction, quelqu'un devait les avoir activées : même si leur charge avait été conçue pour durer longtemps, si elles avaient été remontées avant son arrivée, il les aurait déjà entendues lorsqu'il était passé à côté de cette porte.

S'il s'était agi d'un seul mécanisme, il aurait pu penser qu'il était prêt à fonctionner et qu'il suffisait que quelqu'un lui ait donné un coup pour sa mise en marche ; ce coup avait été fourni par un mouvement du vaisseau, ou bien un oiseau marin qui était entré par le sabord et s'était appuyé sur un levier, sur une manivelle, entraînant le début d'une séquence d'actions mécaniques. Parfois un grand vent n'agitait-il pas les cloches, n'aurait-on jamais vu peut-être des serrures se déclencher vers l'arrière, qui n'avaient pas été poussées en avant jusqu'à la fin de leur course ?

Un oiseau ne peut pourtant pas remonter d'un seul coup des dizaines d'horloges. Non. Que Ferrante eût existé ou pas, c'était une chose ; mais, sur le vaisseau, il se trouvait bien un intrus.

Extrait de « L'île du jour d'avant », traduction de l'italien par Jean-Noël Schifano (1996, éd. Grasset).

BOUCHERON

JOAILLIER DEPUIS 1858

BOUCHERON
PARIS

26, Place Vendôme - Paris - 42 61 58 16
Liste des Ambassadeurs - Paris - Province - 42 44 40 43

L'industrie horlogère compte retrouver ses marques à Bâle

Près de 2 300 exposants venus de 31 pays, une surface de 65 000 m² : du 18 au 25 avril, le salon de la cité rhénane est le lieu où se perçoivent offre et nouvelles tendances. La fin de 1995 a connu un répit par rapport à l'euphorie des dix dernières années

BERNE
de notre correspondant
Chaque année à pareille époque, Bâle devient, pour une semaine, le rendez-vous mondial de l'horlogerie et de la bijouterie. Passage obligé pour les principaux producteurs internationaux qui y présentent leurs collections et leurs nouveautés, lieu privilégié pour leurs clients et tous ceux qui s'intéressent à l'évolution de la branche, le salon de la cité rhénane se targue de donner « un aperçu rapide et complet de toute l'offre disponible et des nouvelles tendances ». A en croire les organisateurs, « nulle part ailleurs ne se dessine aussi clairement le succès ou l'échec d'un produit » et aucune autre manifestation ne saurait prétendre apporter un bulletin de santé aussi complet de l'industrie horlogère.

Pignon sur luxe à Genève

Las d'un mélange jugé trop poussé de torchons et de serviettes, quelques grands de la montre haut de gamme ont préféré, en 1995, ne plus se rendre à la Foire de Bâle et aller se faire voir ailleurs. Sous l'œil protecteur du groupe Vendôme, le PDG de Cartier prend les choses en main et rallie à son panache Baume & Mercier, Alfred Dunhill, Franck Muller et Piaget pour se pavaner dans le cadre, le plus prestigieux à leurs yeux, de Genève, capitale mondiale de la haute horlogerie.

La nouvelle initiative démarre plutôt bien mais ses promoteurs se rendent vite compte, rappelés à l'ordre à l'appui, que l'on ne fait pas si visiblement la pige à Bâle qui, forte ou pas, a derrière elle un renom, une tradition et un rayonnement dans l'univers particulier des garde-temps. Aussi, l'expérience aidant, dit-on aujourd'hui à Genève, « nous ne sommes pas concurrents de la Foire de Bâle mais plutôt complémentaires ». Du 12 au 19 avril, le Salon de Genève espère attirer quelque 7 000 visiteurs. Du 18 au 25 avril, celui de Bâle en attend au moins dix fois plus.

L'édition 1996 se veut l'illustration d'une constante progression avec près de 2 300 exposants venus de 31 pays et une surface de 65 000 m². Comme les années précédentes, plus de 80 000 visiteurs sont attendus, dont trois quarts de professionnels et deux tiers d'étrangers. Autre confirmation, la bijouterie qui ne cesse de grignoter du terrain, voit le nombre de ses stands passer à 1 324, aux dépens de l'horlogerie qui en occupe 595.

A en juger par le rayonnement de cette manifestation, on prend la mesure du chemin parcouru depuis la création en 1931 d'un pavillon de

l'horlogerie dans le cadre de la MUBA, la Foire suisse d'échantillons de Bâle. Le choix de Bâle ne relevait pas du hasard et s'expliquait par des traditions historiques. Abritant la plus ancienne université de Suisse et « ville de foires » depuis la fin du Moyen-Âge, la « cité d'Erasmus » est restée un important centre culturel, financier et d'échanges, à l'intersection de l'Allemagne, de la France et de la Confédération. Favorisée par sa position géographique au bord du Rhin, Bâle est également devenue le bastion de la chimie suisse, la deuxième industrie d'exportation.

Dès lors, il était presque naturel qu'elle accueille, depuis 1917, la Foire suisse d'échantillons.

LA SWATCH S'ESSOUFFLE

A l'origine, l'horlogerie-bijouterie n'était qu'une branche parmi d'autres de cette vaste exposition rassemblant l'ensemble des activités de l'économie suisse. Mais son essor aidant, elle a pris une place de plus en plus prépondérante au sein de la MUBA pour devenir, en 1973, la première Foire européenne de l'horlogerie et de la bijouterie, avant de voler de ses propres ailes dès 1984. Poursuivant sa métamor-

phose, elle s'ouvrait, deux ans plus tard, aux pays extra-européens et devait officialiser sa mue en prenant, il y a un an, sa nouvelle appellation de Salon mondial de l'horlogerie et de la bijouterie.

L'internationalisation de l'exposition a encore accentué la prééminence helvétique dans le secteur de l'horlogerie. Se taillant la part du lion en s'adjugeant, bon an mal an, une part supérieure à la moitié de la production mondiale de montres et de mouvements, la Suisse reste le premier exposant avec 249 fabricants représentés. Depuis 1989, Hongkong arrive en deuxième po-

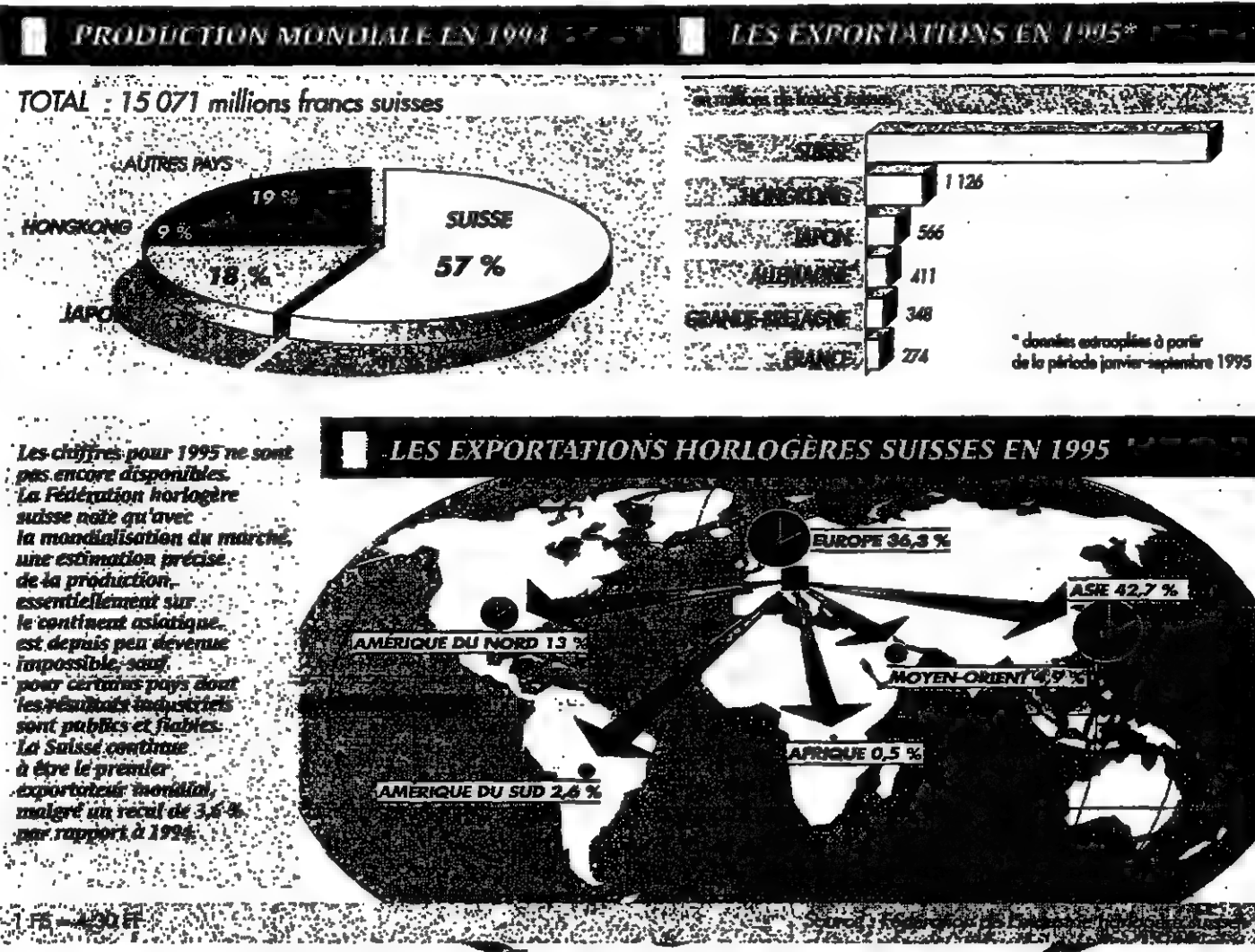
sition avec 147 exposants, suivi par l'Allemagne (68), la France (48), Taiwan (22), l'Italie (20) et la Grande-Bretagne (14). Comme d'habitude, les principaux participants viennent exclusivement d'Europe et d'Asie, la Suisse et Hongkong occupant, à eux seuls, plus de 65 % des stands du salon.

Joignant un peu le rôle d'états généraux de l'horlogerie, Bâle permet à la fois de prendre le pouls de la branche et d'évaluer les perspectives d'avenir. Au cours des dix dernières années, la production mondiale a plus que doublé. Elle a aussi été marquée par l'émergence de nouveaux pays producteurs comme la Chine et l'Inde, cette dernière ayant fabriqué quelque 8 millions de pièces en 1995. Le Japon a également enregistré une hausse de sa production à 411 millions de pièces l'an dernier, mais une diminution en valeur à hauteur de 2,3 milliards de francs suisses (environ 10 milliards de FF). Par rapport à l'année précédente, la France peut aussi se prévaloir d'une augmentation de sa production à 21 millions de pièces en 1995.

Arrivant très largement en tête devant Hongkong et le Japon pour le montant de ses exportations en valeur, la Suisse a accusé un léger tassement après avoir multiplié les records pendant dix ans. En baisse de 3,6 % par rapport à 1994, ses ventes à l'étranger ont atteint 7,67 milliards de francs suisses (près de 33 milliards de FF). Amortie au dernier trimestre de 1995, ce répit est attribué à l'appréciation de la monnaie helvétique et à l'attentisme général des consommateurs. L'horlogerie n'en reste pas moins la troisième industrie d'exportation avec une part de 8 % en valeur.

Alore que le haut de gamme n'a guère été touché par la récession la gamme moyenne et les montres bon marché ont été les plus affectées. La principale victime de ces remous a été la Swatch, qui n'en finit pas de s'essouffler. Les acheteurs redécouvrent la montre mécanique et les articles de qualité. De quoi redonner confiance aux exportateurs suisses, dont le savoir-faire dans ce domaine demeure le meilleur atout.

Jean-Claude Bührer



La guerre du quartz a eu lieu dans la vallée de Joux

PETITS VILLAGES rattachés autour de leur clocher rituellement surmonté d'un coq, ruisseaux qui serpentent à travers les prairies, sapins verdoyants qui courent sur le flanc des montagnes enneigées : berceau de l'horlogerie haut de gamme suisse (Breguet, Jaeger-LeCoultre, Audemars Piguet...), y ont leur atelier depuis plus d'un siècle, la vallée de Joux, à quelques encablures de Lausanne, respire la tradition et l'amour du travail bien fait. Ici, en effet – où l'on estime que 70 % des habitants vivent de l'horlogerie – huit à dix mois sont parfois nécessaires pour fabriquer une montre. En outre, dans la plupart des grandes maisons, les fabricants ont su conserver leur humanité. Ainsi, les effectifs de la manufacture Breguet à l'abbaye, petit village de trois cents habitants dans la vallée de Joux, ne dépassent-ils pas une quarantaine d'horlogers, pour une production annuelle estimée à 5 000 pièces (contre environ 20 000 montres chez Patek Philippe ou Piaget).

Gants blancs et blouses blanches : les horlogers d'aujourd'hui ressemblent à de véritables ingénieurs. L'époque où l'horlogerie n'était qu'un métier d'apprenti pour paysans désœuvrés à la morte saison est bel et bien terminée. Majoritairement formés dans l'une des quatre grandes écoles horlogères suisses (à Genève, Soleure, La Chaux-de-Fonds et, dans la vallée de Joux, au Sentier), les élèves accomplissent un cycle d'études de quatre ans, avant d'avoir la chance d'obtenir un stage dans une entreprise d'horlogerie. S'il estime qu'« on trouve encore facilement du travail dans la profession, notamment par le biais

des stages d'été grâce auxquels on apprend énormément », Nicolas, pronon, en dépit de son jeune âge (vingt-sept ans), responsable de l'atelier des complications à la manufacture Breguet, ne cache pas qu'il faut « croquer pour y arriver », selon l'expression en vigueur du côté de Vallorbe (« s'accrocher »). Sans doute, faut-il avoir entendu le jeune homme vous demander, d'un air faussement candide : « Franchement, à voir son mouvement, est-ce que vous n'avez pas l'impression que cette montre vit ? » pour comprendre la noblesse de son savoir-faire.

TRAVAIL D'ARTISTE

Fier du métier, les montres à mouvement mécanique ou automatique (les premiers se remontent manuellement tandis que les seconds se rechargent par le seul mouvement du poignet), entièrement réalisés à la main (par opposition aux modèles à quartz), requièrent l'attention des horlogers des mois durant. Certains, à l'instar de Stéphane, trente-neuf ans, considèrent même leur activité comme un véritable « travail d'artiste », tant par la patience que par la minutie qu'elle exige.

Tourant ostensiblement le dos à la modernité, la plupart des grands noms de l'horlogerie suisse affichent un dédain de bon aloi pour les montres à quartz, même si beaucoup en fabriquent aussi, à l'instar de Piaget, qui reconnaît vendre autant de quartz que de mécanismes automatiques. Il est vrai que l'arrivée du quartz en Europe, il y a bientôt vingt ans, a donné quelques sueurs froides aux gardiens du temple de la tradition : entre les montres à quartz fabri-

quées en Asie du Sud-Est, vendues parfois moins de dix francs pièce et les modèles mécaniques de bonne facture dont les premiers prix ne descendent pas en-deçà de 40 000 francs, la partie était par trop inégale ! Le risque à terme étant de laisser se perdre définitivement un précieux savoir-faire. Tous les spécialistes s'accordent à reconnaître que le quartz atteint une précision à laquelle ne pourront jamais prétendre les meilleurs mouvements mécaniques.

Passé l'effet de mode, toute l'intelligence des grandes maisons de l'horlogerie suisse fut de riposter à l'offensive du quartz sur le terrain du haut de gamme et de la tradition... pour mieux relancer le marché du mécanisme. Par gagné au-delà de toute espérance. « Il y a un regain d'intérêt manifeste pour les montres mécaniques de qualité, même si le bas de gamme reste la terre d'élection du quartz », constate Gérard Adan, président de la Fédération française des horlogers-bijoutiers. Cette « sortie par le haut » a permis de redonner toutes ses lettres de noblesse au métier. Une revalorisation qui s'est traduite en espèces sonnantes et trébuchantes : après huit ou dix ans d'expérience, un horloger helvétique peut prétendre à 40 000 francs suisses (16 800 francs français), ce qui le place loin devant son confrère français. D'où l'attrait des frontaliers, horlogers qualifiés ou simples ouvriers, qui sont nombreux chaque jour à faire la navette entre la firme suisse qui les emploie et leur domicile français dans la région de Besançon (Doubs).

Philippe Baverel



Dévoilée à Bâle, la 5035, de Patek Philippe



Millenary Day Date, d'Audemars Piguet

Étanches et rattrapantes

● Audemars Piguet inaugure le troisième millénaire avec la Millenary Day/Date, en or gris, rose, jaune et également en acier, et consacre une allée de vitrines, à Bâle, à « l'éternel féminin » avec des modèles spécifiquement créés, dont la Carnegie Dame, au design en forme de tonneau.

● Hermès lance deux modèles : la Harnais et la Loquet. La première est inspirée d'un modèle maison des années 30, au boîtier sert dans le cuir du bracelet, mouvement quartz, tout acier, ou 18 carats et acier, deux tailles. La Loquet, montre bijou caméléon, est en métal plaqué or dix microns, deux tailles.

● IWC (International Watch Co.) présente, à Bâle, la Portugieser-Automatik en or rose et la Portugieser-rattrapante en acier ou en platine, suite d'une série créée en 1993 d'après un modèle des années 40, et éditée en série limitée à cinquante exemplaires (154 700 FF).

● Patek Philippe dévoile sa 5035, une montre-bracelet automatique à quantième annuel à guichet, premier modèle de ce type, avec, à la clé, une date digitale autoréglable. Prouesse horlogère : le mécanisme est composé de trois cent seize pièces. Boîtier, attaches et fermoir en or 18 carats, étanche à 25 mètres (environ 85 000 FF).

La Portugieser-rattrapante en platine, d'IWC

Le temps sur mesure

Les précieux instants d'un métier

Définir le style, réaliser le dessin, l'habiller des rêves d'une époque... Une montre-bijou est le fruit de gestes séculaires... et vaut son pesant d'heures

SEITI dans son anneau d'or gris, un gros saphir se balance entre deux tresses de petites pierres, taillées en perles. Ce joyau destiné à guider le poignet de riches égyptiennes vient d'être potoçonné par Cartier. Détail : la Panthère 1925 est une montre ; tapies dans l'eau bleue de la pierre, des aiguilles guettent le temps qui passe. Mieux qu'une montre-bracelet : un bracelet-montre. A 750 000 F hors taxe.

L'horloger et le joaillier, qui rivalisent de patience et de précision dans la confection de petits accessoires de luxe, ne sont-ils pas un peu cousins ? Une montre à complications est déjà un bijou : les trois millions de francs (1 500 heures de travail) de la Diabolo Louis Cartier sont autant dus au mécanisme (tourbillon et réserve de marche) qu'à l'éblouissant pavement de diamants (59 carats). Entre ce joyau pur Vendôme et la « simple » tocante suisse cloutée de brillants se dépeint un monde opulent aux frontières subtiles.

Cartier distingue la montre à petites pierres, la montre « haute joaillerie » (au moins 420 000 francs, mais qui ressemble encore à une montre), et la montre « très haute joaillerie » : un vrai bijou qui domine l'heure. On en oublie la « montre de joaillier », un classique or plus accessible, phare de la marque, et que, souvent, la montre joaillière ne fait qu'emplirer : sous un maillon fleuri de diamants ronds, le bracelet Cartier vendu 7 800 F cache une Tank Lingot minuscule ; l'élégante Khéris Classic Lady de Chaumet sait revêtir de diamants sa lunette carrée et son bracelet maille d'or.

Ces bijoux naissent semblablement aux autres, sur des boîtes et des moules en métal. Le joaillier définit un style, puis choisit un dessin que l'atelier va mettre en volume, en l'habillant des rêves de l'époque : platine, or blanc, saphir, et surtout diamant (Alain Boucheron, lui, croit au retour de la couleur). La montre-bijou a renouvelé

l'art du joaillier, elle ne l'a pas révolutionné : les artisans (entre douze et vingt par maison) réalisent, après choix des pierres, une maquette en dur, le « moule ». Les surprises, où les parures du grand chic se forgent avec des instruments séculaires, manés dans un argot savoureux : « Faire la peau » pour signifier récolter la maille d'or.

DES PERLES ET DES PERTES

L'astuce confortant le métier, ces artistes - qui sont aussi des divas ! - rendent souple et lisse un bracelet tout empierré (Cartier), ceignent la « lunette » de rubis inclinés (Mauoussin), chacun taillé en fonction du suivant... Pour une pierre enchâssée, un tiers de pertes, et bien des « déchets » ! Pour une montre-bijou, des centaines, des

milliers d'heures d'un travail spécialisé !

En 1900, le roi des Belges cachait sous sa manche une montre de diamants, de saphirs, de rubis, quand bien des femmes agrafaient encore le leur sur des tours de poignet. « La montre de soir n'a pas, raconte Alain Boucheron, dans l'après-guerre, elle s'est développée surtout grâce aux clients du Moyen-Orient. » Longtemps, ces Mides ont changé en lingots d'or les pavés de la place Vendôme. Jusqu'au jour où le prix du baril s'effondra... Une grande maison de la place se retrouva avec des stocks énormes de montres, empierrées pour les rois du pétrole. Mais de nouveaux acheteurs se ruèrent : ils étaient japonais.

Depuis, les Crésus de Taïwan et de toutes les Chines se relaient aux

temples du luxe. Autrefois la montre-bijou comptait précieusement les heures de l'amour : Monsieur l'achetait, parfois avec Madame. Mais telle, aujourd'hui, trésorière du foyer, négocie seule, tout comme telle autre, qui enrichit son douaire de grosses Pasha à diamants. Le volume de la montre, le carat des pierres font mouche. Malgré les préférences nationales - saphir en Europe, émeraude au Moyen-Orient, rubis plus à l'est... - le diamant règne. Enfin, un client venu d'Asie, fier de sa réussite, aime empierrer son poignet. Pour lui, Cartier endiamante ses modèles de légende, Mauoussin crée une montre sport (automatique : les dames, plus dolentes, préfèrent le quartz), où scintillent plus de six cents diamants. Et qui se porte !

Avec les « commandes spéciales », les montres abordent les fortunes hors norme, univers exotique où les femmes prennent des bains de perles, commandent un bijou en fonction d'une robe, et où le luxe le plus insolent hésite quelquefois à avouer son prix. La montre la plus chère du monde fut-elle cette incomparable, dont Boucheron protègea les aiguilles avec une émeraude de 19 carats ? Plus de 8 millions de francs ? Les légendaires Kallista (118 diamants, chez Vacheron Constantin) et Aura (180 diamants, chez Piaget) ? Ou cette commande spéciale « tout diamant » réalisée pour 5 millions de dollars par le joaillier américain Harry Winston ? Si la nature impartit à tous un temps équivalent, le prix de l'instant fait quelquefois la différence.

Jacques Branel



Chrono Platine, de Vacheron Constantin, 127 000 F

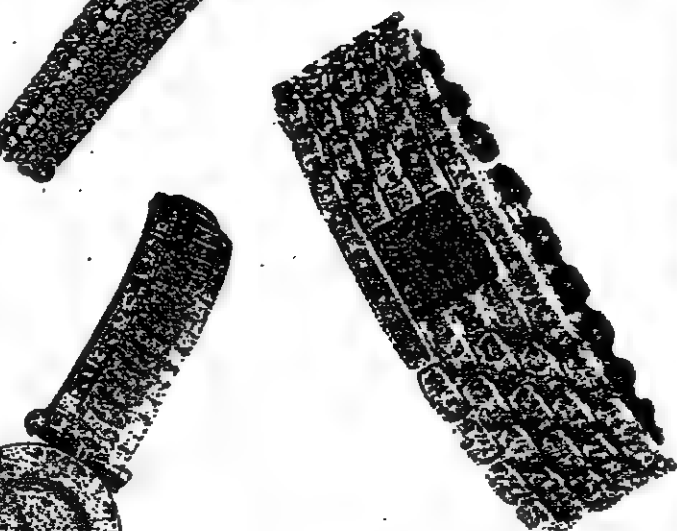
Un maître de la sophistication

Franck Muller, un Genevois né en 1958, crée, depuis dix ans, des sophistications qui séduisent les spécialistes. Formé par l'École d'horlogerie de Genève à la restauration des montres anciennes, destinées aux ventes aux enchères, il se voit confier des pièces historiques qui le familiarisent avec les maîtres du passé. Il poursuit leur œuvre dès 1983, en modernisant sur un bracelet des complications réservées jusqu'alors aux montres de poche.

Chaque année, il brevète des complications jamais vues, réalisées en exemplaire unique, et qui peuvent atteindre 4 millions de francs : grande sonnerie, tourbillon volant (seulement fixé sur sa partie inférieure), tourbillon impérial où six couteaux chassent les mauvais esprits qui, selon la tradition orientale, s'efforcent à perturber la marche du temps. La première mondiale, cette année, associera au tourbillon renversé une répétition minute avec indicateur de sonnerie. « L'électronique a libéré l'horlogerie mécanique de contraintes comme la précision », déclare Franck Muller.



Bracelet montre or, 215 diamants ronds et baguettes 43 carats, de Boucheron, 4 millions de francs



Khéris, de Chaumet, au bracelet de 284 diamants 25 carats, 955 000 F

Des diamants et des complications

- Outre la Diabolo Louis Cartier et la Tank Natura à secret (lire ci-dessus), Cartier lance une Tank Américaine Quartz Rivière (300 diamants).
- La classique PA 49 de Van Cleef & Arpels se pave de diamants.
- La Montre Coeur haute joaillerie de Piaget, riche de 111 diamants.
- Chez Vacheron Constantin, la Jalousie sertie de diamants, qui ouvre ou ferme ses « persiennes » à volonté.
- L'Eclipse, de Bovin, pave sa lunette de diamants.
- Les montres à complications :
- Chez Piaget, chronographe en platine de la ligne Couvreur.
- Chez Ebel, renaissance du légendaire chronographe Modulor.
- Chez Mellerio, la Neuf ovide, munie d'un cadran 24 heures, avec indicateur de dates et de lunaisons.
- Chez Baume & Mercier, un chronographe de sport en acier satiné.
- Chez Breguet, une version platine du montre-bracelet à quantième et équation du temps perpétuel.
- Chez Mauoussin, deux modèles de montres à automates.

La nouvelle PA 49 de Van Cleef, haute joaillerie pavée de diamants, un modèle à partir de 1 100 000 F

Les plus compliquées sont souvent les plus intelligentes !

Ni quartz ni discrétion. Une précision extrême

QUATRE CADRANS, parfois cinq, des aiguilles de toutes tailles, des carillons... C'était au début des années 90. Abandonnant le quartz à leurs épouses paresseuses, aux chevaliers de la milliseconde, aux branchés et aux fauchés, les esthètes promenaient d'épaisses montres mécaniques très intelligentes. Ces chronographes à complications proclamaient une approche élégante du temps, piégé dans tous ses recoins. Et signaient le retour de la Suisse qui, après le choc du quartz, renouait avec son dada : la haute horlogerie. Condamnés au luxe, les vénérables seigneurs de Genève adaptaient les raffinements des montres à gousset aux exigences moins confidentielles de la montre-bracelet. Un tour de force à haut profit.

Le chronographe est une montre mécanique apte à chronométrer, au moyen d'une trotteuse commandée par des poussoirs. Inventé en 1822, le système équipait quarante ans plus tard une montre de poche Zénith. Cette marque qui, en 1969, signait un chronographe au dixième de seconde reste l'un des phares du genre. Breguet, elle, n'en finit pas de célébrer son fondateur qui réalisa, en 1815, des inventions décisives : le tourbillon (qui annule les écarts causés par la gravité), un système antichocs, et aussi le quantième perpétuel (donne la date en corrigeant les bizarreries du calendrier). Depuis, la marque au cadran guilloché réjouit les collectionneurs par l'élégance de ses lignes et ses complications rares. Jaeger-LeCoultre s'est hissé par la miniaturisation (son Calibre 101 serait la plus petite montre mécanique), Eterna avec la montre femme la

plus plate (l'Eterna Matic : 4 millimètres d'épaisseur).

Ces finesses repoussent toujours plus loin les limites de l'art horloger : second fuseau horaire, étanchéité croissante, squelette (une montre sans cadran, qui dévoile le mouvement), d'autres se contentent d'un dos transparent, heure sautante, phases de la lune, répétition minutes (des marteaux sonnent l'heure), réserve de marche (pour les automatiques), réveil.

ANIMATION MUSICALE

Certaines complications réclament deux ans de travail et... 4 millions de francs. Bien sûr, on se dispute la palme de la complexité. En montre de poche, elle va au Calibre 22 de Patek Philippe, riche de trente-trois complications (du zodiaque à la carte céleste...). Reste que ces acrobaties mécaniques ne brillent guère par un usage quotidien. Les grandes marques ont désormais un autre enjeu : réduire le coût, convertir les femmes.

Voici annexe de l'art horloger, les montres à automates inspiraient traditionnellement des scènes polissonnes. En vogue au XVIII^e siècle, elles ont été transférées sur bracelet par Cartier, Blancpain et d'autres. Ex pour la première fois, Mauoussin présente des animations musicales. Ici, l'heure se lit sur un cadran-diaphragme qui, en s'ouvrant, dévoile le port de Hongkong. Quand retentit l'hymne national, les jonques se dandinent et deux dragons hochent la tête. Quand l'horlogerie suisse séduit l'ingéniosité chinoise...

J. B.

TAG Heuer
SUISSE, DEPUIS 1860.

Arfan
JOAILLIER-HORLOGER
35, BOULEVARD DES CAPUCINES
75002 PARIS
TEL. : 42 61 66 74

Haute fidélité

Le culte des éternelles

Le secret des intemporelles ? Elles ont su allier classicisme, mémoire et technologie

RONDES, CARRÉES, serties, cambrées, elles défient le temps qui s'enfuit. Véritables talismans de poignet, elles sont devenues des classiques. Après la vogue des rééditions, l'heure est aux redécouvertes, variations sur un même thème, perpétuant le savoir-faire.

Les années 30 sonnent comme l'âge d'or. Conçue en 1932, la Calatrava de Patek Philippe est la plus prisée des lignes maison. Une ambassadrice qui, pour se mettre à l'heure de la technologie (un mouvement calibre automatique extraplat), n'en demeure pas moins fidèle à sa mémoire : elle représente l'identité visuelle de la marque.

Féminisée depuis le début des années 80, la tendance 1996 est aux séries limitées : c'est le cas de l'Eterna Jubilé 1935, coïncidant avec le 140^e anniversaire de la marque, ou du Calibre 2003 d'Audemars Piguet, édité en 300 exemplaires (or rose, gris, jaune), en référence à un modèle-phare de 1946. Reconnaisable à son boîtier pivotant, la Reverso de Jaeger-LeCoultre (1931) retient depuis 1991 en Reverso art déco, Tourbillon (1993), Répétition Minutes (1994), le plus compliquée de toutes !

Après la version « joaillerie », pavée de rubis et de diamants – élue montre de l'année lors des Cadran d'or de 1995 –, voici, en série limitée pour Bâle, le coffret de Reverso au boîtier paré des *Quatre Saisons* d'Alphonse Mucha, une miniature signée par un maître émailleur hongrois, Miklos Mertz.

Avant d'être des signes de reconnaissance, des numéros gagnants du marketing (chez Cartier, ils représentent 53 % de l'activité globale), les cadrans-cultes ont une histoire, entrée depuis dans la lé-

gende. Créée par un ingénieur parisien, Alfred Chauvoit, la Reverso – qui coulisait dans son support – est née de la demande des officiers britanniques de l'armée des Indes, souhaitant une montre capable de résister à leurs ébats sportifs (le polo). Ils déclenchèrent, sans le savoir, un véritable phénomène horloger : la Reverso représente 60 % du chiffre d'affaires de la manufacture.

Chez Cartier, le modèle Santos aux petites vis fixées sur la lunette avait été conçu par Louis Cartier pour son ami l'aviateur Alberto Santos-Dumont. 800 000 modèles ont été vendus depuis sa création (1904). Le chiffre s'élève à 100 000 pour la Pasha.

LE PACHA QUI VOULAIT NAGER...

C'est en 1933 que Louis Cartier crée pour le pacha de Marrakech, qui souhaitait nager dans sa piscine, la première montre étanche de la maison, version sport nautique de la Tank (1917). La Pasha d'origine, montre-bracelet militaire, naît sans appellation en 1943, fermée d'une grille anti-choc. Trophée du lion de la finance, la Pasha s'étend aujourd'hui à 44 modèles, dont la dernière (1995), la Pasha C.

Ainsi, les familles s'étendent : emblème du style art déco, la Tank de Cartier a inspiré de nombreuses variantes. Tank basculante, allongée, phase de lune, mini-Tank, Must Tank (la montre la plus vendue chez Cartier) et, lancée le 18 avril, la Tank française. Autres exemples : la Protocole de Piaget, née dans les années 60, la montre préférée de Maurice Chevalier, se présente aujourd'hui sous une robe d'or, de nacre, d'onyx, de lapis lazuli.

Les intemporelles veulent rester au diapason : ainsi, la nouvelle Ar-



Tank française de Cartier

ceau III d'Hermès (1978), version « King Size » l'un des best-sellers du sellier, s'enrichit depuis début 1996 d'une tresseuse. Ici on modifie, on ajoute, là on décline... La fameuse Riviera, de Baume & Mercier (30 % à 35 % du chiffre d'affaires), compte aujourd'hui près de 1 000 références, sur 3 versions, et s'enrichit d'un nouveau cadran, présenté à la Foire de Bâle.

Les années 60-70 ont vu se multiplier les montres de l'exploit, devenues des classiques : c'est le cas de la Rolex Daytona (aujourd'hui produite en série limitée), ou de la Royal Oak d'Audemars Piguet (1972), qui se féminise en 1996. Première montre sport de luxe en acier, elle emprunte aux cuirassés de la Royal Navy son nom, mais également sa forme, un hublot octogonal fixé par huit vis hexagonales. Autres montres mythiques, la Seamaster Professional Omega, chérie par James Bond et les frères Bogdanoff ; et la Speedmaster qui s'est envolée dans l'espace, au poignet de Neil Armstrong, le premier homme à marcher sur la Lune, le 21 juillet 1969. Plus le temps presse, plus l'heure se collectionne...

Laurence Benoit

Des bracelets cousus point par point

Camille Fournet, sellier autodidacte, crée depuis 1945 mille et un talismans pleine peau pour la place Vendôme

TERGNIER, VILLE ferroviaire, croix de guerre en 1914-1918. Quinze mille âmes, maisons en brique, et un hôtel des Nations désaffecté. C'est dans cette localité de l'Aisne que Camille Fournet, un autodidacte drômois, a créé en 1945 son atelier de sellerie. Aujourd'hui, cent trente-cinq personnes y travaillent. Dont une majorité de femmes, souvent ouvrières de mère en fille. Trois générations à préparer, monter ou finir des bracelets de montre pour des détaillants et des fabricants prestigieux. Toute la place Vendôme ou presque se fournit là.

Jeanne Moreau, Naomi Campbell et Karen Mulder déambulent, elles aussi, le poignet emprisonné Camille Fournet. Bleu lapis-lazuli, jaune mais,

beige vanille, rouge franc, rose dragée, imprimés zèbre et panthère... Les bracelets, déclinés en soixante-dix couleurs, sont en moire, en otoman ou en satin ; plus souvent en reptile.

REQUIN ET PATTES DE COQ

Dans les casiers du magasin dorment des peaux de tigre, de lézard, de caïman et d'alligator. Il y a aussi du requin, japonais ; de l'autruche, d'Afrique du Sud et d'Israël ; des queues de kangourou et de castor ; quelquefois même des pattes de coq de Chine – il en faut quatre pour confectionner un bracelet.

« Ici, souligne le chef d'atelier, on travaille à zéro défaut. » Les opérations, une quarantaine, sont exécutées manuellement. Sauf la dé-

coupe, à l'emporte-pièce, et les coutures, à la machine. Encore que certains clients, comme Girard Perregaux et Piaget, exigent-ils uniquement du cousu main, la grande spécialité de la maison.

Avec un seul fil et deux aiguilles, la couture est effectuée point par point, la pièce étant maintenue dans un étau de bois appelé « belle-mère ». Du vrai travail d'artisan, patiemment mené. Interrompu, cependant, lorsque sonne midi. et que, pareilles à une nuée d'hirondelles, les ouvrières se lèvent et disparaissent. Laisant derrière elles ces natures mortes : tables, emporte-pièce, pots de colle, pinces et belles-mères...

Thérèse Rocher

Le collectionneur qui rêvait d'être horloger

IL A LA PASSION des montres depuis les années 60. Il y a tout juste quinze mois, Eric Hamdi a décidé de franchir la distance qui sépare le collectionneur de l'horloger. En effet, délaissant un secteur immobilier mal en point, il a ouvert boutique à Paris, avec seulement en poche 50 000 francs et une poignée de montres, dont certaines de sa belle-mère.

Aujourd'hui, rue du Faubourg-Montmartre, se pressent hommes politiques, coureurs de formule 1, acteurs et metteurs en scène. Certains viennent avec leur nécessaire : une loupe et des tournevis, pour vérifier l'état du cadran et des mouvements, ainsi que l'identité de la montre : le boîtier doit être en principe poinçonné et signé, de même que le mouvement.

Un collectionneur s'intéresse à tout, connaît tout. « Il y a d'enthousiasme Eric Hamdi, les aiguilles Dauphines, en forme de triangle ; les aiguilles bâtons, droites et simples ; les aiguilles spades, semblables à des pelles ; les aiguilles Bréguet, reconnaissables à leur petit cercle. » Il y a aussi les aiguilles poires, les aiguilles feuilles, et toute la cohorte des boîtiers : rectangulaires, de forme cloche, tonneau ou tortue. Tel un bibliophile distinguant un « premier papier » Chine, Japon, ou Hollande, Eric Hamdi fait la différence entre les attaches et la montre. Détail qui échappe naturellement au néophyte. « Ici, explique-t-il en pointant un modèle, ce sont des attaches en forme de griffe. Celles-là sont en forme de corne. » Et de distinguer, à l'intérieur de la catégorie « corne », les catégories « vache » et « buffle ». Le collectionneur devient par passion lexicologue. Et parfois infidèle : « On revend souvent une pièce pour en acquérir une nouvelle, plus belle. »

Son trésor : une cinquantaine de montres, essentiellement signées Patek Philippe et Bréguet, datant de la moitié du siècle. Quelques montres de

poche aussi, dont cette étrange pièce triangulaire, qui tient dans le poing, et porte des dessins en guise de chiffres : un maillet, un ciseau, une règle, le sceau de Salomon... « C'est une montre maçonnique, précise Eric Hamdi. On en fabriquait pas mal dans les années 20. » Celle-ci quittera bientôt la collection pour être vendue 15 000 francs.

L'INVISIBLE DE L'INVISIBLE

D'autres objets reviendront compléter l'ensemble. Comme cette récente trouvaille, créée l'an dernier par le sculpteur Arman. Une fantaisie au dessin aérien, presque enfantin – une petite ronde de cadrans pastels imprimés –, achetée 25 000 francs et considérée déjà comme de collection. Eric Hamdi la porte avec une chemise à carreaux et un gilet de daim fauve. Le collectionneur de bracelets-montre arbore parfois ses acquisitions de manière tapageuse. A la différence du collectionneur de montres de poche, plus solitaire et secret.

Ce dernier se passionne pour des pièces qui ne s'exhibent pas, pour l'invisible de l'invisible : l'inné, le mécanisme. Son portefeuille est souvent plus conséquent : la moindre pièce lui coûte 10 000 à 20 000 francs. Voire 200 000 francs et plus lorsqu'il s'agit d'objets d'exception. Son territoire d'action est différent, sa quête l'emmène jusqu'à Hongkong, New York, Miami ou Orlando. « Le collectionneur français de bracelets-montre reste, lui, le plus souvent européen », affirme Eric Hamdi. Parfois même il se cantonne aux salles de vente provinciales. En rêvant de réserver un jour une chambre au prestigieux Königs am Rhein, pendant la Foire de Bâle...

Th. R.

* 47, rue du Faubourg-Montmartre, 75009 Paris.

LE RETOURNEMENT DU SIÈCLE. REVERSO.



JAEGE-LECOULTRE

CHRONOPASSION

271, RUE SAINT-HONORÉ, PARIS 1^{ER}
TÉL. (1) 42 60 50 72

AURA LE PLAISIR DE VOUS REMETTRE GRATUITEMENT
LE LIVRE DE LA MANUFACTURE JAEGE-LECOULTRE

Aux enchères de l'abordable et de l'inaccessible

QUE FAUT-IL inventer, dans les années 20-30, pour le dandy qui roule en Cadillac, porte des souliers blancs et danse le charleston ? « Des chronographes rattrapant des mécanismes prodigieux, « toys for boys », répond Aurel Bacs, expert chez Sotheby's à Genève. Parmi les plus chers de ces bijoux, une « répétition minute » de Patek Philippe – un boîtier en tonneau, de 28 millimètres de longueur, qui sonne les minutes, les quarts et les heures –, s'est vendue, en juin 1995 à New York, un demi-million de dollars (environ 2,5 millions de francs). Au cours de la même vente, un « mouvement de huit jours », toujours signé Patek Philippe, a été emporté pour 300 000 dollars.

Egalement recherchés mais plus abordables, le modèle Tank de Cartier (environ 120 000 francs un Tank chinois de 1925 en or, 60 000 francs un Tank carré de 1940) et le Prince de Rolex, à heures sautantes, près de 80 000 francs. Les Bréguet, Vacheron Constantin, Audemars Piguet, Jaeger-LeCoultre (la fameuse Reverso) et Universal Genève des années 30-40 sont elles aussi très cotées. Tout comme les montres de forme asymétrique, assez rares. Ce n'est pas le métal qui fait la différence : « Lorsque l'or jaune est combiné avec de l'or blanc, du platine ou de l'acier, souligne-t-on chez Christie's, la montre prend de la valeur. Certaines montres combinant or et acier sont plus chères que celles alliant or et or. »

Les pièces des années 50 offrent, elles, l'avantage d'un marché plus ouvert et accessible. Ce sont des montres aux formes généreuses,

maternelles : les cadrans sont lourds, mais pas grossiers. Contrairement aux montres des années 60 ou 70, extraplatées, « terriblement laides avec leur forme ovale, leur matière plastique et leurs couleurs orange ou violette », affirme Aurel Bacs. Les montres se vendent très mal. Tout comme celles pour femmes. Ce qui n'empêche pas Philippe Serrat, expert français, de croire en l'ave-

nir des montres-bijoux. Une manière de rendre hommage au beau sexe qui inventa les bracelets-montre. Puisque, raconte-t-on dans le petit monde de l'horlogerie, ce fut une nourrice qui eut l'idée d'ôter le cadran qui pendait à son cou pour l'attacher à son poignet, et empêcher ainsi que ses chérubins ne l'attachent...

Th. R.

Le rectangle et le caméléon

Eterna 1935, Jubilé

● La collection « Rectangle à l'ancienne » de Piaget s'offre de trois nouveaux cadrans en or 18 carats : rose, noir mat, gris, aiguilles Dauphine, glace saphir irrisable, bracelet cuir crocodile. Etanche à trente mètres.

● Audemars Piguet lance la Royal Oak Offshore dame en acier satiné, version féminine du modèle lancé en 1972, et dotée d'un mouvement automatique animé par un rotor en or 21 carats.

● Patek Philippe présente ses nouvelles Calatrava dame : heures définies par douze index, boîtier, attaches et fermoir en or 18 carats. Etanche à vingt mètres.

● Cartier lance la Tank française, fidèle au modèle créé par Louis Cartier en 1917 – chiffres romains noirs, aiguilles glaive, cabochon de saphir –, elle se décline en or 18 carats sur bracelet alligator et même en acier, avec bracelet or et acier, version chronographe quartz. Quatre tailles, douze modèles.

● Avec la montre « Eterna 1935, Jubilé », la marque suisse (1856) lance une nouvelle version numérotée et limitée à 140 exemplaires, équipée d'un mouvement original des années 50, en acier (9 940 F), en or rose 18 carats (24 940 F).



Le présent du futur

Les technologies de pointe à bras le corps

LES JAPONAISES portaient, en 1969, à la conquête du monde, et semaient la désolation dans les vallées suisses. Sûrs qu'une montre plus précise était obligatoirement plus chère, les maîtres horlogers découvraient, effarés, la génération quartz, d'une précision absolue pour un prix impensablement bas. Aujourd'hui, 95 % des montres vendues dans le monde fonctionnent au quartz.

Si Seiko a connu un passé horloger respecté (la marque lance cette année une curieuse automatique à quartz, mais qui fonctionne sans pile, la Kinetic), Casio conduit l'avant-garde. Aucun autre fabricant ne sort autant de nouveautés.

LE PERPÉTUEL « CHECK-UP »

Les recherches des concepteurs de Casio tournent d'abord autour du sport et du stockage de données. En plus d'une gamme de chronomètres (quatre fonctions sur l'un d'eux), la marque aligne de gros engins de poignet en matière plastique, incorporant plusieurs écrans d'affichage. L'Alt 5 000 ne se contente pas d'être la seule montre apte à mesurer l'altitude jusqu'à 5 000 mètres, elle la visualise sur un diagramme, sans oublier de calculer la température et la pression de l'air.

Autre prodige, la TSR 100/1 à thermo-scanner, qui mesure à distance la température des objets. La TS 100/1, quant à elle, donne aux voyageurs vingt-quatre fuseaux horaires et affiche la température moyenne, mois par mois, dans vingt-trois villes du monde.

Même si les règlements les obligent à se munir d'un profondomètre, certains plongeurs emportent, par sécurité, la Dep 510/1, qui affiche la profondeur et mémorise les données de cinq plongées.

Toute une collection de montres de jogging se chargent de prendre le pouls (mesuré par simple toucher), le rythme artériel, de cadencer les foulées, d'estimer les calories dépensées, etc. Il existe même une montre destinée au bronzage, qui mesure l'intensité des ultraviolets et détermine un temps d'exposition. Mais la grande nouveauté est une montre antichocs, dite G-Shock, emplit de résine et montée sur amortisseurs.

Alors que la course à la miniaturisation produit désormais, au Japon, des télévisions portables de 10 centimètres sur 10, Casio a lancé une gamme de montres - la CMD 40/1 et ses suivantes - à télécommande pour magnéto-scope, poste de télévision et chaîne hi-fi.

J. B.

LE TROISIÈME MILLÉNAIRE a commencé en 1927, lorsque Longines exécuta sur mesure pour l'aviateur Lindbergh la première montre « angle horaire ». Ses chronomètres épaulaient le tour du monde en douze jours du dirigeable Graf Zeppelin. De quoi légitimer, aujourd'hui, ses montres à éphémérides, qui aident les marins à calculer leur position. Breguet, lui, doit en partie son succès à l'infidélité que lui fit Louis, descendant du fondateur, lorsqu'il exerça son inventivité sur les machines volantes, lançant ses bombardiers, en 1917, vers l'horizon de la victoire alliée. La manufacture horlogère, de son côté, ne pouvait faire moins qu'équiper en chronographes les avions de ligne. Et ceux-ci, bientôt, gagnèrent les poignets. Référence du genre, le Type XX Aéronavale reprend les designs des cadrans de bord : lunette hublot tournante et graduée, grosses aiguilles phosphorescentes sur fond noir, chiffres volumineux. Tout se lit au premier coup d'oeil. Et ce design inspirera bien des montres de sport.

Breitling fut le plus sérieux rival de Breguet. Cette firme équipa la Royal Air Force britannique d'instruments de bord dont la précision se vérifia durant le deuxième conflit mondial. Deux chronographes, l'un muni d'une règle à calcul logarithmique - le Chronomat -, l'autre à calcul circulaire - la Navitimer, montre officielle des pilotes -, sont les best-sellers qui ont valu à la marque de signer 65 % des montres sport automatiques vendues dans le monde. La saga de Bell & Ross s'inscrit dans le même esprit. Fournisseur de l'armée allemande, concepteur de la première montre automatique à s'être aventurée dans l'espace, la firme attendit 1991 pour édi- ter ses outils de pointe en direction du grand public. Si l'espace s'est chargé de labelliser la Space One (cadrans 24 heures à lisibilité optimale), le cahier des charges des pilotes de TOUTAN a patronné la Military.

A chaque sport ses standards. Si Rolex et Bell & Ross règnent sur la montre de plongée, si les virtuoses du fusil horaire se four- raient chez Ebel, les régatiers ont un net penchant pour Corum. Avant tout pour ses performances techniques. La marque a fait tester par la marine nationale son chronographe Marées (où les flammes nautiques tiennent lieu de chiffres, comme sur toute la gamme Admiral's Cup), qui aide à estimer l'heure des marées, leur force, leur hauteur d'eau et, par- tant, la force des courants.

Etre ou ne pas être à une minute près... Il arrive aujourd'hui que ce rien d'imprécision soit fatal. Il peut briser la carrière d'un skieur. Condamner un plongeur. Dévier dangereusement le naviga-

teur... Cette conquête de l'infinitésimal a stimulé l'horlogerie : il est peu de grandes marques qui ne se soient, un jour ou l'autre, appli- quées à renforcer le fil où ces funambules traquaient l'impossible. C'est ainsi que certaines y ont ga- gné leur raison d'être...

FAUX DÉPART

Impressionnantes par leur ro- bustesse et leur lisibilité parfois agressive, les montres de sport sont souvent plus sportives que leurs propriétaires. Passe encore qu'une montre calcule vos scores de golf (Pasha de Cartier) ou vous évite un faux départ au cours d'une régata. Mais quel aventurier des abysses ira vérifier que l'Hydro de Bell & Ross est bien étanche à 8 000 mètres de profon- deur ?

Combien d'heureux proprié- taires de Speedmaster (Omega) ou de Cosmonaute Navitimer (Breitling) apprécieront stricto sensu leur aptitude en apesanteur ? Que ferait le Grand Horloger lui-même d'une montre Junghans radiopilo- tée, reliée à l'horloge atomique de

Brunswick, et dont toute l'impré- cision tient en une seconde par million d'années ?

Certes, la montre de sport est d'abord un signe, elle clame le dy- namisme de son propriétaire, ar- tiste, présentateur de télévision, publicitaire... Surgi dans l'opti- misme des années 80, le phéno- mène porte un nom : Tag Heuer. Moins chère que Breitling, plus « branchée » que Rolex, identi- fiable aux crâneaux de sa lunette pivotante, la marque est, au- jourd'hui, leader des montres sport à bracelet.

Le design élégant ne fait pas ou- blier l'endurance des modèles : testés à une pression de 20 atmo- sphères, et sous des écarts de température de 40° C, ils se targuent d'affronter les quaran- tièmes rugissants ou, plus souvent, les humeurs d'un patron irascible.

Signe des temps : à l'instar de ses concurrents, Tag Heuer a lan- cé un modèle en or, clouté de dia- mants. Pour les sports emplirés...

Jacques Brunel

Contre temps et marées

Filles de l'exploit, elles inspirent toute une génération de sportives, musclées et tous terrains



Reliée à l'horloge atomique de Brunswick (Allemagne), l'une des plus « technos », signée Junghans (995 F)

Nées pour l'aventure

● Raymond Weil décline sa Parsifal à guichets en version sport sur bracelet acier à boucle déployante. Equipée d'une trotteuse centrale et d'un guichet dateur, elle est étanche à 50 mètres.

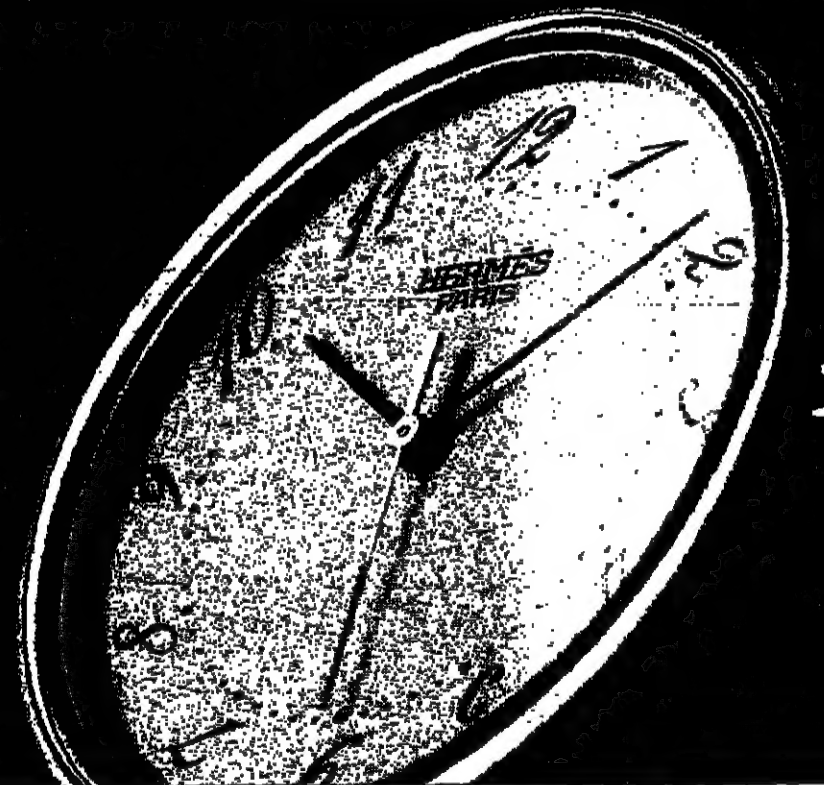
● Animée par un mouvement à quartz multifonction, la Riviera extra- plate à quartz de Baume et Mercier, étanche à 30 mètres, aligne calen- drier perpétuel, changement de fuseaux horaires et chronographe à rat- trapante. Avec son mouvement chronographe automatique - quarante heures d'autonomie -, la sportive chronographe en acier satiné est étanche à 100 mètres.

● JWC féminise sa Mark XII, une montre à boîtier intérieur en fer doux qui la protège des champs magnétiques.

● Ebel sort en acier brossé son légendaire Modular.

● Nouvelle ligne de Longines, la Golden Wings balance un cadran aux chiffres d'or entre les maillons d'acier d'un bracelet sophistiqué.

HERMÈS. UNE ÉLÉGANCE DE PRÉCISION.



S'inspirant du monde équestre, Hermès a créé la montre Arcs-en-Ciel, à la fois cavalière et élégante. Ses chiffres s'inclinent en finesse devant les rythmes du temps. Ses attaches en arc-en-ciel suggèrent un "fer à cheval" éternel symbole de porte-bonheur. Elle est étanche à 3 ATM et existe en trois tailles, en acier, or et acier, ou or 18 carats, sur bracelet métallique ou cuir. Hermès. En vente chez Hermès. Liste des horlogers-bijoutiers disponible : 24, fg. Saint-Honoré, Paris 8°. Tél. 49 42 89 25.



HERMÈS PARIS



La nouvelle montre de survie Emergency, de Breitling

Du TGV à l'océan

● Pour ne plus s'endormir dans le TGV, Sector lance un chrono- graphe à quartz, étanche jusqu'à 100 mètres, et qui intègre un sys- tème d'alarme.

● Breitling sort un chronographe équipé d'un tachymètre et d'une lunette bidirectionnelle, l'Aviastar, dont le design sacrifie avec élégance aux exigences du genre. Par ailleurs, la collection Nightflight se dote d'un modèle nouveau, le Wings, automa- tique à fond blanc conçu pour une lisibilité parfaite.

● En alliage de titane satiné, la Diving Team 1000 Chrono de Sector reste fiable à 1 000 mètres de profondeur.

● Tag Heuer, partenaire offi- ciel de la Fédération française de ski, chronométrant des épreuves françaises et améri- caines de la Coupe du monde de ski alpin, sort sa nouvelle 2000 en version chrono pour la plongée, avec un design très pur, sous le signe des angles, des facettes, des jeux de lu- mière entre acier poli et acier satiné.

● La première montre de plongée à témoin d'étanchéité (une capsule qui change de couleur) vient d'être conçue par Bell & Ross.

Les aiguilles des modes

Du design des années « frime » au luxe égoïste

La dernière décennie a multiplié les signes de reconnaissance. Dans l'intimité retrouvée, les heures cachées séduisent, l'acier règne en maître, les courbes se font sensuelles et le carré s'arrondit

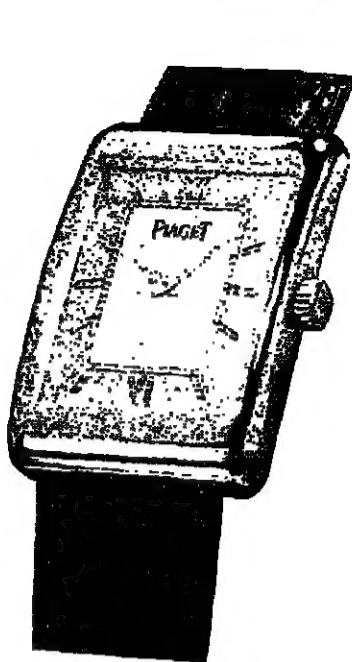
DÉCENNIE DU ZAPPING culturel, les années 80 furent des années de précipitation. L'enseigne de la bien-nommée boutique londonienne de Vivienne Westwood, World's End, affiche une heure « folle » qui tourne à l'envers. Pendant que le Génitron de Nemo, installé à Beaubourg en 1987, décompte à rebours le nombre de secondes qui nous séparent du rendez-vous avec l'an 2000. L'apogée du spectacle est orchestré par une prolifération de montres « look » en tout genre.

La montre carrée rétro des années 50, le bracelet-manchette des années 70, le style militaire, l'« import » d'URSS ou de Chine, le cadran-messager, nommez-les, les années 80 l'ont faite. Profondeur des apparences ? La décennie aura été marquée du sceau de la frime. Consécration des marques oblige.

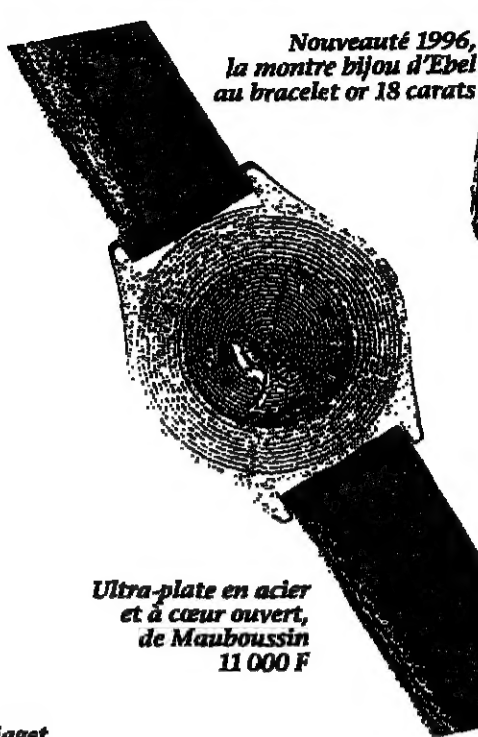
RETOUR DE LA MÉCANIQUE

« Les objets ne font plus que figurer la réalité mais ne la représentent plus », écrit le sociologue Baudrillard. On s'offre alors « la » Breil ! C'est l'heure du chrono au cadran argent mat ou émail blanc, tableau de bord ambulant (IWC, Jaeger LeCoultre, Patek Philippe). Pour Madame, c'est le chrono de Monsieur. Il est hors de question de porter le modèle conçu pour elle. Boîtier ultraplât, mouvement automatique, on conserve le remontoir pour le style. Longtemps éclipse, suite à l'arrivée massive du quartz japonais, la mécanique annonce son retour. L'arrivée de la Swatch en 1983, montre plastique à quartz, étonne, au design séduisant et saisonnier pour 250 francs, bouleverse le marché. La montre « Kleeen » fait oublier le temps qui passe, sans courir le risque d'être dépassée, grâce aux centaines de modèles.

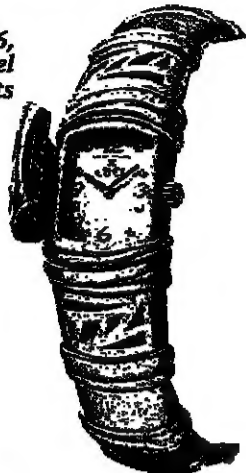
Rivaliser face au rouleau compresseur est une tâche ardue. La riposte est élégante. Les « eighties » relancent la montre-bijou. Le boîtier se ponctue d'un nœud ou d'une anse en brillants, le cadran s'offre des fantaisies, sur fond de pierres ou couleurs, et le bracelet se change



En or gris, la nouvelle rectangle à l'ancienne, Watch collection, Piaget



Nouveauté 1996, la montre bijou d'Ebel au bracelet or 18 carats



Ultra-plat en acier et à cœur ouvert, de Mauboussin 11 000 F



Matelassé acier de Chanel, cadran laqué noir, 15 900 F



Présentée à Bâle, la Hampton acier, de Baume & Mercier, à partir de 7 000 F

Swatch printemps été 1996, conçue par Bridget Mutji



OR

à l'infini. Poiray invente la montre-multiplex en 1986, en offrant plus de quatre cents références de bracelets, Boucheron suit. Aujourd'hui, c'est simple, ils en font tous : Pequi-guet (Caméléon), Van Cleef & Arpels (Métamorphoses), O. J. Perrin (Millyady pour femmes, Milord pour hommes, présentées à Bâle).

A présent, s'épancher sur Internet sur fond d'Ennio Morricone (culture du easy listening), s'offrir une virée à Saigon... les passe-temps luxueux sont de mise. Les nostalgiques, à la recherche du temps multidimen-

sionnel, ne jurent que par les montres à complications. « Difficile de faire simple quand on peut faire compliqué », ironise Xavier Rousseau, designer. C'est la consécration des rééditions de grands classiques, le style 50 en tête.

Les « heures cachées » séduisent. Les « volets » préservent ce luxe impudique qu'est le temps. Ebel lance à Bâle sa première montre-bijou qui « enveloppe » le mystère du temps.

L'engouement pour les ventes aux enchères de montres anciennes atteste son paroxysme. L'exposition

« Montres & Collections » a accueilli 35 % de plus de visiteurs cette année. Depuis 1991, déjà quatre magazines spécialisés se font l'écho de l'évolution du tic-tac. « La mode n'impose plus ses outages, le consommateur n'achète plus les yeux fermés, il sait et choisit », remarque Jean-Claude Lambert, qui vend plus de 90 000 montres par an dans sa boutique sur les Champs-Élysées.

L'ivresse du riche ? Le luxe « égoïste » qui ne se voit pas. Le tape-à-l'œil est en soi hautement suspect. L'or blanc ou le platine,

chantre de la modernité, rivalisent avec l'or jaune. Jusqu'ici sponage des montres de sport, l'acier fait un véritable carton. « On le porte du matin au soir », observe Philippe Piquard, directeur général de Baume & Mercier. « Qu'il soit poli, arrondi ou brossé, il est traité comme un métal précieux », précise Xavier Rousseau, designer des montres Chaumet. Mademoiselle, de Chanel, et ses cent quatre-vingt-huit losanges acier est un best-seller. Le joaillier Fred sort pour Bâle ses nouvelles Six Royal, tout acier. La Pasha C de

Cartier, taillée dans un bloc d'acier, affiche le cabochon fétiche de la maison pour la première fois en acier brossé. Avec sa collection « Irony », le roi du plastique, Swatch, flirte, lui aussi, avec le métal.

On personnalise son objet en gravant ses initiales. La troussière revient pour donner de la vie. Le carré s'arrondit. (Piaget, Vacheron Constantin, Dunhill.) Les courbes se font plus sensuelles. « C'est l'avènement des boîtiers de forme... tout ce qui n'est pas rond », remarque Manuel Mallen, directeur commercial de Piaget. La Tonneau de Cartier, la Neuf, galet ni rond ni ovale, de Meliorio, dit Mellers, comme la Curve de Franck Muller sont « pile à l'heure ».

LES BOÎTIERS DE GRAND-MÈRE

Les femmes s'attendent devant les « minis » relancées par Cartier, de minuscules boîtiers comme ceux de nos grand-mères. La fâcheuse habitude de décliner la montre d'homme pour femmes tend à s'atténuer. La femme est le centre d'une luxueuse intrigue, sa seule optique étant d'être chic. Les talons grimpent, les jupes rallongent, les joailliers s'ajustent. « Les volumes sont gonflés ». La montre d'homme Carré est un objet de mode qui « par hasard » donne l'heure », rapporte Xavier Rousseau, designer pour Chaumet.

Le design futuriste allie technique à esthétique, les montres empruntent leurs matériaux aux secteurs de pointe, comme la Sintra Ceramica de Radio. La CMO 10, idéalisée à l'extrême de Casio, et la montre-agenda électronique Timex, développée avec Microsoft, révolutionnent notre quotidien. Homme-sandwich, on peut ainsi maîtriser télévision, magnéscope, agenda, en un bouton presseur. Les digitales, classées au rang des ringardes, refont surface grâce à l'idée lumineuse de Timex : les montres Indigo. Bill Clinton est déjà converti.

Alexandra Seres

La muse pur plastique

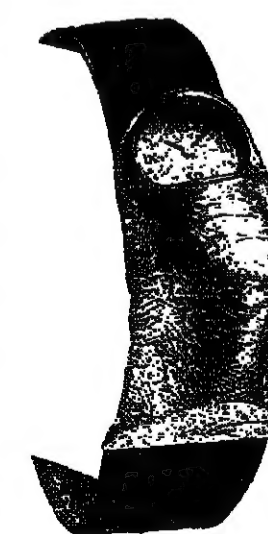
Depuis 1985, les célèbres montres en plastique Swatch se sont converties à la plastique pure. La fantaisie inventée détrône les modèles les plus sages du marché en donnant la parole aux peintres, créateurs de mode, cinéastes et même athlètes. De 1985 à 1993, dix-neuf modèles Swatch Art Spécial ont été réalisés. Ils sont édités en petit nombre - de 120 à 9 999 exemplaires. Une Swatch classique dépasse le million d'exemplaires. La première de la série est signée Kiki Picasso, suivent les Belges Jean-Michel Folon et Pol Bury, le Japonais Tadanori Yokoo, Pierre Alechinsky, Mimmo Paladino, Sam Francis... Les collectionneurs en raffolent. Un prototype signé Keith Haring, l'artiste qui Andy Warhol appelait « l'homme-minute », a atteint en 1993 la somme de 285 000 F. La montre-phénomène lance en 1995 la collection « Les Artistes », limitée à 50 000 exemplaires, conçue par un pool de six créateurs. Cette année, le groupe des six - dont font partie l'Australienne aborigène Bridget Mutji, le Californien Kenny Scharf et le Chinois Yue Min Jun - réalise un tableau multiculturel.



Modèle « Glassteers » de Man Ray (1930), Akto, 650 F



Montre Accumulator, d'Arman, 999 exemplaires, Lito, à partir de 4 500 F



La « Montre », d'après le pouce de César (1967) en or 18 carats, 300 exemplaires, Artwatch, environ 42 000 F

La nouvelle palette des lithos de poche

LA MODE a depuis toujours transposé l'art sur trame à coups de ciseau et de pinceau. L'art a toujours aimé sortir des musées. Le consumérisme culturel bat son plein. Du torchon dérobé à la Nature morte à la bouilloire de Cézaune (Réunion des musées nationaux) au vase Sonia Delaunay (Artcurial) en passant par le parapluie de Federico Matta (Paris Musées). Les objets sont inspirés d'œuvres ou estampillés du nom d'un artiste ou d'un musée. Ces « dérapages marketing » éduquent les non-avertis et ravissent les collectionneurs. Si l'art s'applique à une émotion, l'heure à une évolution, pourquoi pas rythmer l'art au son du tic-tac ? Les chassés-croisés entre l'horlogerie et l'art ne datent pourtant pas d'hier.

Séduits par la monnaie d'or de Dali, les horlogers-joailliers Piaget ont, en 1974 à l'occasion du centenaire de la maison, monté le Dali d'or en couvercle de montre. Quand les temps sont durs les montres sont molles. L'obsession d'artefactuelle du temps qui ramollit inspire, aujourd'hui, Swatch qui transpose sur des cadrans « mous » des fragments d'œuvres du maître.

Fidèle à son engagement pour l'art, la société suisse Movado confie chaque année à un artiste international la création d'une montre. Après les cinq cadrans rectangulaires décorés de photos de New York de Warhol, les aiguilles placeaux d'Arman, l'Eclipse, l'Eclipse de Rosenquist - il la décrit comme « une sculpture à emporter et même à porter... » -, la Bill-time octogonale de Max Bill, c'est au tour de Romero Britto, artiste brésilien du pop art, de réaliser la montre Children of the world : 1 000 pièces à 1 000 dollars chacune, dédiées à une cause humanitaire.

Toujours à la recherche de nou-

veaux domaines d'investigation, le sculpteur César présente à Bâle une sculpture de bras : La Montre, en or 18 carats, éditée à trois cents exemplaires. Il s'est inspiré de son célèbre pouce (1967) qu'il agrippe à nos poignets, les aiguilles se situant à la place de l'ongle. Quant à Alain Silberstein, créatif de Besançon, il ne peut dissocier les mécanismes et l'architecture de la montre : son Krono Bauhaus au boîtier transparent permet de voir le mouvement automatique.

UNE SCÈNE DE THÉÂTRE

Le design, un axe de communication que privilégie Jean-Christophe Mareschal pour ses montres Akto. Cylindrique ou cubique, les cadrans sont pour lui « des théâtres et les aiguilles des acteurs sur une scène de 26 mm de diamètre ».

Pendant ce temps, la Réunion des musées nationaux dérobe la montre de gousset du tableau d'Alfred Stevens, La Baignoire, et reproduit la montre châtelaine ayant appartenu à l'impératrice Joséphine (pour 365 francs seulement !). En revanche, la Société des amis du musée national d'art moderne donne dans le luxe en

commandant à Martin Szekely et Richard Artschwager des pendules éditées à huit exemplaires, ainsi qu'une montre coupe-cigares signée Robert Wilson en vingt exemplaires.

Bernard Tibi et Françoise Adamsbaum, amoureux de l'art contemporain, ont créé la société Lito (1988) sur l'idée d'associer la palette des peintres à celle de l'horlogerie. « L'art se regarde, l'heure aussi, on a donc imaginé une « litho portable ». Ils adaptent avec virtuosité les ondulations de la Femme nue de Cornille à la courbe du cadran. Antigadjet, Lito s'engage dans une étroite collaboration artisanale avec l'artiste et divulgue son art en série limitée et numérotée à 999 exemplaires (de 1 100 francs et 5 500 francs). Le catalogue Lito compte, aujourd'hui, cinquante créations et plus de trente-cinq artistes. Les deux dernières créations étaient présentées, à la mi-avril, lors de la 10^e édition du Saga, le salon de l'édition d'art à tirage limité : la Cinétique de Soto et la Graffiti de Jonathan Lasker.

A. S.

Les captives de l'éphémère

Le prêt-à-porter se lance dans le « prêt-à-montre ». Chacun y va de son cadran. De Charles Jourdan à Esprit aux heures éventaillées et sportives. De Timberland à Adidas, c'est la surenchère. La panoplie des « Kookaïettes » est au complet avec un catalogue très fourni. Même les Inconditionnels du denim trouveront leur « bonne heure » chez Les Cooper. Des lignes qui optent pour un état d'esprit plutôt qu'une mécanique perfectionnée. Rien n'est laissé au hasard pour séduire. Captive de l'éphémère, la mode s'amuse à défilé le temps qui passe. De l'Athena Chrono de Montana, la Haute Éléance de Pierre Balmain à la Kiku (chrysanthème en japonais) de Nina Ricci en passant par la Syracuse de Gucci au cadran « cœur » d'Yves Saint Laurent, chacun s'improvise horloger.

Les montres griffées s'attachent à refléter l'âme de la maison et s'accrochent à l'esprit des collections. Christian Dior imagine trois visages pour sa Parisienne, petite et carrée, qui, selon le bracelet, devient en un clin d'œil Voyagère, Belle de nuit ou Citadine.

Bale

Rudolph Valentino et Vilma Banky dans « Le Fils du cheikh », de George Fitzmaurice (1926)

LA part du réalisme cinématographique a toujours voulu qu'un film comporte, dans ses décors ou sur ses personnages, ces objets familiers à mesurer, indiquer l'heure que sont les horloges, les pendules et les montres. Objets dont l'utilisation, quand elle n'est pas purement décorative, peut être symbolique, ou génératrice d'attente, de peur, d'inquiétude, d'angoisse, de signes du destin, rarement de situations comiques. Dans les films muets allemands expressionnistes ou post-expressionnistes, la présence d'horloges dont on n'entendait pas les sons semblait traduire une obsession.

Au début du siècle, les horloges, les pendules et les montres prennent vie. Dans *L'Ange bleu*, de Josef von Sternberg (1930), l'horloge à Jacques-mars de l'hôtel de ville d'une vieille cité allemande rythme, par le défilé de ses figurines de bronze et son carillon, le parcours du professeur « Unrat », ensorcelé par Lola-Lola. En 1939, dans *Le jour se lève*, Marcel Carné donne la même puissance symbolique au réveil-matin de la chambre d'ouvrier, qui se met à sonner au moment de la mort de Gabin, après tout le récit en « retour en arrière ».

Depuis son invention, le réveil-matin (réduit parfois au silence par le coup de poing rageur d'un



COLLECTION CHRISTOPHE L.

Les cadrans du septième art

dormeur qui n'a pas eu son compte de sommeil) a figuré dans bon nombre de films sur les tables de nuit des ouvriers ou des représentants des classes moyennes. Sa forme plus noble, la pendulette, était fort appréciée. Dans *La Belle Equipe*, de Julien Duvivier (1936), au début, Gabin et ses copains chômeurs veulent offrir un cadeau d'anniversaire à la fiancée de l'un d'eux. Ils trafiquent l'appareil à jeux d'un bistrot où l'on pêche des objets en manipulant un mécanisme à mâchoires métalliques. Gabin sort la pendulette et le fiancé un poudrier.

Plus loin, dans le film, le frère d'un des copains disparus offre, pour l'inauguration de la guinguette qu'ils avaient voulu bâtir et exploiter ensemble, un meuble mural à cadran, mécanisme d'horlogerie à sonnerie à marteaux tous les quarts d'heure, qu'on appelait un carillon parce qu'il était censé reproduire le carillon de Westminster. Dans la vraie fin (tragique) de *La Belle Equipe*, ce carillon sonne la mort et l'échec, remplissant, ainsi, une fonction symbolique. Des années 20 aux années 50, sous des habillages divers, le carillon fut pourtant, dans les décors de films comme dans la vie, un signe d'aisance petite-bourgeoise, accroché à un mur de salle à manger.

C'est avec une pendulette ancienne que, dans *L'assassin à peur la nuit*, de Jean Delannoy (1942), d'après un roman de Pierre Véry, Jean Chevrier tue Jules Berry, antiquaire-recycleur qui le menaçait d'un revolver. Poursuivi par le remords, Chevrier, dans sa chambre d'hôtel, entend, amplifié, le tic-tac de son réveil et celui de la pendulette meurtrière, jusqu'à hurler en se bouchant les oreilles. Effet dra-

matique garanti... et souvent utilisé dans des films policiers et criminels. Le gag acrobatique de l'acteur Harold Lloyd qui, après avoir escaladé un gratte-ciel, se trouve suspendu au-dessus du vide, accroché aux aiguilles d'une énorme horloge dans *Monte là-dessus*, de Fred Newmayer et Sam Taylor (1923), reste une exception burlesque, encore que l'impression de cauchemar n'en soit pas absente.

S'il y a comédie, c'est plutôt la comédie de mœurs : ainsi, *Goupi Mains Rouges*, de Jacques Becker (1942), d'après Pierre Véry, où toute une famille de paysans cherche en vain la cachette du trésor de l'ancêtre. Or le grand balancier de l'horloge comtoise à gainé, dans la salle commune de la ferme, est en or massif. Ce peut être aussi la comédie sentimentale : ainsi, *Premier bal*, de Christian-Jaque (1941), où Fernand Ledoux, père de deux filles qui vont être rivales en amour, collectionne toutes sortes de pendules et d'horloges. Elles ne sonneront, toutes ensemble, qu'au moment de sa mort, comme pour lui faire plaisir.

L'obsession du temps qui file entre les doigts trouva une expression lancinante et tragique avec *Le train sifflera trois fois*, de Fred Zinnemann, où le shérif, Gary Cooper, attend, de 10 h 30 à midi, l'arrivée d'un tueur que rejoindront ses complices, et qu'il va devoir affronter seul. La durée du film colle exactement au temps de l'action, et l'on voit les horloges qui marquent celui-ci, inexorablement. Mais comment est-on passé à cet objet usuel, la montre ?

En 1939, *Cœur immortel*, de Veit Harlan (qui allait être le réalisateur du *Jaffé Süß*), a raconté l'invention de « l'horloge de poche » par Peter Henlein,

maître-serrurier de Nuremberg au XVI^e siècle. Le cinéma hétéroclite célébrait alors les grands hommes de l'histoire allemande, comme s'il n'y avait eu de création et de progrès que par eux. *Cœur immortel*, film à grand spectacle, attachait d'autant plus d'importance à cette première montre, baptisée « œuf de Nuremberg », qu'elle était née dans la ville-symbole des parades nazies.

Vérité historique ou pas, l'existence de la montre de poche, la montre à gousset, est indéniable dans les films à costumes. Et, à la Belle Époque, les femmes en portent de petites épinglées à leur corsage. La montre est, alors, facile à voler. Au début des *Enfants du paradis* (Marcel Carné, 1944), en 1828, un bourgeois assistant à la parade du Théâtre des Funambules, boulevard du Temple, se fait « chourer » la sienne et accuse Garance (Ariety) de la lui avoir dérobée. Mais Baptiste Debureau (Jean-Louis Barrault), qui a tout vu de son estrade, mène le vol tel qu'il a eu lieu et innocente Garance.

N'est-ce pas Jules Renard qui, pour signifier un silence absolu, avait eu ce mot d'esprit : « On entendrait voler une montre ? » Cet objet chéri des pickpockets a inspiré nombre de scénaristes et de metteurs en scène. Battement de cœur, comédie moderne d'Henri Decoin (1939), fit de Danielle Darrieux, orpheline évadée d'une maison de correction, l'élève d'un maître-voleur (Saturin Fabre) qu'un ambassadeur (André Luguet) transformait en jeune fille du monde pour qu'elle aille, dans un bal, dérober la montre de gousset d'un jeune diplomate (Claude Dauphin), qu'il soupçonnait être l'amant de sa femme. La jeune fille réussissait mais, ayant trouvé dans le boudoir de la montre la photo de la femme de l'ambassadeur, elle la retirait... parce que le diplomate lui plaisait, supprimant, ainsi, la preuve de l'infidélité.

On voit donc qu'à la fin des années 30 il était encore de grand chic, chez les gens du monde, de porter une montre à gousset. La montre-bracelet était entrée dans les mœurs et convenait à toutes les classes sociales. Une scène de *Pension Mimos* (Jacques Feyder, 1936) rappelle que les garçons recevaient leur première montre-bracelet le jour de leur première communion. On l'a vue aux poignets de soldats, d'agents de renseignements, de résistants qui la mettaient à l'heure pour une mission dangereuse. On l'a tellement vue, la montre-bracelet, qu'on ne la voit plus. C'est, sans doute, René Clément qui en fait la plus belle et la plus tragique utilisation dans *Le Château de verre*. Michèle Morgan, épouse d'un juge de Berne venue, en cachette de lui, à Paris, retrouver Jean Marais, se trouve au lit avec celui-ci, à peu de temps de son retour en Suisse. Elle prend la montre-bracelet de son amant sur la table de nuit et fait avancer les aiguilles jusqu'à l'heure où, normalement, elle se trouvera chez elle pour régler la situation. La mise en scène projette alors - en avant dans le temps - ce qui va réellement arriver et que, seuls, les spectateurs connaîtront lorsque, Michèle Morgan ayant tourné les aiguilles dans l'autre sens, le film reprend son cours chronologique. Mais l'arrêt du destin est fixé.

Ainsi fut inventé le suspense

La Ronde des heures, L'Heure suprême, Huit heures de sursis, L'Heure du crime, L'Heure de la vengeance, L'Heure des brasiers, L'Heure exquise, Heures d'angoisse, La Minute de vérité, De onze heures à minuit, Minuit place Pigalle, Il est minuit, docteur Schweitzer, Minuit quai de Bercy, Quand minuit sonnera, La Vingt-cinquième Heure, Midnight Express, Midi gare centrale, Trois heures dix pour Yuma, Le général est mort à l'aube, A chaque aube je meurs... On n'en finitrait pas de citer des titres de films dont le sujet est lié au découpage horaire du temps. Le temps - de la vie, de la mort, de l'histoire, du passé, du présent, de l'avenir - est la grande affaire des hommes, qui ont réussi à le mesurer, au fil des siècles, par des appareils appropriés, sans, pour autant, s'en rendre maîtres. Le temps est aussi la grande affaire du cinéma, pas seulement par les scénarios, mais aussi par la mise en scène, le montage, la représentation de la durée. Ainsi fut inventé le suspense, de Griffith à Hitchcock, mais cela pourrait nous entraîner loin.



Jacques Siclier



BREITLING

1884

Innover, compléter, améliorer encore les performances de systèmes mécaniques pourtant séculaires... Ajouter de nouvelles fonctions à un instrument électronique déjà fort complet... Embellir, enrichir et affiner telle ligne d'un boîtier ou tel détail d'un cadran... A l'image de l'aéronautique qui poursuit sans relâche tout progrès possible, BREITLING réinvente chaque année ce monde du chronographe qui est le sien.



NAVITIMER SPATIOGRAPHE

Pour augmenter radicalement la lisibilité du compteur de minutes du chronographe automatique NAVITIMER, BREITLING utilise dans le nouveau SPATIOGRAPHE un affichage digital mécanique permettant la lecture immédiate d'un temps court jusqu'à 10 minutes. Le total des temps courts mesurés est de trois heures. Règle à calcul pour multiplication, division et conversion d'unités.



En 1996, la BREITLING ACADEMY assurera le perfectionnement au plus haut niveau de pilotes particulièrement prometteurs dans le monde de la voltige. Lors de stages conduits par Xavier de Lapparent, champion du monde et détenteur actuel du trophée BREITLING, ces jeunes talents s'entraîneront sur les Sukhoi 31, Cap 232 et Extra 300 de la BREITLING ACADEMY.



NAVITIMER MONTBRILLANT

Totale harmonie pour le nouveau boîtier acier du chronographe mécanique de haute performance MONTBRILLANT équipé désormais du nouveau bracelet NAVITIMER, bien dans l'élégance de cette montre-instrument inspirée par l'époque où la NAVITIMER et sa règle à calcul furent créées pour les aviateurs.



Top Gun, l'école de combat aérien de l'US Navy et les Blue Angels, les Red Arrows de la RAF, la Patrouille de France ou l'astronaute Scott Carpenter, autant de légendes de l'aéronautique auxquelles BREITLING a l'honneur de dédier ses instruments en séries très limitées, disponibles uniquement chez les meilleurs revendeurs spécialisés.

La nouvelle version du chronographe électronique multifonctions AEROSPACE propose sur simple pression de la couronne une indication sonore de l'heure et de la minute.

On peut être spécialiste en chronographes mécaniques depuis plus d'un siècle et rester moderne sur le style. L'amateur de belle technique retrouvera dans le luxe et le raffinement des extérieurs le même souci de perfection nécessaire à la très précise mesure des temps courts...



CROSSWIND

Le nouveau CROSSWIND est un chronographe BREITLING d'exception: de taille nettement plus importante, ce nouvel instrument mécanique contraste également par ses lignes plus classiques... et son cadran ne peut que dévoiler l'esprit "haut de gamme" d'une montre très sophistiquée...



Vers la fin de cette année, lorsque les vents en très haute altitude se seront stabilisés, le BREITLING ORBITER, un ballon très particulier piloté par Bertrand Piccard et Wim Verstraeten, s'élèvera jusqu'à la stratosphère pour tenter de réaliser le premier tour du monde sans escale, dernière grande aventure aéronautique. Ce vol sera l'aboutissement de 213 années d'efforts et de rêves des aéronautes du monde entier.



INSTRUMENTS FOR PROFESSIONALS

critiquent
migrations

de la zone

Le monde de la migration est en pleine effervescence. Les experts s'accrochent à l'analyse des données, les politiques cherchent à anticiper les flux, les médias suivent les déplacements. Mais derrière ces chiffres, il y a des vies, des parcours, des espoirs et des inquiétudes. Les migrations sont-elles une force de progrès ou un défi pour la planète ?

Le petit pays

Un petit pays, une grande histoire. Les traditions, les coutumes, les paysages, tout contribue à façonner son caractère unique. Mais comment concilier le développement économique avec la préservation de son patrimoine ?

la commission

La commission a tenu sa séance. Les débats ont été animés, les positions divergentes. Mais une chose est sûre : le dialogue est nécessaire pour trouver des solutions.

Le monde de la migration

Les migrations sont un phénomène complexe, influencé par de nombreux facteurs. Il est essentiel de comprendre ces dynamiques pour mieux les gérer.

Le monde de la migration

Les migrations sont un phénomène complexe, influencé par de nombreux facteurs. Il est essentiel de comprendre ces dynamiques pour mieux les gérer.